

كلنا من الأصل

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13106 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- JEUDI 19 MARS 1987

## Budget préélectoral en Grande-Bretagne

C'était prévisible : dans la City, au Parlement, dans la presse et chez les book-makers, la révélation du projet de budget a relancé les spéculations sur la date des élections législatives au Royaume-Uni. Mais les avis restent partagés. Pour les uns, la confirmation d'une réduction de l'impôt sur le revenu indique que le chancelier de l'Échiquier a préparé le terrain pour une décision prochaine de M<sup>re</sup> Thatcher.

Le premier ministre n'aurait plus qu'à attendre de mesurer l'effet produit par le projet de M. Nigel Lawson, de vérifier que l'ensemble des sondages continueraient de donner l'avantage aux conservateurs (neuf points d'avance sur les travaillistes selon la dernière enquête concernant les intentions de vote publiée le 15 mars par le « Sunday Times ») et de s'assurer que le résultat des élections locales du 7 mai prochain ne remettrait pas en cause cette tendance très encourageante. Les électeurs pourraient être alors convoqués pour le mois de juin.

D'autres estiment que la prudence du ministre des finances, fort économe de la « manne » de ressources dont il dispose, signifie au contraire qu'il laisse toute latitude au chef du gouvernement pour patienter, peut-être jusqu'en octobre. Il n'empêche que divers économistes considèrent que M<sup>re</sup> Thatcher n'a guère intérêt à retarder son choix, car la conjoncture risque de se détériorer en fin d'année. Leurs inquiétudes portent plus particulièrement sur la reprise de l'inflation, l'aggravation du déficit de la balance des paiements et la fragilité de la monnaie, alors que rien ne laisse présager une amélioration importante de la situation de l'emploi.

Pour l'instant, les circonstances paraissent favorables pour le gouvernement. Après avoir pris la tête des sondages durant les neuf premiers mois de 1986, le Parti travailliste semble avoir perdu l'élan que lui avait donné la réorganisation menée par M. Neil Kinnock. Le leader du Labour paie le prix de sa politique de défense anticommuniste jugée réaliste par un grand nombre d'électeurs travaillistes. Malgré la modération montrée par M. Kinnock et l'exclusion de la tendance trotskiste élitiste l'an passé, une partie de l'électorat de l'opposition reste méfiante à l'égard d'une formation au sein de laquelle la « gauche dure », responsable de l'écrasante défaite de 1983, exerce toujours une indiscutable influence.

Cette image « gauchiste » a valu aux travaillistes le gros revers enregistré par leur candidat à Greenwich lors des élections partielles de février. Quant à l'alliance des deux partis contristes qui a remporté haut la main le siège de Greenwich, elle se ramène d'un long passage à vide. Sa politique de défense, jugée ambiguë et confuse, a également été mise en question. Elle retrouve seulement dans les sondages sa position de 1983, mais, avec près de 25 % des intentions de vote, elle ne semble pas être en mesure de pouvoir réaliser son ambition : arbitrer le débat entre les deux grandes formations et détenir ainsi la clé du pouvoir.

La rigueur du système électoral britannique dessine cependant un tableau libéral et social-démocratique. M<sup>re</sup> Thatcher a donc actuellement de bonnes chances de briser avec succès un troisième mandat consécutif, ce qui serait un fait sans précédent dans l'histoire moderne du Royaume-Uni.

(Lire page 30)  
l'article de FRANCIS CORNU.)

## Grave attentat à l'Académie militaire

### Regain de tension aux Philippines

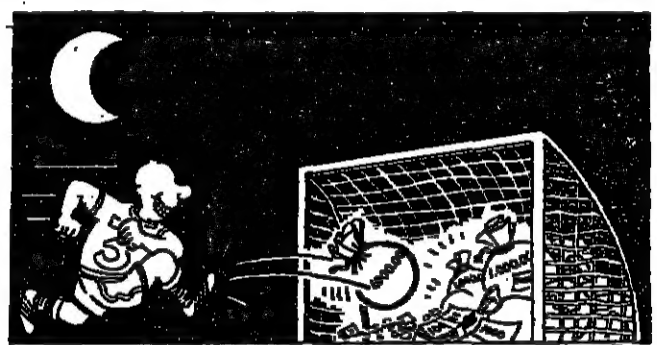
Un attentat à la bombe dans l'enceinte de l'Académie militaire des Philippines à Baguio (nord de l'archipel), le mercredi 18 mars, a fait au moins quatre morts et quarante blessés, selon le secrétaire d'État à la défense, M. Rafael Ildefonso. L'explosion s'est produite au cours d'une répétition de cérémonies prévues dimanche prochain lors d'une visite de la présidente Cory Aquino. La radio de l'armée a indiqué que parmi les blessés figuraient seize officiers supérieurs. Cet attentat témoigne d'un regain de tension au lendemain de la dissolution des milices militaires.

Informée de l'attentat, qui n'a pas été revendiqué sur le moment, alors qu'elle présidait une réunion du cabinet, M<sup>re</sup> Aquino a indiqué qu'elle attendait de nouvelles précisions pour prendre une décision sur sa visite qui devait marquer une cérémonie de promotions d'officiers. Selon des informations non officielles, les enquêteurs civils se seraient vu refuser l'entrée de l'académie par l'armée, qui souhaiterait procéder elle-même à l'enquête.

L'attentat - commis avec un engin explosif très puissant qui a soufflé le toit de la tribune présidentielle - s'est produit après l'annonce, lundi, de la dissolution des milices armées et d'une confrérie militaire très influente, celle des « guardians » (le Monde du 18 mars). L'armée a, tout d'abord, mis l'attentat sur le compte de la guérilla communiste. Mais, par la suite, des

sources proches des services de renseignement n'ont pas exclu une responsabilité de membres de l'académie militaire elle-même.  
(Lire nos informations page 4.)

## La « caisse noire » de Saint-Etienne



Lire nos informations page 14

## Contre-révolution culturelle aux Pays-Bas

### Les fruits amers de la société permissive

Des élections provinciales se sont déroulées aux Pays-Bas le mercredi 18 mars. C'est le premier scrutin national depuis les élections législatives du 21 mai 1986, qui avaient vu la victoire de la coalition de centre droit conduite par le premier ministre, M. Ruud Lubbers. Un thème domine aujourd'hui le débat public néerlandais : la sécurité.

AMSTERDAM  
de nos envoyés spéciaux

« Geen radio, geen zaken van waarde » (Pas de radio, pas d'objet de valeur). David Van Boeren, candidat d'Amsterdam, avait mis cet écriteau sur sa voiture pour décourager les éventuels voleurs. « Cela n'a servi à rien. Chaque fois on me cassait la vitre. Cet hiver, je me levais exprès dans le petit matin pour enlever la neige du pare-brise et laisser

mon écarteur visible. En vain. J'ai résolu le problème : je n'ai plus de voiture. »

Combien sont-ils dans la capitale des Pays-Bas qui tiennent ce raisonnement ? 49 600 vols recensés dans des voitures à Amsterdam pour la seule année 1986, 6 500 voitures volées, 14 200 cambriolages... Sans compter - trop nombreux, ils ne sont plus repris dans les statistiques - les vols de vélos. Où est-il le temps des « vélos blancs » que les gentils prouvent mettaient à la disposition de tout le monde ?

Plus grave, l'augmentation des vols avec violence et des crimes : l'assassinat, le 5 août dernier, d'un policier de vingt-neuf ans, Peter Lugten, par un jeune héros-manne originaire du Suriname a sans doute été le symbole tragique de ce que beaucoup appellent ici les fruits amers de la société de tolérance. Het Parool, le journal

## Lutte contre le chômage, aide à l'investissement

### L'idée d'une relance gagne du terrain

Au conseil des ministres du mercredi 18 mars, M. Séguin a présenté plusieurs mesures, notamment pour les chômeurs de longue durée, d'un coût de 3 milliards de francs, et un nouveau projet de loi sur l'aménagement du temps de travail (lire page 36). Un débat avait eu lieu, mardi, lors de la réunion des ministres, sur l'opportunité d'une relance. Une partie de l'argent des privatisations pourrait être attribuée « à des entreprises réalisant des investissements ayant un intérêt pour l'avenir de notre pays », les autoroutes par exemple.

Relance ou pas relance ? Le débat ouvert au sein du gouvernement sur l'intérêt de mesures destinées à stimuler l'activité a connu le mardi 17 mars d'intéressants

rebondissements. Alors que le matin même M. Alain Juppé affirmait en réponse à une question qui lui était posée à la télévision que le gouvernement poursuivait sur la voie de la rigueur - exprimant en cela le point de vue de M. Balladur - M. Denis Baudouin, porte-parole de M. Chirac, déclarait pratiquement le contraire quelques heures plus tard. A l'issue de la réunion gouvernementale tenue toute la matinée à l'hôtel Matignon, M. Baudouin affirmait que tous les ministres avaient reconnu la nécessité de la relance, chacun exprimant une préférence différente sur les moyens de la réaliser.

Incohérence ou imprudence de langage ? Il semble bien que le porte-parole de M. Chirac ait très exactement traduit le trouble des ministres.

A. V.  
(Lire la suite page 33)  
lire nos informations page 12.)

## Le Triangle d'or et la drogue

Quand le trafic de l'opium prospère avec les insurrections...

PAGE 4

## Enseignements artistiques

Un plan de 50 millions de francs et un projet de loi.

PAGES 16 et 17

## Affaire Grégory

Christine Villemin renvoyée devant la chambre d'accusation de Dijon.

PAGE 14

## Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« La Storia », filmée par Luigi Comencini. Le printemps de la mode de Milan à Paris : hommage à Christian Dior au Musée des arts de la mode. Un entretien avec Marc Audebert, jeune stylist.

Pages 19 à 24

Le sommaire complet se trouve page 36

20 mars 1986-20 mars 1987

## La cohabitation en trois actes

M. Chirac a commencé, ce mercredi 18 mars, sa quatrième « tournée d'explication » dans le Tarn-et-Garonne et l'Aveyron. Il sera, le 25 mars, l'invité de « l'heure de vérité », avant de demander, le 7 avril, un vote de confiance à l'Assemblée nationale.

Le premier ministre éprouve le besoin d'imposer sa présence. Il se démultiplie d'autant plus qu'il a traversé une mauvaise passe. Un an de cohabitation, un an de gouvernement : le bilan, pour lui, n'est pas enthousiasmant ; il n'est pas non plus décourageant.

Les sondages expriment une relative morosité des Français à l'égard de son action et de la cohabitation institutionnelle. Mais ils traduisent aussi le maintien, globalement, d'un rapport des forces politiques favorable à la droite, malgré une

légère érosion. Les électeurs de la majorité sont grognons mais fidèles. Notre envoyé spécial à Sens, petite ville de l'Yonne fortement marquée à droite, en a trouvé confirmation sur le terrain.

Une année a suffi à M. Chirac pour s'assurer, discrètement, du contrôle des leviers de l'Etat. Dans la haute fonction publique, les têtes sont tombées mais sans bruit.

Une année a suffi également au « couple » exécutif, pour installer un équilibre des pouvoirs qui paraît durable. Le pré carré présidentiel a résisté à la « voracité » du premier ministre. M. Chirac s'y est cassé les dents. En dépit de l'incident de Madrid, il s'est fait une raison. Il est « rentré en France ».

(Lire notre enquête pages 10 et 11.)

## A l'approche d'un anniversaire

### L'Europe ringarde

par Pierre Drouin

L'Europe est derrière nous. Elle a existé quand on y parlait latin, du temps des universités médiévales, où les étudiants passaient de Bologne à Salamanque, d'Oxford à Paris ou de Prague à Tubingen. Brassage de l'humanisme, faisant naître un épais tissu culturel. Elle a rayonné au temps des Lumières, où la langue française était parlée dans les cours princières et entre savants. Le dix-neuvième siècle l'a tuée parce qu'il a exalté les nationalités. M. Jacques Attali le reconnaissait qui disait en 1981, répondant à un journaliste qui l'interrogeait (1) : « Je voudrais bien que l'on me dise quelles sont les valeurs communes aux différents pays européens... Ce qu'il y a d'original à l'Europe, c'est que

c'est le berceau du capitalisme... S'il y a une unité de l'Europe, c'est l'unité de l'idéologie, de la marchandise, c'est la négation d'une culture. »

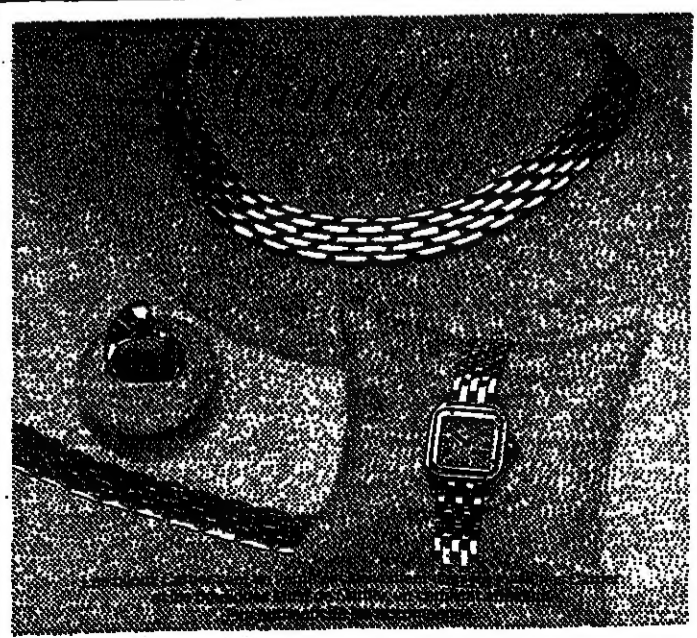
L'idée de l'Europe, elle, a failli s'incarner lorsqu'elle fut relancée après la guerre par ces « prophètes » dont la voix portait bien au-delà des frontières : Jean Monnet, Robert Schuman, Konrad Adenauer, Alcide de Gasperi ; lorsque, le 25 mars 1957, - on fête bientôt cet anniversaire - les Six signèrent les traités de Rome. La mystique s'est hélas transformée en politique, selon un processus que Charles Péguy connaissait bien. Et la politique en bureaucratie. Ce qui sort des moulinettes institutionnelles transnationales est aujourd'hui minable.

Et pourtant, Dieu sait si elles fonctionnent. Même la nuit, souvent.

Les opinions publiques n'ont jamais en pour Bruxelles les yeux de Chimène. De l'immeuble Charlemagne ou de Berlaymont n'arrivent que des messages codés, à l'usage de quelques professionnels de l'agriculture, des finances publiques, des relations commerciales, etc. Pas de quoi, vraiment, soulever les passions. Or, on sait que, sans elles, les choses n'avanceraient pas.

(Lire la suite page 2.)

(1) Revue CADMOS (Cahiers trimestriels de l'Institut universitaire d'études européennes de Genève et du Centre européen de la culture). Quatrième année. Été 1981. Villa Moynier, 122, rue de Lausanne, 1211 Genève 21 (Suisse).



7 PLACE VENDÔME, PARIS  
42.61.55.55

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 825 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 190 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suisse, 1,80 fr. ; Suède, 1,60 kr. ; USA, 1,25 \$ ; USA (West Coast), 1,60 \$.



# Débats

## TRENTE ANS APRÈS...

Le 25 mars 1957, les Six de la « Petite Europe » signaient les traités de Rome sur l'Euratom et le Marché commun. Trente ans après, Pierre Drouin analyse les variations de l'environnement et les progrès à accomplir pour que l'Europe soit moins à la traîne. Louis Leprince-Ringuet examine plus particulièrement les chances et les risques dans les technologies avancées et Pierre Sudreau fait des propositions concrètes pour un nouvel élan.

### La mission de la France

CETTE année, le traité de Rome aura trente ans. Moi aussi. Entre l'Europe et ma génération, aucun lien ne s'est tissé. Elle n'est ni une émotion — la réconciliation franco-allemande a grandi à côté de nous — ni un épouvantail — la supranationalité n'est plus que l'ombre d'un cauchemar. A s'exprimer trop exclusivement en termes de compromis qui cachent mal d'impossibles accords, l'Europe n'évoque presque plus rien.

Et pourtant, génération de toutes les communications et de tous les échanges, nous savons, du plus profond de notre raison, que l'Europe est l'ardente obligation qui nous incombe. Devant l'inéluctable vide européen, comment n'éprouverions-nous pas une grande inquiétude. Tant d'errements, tant d'aveuglements, tant de pusillanimité nous menacent directement. Comment ne prendrions-nous pas conscience que déjà le temps nous manque ?

Quand, vers l'an 2020, nous passerons le témoin à ceux qui naissent aujourd'hui, que restera-t-il de l'Europe ? Personne ne peut nier que l'Europe a fait plus de progrès entre 1958 et 1989 que pendant les deux décennies suivantes. Il est temps que la France renoue franchement avec sa mission européenne.

Qui aura aujourd'hui le simple bon sens — comme l'eut en d'autres temps le général de Gaulle — de dire que les élargissements incoincideront de la CEE ne sont que de vaines alibis pour réduire l'Europe à une union flasque ?

Qui aura le courage de faire comprendre que « l'OTAN, c'est l'ail de la parésie et de la lâcheté des Européens » (1) ?

Qui saura rappeler à l'Europe que son génie tient dans son insatiable curiosité intellectuelle, sa soif permanente de découvertes et d'ouvertures ? Qu'elle reprenne le grand large pour nouer avec les peuples du tiers-monde une alliance exemplaire ?

Ceux qui nous ont précédés ont dû, maintes et maintes fois, reconquérir la paix en Europe. Notre génération l'a reçue comme un don. Qu'en ferons-nous ?

CHRISTIANE BRANCHU, conseillère municipale RPR de Bourges.

(1) Alexandre Sanguinetti.

## LE MONDE EST A VOUS

Samedi 21 mars à La Villette

La première assemblée générale de la Société des lecteurs du Monde se tiendra :

SAMEDI 21 MARS A 15 HEURES dans la Grande Halle de La Villette

Ouverture des portes à 14 heures.

Accès direct : métro Porte de Pantin.

A l'occasion de cette assemblée, le Monde présentera, sur plusieurs stands, ses activités nouvelles, ses projets, la maquette de la future imprimerie d'Ivry, et organisera une série de rencontres avec les journalistes.

Cette journée est réservée aux membres de la Société des lecteurs du Monde. Ils peuvent venir accompagnés ; toutefois, les capacités d'accueil pour les enfants sont limitées.

Les membres de la Société des lecteurs du Monde qui ne pourront assister à l'Assemblée générale sont invités à renvoyer d'urgence leur pouvoir à : Société des lecteurs, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

## Encore un effort sur les techniques de pointe...

Soyons souples, rapides, efficaces, attentifs, tenaces...

par LOUIS LEPRINCE-RINGUET (\*)

NOUS en sommes de plus en plus conscients : la croissance de notre économie, celle de l'emploi en particulier, dépend très étroitement de l'état de santé de nos recherches et de nos techniques avancées. Nous avons douloureusement constaté, au cours de ces dernières décennies, à quel point le déclin des industries traditionnelles, celles qui ont fait notre prospérité jusqu'au milieu de ce

siècle, celles dont nous étions fiers, dont l'Etat protégeait le développement et assurait l'épanouissement, s'est révélé profond et irréversible : des régions entières de notre pays en restent meurtries.

Pourtant certaines de nos entreprises classiques auraient pu ou peuvent encore refluer sous

réserve d'un effort sévère et prolongé, par l'introduction intelligente et large des techniques d'avant-garde. Mais nous avons trop souvent pris du retard.

Nous ne sommes pas, heureusement, en retard partout. En science fondamentale, le CERN, qui est en fait le plus grand centre scientifique européen, qui groupe depuis les années 50 les meilleurs physiciens et techniciens de treize pays d'Europe occidentale pour l'étude de la structure de la matière, des particules fondamentales, de l'antimatière, connaît une réussite tout à fait remarquable : le récent prix Nobel de physique attribué à Rubbia et Van Der Meer récompensait toute l'équipe (près de 150 physiciens) d'une des grandes expériences du CERN.

Pourquoi cette réussite ? Une volonté d'exécution, une administration légère, une absence de rigidités.

Nous sommes également très bons dans le nucléaire : si nous avons adopté une filière américaine (à eau pressurisée), nous maîtrisons aujourd'hui les techniques des surgénérateurs, celles du retraitement, de la vitrification des produits de fission, aussi bien ou mieux que quiconque. Nous pouvons être fiers de notre réseau d'électricité nucléaire. Et puis il faut citer le JET (Joint European Torus) que l'Euratom a installé en Angleterre, à Culham, pour les études sur l'énergie thermonucléaire.

### Cocorico pour Airbus et Ariane

Nous sommes aussi très valables en électronique militaire et médicale : le système RITA pour communications tactiques terrestres a été acquis par les Etats-Unis. Et cocorico européen pour Airbus et Ariane naturellement : ce sont deux grands succès pour les entreprises européennes.

Hélas, tout n'est pas aussi favorable pour nous. On voit bien à quel point nous sommes sous emprise étrangère (Etats-Unis ou Japon) pour les produits neufs de l'informatique et de l'électroni-

(\*) Membre de l'Académie française. Président de l'Organisation française du mouvement européen.

que : magnétoscopes, caméras, téléviseurs, appareils vidéo et surtout composants de l'informatique.

Devant cette situation, nous devons réagir très vigoureusement : notre influence dans le monde (et l'Europe est indispensable à la sagesse du monde), l'épanouissement de notre culture, et surtout la reprise des emplois dans nos pays seront fonction de notre réaction.

### Des projets solides

Depuis quelques années, la CEE, consciente du danger, a lancé des projets comme ESPRIT (European Strategy for Precompetitive Research in Information Technologies) dans le domaine de l'informatique, RACE pour un réseau européen de communication, BRIT, etc. Ces projets exigent une collaboration multinationale européenne et sont subventionnés pour moitié par la CEE. Il s'agit d'habituer les centres de recherche européens à travailler ensemble. Déjà plusieurs centaines de projets ont été adoptés et plusieurs milliers de chercheurs sont engagés dans ESPRIT.

Il faut penser non seulement à la recherche mais à la réalisation d'objets de haute technicité, d'où EUREKA, qui s'adresse aux industries européennes. Déjà plus de soixante projets sont adoptés, certains d'entre eux correspondant à des dépenses de plus d'un milliard de francs. Ce sont les Etats qui subventionnent les entreprises. Il faut aller vite, éviter à tout prix les retards car on sait que les produits modernes ont une vie de quelques années seulement.

Pour nous, Français, nous devons à tout prix réduire les rigidités qui dans tous les secteurs nous paralysent : les lenteurs et tracasseries administratives, les attitudes syndicales dogmatiques et conservatrices, les corporatismes terriblement inquiétants et dangereux, l'inadaptabilité du système scolaire à l'évolution. Si nous apprenons à devenir souples, rapides, efficaces, attentifs, tenaces, activement européens, la paralysie ne nous gagnera pas et la menace de l'esclavage s'éloignera.

## L'Europe ringarde

(Suite de la première page.)

Au fait, est-il important qu'elles avancent ? Jamais, depuis la construction du Marché commun, ne s'est posée aussi crûment cette question iconoclaste. Une Communauté européenne est-elle vraiment nécessaire ? Pourquoi à Douze ? Quel est le dessein ? Les échanges entre les nations membres ont été stimulés, c'est vrai, mais pas les rapprochements industriels. Et qui voit la différence dans l'audience du Parlement de Strasbourg depuis qu'il est élu au suffrage universel ?

Surtout, les paysages économiques se transforment à toute vitesse, et, si elles veulent s'y inscrire, les firmes sont contraintes de travailler pour le monde entier, sans privilégier plus spécialement les voisins. L'Europe paraît un concept ringard, plutôt embarrassant à l'heure des satellites et de la « géofinance ».

Cette remise en cause fondamentale est-elle justifiée ? Essayons pour répondre de nous libérer des traditions intellectuelles et géopolitiques vieilles de trente ans, c'est-à-dire du temps où l'on signait les traités de Rome. Après tout, des constructions qui ont porté leur temps d'espérance et de raisons d'être ne sont peut-être plus adaptées. Si c'était le cas, pourquoi prolonger leur existence ? A moins d'en faire des palais d'Orsay...

Il fut un temps où les hommes croyaient que l'âge d'or était derrière eux. Puis la Renaissance survint et le schéma bascula. L'idée de progrès fit alors son chemin et, même si aujourd'hui cette foi vacille un peu, personne ne demande que l'on retourne à la lampe à huile. La croissance, la lutte pour l'emploi, seront longtemps encore nos horizons. Or, il se trouve que l'Europe a son mot à dire dans cette aventure, comme elle l'a dit — à combien ! — du temps des « économies-monde », à Bruges, à Amsterdam, à Hambourg, à Venise, à Gênes, etc. Qu'on se rappelle le panorama qu'en fit Fernand Braudel.

Seulement voilà : les modèles de croissance qui font référence aujourd'hui n'ont plus rien à voir avec ceux de la Ligue hanséatique. Les angures viennent du Japon ou des Etats-Unis. Faut-il s'y résigner ? C'est là où l'analyse du Vieux Monde sent sa conscience le chatouiller. Il n'est pas admissible en effet de larguer un savoir-vivre au nom de l'efficacité. Et peut-être un savoir-faire. Qui dit en effet que des concurrents qui réussissent mieux aujourd'hui ont trouvé la « pierre philosophale » ?

Si l'on regarde les choses avec sang-froid, on se rend compte que l'Europe n'a pas que des faiblesses. Et même que ses atouts existent précisément dans un domaine promis à un brillant avenir : celui des technologies de l'information. « L'Europe reste encore tout à fait dans le peloton de tête des réalisateurs », écrivait récemment M. André Danzin (2), conseiller scientifique auprès du programme ESPRIT.

### Le test du « marché unique »

Attention toutefois à ne pas se gargariser trop avec les succès des logiciels de ce côté-ci de l'Atlantique, du minitel français, de notre système « Rita » qui équipe le réseau de transmission de l'armée américaine, ou de la communication numérique en matière de téléphonie (avec les Suédois et les Français).

Dans certains domaines, les pertes de marchés pour les fournisseurs européens sont considérables, en particulier dans un secteur très sensible et d'avenir : celui de la micro-électronique et des circuits intégrés. « Il n'y a pas d'autres solutions pour l'Europe que de nourrir l'ambition d'être la base de sociétés multinationales capables d'équilibrer les grandes sociétés multinationales américaines et japonaises », poursuivait M. Danzin.

On saura sans doute bientôt si les chances l'emporteront sur les risques, car le test est plus que jamais la préparation du « marché unique », qui doit être réalisé, on le sait, au plus tard en 1992, le Marché commun n'en étant que la caricature. Si nous construisons (enfin) cette zone d'échanges où les « normes » des Etats sont confondues, où les stratégies de

développement convergeront et où l'accès aux marchés publics sera « nationalisé », alors tous les espoirs seront permis.

Il seront renforcés par le fait que nous entrons, pour cette troisième révolution industrielle, celle de l'information, dans une phase d'incertitude, fort bien analysée, dans la même publication citée plus haut, par M. Yves Berthelot. Il note d'abord une incertitude sur la demande (« les clients ne savent pas ce qu'ils veulent »), car ce sont aujourd'hui les entreprises qui créent une attente dont on ne sait pas exactement si elle « prendra », ni si elle sera satisfaite par le produit proposé.

Incertitude sur l'organisation de la production aussi. On dit par exemple que l'électronique peut permettre à la fois un meilleur contrôle central et une décentralisation de la production, mais on ne sait pas encore d'une façon très certaine comment ces deux possibilités se marieront dans les années à venir.

Troisième incertitude enfin : quel est le modèle de société qui va être performant compte tenu des nouvelles technologies ? Ou plutôt combien de modèles seront en mesure de réussir ?

L'Europe, en retard aujourd'hui, a donc une formidable chance, puisque rien n'est encore figé, d'affiner son propre modèle de développement, celui de l'économie mixte, du dosage entre entreprises publiques et entreprises privées. Il faut que nous affirmions notre spécificité. « Je crois... à l'Europe intégrée, insérée complètement dans l'économie mondiale », écrit justement M. Yves Berthelot, mais, pour gagner dans une économie mondiale, il faut avoir une identité. — PIERRE DROUIN.

(2) Les Cahiers de la Fondation Europe et société, Octobre 1986, n° 3, 14, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris.

## Vagissements

Pour une conférence de prospective et un comité des sages

par PIERRE SUDREAU (\*)

VIVE l'Europe ! Depuis 1958, à chaque occasion, des responsables de nationalités et de tendances politiques diverses, la main sur le cœur, se déclarent Européens convaincus. Hélas ! la réalité est loin des discours : trente ans ont passé au cours desquels se sont accumulés discussions byzantines, conflits d'intérêts souvent sordides estompant les objectifs essentiels. L'Europe a manqué un certain nombre d'occasions qui lui auraient permis de dépasser son stade de mercantilisme limité.

Il est superflu d'évoquer le rituel dossier défense. Qu'est devenue cette grande monnaie européenne dont on parle depuis dix ans qui aurait pu, face au dollar fluctuant, améliorer l'économie mondiale ? Où est le plan européen de lutte contre le chômage ? Qu'ont fait les dirigeants européens face à la crise ? Ont-ils été capables pendant les dix dernières années, avant la récente conférence de Londres, d'assumer ensemble quelques mesures élémentaires contre le terrorisme ? Est-ce trop leur demander de prendre conscience, ensemble, des grands problèmes planétaires puisque l'Europe est menacée par l'évolution du monde ?

Il faut oser parler de décadence européenne. L'Europe, en 1900, c'était le quart de la population mondiale. Dans dix ans, les démocraties européennes n'en représenteront qu'environ 5 % avec un

coefficient de vieillissement redoutable.

Les dirigeants européens semblent incapables de faire face, ensemble, à notre environnement. La liste de leurs hésitations, sinon de leurs échecs, est longue. Il ne faudrait pas que l'Europe devienne le continent des opportunités perdues.

Il est urgent de lancer une conférence européenne de prospective et d'information sur les grands problèmes : réfléchir en commun à cinq ans, dix ans et quinze ans sur les dossiers qui commandent notre avenir. Les études existent à Bruxelles, à Strasbourg et aux Nations unies. Il faut en faire la synthèse et la publier. Il faut aussi créer une instance permanente de concertation, une sorte de comité des sages, rassemblant une centaine de personnalités de la Communauté, de toutes tendances et de qualifications multiples, afin de constituer, au-delà des frontières, un organe de réflexion et d'impulsion pour éviter l'émiettement — pour ne pas dire l'enterrement — des initiatives essentielles.

Le temps joue contre nous. Espérons qu'à l'occasion de l'anniversaire du Traité de Rome les responsables européens, au-delà de la glorification du passé, se rassembleront pour agir vite face à l'avenir.

(\*) Ancien ministre, ancien président du Mouvement européen.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-33-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter

du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur,

Administrateur général :

Bernard Wouta.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde

U.S. Speedpost. 45-46 28 th street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at

New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpost U.S.A.,

P.O.C., 45-46 28 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisoire : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composé 36-15 - Tapes LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles

sous accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

هنا امت الاختبار



هكذا من الأصل

# Etranger

... Le Monde • Jeudi 19 mars 1987 3

## LIBAN : le nouvel ultimatum de l'OJR

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, s'est refusé, le mardi 17 mars, à « commenter à chaud » l'exécution du report d'une semaine de l'exécution de la sentence de mort prononcée par l'Organisation de la justice révolutionnaire à l'encontre de Jean-

Louis Normandin. « Le sujet qui nous préoccupe exige que nous soyons sobres », a dit M. Raimond, ajoutant : « Il convient, pour l'instant, de ne pas tirer la moindre conclusion (...). Il y a eu un mouvement sur place, nous avons enregistré ces jours derniers des déclarations qui nous ont paru aller

dans le bon sens. » A Beyrouth, le général Ghazi Kanaan, chef des forces syriennes au Liban, a reçu mardi des épouses de quatre enseignants étrangers (trois Américains et un Indien), enlevés le 24 janvier dernier, et a exprimé l'espoir d'une libération prochaine.

D'autre part, le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Mohamed Ali Becharati, a fait mardi après-midi une brève escale à Paris (venant de Madrid) avant de repartir le jour même pour Téhéran. Il n'aurait pas rencontré de responsables français.

## La « sentence » contre Jean-Louis Normandin est reportée d'une semaine

BEYROUTH  
de notre envoyée spéciale

L'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) a annoncé, le mardi 17 mars dans la soirée, par un nouveau communiqué déposé au quotidien libanais *Al Nahar*, « le report d'une unique semaine de l'exécution de la sentence de mort » contre Jean-Louis Normandin, dernier membre de l'équipe d'Antenne 2 enlevé le 8 mars à être toujours détenu au Liban. C'est avec vingt-quatre heures de retard par rapport à son communiqué de samedi, qui annonçait tout à la fois le « procès et la sentence de mort dans les quarante-huit heures », que l'OJR a réagi.

Ce nouveau communiqué, le troisième en moins d'une semaine, est aussi accompagné d'une photo instantanée en couleurs de l'éclair-

giste d'Antenne 2. Cette fois, l'OJR a durci le ton en annonçant « l'exécution de la sentence », ce qui semble vouloir dire que celle-ci a été prononcée. C'est la première fois, d'autre part, que l'OJR menace de frapper précisément en France même et qu'elle accuse Jean-Louis Normandin d'espionnage « au profit des services de renseignement français et israéliens », affirmant qu'elle dispose d'« aveux qui seront rendus publics plus tard ».

L'OJR répond, en tout cas, point par point au communiqué diffusé samedi par le Quai d'Orsay, qui « s'étonnait des interprétations données à sa politique qui vise au respect des droits et de la justice pour les peuples et les Etats de la région ».

« La France entend, ajoutait le ministre des affaires étrangères, poursuivre avec l'Iran le processus

[de normalisation] engagé il y a onze mois et dont il attend des conséquences positives à plusieurs égards » — une allusion claire à d'éventuelles libérations d'otages.

Or l'OJR déclare sur ce point que « ce problème [des relations franco-iraniennes] ne la concerne ni directement ni indirectement ». L'organisation précise même que « s'entier à lier sa cause au problème des relations avec l'Iran traduit la volonté du gouvernement français de ne pas résoudre » le cas de Jean-Louis Normandin. L'OJR, qui condamne toutefois avec force le soutien de la France à l'Irak, l'engage même à « cesser son appui à toute partie engagée dans la guerre irako-iranienne », considérant que seul ce geste prouverait ses bonnes intentions.

### L'Algérie au centre des négociations

Dans ce long communiqué manuscrit, écrit comme à l'acoustumée sur des feuilles de cahier d'écolier en très mauvais arabe, l'OJR semble vouloir se définir comme le défenseur des « peuples opprimés » par opposition aux Etats dont la politique ne l'intéresse que de loin. L'OJR, qui demande aux autorités françaises de mettre à profit ce délai d'une semaine, non renouvelable, pour envoyer des délégations pour les éclaircissements réclamés après les propos de M. Mitterrand sur le terrorisme et les ventes d'armes à l'Irak, ne précise pas où celles-ci devront se rendre et avec qui elles négocieront éventuellement.

L'Algérie apparaît, cependant, une nouvelle fois au centre de ces négociations. L'OJR, qui fait de nouveau état de promesses et d'engagements du gouvernement français, souligne, à cet égard, que le report de l'exécution de Jean-Louis Normandin est dû, entre autres, « à des promesses secrètes » qu'aurait faites, depuis samedi, Paris. Quelle est la réalité — et éventuellement le contenu — de ces pro-

messes ? A qui ont-elles été faites ? Cela demeure un mystère. Mais ce communiqué est, quoi qu'il en soit, le plus menaçant jamais publié par l'OJR.

Après les espoirs nés des appels à la clémence lancés par des dignitaires chiites libanais, et, en particulier, celui de Cheikh Fadlallah, le seul mentionné nommément par l'OJR, qui, bizarrement, ne lui

donne pas son titre de sayyid (descendant du prophète), la menace sur la vie de Jean-Louis Normandin apparaît plus forte. L'OJR ne renonce pas. Elle n'offre qu'un répit, une sorte de dernière chance, qui s'adresse certes au gouvernement français, mais peut-être, au-delà, à la Syrie, qui règne en maître à Beyrouth-Ouest depuis le 22 février.

FRANÇOISE CHIPHAUX.

## « Faire payer le prix fort à la France »

Beyrouth. — Voici les principaux points du communiqué transmis, le mardi 17 mars, au quotidien beyrouthin *Al Nahar* et dans lequel l'OJR annonce qu'elle reporte d'une semaine l'exécution de Jean-Louis Normandin :

« Premièrement, nous avons exigé du gouvernement français qu'il adopte une attitude civilisée et humaine dans la guerre irako-iranienne en ne l'attaquant pas, donc en n'offrant pas d'armes qui entraînent quotidiennement destruction, annihilation et tragédies pour les peuples opprimés. Nous avons insisté sur cette demande. Nous avons reçu des promesses et nous avons respecté nos engagements.

« Face à l'entêtement et à la détermination [de la France] à poursuivre son appui à l'Irak [en lui livrant] des armes, nous sommes décidés et déterminés à asséner les coups les plus durs en France même,

afin qu'elle paye le prix fort et que le sang ne coule pas pour rien.

« Deuxièmement, la traduction en justice de l'espion français Normandin — qui a avoué être impliqué dans la transmission d'informations photographiques et de documents aux [services de] renseignement français et israéliens ayant permis de bombarder des innocents — relève de la justice la plus élémentaire et de sa responsabilité dans le sang versé à cause de lui.

« Troisièmement : en réponse [aux mises au point] qui ont été faites par les autorités françaises sur leur volonté de corriger leurs relations avec l'Iran, nous disons que ce problème ne nous concerne ni directement ni indirectement. (...) Si elles [les autorités françaises] ont un différend avec l'Iran (...), notre cause et notre problème sont de nature différente. (...) Nous considérons votre entêtement à lier notre

cause au problème des relations avec l'Iran comme un défi flagrant et une volonté de ne pas résoudre le problème. Cela est une raison supplémentaire de fermer les voies du dialogue et de la paix avec vous.

« Enfin (...), considérant avec beaucoup de respect et d'estime [l'appel] lancé par le militant patriotique honnête Cheikh Mohammad Hussein Fadlallah, et après l'appel des autres autorités religieuses et celui de la famille de Normandin, et suite aux promesses secrètes présentées par le gouvernement français aux parties concernées, nous annonçons le report de l'exécution de la sentence de mort pour une durée d'une unique semaine à dater de la publication de ce communiqué.

« Durant cette semaine, des délégations devront être dépêchées pour présenter les éclaircissements nécessaires qui pourront soit améliorer la situation, soit faire couler le sang. » — (AFP.)

## Diplomatie

### Le débat sur le démantèlement des euromissiles

#### M. Schmidt souhaite que la France joue un « rôle de leader » dans la défense de l'Europe

M. Mitterrand a reçu M. Helmut Schmidt à l'Élysée mardi 17 mars. L'ancien chancelier ouest-allemand et le président de la République se sont entretenus des questions européennes de défense, après les récentes propositions soviétiques sur la réduction des missiles de portée intermédiaire en Europe.

M. Schmidt a relancé l'idée d'un accroissement du rôle de la France en matière de défense européenne. « Il est tout à fait de l'intérêt allemand que la France joue un rôle de leader en Europe. Ce rôle est obligatoire si l'Europe veut jouer un rôle décisif dans le monde », a-t-il déclaré, ajoutant : « Je crois que l'avenir de l'Europe restera lié aux Etats-Unis ou sein de l'Alliance ».

M. Mitterrand rencontra, par ailleurs, M. Helmut Kohl, le 28 mars en France. En outre, M. Wilfried Martens, premier ministre belge et président en exercice du Conseil européen, doit discuter, jeudi, avec le président français de la réunion éventuelle d'un som-

met extraordinaire des Douze consacré aux questions de sécurité, a-t-on annoncé mardi à Bruxelles. Il appartiendrait à M. Martens de convoquer un tel sommet, dont la réunion avait été préconisée par M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, idée appuyée par M. Mitterrand. Celui-ci estime que les Européens devraient affirmer leur unité de vues sur le démantèlement des euromissiles proposé par M. Gorbatchev.

### Références américaines

Des experts américains s'interrogent, cependant, sur la possibilité de signer avant la fin du mandat de M. Reagan un accord sur les armes nucléaires de portée intermédiaire. Le directeur de l'Agence américaine pour le contrôle des armements (ACDA), M. Kenneth Adelman, a d'ailleurs récemment tempéré l'optimisme suscité aux Etats-Unis par les déclarations du numéro un soviétique, le 28 février dernier. M. Adelman a qualifié de « mythe » l'idée selon laquelle un tel accord pourrait être signé en 1987.

M. Aspin, le parlementaire démocrate américain le plus écouté en matière d'armement avec le sénateur Sam Nunn, estime qu'un démantèlement total entraînerait une « déstabilisation » des alliés des Etats-Unis en Europe. D'où sa proposition de conserver dans chaque camp entre cinquante et cent missiles de portée intermédiaire en Europe.

M. Armacost, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques, n'en a pas moins déclaré, mercredi à Moscou, que Soviétiques et Américains croyaient possible de progresser sur le dossier des euromissiles. M. Armacost estime, d'ailleurs, que les prochains entretiens que M. George Shultz aura à Moscou pourraient déboucher sur un nouveau sommet entre MM. Reagan et Gorbatchev.

Le représentant soviétique à la Conférence des Nations unies sur le désarmement, de son côté, a proposé, à Genève, la création d'un système international pour interdire le lancement d'armes spatiales. M. Nazarkine a rappelé que les Soviétiques entendaient par armes spatiales les systèmes spatiaux destinés à atteindre des cibles dans l'espace et sur terre. — (AFP, Reuters.)

### Nations unies : le débat sur la Nouvelle-Calédonie

## La virulence des dirigeants canaques tranche sur la modération des pays du Forum du Pacifique

NEW-YORK (Nations unies)  
de notre correspondant

Le comité de décolonisation des Nations unies (1) a consacré la totalité de sa séance du mardi 17 mars au problème néo-calédonien. Classée « territoire non autonome » par un vote de l'Assemblée générale, en décembre dernier, la Nouvelle-Calédonie fait désormais partie des dix-neuf dépendances dont le comité souhaite l'« autodétermination », en collaboration avec les puissances administrantes et conformément aux règles établies par les Nations unies. Cinq personnalités indépendantes canaques se sont exprimées : MM. Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS ; Yann Céron Uregei, « représentant officiel du FLNKS auprès des instances extérieures » ; Simon Nasoutchoué, Eymard Bonanous et Paul Nasoutine, membres du « gouvernement provisoire » canaque.

M. Uregei a ouvert le feu par une violente diatribe contre la politique du gouvernement, qui « écrase et pille le peuple canaque depuis cent trente-trois ans ». Celui que l'on désigne volontiers comme le « révolutionnaire » du FLNKS a fait devant le comité une description apocalyptique des conditions faites, selon lui, à la population autochtone par le pouvoir central, dont « le seul but a toujours été de détruire la société canaque ». L'Etat colonial, a-t-il ajouté, a créé une Rhodésie à la française, alors que « le peuple canaque est le dépositaire exclusif du droit à l'autodétermination ». Il a refusé par avance d'accepter les

résultats du référendum prévu avant le mois d'août.

Plus mesuré, M. Tjibaou a constaté son intervention autour d'une observation : la succession des statuts prouve, en soi, l'existence d'un conflit. Après avoir longuement énuméré les différentes dispositions politico-administratives appliquées par Paris depuis le début de la colonisation, il a conclu que le pouvoir central ne parvenait pas à dompter la population locale. Mais c'est évidemment l'opinion de M. Tjibaou sur le référendum que les participants attendaient avec le plus grand intérêt. Choissant la ligne diplomatique, le chef des indépendantistes a affirmé que « le FLNKS ne participera plus à aucune consultation électorale, sauf à celle qui concernera l'acte d'autodétermination ou le processus qui y conduit ». Accusant M. Pua de pratiquer le monologue, au lieu de dialoguer, M. Tjibaou a réitéré l'offre faite par son mouvement d'entamer des discussions « sur le concept d'acte d'autodétermination et sur les modalités de celui-ci ».

### Déclaration adoucie

La vigueur de l'expression des Canaques tranche sur la modération de la plupart des représentants des pays du Forum du Pacifique, dont seule la Papouasie-Nouvelle-Guinée est restée fidèle au langage d'un passé récent. Rappelant la décision de la conférence ministérielle du Forum, tenue au début du mois en Nouvelle-Zélande, le représentant des Fidji a demandé au comité d'interroger auprès de la France afin qu'elle reporte la date du référendum, ce qui permettrait ainsi une meilleure application des dispositions prévues par les Nations unies.

Le Vanuatu, dont les envolées lyriques, naguère encore, sentaient la poudre, a ajouté qu'il « appréciait la modération des Canaques » et que « la France a joué un rôle positif dans la région, faisant preuve de sagesse digne d'une grande puissance mondiale ».

La déclaration finale, adoptée par le comité et lue par son président, le

représentant cubain Oscar Orta-Oliva, « prie le gouvernement français de coopérer avec le comité » et « d'ouvrir la voie à un véritable acte d'autodétermination, en accord avec les principes des Nations unies ». Les termes de cette déclaration ont été manifestement adoucis au dernier moment, sur l'insistance de la Tunisie et de la Syrie, dit-on. Malgré cela, deux membres du comité, la Côte d'Ivoire et l'Irak, rappelant qu'ils n'avaient pas voté la résolution demandant la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur l'agenda du comité, ont exprimé des réserves quant à son contenu.

De manière générale, les milieux diplomatiques « ouaisiens » estiment que la tonalité des interventions des

pays du Forum du Pacifique dénote une certaine retenue, en attendant la publication des textes définitifs concernant le référendum et la consultation elle-même. Dans l'entourage de la délégation française, on se félicite également « de la modération des principaux orateurs et de la déclaration finale ». Les débats se poursuivront vraisemblablement le mois prochain, par l'audition d'autres « pétitionnaires », notamment de plusieurs organisations non gouvernementales.

CHARLES LESCAUT.

(1) Le comité est composé de représentants de vingt-quatre pays, dont seule la Suède n'appartient pas au tiers-monde.

### Des rescapés soviétiques à la Maison Blanche

La président Reagan, dans un geste envers l'URSS, a reçu, le mardi 17 mars à la Maison Blanche, l'équipage d'un cargo soviétique sauté samedi par des gardes-côtes américains, et a salué ce sauvetage comme un exemple de coopération entre les deux super-puissances. « J'espère que quelle que soit l'agitation des relations internationales, les dirigeants du monde verront une source d'inspiration dans cette opération de sauvetage », a-t-il déclaré dans les jardins de la Maison Blanche, en présence des gardes-côtes américains et des trente-sept membres d'équipage du *Korsomolov-Kirgiz*.

Le chargé d'affaires soviétiques, M. Oleg Sokolov, a, pour sa part, souhaité, en réponse à M. Reagan, que cet épisode représente « une inspiration pour nos efforts communs dans d'autres domaines ».

Les trente-sept rescapés devaient regagner l'URSS par avion mardi après-midi, après une visite du Musée de l'air et de l'espace et des principaux monuments de Washington. — (AFP.)

FRANÇOIS JACOB

FRANÇOIS JACOB  
LA STATUE INTERIEURE

De la France libre à l'Institut Pasteur, une autobiographie singulière.

EDITIONS ODILE JACOB  
SEUIL



## Asie

## La drogue dans le Triangle d'or

## L'oxygène des insurrections armées birmanes

MAE-HONG-SON  
correspondance

Tout au plus un petit incident ! Le chef de district est rassurant. Au hasard d'une promenade, le long des rives de la Hual-Mao-Son-U, nous sommes tombés sur un bout de clairière. Et sur les traces encore fraîches d'une bataille, nous marchons sur des douilles vides. Il y en a partout, éclatées, déformées. La charpente noire d'une maison incendiée commence doucement à se confondre avec la forêt. Un vieux Karen rouge — rien à voir avec la politique, mais bien avec la couleur de ses vêtements — nous regarde en riant. Il porte un gros couteau sur la poitrine. Une vieille carabine traîne quelques mètres plus loin, appuyée contre un arbre.

Il explique l'arrivée des intrus, une belle nuit de décembre. Ils ont mis le feu à la « grande maison », tout en mitraillant la jungle voisine pour se donner du courage. Et puis, ils sont partis. « Sans rien emporter », demande le chef de district. Le Karen éclate de rire. Lui, la drogue, ce n'est pas son affaire. Il n'y touche pas. Ce que font les autres, il ne veut pas le savoir. Mais chacun devine que la « grande maison » était un de ces entrepôts de fortune qui fleurissent le long de la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie. Un règlement de compte entre bandes rivales sans doute. Du menu fretin, déclare l'officier en jetant un coup d'œil à la poignée de balles qu'il vient de ramasser, « petit calibre ». Des gens sérieux se servent de fusils automatiques, de mitrailleuses, de lance-grenades.

« Petit calibre » mis à part, Mae-Hong-Son est aujourd'hui un paradis sur terre. La région nord-ouest de la Thaïlande, en bordure de la Birmanie, est sans doute la plus belle du royaume. Une province reculée, à l'abri du tourisme de masse, faite de montagnes, de rivières, d'air pur, de forêts, de petits villages, d'hommes, d'arbres, d'éléphants. Elle était autrefois inaccessible, et on l'appelait la « Sibirie » thaïlandaise. En les som-

● **INDONÉSIE** : restrictions imposées aux journalistes étrangers. — A l'occasion de la campagne pour les élections législatives du 23 avril, les journalistes étrangers doivent disposer de « lettres de recommandation » du ministère de l'Information pour se déplacer en dehors de Djakarta, la capitale. Le ministère de l'Information a également annoncé, le mardi 17 mars, que des « permis spéciaux » pourront être délivrés par ses soins aux journalistes étrangers désireux de couvrir la campagne en Irian-Jaya et à Timor-Orient, deux provinces dont l'accès leur était auparavant interdit en période électorale. La campagne électorale s'ouvre le 24 mars et prendra fin le 16 avril, une semaine avant le terme du scrutin. — (LPL)

● **INDE** : les suites de l'attentat au Tamil-Nadu. — L'explosion qui a provoqué, dimanche, le déraillement d'un train dans le sud de l'Inde, tuant au moins vingt-cinq personnes (Le Monde du 17 mars), était un acte terroriste, a déclaré, le mardi 17 mars, à New-Delhi le ministre indien des chemins de fer, M. Madhav Rao Scindia. La police du Tamil-Nadu a perquisitionné lundi, à proximité du pont, dans un camp séparatiste tamoul relevant de l'Organisation de libération de l'Élam (TELO), l'un des cinq mouvements qui luttent pour un État indépendant à Sri-Lanka. — (AFP)

mant à Mae-Hong-Son, Bangkok se débarrassait de ses gouverneurs indisciplinés. C'était un exil, politique ou pénal. On voyageait à dos d'éléphant, car les routes manquaient. La capitale n'était qu'un village, un gros marché pour les populations shans de la région.

Aujourd'hui, Mae-Hong-Son, c'est une ville de cinquante mille habitants, un aéroport à flanc de montagne, une province qui se développe, l'électricité gagnant les villages les plus reculés. C'est aussi, comme toutes les provinces thaïlandaises frontalières de la Birmanie, le lieu de passage d'un marché noir florissant et d'un trafic de drogue contre lequel les autorités de Bangkok sont à peu près les seules à lutter dans la région.

« Nous avons réussi à limiter la production locale, explique l'officier du district, un jeune universitaire formé à Bangkok et à l'université de l'Indiana. Mais le gros de la drogue vient de Birmanie. La frontière est longue, quasi impossible à surveiller. Les trafiquants connaissent tout le monde, ils ont des amis bien placés. Parfois, la police réussit un coup. C'est mieux que rien. »

Les insurrections qui défilent, dans la jungle de la Birmanie orientale, l'autorité de Rangoon depuis de nombreuses années ont subi des revers militaires importants ces dernières semaines. Après les communistes, dans le Nord, à la frontière chinoise, ce fut le tour en février des autonomistes karen, près de la Thaïlande. A cette occasion, les troupes gouvernementales birmanes ont même fait une brève incursion en territoire thaïlandais, sans provoquer, comme cela fut le cas dans le passé, de protestation de Bangkok.

Simultanément, les troupes thaïlandaises ont progressé en direction du quartier général de l'Armée insurgée de Khun Sa, « seigneur de guerre » qui passe pour le plus gros trafiquant d'opium de la région, sous couvert de nationalisme shan. Depuis le 1<sup>er</sup> février, les troupes de Rangoon ont également infligé des défaites à Khun Sa au cours d'une offensive qui aurait fait, selon des estimations thaïlandaises vérifiées, au moins cinq cents morts dans les seuls rangs birmanes. Dans ces régions très difficiles d'accès, Rangoon et Bangkok s'étaient entendues pour affaiblir les insurrections dont l'existence permet au lucratif trafic de l'opium de prospérer, quand les usages n'y prennent pas directement part.

pour déclencher une petite guerre et 54 kilos d'héroïne pure. Le reste des armes et de la drogue, les survivants avaient réussi à l'emporter dans leur fuite.

L'affaire de Pal était une histoire banale, le quotidien de la vie dans le Triangle d'or. Quelques lignes

malheureux, les risques d'un métier qui rapporte gros. Dans le Triangle d'or, à cheval sur la Thaïlande, la Birmanie et le Laos, la production est en hausse partout, sauf en territoire thaïlandais. Les chiffres sont éloquentes. En 1985, selon les meilleurs experts, la Birmanie produisait déjà 800 tonnes d'opium brut et le Laos une quarantaine. En 1986, tous les records sont battus : la Birmanie grimpe à 1 200 tonnes et le Laos dépasse allégrement les 120 tonnes. Seule la Thaïlande régresse : pas plus de 30 tonnes. De quoi satisfaire la consommation locale.

Le gouvernement de Rangoon, avec l'aide des États-Unis, fait ce qu'il peut. En Birmanie même, le nombre des intoxiqués augmente sans cesse. Ils sont déjà plus de 45 000 enregistrés. Les autorités avouent une production annuelle de 560 tonnes d'opium. Une estimation bien modeste, jugent les connaisseurs, car le gros de la production se fait dans les États shan et kachin, des zones que Rangoon a dû, depuis longtemps, abandonner au Parti communiste birman (PCB) et à une douzaine de petites armées en rébellion ouverte, soit par esprit d'indépendance, comme les Karen, soit pour faire des affaires, comme l'Armée shan unie (SUA) du célèbre Khun Sa.

Même  
les communistes...

Khun Sa, alias Shan Si Fu, qu'on croyait mort, a refait surface et vient même, dans une de ses bases birmanes, de recevoir des journalistes. Il a confirmé la hausse générale de la production. Il parle de 500 tonnes d'opium produites directement sous son contrôle. Le reste, beaucoup moins, il le cède au PCB et aux Chinois nationalistes. Ces derniers, les restes des armées du Kuomintang repliées sur la Birmanie en 1949, se sont, depuis longtemps, recyclés — désormais sous le nom de Chinois Indépendant Force — dans le trafic de la drogue.

Khun Sa se vante de posséder vingt raffineries mobiles et déclare un chiffre d'affaires d'environ 50 millions de francs par an. Mais son armée, peut-être la plus puissante sans doute du monde, est coûteuse. Elle compte près de deux mille hommes pourvus d'armes modernes — y compris de batteries antiaériennes — et d'un matériel de communication. Elle lui coûte, dit-il, 3 millions de francs par mois.

« Il bluffe, il est en perte de vitesse, rétorque un policier. Les

gigants du Triangle d'or ce sont les communistes birmanes. » En septembre dernier, les troupes de Khun Sa ont cédé du terrain au PCB et à leurs alliés de l'armée nationale Wa. Le PCB, qui ne reçoit pratiquement plus d'aide de la Chine, s'est, avec succès, lancé dans les affaires. Il contrôle désormais plus de 50 % de la production d'opium dans la partie birmane du Triangle. La parti assure souvent lui-même la transformation en morphine. Il prend en charge la protection des caravanes de mules qui acheminent le produit semi-fini vers la frontière thaïlandaise.

Le PCB a conclu des alliances avec des groupes aussi différents que les nationalistes chinois ou l'armée de l'indépendance kachin, qui assure notamment le transport de l'anhydride acétique à partir de la frontière indienne. La plupart des raffineries clandestines sont installées en territoire birman, à proximité de la frontière thaïlandaise. Les autorités de Bangkok ont cependant détruit onze laboratoires au cours des dix derniers mois et saisi, en 1986, 1,2 tonne d'héroïne pure.

La drogue suit des filières traditionnelles. Arrivée en fraude en Thaïlande, elle embarque vers la

zones charitables. Intrigués, les douaniers de l'aéroport de Don-Muang à Bangkok l'arraisonnent et tombent sur quelques kilos de drogue cachés de minces cartons ornés de dessins de chemises contre tout froissement.

On encore l'étonnement des employés de la poste de la province thaïlandaise de Kamphaeng-Phet devant l'abondance de petits colis envoyés par un certain Sossai Sae Soso, à son parent Chai Sae So en Californie, mais aussi à ses amis Fata Sae Fun, Fawen Sae Fun, Sukhon Cho et Wanyang Cho. L'opium, plus de 2,5 kilos au total, n'est jamais arrivé à destination.

Depuis quelque temps, on parle également à Bangkok d'un réseau français. Le 1<sup>er</sup> mars 1986, un ressortissant français vivant à Bangkok, Jean Vendramini, quitte son domicile sis dans le soi (allée) 53, sur la grande artère de Sukhumvit. A l'aide de quelques amis, il charge une grande et lourde boîte sur un tuk-tuk, tricycle multicolore, et se rend au Charnochi, où il doit confier son colis à un service spécialisé dans le transport vers l'étranger. Hélas ! la police des narcotiques est au rendez-vous. Elle saisit 24 kilos d'héroïne et trouve 4 kilos de plus



Malaisie, l'Europe ou les États-Unis. Il y a les gros passeurs, appuyés par des financiers aux reins solides. Les « parrains » vivent à Hongkong ou Macao, aux États-Unis, en Espagne ou en France. Il y a aussi les petits, les sans grades de la case, qui arrondissent leurs fins de mois, paient les traites d'une maison achetée à crédit, ou s'offrent des bijoux. Ainsi ces trois Espagnols arrêtés l'an dernier à Bangkok au moment de prendre l'avion. Ils avaient caché de l'héroïne dans leurs sous-vêtements. Ils étaient les petits porteurs d'un réseau germano-espagnol, ce qui a permis à la police un joli coup de file à Madrid et à Francfort.

On ces deux braves dames, la quarantaine élégante, qui triblaient des grosses valises pleines de chemises toutes raides. « Ce sont des cadeaux pour les Chinois passés de Hongkong », expliquent ces

lors de la fouille de l'appartement, d'une valeur totale, à l'achat, de 1 million de francs. C'est le montant de la commission qu'aurait dû toucher Vendramini. Valeur à la vente en France : au moins vingt fois plus. Le kilo d'héroïne de bonne qualité se traite actuellement à Bangkok aux alentours de 40 000 F. La police thaïlandaise est convaincue que Vendramini travaillait pour un petit groupe de personnes qui avaient mis en commun les fonds nécessaires à l'achat de la marchandise. Un jugement d'une commission rogatoire, même fait le voyage de Paris à Bangkok. Il s'est intéressé tout particulièrement à l'origine de certaines fortunes rapides réalisées par des expatriés français. Le 17 octobre 1986, Jean Vendramini a été condamné à mort.

JACQUES BEKAERT.

Relations publiques  
au QG du « roi de l'opium »

Khun Sa, ou comment s'en débarrasser ? Cet encombrant personnage est de la race de ceux qui s'incrustent. L'armée de Bangkok l'avait chassé en 1982 du territoire thaïlandais ; il refait aujourd'hui surface à quelques kilomètres de là, dans la jungle birmane, où il veut de rétablir un quartier général imposant, sans négocier sur les moyens : le reportage de Maurice Olivi et Philippe Desaux, qui sera diffusé par TF1 jeudi 19 mars (cf. l'Info-sion), 21 h 45) montre même des bulldozers à l'œuvre.

On ne l'avait pas vu depuis plus de dix ans, et toutes sortes de rumeurs ont couru au sujet de ce « roi de l'opium ». On l'a même cru mort, ce qui, à l'évidence, est loin d'être le cas. Agé d'environ cinquante-cinq ans, Khun Sa est le fils d'un petit

administrateur de village chinois et d'une princesse shan : c'est là sa seule lettre de créance auprès des nationalistes de l'État shan, vaste région montagneuse frontalière de la Chine, du Laos et de la Thaïlande, qui ont refusé l'intégration à l'Union birmane, fondée en 1948.

Pris en tenaille — encore que toujours à distance pour le moment — par les armées thaïlandaises et birmanes, Khun Sa se paie aujourd'hui le luxe de faire venir des journalistes dans son quartier général afin de ressasser la chanson selon laquelle il serait prêt à éradiquer le trafic de la drogue dans les zones sous son contrôle à condition que l'Occident lui fournisse des armes. Une « folie » assez grosse, mais prétexte avec un rare aplomb. — F. D.

Il y a près d'un an, à la suite d'une dénonciation, une équipe de la police des frontières, venue de Chiang-Mai, avait fait le siège d'un entrepôt clandestin, pas très loin d'ici, dans le district de Pal. Vingt minutes de feu nourri suivies de la fuite de la plupart des quinze gardiens, de l'entrepôt. Un Chinois mort, un autre blessé et arrêté. C'étaient les intermédiaires. La police découvre dans les décombres six fusils M-16, un autre à canon scié, un stock de munitions suffisant

quand même dans la presse locale. Pas plus, car des dépôts semblables, il en existe des dizaines, en Birmanie, au Laos et en Thaïlande.

Une production  
en hausse

Cinquante-quatre kilos pour la police, c'est tout de même une belle opération, utile pour prouver aux Américains qu'on prend au sérieux la lutte contre les stupéfiants. Pour les trafiquants, c'est un accident.

## PARIS/NEW YORK

Prix aller-retour sur vols réguliers. Plus de 15 requêtes hebdomadaires quotidiennes sur l'Amérique du Nord.

2650 F\*

REPUBLIQUE TOURS

\*Vols réguliers soumis à certaines conditions d'utilisation (mars-octobre 87). Tél. 11 43 55 39 30 1, Av. de la République 75001 Paris.

## PHILIPPINES

Les États-Unis  
pessimistes quant à  
la situation militaire

Washington. — Le secrétaire adjoint à la défense américaine, M. Richard Armitage, a estimé, le mardi 17 mars, devant une sous-commission du Congrès, qu'il manque à la présidence des Philippines, M<sup>re</sup> Cory Aquino, un plan général de lutte contre l'insurrection communiste « comprenant à la fois des projets militaires, politiques, économiques et sociaux » susceptibles d'enrayer l'extension du conflit. Tout en relevant que l'ancien président Marcos s'était à tort reposé sur la seule action militaire, M. Armitage a estimé que l'administration Aquino s'en remet, elle, au « folklore espoir que les rebelles s'évanouiront comme par enchantement ». Il a exprimé le souhait que « l'histoire de Cory Aquino et de la démocratie aux Philippines aboutisse à une heureuse issue », mais a ajouté : « Il faut reconnaître qu'une telle issue n'est pas assurée ».

M. Armitage a enfin indiqué que le Pentagone demandera un accroissement de l'aide militaire aux Philippines, qui a été réduite l'an dernier de 100 à 50 millions de dollars. — (AFP)

## A TRAVERS LE MONDE

## Afghanistan

## Pertes soviétiques

Islamabad (AFP). — Treize experts soviétiques en géologie ont été tués, au sud-est, lors de l'attaque d'une zone minière, près de Kaboul, par la guérilla afghane, ont rapporté, le mardi 17 mars, des diplomates occidentaux à Islamabad. La résistance a également attaqué une autre mine, à Baghlan, et capturé trente-deux ouvriers afghans, ont-ils ajouté. Tous jours selon les mêmes sources, la guérilla a capturé cinq soldats soviétiques la semaine dernière, lors d'une bataille dans la province de Nangrahar, dans l'Est.

Kaboul serait désormais peu sûre pour les Soviétiques, selon ces diplomates : les résistants y auraient tué, la semaine dernière, trois militaires soviétiques, parmi lesquels un officier, dont le corps ont été retrouvés au fond d'un puits. En raison de ces pertes croissantes, les Soviétiques seraient envoyés de nouveaux renforts dans le pays, arrivés par avion, notamment par voie de nuit. Ces

informations contredisent des rumeurs circulant à Kaboul, selon lesquelles un nouveau retrait de soldats soviétiques aurait lieu le 21 mars, à l'occasion du Nouvel An pakistanaise, le Neouroz.

## URSS

Libération  
de Sergueï Khodorovitch

Le dissident Sergueï Khodorovitch, quarante-sept ans, ancien responsable du Fonds Soljenitsyne d'aide aux prisonniers politiques en URSS, a été libéré le mardi 17 mars, a annoncé à la presse occidentale M<sup>re</sup> Elena Bonner, épouse de l'académicien Andreï Sakharov.

Selon M<sup>re</sup> Bonner, Khodorovitch avait été arrêté en avril 1983 et condamné à trois ans de camp pour « propagande antisoviétique ». Sa peine avait été prolongée de trois années supplémentaires qu'il purgeait au camp de Norilsk en Sibérie, au-delà du cercle polaire. — (AFP)

un tapis  
un artiste

EXPOSITION VENTE  
18 TAPIS D'ARTISTES  
A PARTIR DU 9 MARS 87

ARTCURIAL  
centre d'art plastique contemporain  
8, avenue Maignan 75008 Paris (2.58.15.21  
du mardi au samedi de 10h30 à 18h15



فان امان الامل



# Ces romans ont des points communs. Lesquels?



## REPONSE

1) Ce sont tous de grands romans de poche.  
2) Ils sont tous dans la collection de poche 'Grands romans de poche'.

SEUL



## Amériques

ÉQUATEUR : après le séisme des 5 et 6 mars

## Manifestation à Quito contre la hausse des prix

Plusieurs centaines d'étudiants ont manifesté, le lundi 16 mars, dans les rues de Quito pour protester contre les augmentations de prix décidées par le gouvernement à la suite du récent séisme dans la

province de Napo. Cette région d'une superficie de 52 000 kilomètres carrés est une zone d'exploitation pétrolière. Sa population (113 000 habitants) a doublé en huit ans à la suite des efforts du gouver-

nement pour coloniser ces terres inhospitalières.

Le vice-président américain, M. Bush, se rendra, le dimanche 22 mars, sur les lieux du drame.

## Une région inhospitalière de colonisation difficile

La colonisation de l'Amazonie n'est pas un phénomène entièrement nouveau. Dès le seizième siècle, des Espagnols — des religieux, puis des aventuriers, — ont créé quelques petites villes sur le versant oriental des Andes. A la fin du dix-neuvième siècle, le boom du caoutchouc attira une nouvelle vague de peuplement.

Dans la province de Napo vivent maintenant treize mille des descendants de ces colons. Ils pratiquent l'élevage de bovins d'embouche sur prairies artificielles (il n'y a pas de prairies naturelles en Amazonie) et diverses cultures : café, cacao, manioc et bananes.

A ces colons anciens s'ajoutent une trentaine de milliers d'Indiens. Certains groupes — ceux qui vivent le long des rivières en particulier — sont depuis longtemps entrés en contact avec les Espagnols, mais ils ont plus ou moins conservé une partie de leurs traditions de cultures, de chasse et de pêche. D'autres fuient depuis toujours le contact avec les Blancs, vivent dans la forêt et sont donc quasiment inconnus.

Enfin, la province de Napo compte maintenant 70 000 colons récents (1). Ceux-ci ont profité du percement des pistes principales et secondaires ouvertes pour le pétrole, dont la prospection intensive a commencé dans les années 50 et l'exploitation en 1972. Le gouvernement équatorien favorise cette nouvelle colonisation qui a, pour lui, deux avantages : alléger de leurs paysans sans terres les zones de peuplement très denses et les zones arides, peupler les régions proches du Pérou. Lors de la guerre de 1942, ce dernier s'était approprié une grande partie du territoire équatorien de l'Amazonie.

L'Institut équatorien de la réforme agraire et de la colonisation donne à chaque colon chef de famille 50 hectares de terre. Tous ces lopins sont des rectangles dont la « façade », large de 250 mètres, est située en bordure d'une piste et dont les grands côtés, longs de 2 000 mètres, sont perpendiculaires à la piste. Tel est au moins le schéma du premier lotissement. Les lopins des lotissements suivants sont installés au-delà des premiers et constituent des lignes parallèles à la piste, mais de plus en plus éloignées de celle-ci.

## Les parasites s'attaquent au riz

En 1982, deux chercheurs, un Français, M. Henri Barral, géographe à l'ORSTOM, et un Équatorien, M. Jorge Uquillas Rodas, sociologue de l'Institut national de recherche agropastorale, ont mené une enquête de trois ans sur le terrain, à la fois chez les colons récents et chez les Indiens vivant encore en partie du système de production traditionnel.

Le tableau de la colonisation nouvelle n'est pas très bon. Certes, ces paysans reçoivent la terre, mais ils n'ont aucune aide pour le bétail, les semences, les plants ou le bétail. En général, le chef de famille arrive le premier avec quelques maigres provisions et s'installe sur un lot libre, proche si possible de lots où vivent déjà des colons originaires de sa région, et donc susceptibles de lui donner un coup de main. Femmes et enfants arrivent un an après.

Les arbres sont abattus à la machette, parfois à la tronçonneuse, sans casouillage. Les brûlis sont

impossibles en raison de l'humidité permanente (il tombe par an 3 500 millimètres d'eau). La maison sur pilotis est construite en bambou. Du manioc et des bananes plantains (légumes) sont plantés sur 1 ou 2 hectares ainsi que du café et du cacao, chacun sur 4 ou 5 hectares. Des clairières pour les prairies artificielles d'élevage sont aménagées (on



compte 1 hectare par tête de bœuf). Mais les bovins sont chers et les prêts ne sont accordés que si les pâturages sont déjà aménagés. Or un pâturage sans bœuf redevient très vite une jungle.

Cela explique que, au bout de quelques années, 14 hectares seulement en moyenne sont utilisés, soit 28 % des 50 hectares de chaque parcelle. La majeure partie de la forêt subsiste donc, mais en îlots isolés dans lesquels les équilibres naturels sont brisés.

Un exemple extraordinaire de ces ruptures d'équilibre a été apporté par la culture du riz pratiquée dans un secteur semi-aquatique. Des colons venus de la province côtière de Manabí ont entrepris d'y cultiver

le riz comme ils le faisaient dans leurs villages d'origine. Les deux premières années, la production a été excellente. Puis sont venues les mauvaises herbes, qui ont obligé à laisser la terre se reposer pendant quatre ans. Après quoi on a replanté du riz. En 1985, tout allait bien lors de la visite d'un entomologiste et d'un phytopathologiste de l'ORSTOM : aucun parasite ne menaçait le riz. Un mois après, c'était la catastrophe : une sorte de punaise des bois avait envahi et dévoré les grains de riz sur pied. Cet insecte est un parasite du riz commun dans toute l'Amérique. Inconnu jusqu'alors en Amazonie, il est sans nul doute venu avec les semences et s'est brusquement mis à pulluler dans ce milieu nouveau où ses ennemis naturels — s'il y en a — ne se sont pas encore manifestés.

A cela s'ajoutent les maladies habituelles des régions chaudes et humides (paludisme, parasitoses, fièvre jaune parfois) et les carences alimentaires dont souffrent les enfants.

La désillusion vient vite et de nombreux colons essayent d'obtenir des nouveaux venus des sortes de « reprises » (la vente des lots est interdite) justifiées par le travail accompli pendant quelques années. Ils vont ensuite s'installer sur une meilleure parcelle ou retourner dans leur village d'origine.

YVONNE REBEYROL

(1) Le sujet a été abordé à l'occasion d'un récent colloque organisé à Quito par l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer (ORSTOM), la présidence de la République équatorienne et l'Institut français d'études andines pour célébrer le deux cent cinquantième anniversaire de la mesure du méridien terrestre par La Coudanville et ses compagnons.

BRÉSIL : conséquence de la crise sociale

## M. Sayad, ministre de la planification a présenté sa démission

RIO-DE-JANEIRO  
de notre correspondant

La crise économique brésilienne vient de faire une nouvelle victime : M. João Sayad, ministre de la planification, qui a démissionné le mardi 17 mars.

C'est autour du ministre que s'était formée au début de l'an dernier l'équipe de jeunes techniciens qui avaient conçu le « plan cruzado ». Après l'échec du plan, ses auteurs avaient quitté les uns après les autres le gouvernement. M. Sayad est le dernier à partir, non sans avoir déposé une nouvelle mouture de son programme de stabilisation, qui a été refusée.

Le responsable de la planification envisageait un nouveau blocage des salaires et des prix limité à trois mois, à partir du 1<sup>er</sup> juin. D'ici là, producteurs et intermédiaires devaient procéder à un réajustement général, l'État faisant de même pour les tarifs publics. Le blocage terminé, prix, salaires, loyers, seraient révisés tous les mois en fonction de l'inflation.

Assurément, le plan Sayad a provoqué une levée de bouilliers aussi bien dans les syndicats patronaux qu'au gouvernement, et au sein même de (PMDB) Parti du mouvement démocratique brésilien, dont l'ancien ministre est issu, et qui a longtemps vu en lui un exécutant fidèle du programme du parti.

Personne ne croit plus à l'efficacité d'un nouveau blocage des prix et des salaires, encore moins lorsqu'il est annoncé à l'avance. L'effet immédiat jusqu'au 1<sup>er</sup> juin aurait été de déclencher une inflation spéculative, et pendant la durée du blocage de provoquer de graves pénuries, les fournisseurs stockant leurs marchandises en attendant la libération des prix.

Son plan ayant été désavoué avant même, comme il l'aurait souhaité, d'être soumis à discussion,

M. Sayad a préféré s'en aller. A vrai dire, depuis que le « plan cruzado » avait commencé à battre de l'aile au milieu de l'an dernier, il n'avait cessé de perdre du terrain au profit de M. Furlan, le ministre des finances, partisan de solutions plus orthodoxes pour réorganiser l'économie.

Les divergences entre les deux hommes ont été aggravées ces derniers mois, contribuant aux flottements et à l'indécision de la politique gouvernementale. Alors qu'il préconisait un dégel partiel des prix, M. Sayad avait vu triompher la position du ministre des finances, qui rétablit, dès qu'il le put, les mécanismes du marché.

## Les boutiques sont vides

Ceux-ci jouent pleinement aujourd'hui. Les prix montent beaucoup plus vite que les salaires, les boutiques sont vides et les producteurs parlent de récession. Le contraste est brutal avec la fièvre de consommation qui s'était emparée du pays l'an dernier.

M. Sayad, qui a quarante et un ans, était ministre depuis le premier jour de la Nouvelle République. Ancien secrétaire aux finances de l'État de São Paulo, il avait été choisi pour le ministère de la planification par Tancredio Neves, le président mort au début de 1985 sans avoir pu assurer ses fonctions.

On ignore si M. Sarney le remplacera par un économiste de São Paulo et du PMDB pour laisser au parti au pouvoir et à la principale région économique du pays la place que l'un et l'autre occupent dans le gouvernement. Ou bien si le chef de l'État profitera de cette vacance pour unifier la direction de l'économie à la faveur d'un prochain remaniement ministériel.

CHARLES VANHECKE.

# Eurotunnel ou Euroorien.



## Amériques

MEXIQUE: malaise au sein du régime

### Les partisans de la « démocratie » veulent réformer le Parti révolutionnaire institutionnel

MEXICO  
de notre envoyé spécial

Le PRI est en crise. Le PRI, c'est le Parti révolutionnaire institutionnel, une dénomination qui rend assez parfaitement compte de la complexité de cette organisation qui domine la vie politique mexicaine depuis plus de cinquante ans.

Issu de la révolution mexicaine, le PRI fait partie d'un système de pouvoir très vaste qui englobe les autorités, dont le président de la République sorti de ses rangs, mais aussi la plupart des syndicats, la haute administration et la quasi-totalité des représentants locaux. Une force considérable donc, qui vient d'être ébranlée par quelques-uns de ses membres revendiquant la « démocratie ». Jusqu'ici la dissidence ne s'exprimait qu'en termes voilés à l'intérieur du sérail. Or, tout récemment, lors de son dernier congrès, deux membres du parti, MM. Cuauhtémoc Cárdenas et Porfirio Muñoz Ledo, ont porté le débat sur la place publique. Ce sont deux hommes qui comptent dans le PRI, le premier par sa filiation avec l'ancien président Lázaro Cárdenas, responsable, en 1938, de la loi sur la nationalisation du secteur pétrolier et pour son action comme gouverneur de l'État de Michoacán. Le deuxième a eu, lui, une carrière fulgurante dans les derniers gouvernements : sous-secrétaire de la présidence, ministre du travail, secrétaire à l'éducation et, enfin, représentant permanent de l'État mexicain auprès des Nations unies. Porfirio Muñoz Ledo est l'un de ces technocrates de la nouvelle génération ayant un charisme certain et une formation de haut niveau. Il a même été « présidentiable » avec M. López Portillo et a dirigé le PRI pendant la campagne de ce dernier en 1976.

Le débat qu'ils souhaitent voir s'ouvrir — comme, selon eux, beaucoup de membres de la base, principalement des jeunes — s'organise autour de thèmes très généraux : démocratisation du parti, élections pluralistes, intervention des mem-

bres du parti dans le choix du candidat à la présidence. « Nous ne sommes pas d'accord, en fait, dit M. Cuauhtémoc Cárdenas, avec l'attitude autoritaire qui règne actuellement dans le parti. » L'ancien gouverneur souhaite « présenter une plate-forme politique et organiser un débat ouvert sur l'expression démocratique et les problèmes économiques et sociaux du pays ». Avec les membres de ce « courant », il estime que « le manque d'efficacité politique et social actuel est désastreux ».

#### Une condamnation sans appel

Ces propos ont fait l'effet d'une bombe. La réponse du parti et de son président, M. Jorge de la Vega, a été vive et sans appel : « Ils se sont mis en dehors du parti, qu'ils y restent. Le débat est clos. Il n'y a plus rien à en dire. » M. Cárdenas a été ainsi virtuellement expulsé du parti, même si officiellement rien n'a été confirmé.

Le secrétaire général du puissant syndicat de la Confédération des travailleurs mexicains (CTM) a violemment critiqué pour sa part

« l'indiscipline des gens de ce courant ».

Au-delà du débat politique, cette agitation nouvelle dans le PRI est l'expression d'un malaise qui agite l'ensemble des institutions mexicaines en ces temps de crise. Au sein du parti, la création de ce courant répond à une dégradation du système jusqu'à en vigueur. Le PRI comporte en fait deux grands secteurs : celui, d'une part, des grandes confédérations, la CTM, déjà nommée, la CNC (Confédération nationale des paysans) et la CNOP (Confédération nationale des organisations populaires) à laquelle sont affiliés des syndicats et des entreprises ; celui, d'autre part, qui regroupe les militants de base à l'échelon du secteur, du district, de l'État et, enfin, de la nation.

Pour les militants, cette structure était une véritable école politique et un passage obligé si l'on désirait faire carrière dans l'appareil d'État mexicain. Le PRI avait jusqu'ici parfaitement rempli cette fonction. Or, comme l'explique M. Raphaël Segovia, professeur au Collège de Mexico : « Les débouchés offerts à ces militants de base sont beaucoup moins importants. » Cela, pour deux raisons : tout d'abord l'arrivée au

pouvoir d'une classe de plus en plus importante de technocrates — crise économique oblige — a profité à des hommes le plus souvent formés aux États-Unis et dont le passage à l'intérieur du PRI n'était qu'une formalité. En second lieu, beaucoup de dirigeants actuels sont les enfants d'anciens responsables politiques de haut niveau.

#### L'absence d'alternance

L'horizon s'est donc peu à peu bouché pour les jeunes militants au fur et à mesure que s'installait cette double oligarchie. Le « courant démocratique » s'inscrit dans cette évolution interne, mais il est aussi le reflet d'une situation politique plus générale, sur laquelle pèsent des risques graves. D'abord, parce que le PRI est le principal rouage du système. Ensuite et surtout, parce que l'alternance politique n'existe pas réellement au Mexique.

La gauche, très divisée, malgré sa recherche de l'unité, ne représente que peu de chose à Mexico et encore moins dans la province. La droite, avec le Parti d'action nationale (PAN), dispose d'un outil certes

plus efficace — accusé de collaborer avec l'Eglise conservatrice dans le Nord et avec certains secteurs nord-américains — et les votes en sa faveur ne sont pas négligeables. La fraude électorale organisée lors des élections de juillet dernier à Chihuahua pour empêcher sa victoire suffit à le prouver. Mais le vote PAN est plus souvent un vote de protestation contre l'hégémonie du PRI qu'une réelle adhésion au programme de ce parti. Le PAN ne parvient d'ailleurs absolument pas à mobiliser ses partisans.

Dans ce contexte très fermé, le débat à l'intérieur du PRI revêt donc une importance nationale et cela à un moment particulièrement délicat qui précède la nomination du *tapado*. Cet « homme caché » sera le successeur de l'actuel président de la République. Il sera désigné à l'automne par ce dernier après un processus de consultation laissé à l'appréciation du chef de l'État. Le favori est présenté devant le parti, dont il devient, après vote, le candidat assuré de la victoire lors de l'élection présidentielle.

La bataille est bien évidemment féroce entre les différents postulants. Ils sont actuellement au nombre de trois et appartiennent tous,

comme il a été de règle jusqu'à présent, au gouvernement : il s'agit de l'actuel ministre de l'intérieur, M. Manuel Bartlett, du ministre de l'énergie, des mines et des entreprises parapubliques, M. Alfredo del Mazo, et du ministre de la planification, M. Carlos Salinas.

#### Une accolade très remarquée

Certains rites ont cependant été bafoués. Traditionnellement, le président élu critique la gestion de son prédécesseur peu après son arrivée au pouvoir. Mais cette règle non écrite a donné lieu à une démarche pour le moins inhabituelle de la part du président de La Madrid : les trois derniers présidents mexicains, qui s'étaient abondamment apostrophés, ont échangé un *abrazo* (une accolade) particulièrement remarqué.

Reflet de la crise et de la nécessaire affirmation de l'homogénéité du parti, ce geste a pourtant choqué plus d'un militant. « J'étais partagé entre le rire et les larmes, dit cette militante de base. Voir López Portillo, symbole de la corruption, dans les bras de celui [l'actuel président de La Madrid] qui a prôné la rénovation sociale me semble plutôt être l'aveu d'une faiblesse que d'une force. »

C'est donc la capacité du PRI à se renouveler par lui-même qui est aujourd'hui en cause. « L'urgence de la démocratisation et de la participation au sein du parti » a été soulignée par M. Porfirio Muñoz Ledo lors d'une conférence à l'ITAM (sorte d'ENA mexicaine), au début de la semaine. Il s'est heurté au scepticisme de ceux qui ont dénoncé l'hégémonie du parti, et qui lui ont reproché d'avoir, pendant toute sa carrière, appartenu aux instances dirigeantes d'une telle formation. Propos significatifs du malaise actuel et de la volonté de réforme en profondeur qui est celle de toute une génération de futurs hauts fonctionnaires.

DENIS HAUTIN-GIRAULT.

#### ÉTATS-UNIS : le scandale de l'« Irangate »

### Le vice-amiral Poindexter pourrait obtenir une immunité limitée

Le vice-amiral John Poindexter, qui a joué aux côtés du lieutenant-colonel Oliver North un rôle central dans l'affaire des livraisons d'armes à l'Iran et du détournement de fonds au profit des « contras », pourrait obtenir la promesse d'une immunité limitée. Les enquêteurs du Congrès et le procureur spécial chargé de l'affaire, M. Lawrence Walsh, sont en effet tombés d'accord, le mardi 17 mars, pour autoriser une telle immunité, qui confère notamment à celui qui en bénéficie la possibilité de témoigner sans que ses déclarations puissent, par la suite, être retenues contre lui.

Toutefois, l'immunité conférée à M. Poindexter n'entrerait pas en vigueur avant quatre-vingt-dix jours, conformément à une demande du procureur spécial, qui souhaite dans l'intervalle mettre en place l'acte d'accusation contre MM. Poindexter et North.

L'Arabie saoudite aurait, d'autre part, versé aux « contras » nicaraguayens 32,5 millions de dollars pour l'achat d'armements entre juillet 1984 et mars 1985. Ces sommes auraient permis de contourner une interdiction du Congrès américain d'aider militairement les rebelles, a

déclaré lundi une source proche des « contras ».

Revenant sur les origines de l'« Irangate », le quotidien américain *Washington Times* publie d'autre part, mardi, une lettre de l'homme d'affaires et agent iranien, M. Ghorbanifar, qui fut l'un des principaux intermédiaires dans les ventes d'armes américaines à l'Iran. Ce document devait être remis au président Reagan par M<sup>me</sup> Barbara Walters, journaliste de la chaîne de télévision ABC, qui avait interviewé M. Ghorbanifar en décembre 1986. Selon le quotidien, M<sup>me</sup> Walters aurait pris note des déclarations de

l'homme d'affaires avant de les envoyer à la Maison Blanche.

Dans sa lettre, M. Ghorbanifar indiquait que « le problème des otages et les ventes d'armes étaient seulement la conséquence » d'une lutte de pouvoir au sein du gouvernement iranien.

La question de l'« Irangate » pourrait être abordée par le président Reagan, qui doit tenir une conférence de presse, jeudi dans la soirée, quatre mois jour pour jour après sa dernière apparition devant la presse. Quant aux auditions publiques du Congrès sur cette affaire, elles devraient commencer au début du mois de mai. — (AFP, UPI.)

Eurotunnel, c'est la preuve que l'Europe ne va plus vers l'avenir à reculons. Eurotunnel, c'est la traversée de la Manche en moins de 35 minutes, par un double tunnel foré à 40 mètres en dessous du fond de la mer.

Une réalisation qui fait appel aux ressources technologiques les plus avancées en matière de forage, de construction, de circulation ferroviaire, de télécommande, de contrôle et de sécurité. Et qui répond aux exigences des échanges entre la Grande-Bretagne et le Continent.

Avec Eurotunnel, des millions d'Européens franchiront la Manche avec leur voiture, leur car, leur caravane, leur moto ou leur camion. Et des millions de tonnes de marchandises en feront autant.

Sur des navettes qui leur feront franchir à 160 km/h les 50 kilomètres qui ne sépareront plus jamais la Grande-Bretagne et le Continent.

Tous les jours, toutes les nuits, par tous les temps.

A moins qu'ils ne choisissent les trains qui circuleront en alternance avec les navettes, en particulier les T.G.V. qui mettront Londres à 3 heures de Paris.

Eurotunnel, c'est aussi des milliers d'emplois, en France, en Grande-Bretagne, et dans toute l'Europe, générés dès aujourd'hui par sa construction et celle de ses équipements, et demain par son exploitation.



# EUROTUNNEL. UN PAS DE GÉANT.



## Afrique

### MAROC

#### Une sortie honorable pour les détenus de Kenitra ?

RABAT  
de notre envoyé spécial

Le Maroc, si soucieux de son image à l'étranger, traîne un boulet : le maintien en détention d'une quarantaine de militants du mouvement marxiste Ilai Amen, condamnés il y a dix ans à de lourdes peines pour atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat. Incarcérés à Kenitra, ils sont soumis à un régime de détention relativement humain et beaucoup d'entre eux ont pu passer des examens universitaires. Mais pour quel avenir ? A l'étranger, des voix s'élèvent en faveur de ces jeunes — dont cinq sont condamnés à perpétuité — qui luttèrent contre le régime monarchique, mais sans avoir commis d'actes de violence.

A la suite d'une démarche discrète de M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand, la plus connue, M. Abraham Serfaty, put se marier en décembre 1986. Citoyen marocain d'origine juive, il fut un temps en prison à son ancienne compagnie française par un rabbin, en présence de témoins israéliens.

Peu après ce mariage, quelques détenus de Kenitra étaient libérés, grâce à la loi Hassan II. Mais les autres, condamnés à perpétuité, ne l'ont pas été. Certains suppléments de la presse internationale ont été rédigés en des termes si humbles qu'ils créaient un certain malaise. Dans le Monde du 13 février, que les autorités ont le mérite d'avoir laissé mettre en vente au Maroc, un militant écrivait que « la grande majorité des prisonniers restants » refusaient toujours de signer un tel texte, « préférant le gâche au raiement d'eux-mêmes ».

Les autorités se sont-elles rendues compte de l'effet produit par ce texte ? En tout cas, le sort des détenus de Kenitra a fait

l'objet, il y a peu, d'un long article publié dans l'officiel *Matin du Sahara*, et signé par M. Ahmed Réda Guédira. Conseiller écouté du roi, cet homme est l'un des partisans de l'ouverture démocratique. Dans la classe politique, on appelle « classe Guédira » l'alignement de la Constitution qui « interdit » la parti unique.

Sous le titre « Sens et portée d'une grâce royale », M. Guédira évoque la révolte des jeunes condamnés. Il leur trouve implicitement des circonstances atténuantes et il parle d'une « responsabilité partagée » : celle du gouvernement qui, se considérant apolitique, estimait pouvoir s'acquiescer de sa mission par les seuls moyens de coercition et par la seule voie d'injonction ; celle de la classe politique qui a oublié de jouer son rôle constitutionnel de formation des citoyens ».

Après cette critique non déguisée des autorités en place à l'époque, M. Guédira explique en quoi les temps ont changé. Sur tout, il parle des coupables en des termes sans précédent : « Leur conviction étant alors simple, ils ont d'abord subi leur condamnation avec un certain courage. Justice doit leur être rendue à cet égard ».

Un tract du mouvement Ilai Amen, toujours clandestin, rejette ces propos dans la plus pure des langues de bois. Mais les proches de certains des détenus nous ont dit avoir été agréablement surpris par la démarche du conseiller royal. Ils se demandent si « le pouvoir ne cherche pas une sortie honorable pour tout le monde » et, sans vouloir préjuger de la décision des intéressés, souhaitent qu'on ait de part et d'autre assez d'imagination pour élaborer une formule de compromis.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

#### Le roi Hassan II mécontent des professeurs français

Dans une interview publiée cette semaine par l'hebdomadaire *Jour de France*, le roi Hassan II tient des propos peu amènes sur les lycées de la Mission culturelle française au Maroc. « Ces établissements sont connus de la police et des parents d'élèves pour être des lieux de distribution de ce qu'on appelle les drogues », a dit le souverain. L'idéologie ne suffit plus. Les professeurs se mettent en grève, refusent de corriger les devoirs, entraînent les élèves à ne point travailler. (...) Tout va si mal qu'à la dernière commission mixte franco-marocaine, il y a quelques semaines, j'ai dit à mon ministre des affaires étrangères et à mon ambassadeur : « Faites savoir au gouvernement français que, s'il en est ainsi, je préfère qu'il ferme ses missions. (...) On m'apporte ici des microbes dont je n'ai pas besoin ».

L'ambassade de France — dont dépend la Mission culturelle — on se refuse à toute déclaration en soulignant qu'« il n'appartient pas à la chancellerie de commenter les propos du souverain marocain », indique l'AFP.

La Mission d'enseignement au Maroc est la plus importante entreprise par la France dans le monde, avec plus de quinze mille élèves et un millier de salariés, enseignants et administratifs.

Les professeurs ont observé en février des grèves des cours dans plusieurs établissements en vue d'appuyer des revendications d'ordre salarial et fiscal, notamment au lycée Descartes, premier lycée français à l'étranger avec plus de deux mille cinq cents élèves, au lycée Lyantey à Casablanca et au lycée Paul-Valéry à Meknès.

Depuis trois mois, les notes attribuées après correction des devoirs ne sont communiquées ni aux parents, ni aux élèves, ni à l'administration.

## Europe

### ESPAGNE : la visite de M. Weinberger

#### Divergences sur la réduction des troupes américaines

MADRID  
correspondance

Les entretiens du lundi 16 mars, à Madrid, du secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger n'ont pas permis la moindre éclaircie dans le contentieux qui oppose depuis bientôt un an l'Espagne et les Etats-Unis. Les Espagnols demandent la réduction substantielle des troupes américaines stationnées dans la péninsule et, surtout, le départ des soixante-douze chasseurs-bombardiers F-16 basés à une vingtaine de kilomètres de Madrid.

#### Une partie difficile à jouer

M. Weinberger, qui a très fortement insisté sur l'importance de cette unité aérienne pour la défense du sud de l'Europe, s'est entretenu avec le roi Juan Carlos, puis le ministre de la défense, M. Narcis Serra, et le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez. « Je ne suis pas venu négocier sur les bases », a dit M. Weinberger, « c'est une question qui est dans les mains de notre ambassadeur à Madrid » (M. Reginald Bartholomew a déjà eu à traiter de problèmes plus ou moins similaires en Grèce).

Côté espagnol, M. Serra a pudiquement estimé que cette visite n'avait pas permis de rapprocher « suffisamment » les positions. En d'autres termes, non seulement le contentieux n'est pas réglé, mais il paraît de plus en plus urgent de le résoudre à mesure que se rapproche l'échéance de novembre. A cette date s'ouvrira le préavis de six mois durant lequel l'un ou l'autre

pays peut décider de ne pas renouveler l'accord de coopération et d'amitié qui les lie depuis trente-quatre ans et expire en mai 1988.

La partie à jouer est compliquée pour les dirigeants espagnols. M. Gonzalez a gagné en mars 1986 son référendum sur l'alliance atlantique, mais s'est engagé à obtenir la réduction des effectifs américains (un peu plus de douze mille militaires). Une fin de non-recevoir de Washington serait du plus mauvais effet, alors que les préoccupations intérieures ne manquent pas pour M. Gonzalez.

« Je ne peux penser la défense de l'Europe en dehors de la liaison avec les Etats-Unis », mais « il faut faire des efforts pour renforcer une politique autonome de l'Europe sans casser les liens avec les Etats-Unis », déclarait M. Gonzalez, le 8 mars dernier, tout en se disant optimiste quant à la signature d'un accord sur les bases « dans les prochains mois ».

Le prochain rendez-vous hispano-américain aura lieu début avril à Washington.

(Interim.)

● Le mécontentement social s'étend. — En Espagne, des grèves et des manifestations ont eu lieu pour le mercredi 18 mars dans les chemins de fer, les hôpitaux et les universités. Après les étudiants au début de l'année, le relais avait été pris ces dernières semaines par les mineurs et les agriculteurs (une manifestation paysanne a eu lieu mardi à Madrid). A la fin du mois, ce seront les employés des compagnies aériennes Iberia et Aviaco qui observeront à leur tour des arrêts de travail. — (AFP.)

### YUGOSLAVIE

#### L'agitation sociale s'étend à la Macédoine

Les mouvements de grèves se poursuivent en Yougoslavie. Après la Croatie, où le mouvement revendicatif a pris la forme d'une véritable révolte ouvrière (le Monde du 18 mars), c'est la Macédoine qui est atteinte. Trente-huit débrayages ont été enregistrés depuis le début de l'année dans cette République du sud du pays.

La situation économique des travailleurs de Macédoine, dont les salaires sont parmi les plus faibles en Yougoslavie — soit 40 000 dinars en moyenne (500 F environ) — s'est dramatiquement dégradée depuis le début de l'année. Plus de trente-sept employés n'ont pas touché de salaire depuis un, deux ou même plusieurs mois, en raison de l'insolvabilité de leurs entreprises. Pour les ouvriers du bâtiment et de l'agriculture, secteurs où les grèves ont été les plus nombreuses, la situation risque de s'aggraver encore le mois prochain, les caisses de leurs employeurs étant vides.

A Belgrade, le gouvernement fédéral a annoncé mardi qu'il n'avait aucune intention de revenir sur le blocage des salaires en vigueur depuis le mois dernier. Le ministre du travail, M. Janko Obodak, a souligné au cours d'une conférence de presse que le gouvernement n'a « aucune intention de faire marche arrière ».

Enfin, l'agence Tanjug rapporte que seize ouvriers ont été licenciés aux usines métallurgiques d'Istra, dans le port de Pula, dans la péninsule croate d'Istrie, pour avoir « interrompu le travail, contrairement aux règlements », en février. — (AFP, Reuters.)

### PAYS-BAS : contre-révolution culturelle

#### Les fruits amers de la société permissive

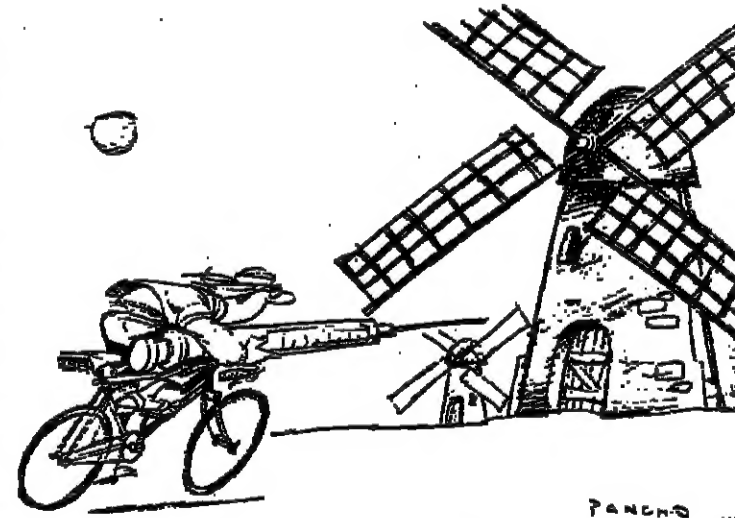
(Suite de la première page.)

Le contrôle sera tel que tout supporter devra être muni d'une carte d'adhésion de son club, carte qui lui permettra de suivre uniquement les matches à domicile de ses favoris. Impossible pour lui de se rendre dans les stades des autres villes !

Autre « institution » qui vacille : le nombre de plus en plus important de détenus va peut-être obliger le gouvernement de centre droit à abolir le « droit » centenaire des prisonniers d'occuper seuls une cellule. Les quelque 5 000 cellules des Pays-Bas ne suffisent plus du tout pour accueillir les nombreux détenus. Ainsi certains d'entre eux, bien que dangereux, ont dû être relâchés faute de place dans les prisons.

1987 a aussi vu la fin d'un système de subside aux artistes qui obligeait l'Etat à acheter les œuvres des artistes « reconnus comme tels » par des jurats supérieurs à une aide sociale classique. « Comme il y a des stocks de beurre, il y avait des stocks de sculptures ou de toiles. La différence, c'est que le beurre on peut quelquefois le brader aux Russes ou le donner aux pays pauvres », ironise un étudiant de La Haye. « Et puis, ajoute-t-il, les vols pour l'étranger étaient toujours pleins au lendemain ou à la veille de la signature des contrats entre les artistes et l'Etat ». Le ministre de la culture a décidé d'en finir, et personne n'a vraiment protesté. Les temps changent, même dans cette ville d'Amsterdam qui semble pourtant tellement prisonnière de ses années 60.

Rob Stolk, un des anciens leaders provos, aujourd'hui patron d'une petite imprimerie, a gardé ses habitudes. Le décor du coffret shop où il mange des sandwiches au jambon est resté immuable : longues tables en bois, affiches jaunies aux murs, garçons aux cheveux longs roulant leurs cigarettes, filles en jeans effrangées. Le discours, lui, a changé. « Il n'y a plus d'idées extrêmes, ni à droite ni à gauche. Quand les drogues touchent aux autres personnes, on doit les considérer comme les autres criminels... Donner des drogues gratuites, c'est une idée bien hollandaise : il fallait acheter la sécurité... Et si les gens commencent à voler contre l'insécurité, c'est aussi parce que celle-ci coûte cher. Ainsi, à Amsterdam, les assurances sont 25 % plus chères que dans le reste du pays ».



#### Tripes, moufles... et drogue

Principales cibles des accusations de Hans Van Weezel : le maire d'Amsterdam, Edouard Van Thijn, et sa politique à l'égard de la drogue. « Avec les tripes et les moufles, la drogue est devenue notre troisième spécialité », raille-t-il. Alors, de partout, les drogues sont venues à Amsterdam. En Allemagne fédérale, les lois sont très strictes et par un phénomène de vases communicants tous les drogués sont venus chez nous. Pour 1984, sur les 73 morts par surdose à Amsterdam, 19 « seulement » étaient néerlandais et 35 étaient allemands. Dernier argument de Hans Van Weezel : c'est aussi à cause de cette sinistre réputation qu'Amsterdam est arrivée en dernière position lors de la désignation des villes pour les prochaines olympiades.

« Une campagne doit être fondée sur des statistiques », répond

Edouard Van Thijn, et nos chiffres prouvent bien que notre politique est efficace. Mais cela prend du temps. Ici, je pense que donner d'Amsterdam l'image de la Macédoine de la drogue, ce n'est pas très honnête. Même les membres du Comité olympique ont demandé quelle était notre politique sur la drogue. Ils croyaient qu'Amsterdam était une ville de drogués. J'ai ri... et j'ai donné les chiffres ! »

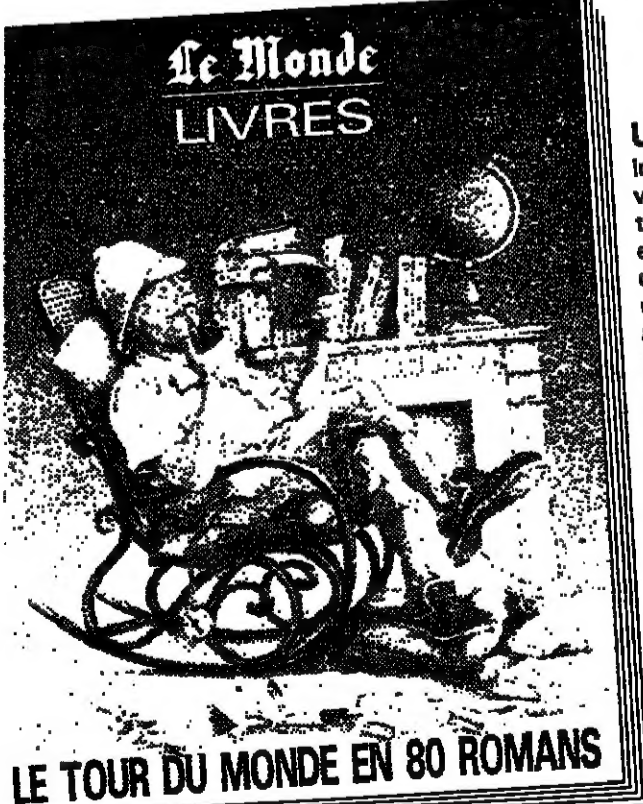
Les principaux de ces chiffres avancés par Edouard Van Thijn et ses collaborateurs sont les suivants : les effectifs de la brigade antidrogue ont été doublés. Tous les drogués sont mis sur ordinateur depuis 1980, leur âge moyen est passé de vingt-quatre à vingt-neuf ans — évolution très positive — et enfin le nombre d'héromanomanes a diminué d'environ un millier, passant de huit mille à sept mille. « Grâce à notre politique d'assistance médicale qui n'exclut pas la répression », précise M. Edouard Van Thijn, je connais le nombre des drogués de ma ville. Les maires de Paris ou de New-York le connaissent-ils, eux ? »

Intolérable tolérance ? Pragmatisme, répondent Edouard Van Thijn et ses collaborateurs. « La tolérance, précise le maire, c'est autre chose. Pour moi, c'est la liberté d'expression. Les Pays-Bas, et surtout Amsterdam, ont été un centre pour les réfugiés politiques du monde entier : les huguenots, les juifs portugais, les intellectuels venus de partout. C'est une tradition, un climat contre le racisme et la discrimination ».

JOSÉ-ALAIN FRATON et RENÉ TER STEEGE.

## Le Monde LIVRES

### le Tour du monde en 80 romans



#### UN PANORAMA MONDIAL

Invitation au voyage, invitation à découvrir l'esprit, les angoisses et les séductions des sociétés actuelles. Le roman est souvent le meilleur guide pour connaître ou comprendre un peuple ou un continent. Pays par pays, le Monde en analyse les tendances et les évolutions récentes. L'univers multiple et coloré des littératures contemporaines.

#### LES SÉLECTIONS DU MONDE

80 romans du monde entier parus ces dernières années et choisis par le Monde. Pour découvrir un auteur, une écriture nouvelle, une histoire pittoresque ou exotique, des personnages étranges, tragiques ou dérisoires. A lire et à conserver pour ne pas se tromper dans ses lectures.

### Un supplément magazine de 80 pages

Gratuit avec  
**Le Monde**

jeudi 19 mars daté vendredi 20 mars 1987

Handwritten text in Arabic script: "هذا الكتاب هو..."



هكذا من الأصل

... Le Monde • Jeudi 19 mars 1987 9

**Q**UOI DE PLUS PRÉCIEUX QUE L'INTELLIGENCE, DE PLUS RARE QUE LA SUBTILITÉ? LES PLUS GRANDS SIGNES DE RICHESSE SONT INTÉRIEURS. ON PEUT TOUJOURS S'INVENTER UNE PERSONNALITÉ EN SE PARANT D'ARTIFICES. MAIS CE N'EST PAS SUFFISANT POUR PRÉTENDRE AU CHARME ET À L'ÉLÉGANCE.

TOUT COMME ON NE DEVIENT PAS DINERS. ON EST DINERS. ET QUAND ON EST DINERS, ON OUBLIE LES FRONTIÈRES. AVEC LA CARTE DINERS, VOUS ET VOTRE FAMILLE POUVEZ BÉNÉFICIER GRATUITEMENT DE L'ASSURANCE VOYAGE MONDIALE, QUI VOUS OFFRE JUSQU'À 4000000F DE GARANTIE (1000000F PAR PERSONNE) POUR TOUS VOS DÉPLACEMENTS, EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER\*.

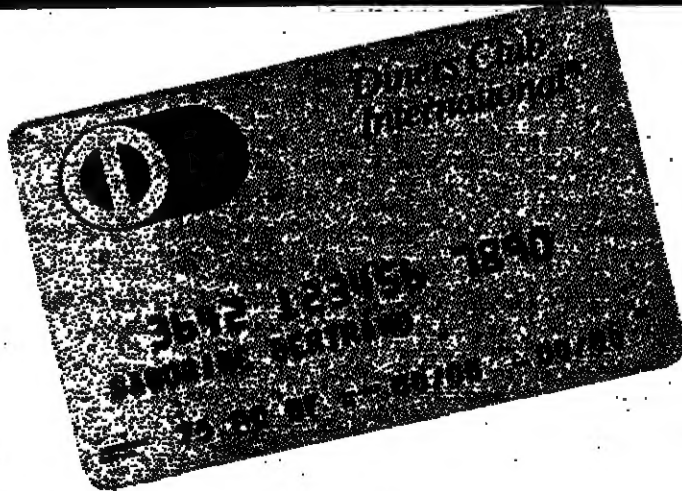
C'EST UN DES NOMBREUX AVANTAGES DU DINERS CLUB. MARQUE DE RAFFINEMENT. SIGNE D'UNE NATURELLE DISTINCTION. LA CARTE DINERS CLUB INTERNATIONAL, PEUT ÊTRE LA PORTEZ-VOUS DÉJÀ EN VOUS.

DINERS CLUB INTERNATIONAL  
18-20, RUE FRANÇOIS-1<sup>er</sup>  
75008 PARIS  
TEL. (1) 47.62.75.00

\* SI VOS TITRES DE TRANSPORT ONT ÉTÉ RÉGLÉS AVEC VOTRE CARTE DINERS.



CARTE DINERS ON LA PORTE EN SOI.



• PUBLICIS

© 1987



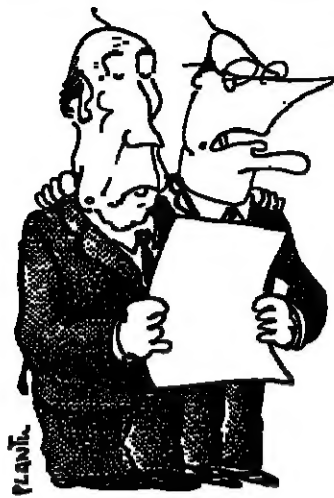
## Enquête



## La co ha



## A la recherche de l'équilibre

Acte premier,  
dit « d'exposition »

« Pourquoi Jacques Chirac veut-il devenir président de la République ? Il l'est déjà », remarquait, désabusé, un conseiller de M. François Mitterrand au terme des trois premiers mois de cohabitation. Vu de Matignon, l'Elysée apparaissait alors comme « le château de la Belle au bois dormant ». Après un an d'expérience, le refrain obligatoire dans l'entourage présidentiel est le suivant : « On tient tout ; on se ballade. » A mi-distance de ces deux visions outrancières du fonctionnement de la cohabitation, les deux acteurs principaux sont parvenus, en trois actes, à un équilibre des pouvoirs. Un an de cohabitation et, vu de Sens (Yonne), un an de gouvernement Chirac. Les « largués » du chiraquisme sont grognons, mais restent fidèles à la majorité.

CONVAINCU par l'analyse de M. Edouard Balladur — « Si vous allez à Matignon et que vous échouez, vous ne serez pas président. Mais si vous n'y allez pas, vous ne le serez jamais ! » — M. Jacques Chirac est fin prêt le 16 mars. Il a ravalé ses réticences anciennes — « J'ai éprouvé les charmes de la fonction. Pour Matignon, merci, j'ai déjà donné ! » — vis-à-vis d'une expérience qui le contraint à forcer sa nature. M. Balladur et M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, ont débarrassé le terrain. Le 16 mars, MM. Mitterrand et Chirac sont d'accord sur un refrain commun — « la Constitution, toute la Constitution, rien que la Constitution » — qu'il reste à mettre en musique.

Le partage des rôles est, théoriquement, très simple. Au président de la République l'article 5 : « Il assure par son arbitrage le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat. Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire, du respect des accords de Communauté et des traités. » Au premier ministre l'article 20 : « Le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation. Il dispose de l'administration et de la force armée. »

Lors des premières conversations en tête à tête entre les deux hommes tout est dit : tous les projets du gouvernement ; toutes les réserves ou les veto que le chef de l'Etat exprimera ensuite publiquement ; les ordonnances qu'il signera ou ne signera pas, les appels au Conseil constitutionnel, le respect des droits du Parlement et celui des minorités en Nouvelle-Calédonie, les mises en garde sur les projets sécuritaires du gouver-

nement. Tout est écrit à l'avance : ni M. Chirac ni M. Mitterrand ne veulent d'une « cogestion » des affaires économiques et sociales ; M. Mitterrand ne souhaite pas non plus « gêner » l'action d'un gouvernement qui, insiste-t-il, n'est pas le sien.

On aura même, pendant cette courte période, le sentiment d'une connivence entre les deux hommes, non pas politique, mais personnelle. M. Mitterrand ne désespère pas de donner un coup de main à son rival de premier ministre lorsqu'il s'agit d'écarter

du gouvernement, ou de certains postes, des personnalités jugées par l'un et l'autre indésirables. « Ne me proposez pas un Leca-quet », (aux affaires étrangères), lance le président au premier ministre qui l'entendait bien ainsi. Pas question non plus d'attribuer la défense à M. Léotard, ce personnage « grossier », « léger », qui serait, confie M. Mitterrand à M. Chirac, « capable de déclencher une guerre sans que ni vous ni moi ne nous en apercevions ».

Connivence fugace, vite étouffée par l'atmosphère lourde du premier conseil des ministres, le 22 mars. « On va souffrir », avait annoncé le président avant de prendre place à la table du conseil. « Ce fut atroce », avouait-il à la sortie.

Acte II,  
dit de « voracité »

A U fond de sa tête, M. Chirac n'a rien osé de ce qu'il appelle la théorie de la « légitimité la plus fraîche ».

La légitimité acquise le 16 mars 1986 l'emporterait ainsi sur celle du 10 mai 1981. Le premier ministre pousse sa conviction au fond du tribalisme gaulois : lorsque le vieux chef est battu à la loutre par plus jeune et plus alerte que lui, il se doit de quitter le village et de disparaître à jamais dans la forêt. Faute de pouvoir imposer le respect de la tradition — le vieux chef s'y refuse et lui a dit, droit dans les yeux : « Ne décevez pas vos amis de se promener à deux millions sur les Champs-Élysées le soir du 16 mars. Qu'ils viennent à l'Elysée. Le leur ouvrirai moi-même les portes et je leur dirai : « entrez ! Mais moi, je ne partirai pas. » — M. Chirac s'efforce d'appliquer un autre principe qui lui est cher : « Le pouvoir ne se partage pas. »

M. Mitterrand sera vite épaté, puis irrité par la « voracité » (le mot est de lui) du premier ministre. Bouillie de nominations, bien que l'on évite la traditionnelle « chasse aux sorcières ». « Nous procéderons avec la plus extrême modération », assure le premier ministre. « Avec la modération d'un rouleau compresseur », répondait M. Mitterrand, sceptique. « Avec le plus petit rouleau et le plus petit compresseur », affirmait enfin M. Chirac. Bouillie de compétences aussi. Le premier ministre ne lâche pas le président d'une semelle lorsque

ce dernier parcourt le monde. Ce « marquage à la calotte » commence dès le sommet des pays industrialisés à Tokyo (du 4 au 6 mai 1986), où M. Chirac explique à son homologue japonais que désormais, en France, c'est lui le patron. Le premier ministre pique même un sprint le 23 avril à « L'heure de vérité », en se posant, au détour d'une phrase, comme le chef de la diplomatie française : c'est moi, dit-il en substance, qui ai interdit le survol du territoire français aux avions américains qui, partis de Grande-Bretagne, s'en sont allés bombardier Tripoli ; et le président de la République m'a approuvé.

Le chef de l'Etat multiplie, en conseil des ministres, réserves et mises en garde : autorisation administrative de licenciement, projet de loi sur les libertés, statut de la Nouvelle-Calédonie, privatisations... Rien n'y fait. M. Mitterrand marque ainsi, de manière plus ou moins spectaculaire, qu'il n'est en rien engagé par la politique du gouvernement, et même que, sur l'essentiel (économie et social), il s'y oppose. Mais, comme il dit, « le gouvernement gouverne », et ses interventions ne sont que de peu d'effets. La promulgation de la loi sur les privatisations (M. Mitterrand avait refusé de signer les ordonnances) n'a été retardée que de vingt-quatre jours.

Amer, M. Mitterrand se laisse aller, parfois, à quelques commentaires désabusés sur les attitudes « mesquines », « médiocres », « vulgaires » du premier ministre, tandis que, vu de Matignon, l'Ely-

sée n'est plus considéré que comme « le palais de la Belle au bois dormant ». La désillusion gagne même l'entourage du chef de l'Etat. L'un de ses collaborateurs s'étonne : « Pourquoi Jacques Chirac veut-il devenir président de la République ? Il l'est déjà. »

Le premier ministre, face à l'opinion, atteindra un sommet de sa gloire et le meilleur de son image d'homme d'Etat au mois de septembre 1986. Paris est secoué par les attentats terroristes. M. Mitterrand — hasard du calendrier, il doit partir pour l'Indonésie — laisse M. Chirac incarner, à la télévision, la sécurité de l'Etat et drainer vers sa personne et sa fonction les angoisses et les espoirs des Français.

Acte III,  
dit de l'« éternel retour »

DEPUIS l'automne 1986, les deux acteurs principaux de la cohabitation jouent la scène de l'« éternel retour ». Retour en France pour le premier ministre. Retour en force du chef de l'Etat dans son « pré carré » institutionnel.

Le 13 octobre, au camp militaire de Caylus, M. Mitterrand réaffirme sa prééminence en matière de défense et donne un coup d'arrêt à la dérive qu'il soupçonne dans la loi de programmation militaire préparée par le gouvernement. Le 27 octobre, au sommet franco-allemand de Francfort, le chef de l'Etat aligne, autant que possible, le gouvernement sur la solidarité européenne contre le terrorisme. « Les arrangements particuliers doivent toujours céder le pas à la solidarité contre le crime », affirme-t-il.

Dans le même temps, M. Chirac prête une oreille complaisante à ceux de ses conseillers qui l'encouragent à se tailler une stature d'homme d'Etat en France et non pas seulement dans la frquentation des grands de ce monde. « C'était un piège à son », avait dit le premier ministre après le sommet de Tokyo en mai 1986. Il en tira, avec retard, les conséquences.

Feu à peu s'installe un équilibre des pouvoirs au sein du couple exécutif. Il s'oppose clairement au conseil des ministres du 4 mars dernier, lorsque M. Mitterrand définit, contre l'avis du ministre de la défense, la réponse qu'il convient d'apporter aux propositions soviétiques sur le désarmement nucléaire en Europe. « Il a raison, il a raison », murmure le premier ministre pendant l'exposé présidentiel au terme duquel il remarque : « Je suis en accord avec la position que vient d'exprimer le président de la République ; d'ailleurs c'est au président qu'il appartient de fixer en ce domaine les grandes orientations. »

La recherche de cet équilibre n'est pas allée sans incident.

M. Mitterrand fait pression sur le premier ministre lors de la crise étudiante jusqu'à prendre l'opinion à témoin — le projet Devaquet est « inopportuniste et inutile » — quelques heures avant l'annonce du retrait de la réforme. Il agace fortement M. Chirac en recevant le 1<sup>er</sup> janvier à Bregançon une délégation de cheminots grévistes.

A l'inverse, le premier ministre tente maladroitement de reprendre le dessus sur les affaires diplomatiques le 11 mars à Madrid. On regrette à l'Elysée de n'être pas informé des initiatives du gouvernement Chirac au Proche-Orient. L'affaire des otages, les relations avec l'Iran et l'Irak restent encore une zone d'ombre de la cohabitation.

A chaque symptôme de crise, M. Chirac et M. Mitterrand sortent leur boîte à pharmacie. Ni l'un ni l'autre ne s'est jamais laissé gagner par la fièvre, malgré les tentations qui s'expriment dans leurs entours respectifs. Le couple exécutif maîtrise aujourd'hui l'équilibre de ses relations, même si chacun, au fond de sa tête, n'en pense pas moins. « Il y a deux choses inutiles : la prostate et le président de la République » : ce « bon mot », attribué à Clemenceau, a été repris par M. Chirac et lui a assuré, en petit comité, un succès de fin de banquet corrézien. M. Mitterrand a autant au service du premier ministre. Après avoir observé à loisir l'action et le discours de M. Chirac, il confie : « Quand je l'entends faire une grande proclamation de principe, je m'inquiète. »

L'opinion publique est tentée de brûler ce qu'elle adorait hier. La cohabitation est aujourd'hui perçue comme une lutte pour le pouvoir plutôt que comme un système de coexistence pacifique. L'approche de l'élection présidentielle, donc de l'acte IV, ne pourra qu'aggraver ce phénomène.

JEAN-YVES LHOMEAU.

## SONDAGES

## Virage manqué

LA cohabitation a raté le virage du début de l'année 1987 et ses deux protagonistes ont franchi la ligne blanche. Pourtant, cette nouvelle pratique institutionnelle avait bien négocié les lendemains du 16 mars alors que l'opinion publique ne la jouait pas gagnante. Selon un sondage réalisé du 27 février au 4 mars 1986 par le SOFRES pour le Monde et RTL, 65 % des personnes interrogées souhaitent que l'union UDF-RPR accepte de gouverner sous la présidence de M. François Mitterrand, mais 41 % considèrent que cette période serait « plutôt négative » pour la France et 46 % qu'elle ne durerait pas jusqu'à l'élection présidentielle de 1991.

Or, dès le mois d'avril, la cohabitation entrera en grâce. Une étude effectuée par le SOFRES et publiée le 21 avril dans le Point montrait que 50 % des Français estimaient que la coexistence fonctionnait bien et que 71 % d'entre eux souhaitaient qu'elle dure jusqu'à l'élection présidentielle. Dès le mois de mai, au lendemain du sommet des pays industrialisés de Tokyo, 48 % des personnes consultées par BVA du 30 avril au 7 mai pour Paris-Match considéraient que cette nouvelle lecture de la Constitution était une bonne chose pour la France.

La cohabitation avait réussi son lancement et les Français en appréciaient le double pilotage. M. Mitterrand, dont la cote de popularité était négative depuis la mise en œuvre du deuxième plan de rigueur en avril 1983, vivait une nouvelle jeunesse dans les sondages. Obtenant 39 % d'opinions positives en mars 1986, il culminait en novembre, avec 61 % d'avis favorables dans le baromètre IFOP-Journal du dimanche. Le premier ministre n'était pas en reste : 51 % de bonnes opinions en octobre (au lieu de

34 % en février 1986). En mai, une majorité de Français considéraient M. Chirac comme « le vrai chef de l'exécutif ».

Les Français voyaient alors la cohabitation en rose. Mais elle n'est selon eux qu'une réponse provisoire à la situation inédite créée par la victoire de l'opposition le 16 mars. Sa cote est de surcroît étroitement liée au comportement des deux principaux acteurs. Le moindre accroissement de la coexistence suffit à rendre négative sa perception. Un large consensus, à l'image de celui provoqué par la vague de terrorisme du mois de septembre, lui confère au contraire une prime durable (51 % des personnes interrogées jugent positivement la cohabitation, selon le sondage BVA-Paris-Match du 13 novembre.)

Dès le mois de janvier dernier la cohabitation marque le pas, et atteint vite des sommets d'impopularité (53 % d'opinions défavorables selon le sondage BVA-Paris-Match du 19 février). Les distances prises par le président de la République vis-à-vis du gouvernement lors de la contestation étudiante, puis des grèves dans le secteur public, mettent un terme à l'état de grâce dont bénéficiait la coexistence aux yeux des Français. Les deux pilotes ne s'en tirent pas sans mal non plus. La cote de confiance du chef de l'Etat fléchit (51 % d'avis favorables, selon le baromètre SOFRES-Figaro Magazine du mois de mars), tandis que celle du premier ministre devient franchement négative (54 % de mauvaises opinions). M. Chirac devant, en outre, supporter un jugement négatif sur le bilan de sa politique. Aujourd'hui, les Français boudent et se tournent vers... M. Barre qui, depuis le mois de février, trotte dans les hit-parades de popularité.

V. D.

## L'ÉTAT CHIRAC

## Des têtes qui roulent, en silence

UNE cuillerée pour les préfets, une cuillerée pour les recteurs, une cuillerée pour les ambassadeurs... Invariablement, chaque mercredi, Matignon administre à la haute fonction publique une option médicamenteuse désagréable à ses adversaires politiques. A petites lampes, le conseil des ministres, sous l'œil désapprobateur de M. François Mitterrand, absorbe sa ration de fortifiant, bourrée de « vitamines chiraquiennes ». A petites pas — mais sans flâner — l'« Etat-Chirac » s'épanouit, prend ses aises.

Aucun porte-drapeau du RPR n'a jamais eu la malheureuse initiative d'exiger, du haut d'une tribune : « Il faut couper des têtes », si ce n'est dans l'audiovisuel, secteur poussé au crime par excellence. Et pourtant, régulièrement, hebdomadairement, les « têtes » tombent et roulent, saluées seulement par des chuchotements. Les grands commis socialistes ou présomés de gauche glissent sous la trappe, sans éclats, tandis que se lèvent des escouades de hauts fonctionnaires acquis à la nouvelle majorité ou, mieux, au chiraquisme.

Les chiffres sont là, presque toujours éloquentes. En deux temps trois mouvements, le moitié des recteurs ont été remerciés. Sur les vingt-huit que compte la République, huit ont dû piler bagages en juillet 1986, cinq autres en novembre et le dernier en février 1987. A ce rythme-là, et sans être grand arithméticien, l'ensemble des responsables de nos académies pourrait fort bien avoir été renouvelé d'ici à mars 1988.

Les ambassadeurs ont droit, à coup sûr, à plus d'égards — ou de privilèges. Si leurs postes sont considérés comme « à la discrétion du gouvernement », le gouvernement en

dispose avec plus de modération, sachant qu'il n'est pas « convenable » de brusquer les diplomates. Le Quai d'Orsay et Matignon traitent ainsi les diplomates au goutte à goutte (un ambassadeur nommé chaque mercredi, en moyenne).

Sur les cent cinquante-trois postes d'ambassadeur de la République française, quarante-huit ont tout de même changé d'occupante depuis le 16 mars 1986, dans la plus grande sérénité si l'on excepte la très forte crispation de M. Jacques Chirac à l'endroit de M. Eric Rouleau, ambassadeur à Tunis, qui fut « placardisé » dès le mois de juin.

## Petits paquets

Pour sa part, la place Beauvau, versant Pasqua — contrairement à la gauche qui opérera à coups de grandioses et funèbres « tableaux de chasse » — a un faible pour la méthode des petits « paquets ». De manière anodine, un contingent de préfets valse chaque mois. Il n'empêche que, sur les cent seize postes territoriaux, soixante-sept ont changé de titulaire depuis le 16 mars 1986 tandis que l'on a pu compter cent douze mouvements de préfets en intégrant les mises à la retraite, les mises au « placard », les détachements recouverts par les formules plus neutres de « préfets placés en congé spécial » ou de « préfets hors classe ».

La valse lente des grands commis, dûment constatée dans ces colonnes le 25 octobre, prend des airs de smurf dès que l'on aborde la « caste » des directeurs d'administration centrale. Au nombre de cent soixante-huit, en

mettant la trentaine de directeurs ou assimilés dépendant du ministère de la défense, quatre-vingt-nouveaux directeurs ont été nommés depuis le 16 mars, tenant solidement en main le char de l'Etat et quelque dix délégués sur trente et un ont été également promus.

Dans un autre registre, l'étude de la liste des cent soixante-trois « emplois de direction dans les établissements publics, entreprises publiques et sociétés soumises à l'Etat pour le conseil des ministres » — décret du 6 août 1985 paru au Journal officiel du 7 août — est instructive. Là aussi, il aura fallu une toute petite année pour que l'hôtel Matignon propose et fasse entériner la nomination de quatre-vingt-cinq PDG, directeurs généraux et autres présidents de conseils d'administration.

Seuls, certains Offices nationaux interprofessionnels, les ports autonomes et la Société nationale des poudres et explosifs ont laissé indifférent, pour l'instant, l'« Etat-Chirac » en marche. Banquiers et grands patrons proches de la nouvelle majorité sont venus, eux, rapidement occuper les bureaux des banquiers et grands patrons proches de l'actuelle opposition.

A mi-parcours de son bail de deux ans (1986-1988), la nouvelle majorité n'a donc pas lieu d'être mécontente d'elle. Son contrôle des leviers stratégiques de l'Etat est assuré. Il se renforce semaine après semaine. En préférant recourir à l'homéopathie plutôt qu'à un remède de cheval, Matignon n'a suscité que de biens maigres critiques : les « têtes » tombent, fort régulièrement, mais en silence.

LAURENT GRELSAMER.

هذه ايامنا الصعبة



## Enquête



bi



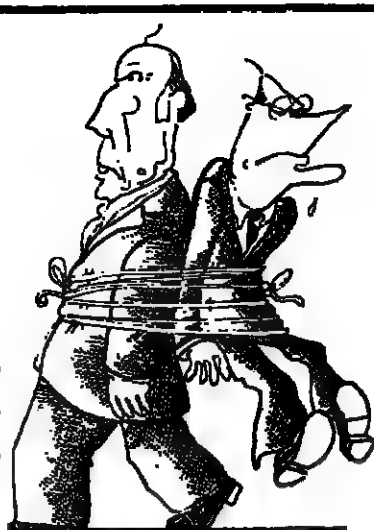
ta



tion



# Les « largués » du chiraquisme



SENS  
de notre envoyé spécial

Le peuple de droite a le tournoi. Il tangué sur lui-même, étonné et naufragé, comme après une trop longue journée dans les flots. Trop, c'est trop. Coup sur coup, le combat de catch remporté sur son gouvernement par le mouvement étudiant, les autos-tampons de la libération des prix, le train-fantôme des chèques payants ou du non-remboursement de certains médicaments. L'indigestion menace.

Employé de banque, médecin, mère de famille, épicière. Tous ont glissé dans l'urne, l'année dernière, le bulletin du retour de la « confiance ». Aujourd'hui, ils ne sont pas désabusés. Pas encore. Mais tout simplement groggy. Aux déçus du socialisme, ont succédé les largués du chiraquisme. Ces signes de désarroi recueillis à Sens, terrain d'enquête choisis au hasard, sous-préfecture confortablement assoupie autour de son passé millénaire, cité parcellairement traversée par l'Yonne opulente et paisible, on les aurait certainement aussi bien perçus à Comorant ou à Hagondange, à Coudekerque ou à Carpentras.

Cette France-là lit plutôt Henri Troyat que Hayek ou Guy Sorman, les pontifes du libéralisme. C'est la France des pavillons à crédit, qui ferme boutique à midi sonnant pour émigrer vers les toiles cirées, qui est restée à l'écart du TGV et de l'autoroute. Elle regarde passer au journal de 20 heures, épinglée et réprobatrice, les missiles de cette fin de siècle, qui ont nom SIDA, terrorisme ou cohabitation.

Ici, on ne se paie pas de mots, mais on juge aux actes. Devant le tribunal de la rue et des échoppes, M. Jacques Chirac est un bien mauvais passe. « On l'avait élu pour son côté musclé », explique M. Jean-Claude Rouff, gérant d'une supérette de la rue piétonne. « Pour sa parole martelée et succédée », précise M. Claude Bagot, clerc de notaire.

Le grand tournant de la désillusion fut l'affaire étudiante. A Sens, on n'a pas de mots assez durs pour condamner les cafouillages gouvernementaux qui l'ont émaillée. « Le gouvernement avait tout de même les moyens de prévoir le mouvement que cela pouvait déclencher », s'indigne M. Marcel Chabanne, ouvrier en retraite et gaulliste de toujours. Ce ne sont pas tant les violences policières ni la mort d'un étudiant qui ont ému les électeurs de la majorité, mais plutôt l'amateurisme révélé par la crise. Et tout ce gâchis pour un projet de loi dont « une partie importante de la masse des gens ne connaissait même pas le contenu », déplore M. Etienne Braun, maire (UDF) de Sens.

Certes, la majorité des sympathisants chiraquiens sentent bien qu'une réforme de l'Université est inévitable, et le mot « sélection » ne leur donne pas d'insomnies. Mais « on pouvait faire la même

chose plus lentement », soutient M<sup>me</sup> Monique Loiseau, mère de cinq enfants, adjointe (RPR) au maire, chargée de l'aide sociale.

Plus lentement ! Le grand mot est lâché. C'est avant tout le rythme des réformes gouvernementales qui a affolé les boussolés sénocais. « Tout a été beaucoup trop brutal », déplore un directeur de banque. Les gens d'ici vivent plutôt à un rythme de pères de famille.

Trop rapide, l'aller et retour sur les chèques payants. « Cela a foutu la panique partout », se souvient le clerc de notaire. Mon

### « Le meilleur parti de la bête »

Si la multiplication des réformes avortées a déconcerté, les mesures menées à leur terme n'en rencontrent pas pour autant l'unanimité. Ainsi notre bouillonnant clerc de notaire n'a-t-il tout bonnement pas supporté que « l'une des premières choses qu'il aient faites en arrivant ait été d'assurer leur réélection, en s'occupant du découpage électoral. Avant même de prendre des mesures pour les chômeurs, de s'attaquer aux vrais problèmes, ils se sont mis à nous dépêcher à qui mieux mieux, pour tirer le meilleur parti de la bête ».

Mais au « Top 50 » des mesures impopulaires on trouve à la première place l'abolition de l'impôt sur les grandes fortunes. Soudain devenu curieusement partageuse, la base chiraquienne s'insurge comme un seul contribuable. « L'IGF était une des bonnes choses faites par la gauche », reconnaît ce jeune médecin, électeur indéfectible de la droite par rejet viscéral des communistes, « qui tous à la solde de Moscou et, moyennant tout, de SOS-Racisme, aux caisses de Sécurité sociale en passant par Amnesty International... » Cela a brisé tout le monde, et accentué le sentiment d'un gouvernement des riches », renchérit un pharmacien du centre-ville, qui admet pourtant payer l'impôt en question.

La libération des prix, quant à elle, ne suscite ni rejet ni adhésion enthousiaste. Apparemment, les coiffeurs et garagistes sénocais n'ont pas trop abusé de la liberté ainsi retrouvée. Il est vrai que la vie provinciale et sa proximité quotidienne incitent plus sûrement à la modération qu'une armada de contrôleurs des prix. « Quand j'ai remarqué que mon coiffeur, la dernière fois, avait un peu forcé sur la facture, je lui ai dit : « Mon Pierrot, faudra devenir raisonnable ou je change de boutique », raconte M. Claude Denouette, expert-comptable et adjoint au maire, chargé du commerce.

Soyons juste. Le gouvernement, auprès de sa base, n'a tout de même pas fait un « bide » dans tous les domaines. A Sens comme ailleurs, les privatisations de Paribas et de Saint-Gobain ont été plébiscitées. D'un seul mouvement, la France des bas de laine a

bureau n'a pas désempé de gens furieux, tout prêts à aller fermer leur compte au Crédit agricole pour se reporter sur une banque qui ne ferait pas payer les chèques. Trop rapide, la volte-face sur l'interruption du remboursement à 100 % de certains médicaments « de confort ». « Un de mes collègues au conseil général, qui est pharmacien, m'a raconté que cela avait semé le trouble dans toute sa clientèle », explique le maire, M. Braun. L'obligation d'affranchir le courrier destiné à la Sécurité sociale a, elle aussi, contribué à jeter le « trouble ».

pris d'assaut banques et bureaux de caisse d'épargne pour s'arracher les actions convoitées. « Nous avons vu des smicards, des gens fauchés, venir nous demander 1 000 francs d'actions, comme on joue au loto », raconte un banquier. Si M. Marcel Chabanne, notre ouvrier gaulliste, n'a pas participé à la ruée, ce n'est pas par manque d'envie, ah non ! Mais tout bêtement faute d'argent. Ses économies de l'année, après mûre réflexion, il a tout de même préféré les investir dans l'achat d'un radiateur électrique pour sa salle de séjour.

Approuvées ou condamnées, ces mesures n'ont pas suscité un magique retour de la « confiance » chez les décideurs écono-

miques sénocais. L'investissement stagne toujours et l'agglomération vit encore au rythme des suppressions d'emplois. Si M<sup>me</sup> Loiseau admet que son laboratoire a embauché deux jeunes techniciens sans en avoir un besoin pressant, moitié par civisme pro-

### Pasqua-Pandraud : l'effet magique !

Le sentiment d'insécurité a été proprement éradiqué par la magie de l'effet Pasqua-Pandraud. Ceux-là font un véritable tabac dans l'électorat majoritaire, toutes tendances confondues. S'ensuivent de nombreux bénéfices d'aucune faveur particulière. Les suppliques du maire au ministère de l'Intérieur pour réclamer, à Sens, la création de plusieurs postes de policiers n'ont reçu en réponse qu'une fin de non-recevoir polie. Certes, les Sénocais n'ont jamais véritablement vécu dans l'angoisse et, si les rues de la ville sont toutes désespérément désertes après 20 heures, la peur n'y a que peu de part.

Mais, même si l'on n'est pas directement visé, on trouve que le style Pasqua « passe » bien. A coup sûr, la bonne société sénocaise ne laisserait pas ses enfants « faire les cons » la nuit, fussent-ils ou pas sous dialyse. Seul, M. André Petit, gérant du seul bar de Sens ouvert tard le soir, n'a pas encore digéré la nouvelle ambiance sécuritaire. Sa grande déception remonte à la dernière

libéral, moitié pour profiter des exonérations de charges liées aux embauches de jeunes, son exemple a été peu suivi. « Nos chefs d'entreprise ne vont pas investir pour des raisons politiques », explique M. Denouette, résumant l'opinion générale.

fête de la musique. Depuis plusieurs années, il avait pris l'habitude de fêter dignement l'événement. On sortait les tables dans la rue piétonne et, jusqu'à l'aube, tous les orchestres, professionnels ou amateurs, s'en donnaient à cœur joie. « C'était la seule fois dans l'année où l'on s'amusait un peu », plaide M. Petit, comme pour s'excuser. Le commissariat, une fois l'an, acceptait de se boucher les oreilles. Tout cela est rentré dans l'ordre l'année dernière. Dès 2 heures du matin, deux gardiens de la paix intimaient au tenancier de bar l'ordre de fermer boutique. Pour avoir refusé, il se retrouve aujourd'hui condamné à 1 300 francs d'amende pour « embarras volontaire de la voie publique ». Et voilà comment M. Jacques Chirac a perdu une voix !

En a-t-il perdu autant que de « largués » ? Il ne semble pas. La vigueur des convictions politiques semble au-dessus de tous ces aléas. La multiplication des coups d'épingle ne débouche pas sur une condamnation globale ou une

désaffection irréversible. Ce gouvernement qu'ils accablent de sarcasmes ou ensevelissent sous la réprobation reste leur gouvernement. Pour le meilleur et pour le pire. Largués, ils n'en restent pas moins chiraquiens. Certes, la section RPR de Sens a perdu quelques militants depuis un an — partis voguer vers les rivages barbares ou lepénistes — mais globalement le peuple de droite reste convaincu que le cap est bon.

« La réalisation dont je suis le plus fier », explique M<sup>me</sup> Marie-Louise Fort, première adjointe (RPR) au maire de Saint-Clément, une petite commune limitrophe de Sens, est d'avoir planté vingt-huit mille arbres dans un parc récréatif de ma commune, le parc de la Ballastière. Mais ces arbres, seuls mes enfants les verront. Et ils ne me feront pas gagner une seule voix aux municipales. La leçon vaut aussi pour le gouvernement : il faut se garder de faire des bilans trop tôt. Telle est peut-être la chance paradoxale de M. Jacques Chirac : le peuple de droite a toujours le temps devant lui.

DANIEL SCHNEIDERMAN.



## TWAIRPASS TWA: 1500 F\* L'Amérique sans y laisser sa chemise.



Vous partez pour les Etats-Unis avec TWA, faites une bonne affaire : profitez-en pour acheter votre TWAIRPASS TWA. TWAIRPASS, c'est un billet vous donnant droit à 3 escales américaines, où vous voulez aux USA, valable 60 jours.

Sachez que TWA dessert 100 villes aux USA, ça vous fait du choix. Vous avez tout votre temps pour visiter les USA de long en large, et vous êtes riche, puisqu'un TWAIRPASS ne coûte que 1500 francs\*. Bon voyage.

\* Achat du billet : 7 jours à l'avance.  
Valable du 1<sup>er</sup> avril au 31 mai.

TWA ouvre la voie vers les USA.

**TWA**

Edouard Masquel

**L'année 1986 dans Le Monde**

Les principaux événements en France et à l'étranger

Préface d'André Fontaine

Un ouvrage de référence avec un index détaillé

244 pages

25 F



# Politique

La réunion du gouvernement à l'hôtel Matignon

## Le jeu de la vérité

Avant d'engager sa responsabilité devant l'Assemblée nationale le 7 avril, c'est-à-dire de faire connaître par la majorité la confiance qu'elle lui accorde depuis un an, M. Jacques Chirac a voulu s'assurer que le gouvernement lui-même lui faisait toujours confiance. Tel est le sens de la réunion des ministres et des secrétaires d'État qu'il a présidée, pendant trois heures, mardi matin 17 mars à l'hôtel Matignon. Le premier ministre peut à bon droit estimer que la démonstration a été conclutive. Non seulement la plupart des membres du gouvernement, à son invitation pressentie, mais les chefs de file des diverses formations qui participent au cabinet ont apporté à son « soutien sans faille », qui son « accord total » au premier ministre.

Pour ce jeu de la vérité, M. Chirac avait lui-même choisi les sujets sur lesquels des opinions diverses et parfois divergentes s'étaient récemment exprimées au sein de la majorité. Si l'on en croit non seulement M. Chirac et son porte-parole mais aussi les membres du gouvernement n'appartenant pas au RPR le soutien de la coalition majoritaire est unanime et même, insiste-t-on, sincère. M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement et président du CDS l'a d'ailleurs confirmé devant le bureau politique de son parti réuni le même jour. Fréquemment interrogé par M. Chirac, il a eu la possibilité de développer et de préciser sur tous les sujets à l'hôtel Matignon. Le premier ministre tenait manifestement à connaître son avis dans le détail. C'est, en effet, du côté des centristes, c'est-à-dire à travers eux, notamment des barrières que venait de passer quelque temps les craquements qui pouvaient faire douter de la cohésion de la majorité.

Si le problème du démantèlement nucléaire n'a pu être abordé faute de temps, en revanche ont été longuement examinés les trois autres sujets à propos desquels des objections avaient été publiquement formulées et sur lesquelles M. Chirac souhaitait des vérifications. Sur la Nouvelle-Calédonie, M. Méhaignerie a reconnu qu'il n'y avait eu aucune déception de la part des centristes et qu'il n'y avait eu aucune déception de la part des centristes. M. Chirac a obtenu du ministre de la consultation à la date prévue et à la même invitation.

M. Bernard Pons à venir convaincre ses amis CDS.

La réforme du code de la nationalité semble désormais repoussée à des jours meilleurs (c'est-à-dire les plus lointains possibles) ce qui permettrait d'étudier aussi tout à la fois le problème général des immigrés et de l'insertion de ceux de la deuxième génération. Voilà donc deux problèmes de discordes supprimés tout à fait formellement.

Restait le problème de la « relance de l'économie » tant souhaitée par les barrières au profit des entreprises. L'expression — pourtant utilisée à une dizaine de reprises — qui rappelle de fidèles expériences passées est parvenue au vocabulaire de M. Balladur. M. Chirac a rappelé qu'elle ne se justifiait pas puisque la France connaît un taux d'expansion comparable à celui de ses voisins. Cette querelle sémantique ainsi vidée, tous les ministres ont admis qu'il était préférable de rechercher les moyens de créer des conditions favorables pour inciter les entreprises à investir. Il s'agit plutôt — pour respecter les scrupules de M. Balladur — d'un coup d'accélérateur. Cette « relance » sélective, qui ne veut pas dire son nom, pourra donc se concrétiser par quelques mesures que M. Balladur a accepté d'étudier à la demande de M. Méhaignerie pour le bâtiment et les travaux publics notamment, et que M. Chirac se réserve de présenter le 25 mars à « l'heure de vérité ».

Au total, cette réunion des ministres, un an après le succès électoral de la majorité, a permis au premier d'entre eux de démontrer que la cohésion n'est pas une entrave à son action et qu'elle interdit les turbulences au sein de la majorité ; de faire disparaître les objections des « barrières » par ceux-là mêmes qui sont réputés proches du député de Lyon ; de ne pas transiger avec la ligne de rigueur économique défendue par M. Balladur avec constance depuis le début de l'été dernier ; de ne pas plus le pousser à l'extrême qu'il le pousse à la nationalité ; en somme, après l'hiver difficile que vient de connaître le gouvernement, de faire partager à celui-ci et à sa majorité une ferme résolution et un relatif optimisme. M. Chirac a obtenu des assurances formelles. Sous bénéfice d'inventaire de printemps.

ANDRÉ PASSERON.

Le premier ministre dans le Tarn-et-Garonne et l'Aveyron

## Le désert menace l'agriculture et le bassin de Decazeville

M. Chirac devait entreprendre, ce mercredi 18 mars, un quatrième voyage en province. Après s'être rendu en Alsace, à Toulouse et dans la région Rhône-Alpes, le premier ministre visitera le Tarn-et-Garonne, où il a prévu de prononcer un discours sur l'enseignement primaire, alors que les instituteurs du SNI-PEGC continuent de se mobiliser contre le décret sur les maîtres-directeurs. M. Chirac doit s'entretenir, d'autre part, avec le président du conseil général, M. Jean-Michel Baylet (MRG), ancien secrétaire d'État aux affaires étrangères, qui avait exprimé l'intention de « prendre des initiatives » dans le sens d'un « dialogue » entre la gauche et la droite (le Monde du 4 février).

Joué dans l'Aveyron, dont le président du conseil général, M. Jean French, soutient M. Raymond Barre, le premier ministre, accompagné de M. François Guillaume, devrait s'entretenir longuement avec des représentants des agriculteurs. Il devrait s'entretenir ensuite, à l'invitation de M. Jacques Godfrain, député (RPR), au développement industriel du département, touché par des suppressions d'emploi à Decazeville.

RODEZ de notre correspondant

A Rodez, trois dossiers attendent M. Chirac : le désenclavement, l'agriculture dans les zones difficiles, le pôle de conversion de Decazeville.

L'arrêt de la production à Vieille-Montagne, la suppression de la filière métallurgique (SESD, AFD, Valloirec), entraînent la disparition de mille cinq cents emplois directs sur le bassin de Decazeville, qui ne compte que quatre mille emplois industriels. Il y a quelques jours, M. Briaud, député CDS, faisant allusion à un projet de reprise de la Compagnie française des ferries (CFF), lançait, en direction d'Ascométal et du ministère de l'Industrie : « On n'a pas tout fait pour sauver une activité industrielle à Decazeville... » Une décision politique peut-elle encore sauver une partie des activités traditionnelles du bassin de Decazeville et susciter effectivement la création de nouveaux emplois ? Les élus et les syndicats (lesquels manifesteront à Rodez ou à Decazeville) resteront attentifs aux déclarations de M. Chirac.

Le désenclavement (air, terre, voies ferrées) préoccupe le président du conseil général, M. Puech (PR). C'est pour lui la condition de développement du département, une affaire de solidarité nationale et d'aménagement du territoire.

Pour les questions agricoles, M. Chirac et le ministre chargé du dossier, M. Guillaume rencontreront M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA. L'agriculture aveyronnaise s'interroge : les dernières propositions de Bruxelles et le rapport Guichard l'ont inquiétée. Le dossier de la FNSEA passe bien chez les élus. L'Aveyron n'a pas le choix : elle produit de l'herbe et, avec celle-ci, du lait, du fromage, de la viande. Ou les agriculteurs peuvent vivre de cette herbe, ce qui suppose compensation des handicaps et absence de quotas, ou c'est le désert qui s'installe.

C'est sur ce sujet que FNSEA et CDJA attendent M. Guillaume. Les deux syndicats lui rappelleront ses propos tenus en août 1986 à Camarès : pas de quotas en zones de montagne. Le 14 mars dernier FNSEA et CDJA ont rassemblé à Rodez plus de trois mille agriculteurs sur le thème : « Pas de pays sans paysans ! ». Le même jour M. Lacombe a lancé une série de manifestations agricoles à travers la France.

A Saint-Affrique, M. Jacques Godfrain présentera un autre visage de l'Aveyron, celui qui se bat et innove. Au programme : une exposition sur les entreprises de haute technologie, la visite de la Société d'études et de fabrications électroniques et électriques, qui travaille pour Motorola et l'Airbus A 320.

YVON FUECH.

## Le dossier « relance » sera bouclé par MM. Chirac et Balladur

Tous les membres du gouvernement, à l'exception de M. Jacques Doufflaque, ministre délégué aux transports, ont participé au conseil de cabinet réuni pendant trois heures, le mardi 17 mars, autour du premier ministre (le Monde du 18 mars).

M. Jacques Chirac a justifié devant le gouvernement son refus de tout programme de relance de l'activité économique. Selon le premier ministre, une telle relance serait nécessaire si le taux de croissance des importations françaises était plus faible par rapport à ses partenaires de l'OCDE, ou bien si son taux d'investissement était bas, alors que M. Chirac le juge « très important ». Hostile à des aides à l'investissement, le premier ministre estime que celles-ci auraient, entre autres effets néfastes, celui d'accroître les importations de machines-outils, la production française n'étant pas en état de répondre à la demande qui serait créée, et de déséquilibrer, par voie de conséquence, le balance des paiements.

Pour le chef du gouvernement, les deux priorités sont la réduction du déficit budgétaire et celle de l'inflation. Il a indiqué que le déficit prévu par le gouvernement pour 1987 était de 159 milliards de francs et que le déficit réel, après les mesures prises par l'actuel gouvernement, avait été de 141 milliards de francs. M. Chirac a souligné que la charge de la dette augmente deux fois plus vite, en valeur, que la production nationale brute. Le désendettement, a-t-il observé, réduit la position de l'Etat sur le marché financier et libère des capitaux qui peuvent s'investir dans l'industrie et défont les taux d'intérêt ; il a donc, par lui-même, un double effet favorable à l'investissement.

M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, délégué général du PR, a observé que les investissements des entreprises dans la recherche et dans les services commerciaux ne se font pas sur incitation fiscale. M. René Monory, ministre de l'Éducation, CDS, a souligné de l'époque où il avait été ministre de l'Industrie, puis ministre de l'économie, pour se féliciter de la politique suivie depuis un an, laquelle, a-t-il souligné, a engagé l'industrie dans la « spirale vertueuse » de l'augmentation des

fonds propres des entreprises et de celle de leur liberté.

Un accord s'est dégagé sans difficulté, selon certains participants, pour confirmer la ligne suivie en matière économique et approuver la méthode préconisée par M. Edouard Balladur, qui consiste à affecter le produit supplémentaire des privatisations, soit 15 milliards de francs, pour deux tiers au remboursement de la dette et pour le tiers restant à des dotations en capital aux entreprises publiques. La Rue de Rivoli a donc été surprise de la formulation employée par le porte-parole du premier ministre, M. Denis Baudouin, qui, rendant compte de la réunion du gouvernement, a déclaré : « Tout le monde est d'accord sur la relance », en ajoutant aussitôt que la question qui s'était posée était celle des « moyens » de cette relance : aides fiscales ou amélioration de la situation financière des entreprises.

### Baisse de l'impôt sur les sociétés

Il est vrai qu'un membre du gouvernement avait observé, comme une lapalissade, que « la relance, tout le monde est pour ». Tout dépend, naturellement, de ce qu'on entend par là. Unanimes à souhaiter une reprise et un développement de l'activité économique, les ministres se sont divisés sur l'opportunité de mesures « spécifiques » et « sélectives », réclamées, notamment, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, président du CDS. L'annonce des conclusions de la réunion de mardi devait tenir compte des diverses sensibilités.

La Rue de Rivoli ayant marqué sa préférence pour l'expression « renforcement de l'investissement », c'est celle-ci qui a été finalement retenue dans un communiqué publié par l'hôtel Matignon. Le mystère n'en demeure pas moins sur les mesures dont M. Chirac, selon Matignon, se réserve l'annonce pour son passage à « l'heure de vérité », sur l'Antenne 2, le 25 mars. S'agira-t-il seulement de la répartition des dotations en capital, annoncées par M. Balladur, entre différentes entreprises publiques, et des programmes qu'elles permettront de lancer ? Il semble que d'autres dispositions soient en discussion entre le premier ministre et le ministre d'État.

Officiellement, le seul allègement de charges annoncé aux entreprises

est une nouvelle baisse de l'impôt sur les sociétés, qui sera ramené de 45 % à 42 % dans le projet de budget pour 1988, comme le gouvernement s'y était engagé l'an dernier. L'hypothèse d'un « collectif » budgétaire de printemps, dans lequel cette baisse pourrait être avancée et où pourraient figurer d'autres dispositions d'ordre fiscal, est démentie rue de Rivoli. Il reste à savoir si la réduction de l'impôt sur les sociétés sera liée ou non, dans le budget de 1988, à des investissements. Dans la mesure où l'on attend des chefs d'entreprises qu'ils intègrent dès maintenant cette perspective dans leur politique de développement, cette incertitude devrait être levée sans trop tarder.

Il reste à savoir, aussi, si d'autres dispositions d'ordre fiscal sont effectivement à l'étude. Il y aurait, selon certains, « deux ou trois choses » en cours d'examen, dont un réaménagement du régime des amortissements.

S'agissant des dotations aux entreprises publiques, M. Balladur s'est engagé à étudier les demandes de M. Méhaignerie, qui souhaite qu'une partie d'entre elles profitent aux travaux publics. Il n'est pas exclu que, par le biais de divers montages financiers, les sociétés de construction d'autoroutes voient leurs moyens accrus. Cela aurait-il un effet de relance rapide sur l'activité de ce secteur ? Côté finances, on affirme que non, la mise en chantier d'une autoroute demandant au minimum, observe-t-on, trois ans et demi. Côté équipement, on soutient, au contraire, que certains chantiers, en région parisienne (liaison entre les villes nouvelles) et dans la Massif Central, peuvent être ouverts sans délai, et l'on se veut content dans les décisions que prendra le premier ministre lors du prochain comité interministériel d'aménagement du territoire, en avril.

Si M. Méhaignerie, interrogé par M. Chirac, a exprimé son accord avec les orientations définies par le premier ministre, la base de cet accord n'apparaît pas encore très clairement. On en a, à l'évidence, une conception différente aux finances et chez les ministres centristes, voire à Matignon.

### Unanimité

Les « convergences » observées par M. Baudouin sont moins problématiques, en revanche, pour ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie et le code de nationalité.

M. Méhaignerie a exprimé les préoccupations des centristes sur la politique menée en Nouvelle-Calédonie et sur les chances du référendum prévu pour le fin du mois de juillet ou le début du mois d'août. M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, s'est engagé, à la demande de M. Claude Malinvet, à faire connaître le statut qui sera proposé aux Néo-Calédoniens lorsque son projet de loi sera examiné au Parlement, aux alentours du 10 avril. Les centristes, tout en conservant leurs réserves, ont décidé de faire adhérer à M. Chirac et Pons et de ne pas leur créer de difficultés sur ce sujet.

L'unanimité s'est faite, aussi, sur le code de nationalité, après un exposé de M. Alain Chalandon. Le ministre de la justice a expliqué que deux politiques sont possibles, l'une d'exclusion, l'autre d'intégration. Soulignant qu'il choisit la seconde, M. Chalandon a observé qu'elle implique de dissocier trois sortes de problèmes : ceux de la délinquance, ceux de la population immigrée de la première et de la deuxième géné-

ration, et celui de la refonte du code de nationalité. Sur ce dernier sujet, le garde des sceaux a confié la création rapide d'une commission « sages », dont les travaux serviront de base à un projet de loi. Celui-ci pourrait être soumis au Parlement lors de sa session d'automne, mais rien n'est moins sûr...

Interrogé, à encore, par le premier ministre, M. Méhaignerie a exprimé son accord avec ces orientations. M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, secrétaire général du PR, est allé dans le même sens, au terme d'une intervention qui a porté sur la sensibilité de la jeunesse, hostile à toute attitude d'exclusion. M. Alain Carignon, ministre délégué à l'environnement, maire de Grenoble, a fait état, au sujet de l'intégration, d'une expérience menée dans sa ville. MM. Philippe Séguin, Charles Pasqua et Robert Pasquetti ont, eux aussi, approuvé la politique exposée par M. Chalandon. Le ministre de l'Intérieur a observé toutefois : « Il ne faut pas risquer de perdre ses amis ».

M. Chirac, qui s'était préparé à un débat sur les problèmes de défense et sur la position de la France face aux propositions soviétiques d'« option zéro », n'a rien eu à intervenir sur ce sujet, qui n'est pas venu en discussion. A cette exception près, donc, la réunion du gouvernement a permis de passer en revue toutes les questions qui avaient donné lieu à divergences entre les ministres et au sein de la majorité. Le débat de « confiance » du 7 avril à l'Assemblée nationale montera si la « clarification » menée par le premier ministre aura été efficace.

PATRICK JARREAU.

## Le respect de l'« orientation libérale »

M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, a fait le compte rendu succinct de la réunion du gouvernement :

« M. Jacques Chirac, a déclaré M. Baudouin, a indiqué qu'il est satisfait de la politique de redressement et du sérieux qui a présidé à celle-ci. En un an, l'orientation libérale a bien été respectée ».

Le premier ministre, a poursuivi son porte-parole, « tient à ce que la France, dans les quatre prochaines années, devienne plus forte, que l'ensemble de ses habitants se sentent plus solidaires, qu'elle développe son progrès social et qu'elle maintienne sa liberté comme cela est fait notamment en politique étrangère ». Il s'agit également « de préparer le pays à l'ouverture du grand marché européen en 1992 ; c'est là un défi, mais aussi une chance exceptionnelle pour le pays et cinq années constituent un temps normal et suffisant pour y réussir ».

M. Chirac a observé que « nous entrons dans une période politique plus intense en raison de la session parlementaire qui s'ouvre le 2 avril et du rapprochement de l'élection présidentielle de 1988. C'est une raison de plus pour que la majorité et le gouvernement soient unis et solidaires. La majorité est courte, mais la cohésion fonctionne bien. Si des difficultés se produisent, cela ne servira ni la majorité ni l'opposition. L'intérêt de tous est donc de maintenir la cohésion ».

## Les centristes affirment leur loyauté mais veulent garder leur droit de critique

Les centristes sont-ils tentés par certaines traditions des socialistes ? Le soul des dirigeants du PS de rechercher « la synthèse » après avoir argué de l'absence de l'État, semble en tout cas fortement impressionner M. Pierre Méhaignerie. En rendant compte des travaux du bureau politique du CDS qui s'est tenu après la réunion du gouvernement, et où furent largement évoqués les débats internes à la majorité, le ministre de l'équipement n'a eu que ce mot à la bouche, « la synthèse ». Un mot qui, pour lui, signifie que ses amis du CDS appliquent, dans leurs rapports avec leurs alliés ou s'éloignent : « Sérénité, loyauté, pluralisme ».

« Sérénité », cela est d'autant plus facile pour M. Méhaignerie que ses amis sont particulièrement satisfaits d'avoir été entendus dans l'affaire du code de la nationalité, même s'il faut remarquer que « davantage de sérénité aurait permis d'éviter des erreurs », notamment sur ce dossier. Le ministre de l'équipement est d'autre part persuadé d'avoir remporté une victoire en obtenant quelques milliards de francs, produits par les privatisations, pour son secteur ministériel.

Mais le « pluralisme » reste de rigueur quand il s'agit de savoir comment l'investissement peut être encouragé dans le budget 1988. Si le CDS convient qu'une incitation fiscale générale n'est pas envisageable, il compte bien continuer à défendre quelques possibilités de soutien spécifiques pour la recherche et les investissements immatériels (le développement des réseaux commerciaux à l'étranger par exemple). M. Méhaignerie reste partisan d'un effort fiscal pour les seules entreprises au détriment des ménages. Mais ce débat n'est pas tranché au sein du gouvernement, reconnaît le ministre centriste M. Claude Dufrère, farouche partisan de cette solution, proche de M. Barre, qui présentera un rapport sur ce sujet lors du prochain conseil politique du CDS le 25 mars.

La « loyauté » se traduit par la décision du bureau politique du CDS de ne pas provoquer le conflit au Parlement sur la Nouvelle-Calédonie, malgré les désaccords de certains des siens avec la politique

de M. Bernard Pons. Le ministre des DOM-TOM rencontrera, le mardi 24 mars, les parlementaires centristes préoccupés par ce dossier. Si le président du CDS (fonction ministérielle oblige) insiste sur cette volonté de conciliation, le secrétaire général de son parti, M. Jacques Barrot, réaffirme que le référendum vient trop tôt.

Le « pluralisme », c'est aussi la décision du CDS de ne pas utiliser la nouvelle possibilité législative — venue par le RPR — pour les partis politiques de faire de la publicité à la télévision. « Il y va de la morale politique tant que n'est pas réglé le problème du financement des partis » fait remarquer M. Méhaignerie.

La « sérénité » sera bien utile au CDS pour faire la « synthèse » entre la « loyauté » et le « pluralisme ».

Th. B.

## PROPOS ET DÉBATS

### M. Joxe :

un an pour changer

« Depuis un an, a affirmé, le mardi 17 mars, par Europe 1, M. Pierre Joxe, les Français ont pu juger le gouvernement. Ils ont un an pour le changer » et permettre aux « forces de progrès de reprendre la tâche interrompue il y a un an ». Réaffirmant qu'il fallait « chasser le gouvernement », l'ancien ministre socialiste, qui avait déjà tenu de tels propos dimanche, à Aurun, s'est défendu de « perdre ses nerfs » ou de « gêner le président de la République » par ses attaques. « Nous sommes en pré-campagne », a-t-il expliqué. Commentant le mardi 17 mars, sur France-Inter, les propos controversés de M. Pierre Joxe, un autre ancien ministre socialiste, M. Pierre Bérégovoy, a affirmé à son tour qu'il fallait « chasser le gouvernement parce qu'il divise la France ». Quand on dirige un pays, il faut s'occuper de le rassembler et non à le diviser (...). Il faut être au-dessus de la politique politicienne » a souligné M. Bérégovoy. « Je me

demande si M. Chirac a le sang-froid nécessaire à l'exercice des fonctions qui sont les siennes, et à l'exercice des fonctions qu'il convoite ».

### M. Jospin :

quelle campagne ?

M. Lionel Jospin a déclaré le mercredi 18 mars que la tonalité du discours socialiste « doit être convaincante, critique du gouvernement, mais ouverte et tolérante ». Pour le premier secrétaire du PS, les propos tenus par M. Joxe dimanche dernier en Seine-et-Marne ne sont pas « faux sur le fond » mais ne correspondent « certainement pas » à la tonalité souhaitée. A M. Joxe qui proclamait : « La campagne est ouverte », M. Jospin répond : « La campagne présidentielle n'a pas commencé. Comment commencer une campagne présidentielle sans candidat ? »

### M. Jean Poperen :

parenthèse

« Ce qui a commencé le 18 mars 1988 ne doit être qu'une parenthèse »

que nous ferons dès que possible », a déclaré le mardi 17 mars, à Antibes (Indre-et-Loire), M. Jean Poperen, secrétaire national du Parti socialiste. « Il manque des forces au combat de la gauche, a aussi estimé le numéro 2 du PS. Des gens manquent à l'appel, il faut les remettre dans le circuit pour la prochaine échéance électorale ».

### M. Carignon :

appel au PS

« raisonnable »

M. Alain Carignon (RPR), ministre délégué chargé de l'environnement, a demandé le mardi 17 mars, sur FR 3, aux « socialistes raisonnables de soutenir l'action du gouvernement. Les socialistes raisonnables, ceux qui aujourd'hui conservent la culture de l'intérêt général, quand ils sont passés du gouvernement, devraient plutôt le soutenir et l'aider dans sa tâche, a estimé M. Carignon. Car, a-t-il ajouté, ceux-là aujourd'hui veulent préparer avec nous le grand marché européen de 1992 ».

الأمم المتحدة



هذا من الأصل

# Société

... Le Monde • Jeudi 19 mars 1987 13

## La lutte contre l'épidémie de SIDA

### Une vingtaine d'hémophiles portent plainte contre la firme Bayer

La firme pharmaceutique allemande Bayer a révélé, le 17 mars, qu'elle fait l'objet de poursuites judiciaires pour avoir mis sur le marché des médicaments utilisés dans le traitement de l'hémophilie et ayant pu transmettre le virus du SIDA. Cette nouvelle a aussitôt provoqué une chute brutale des actions de Bayer qui ont perdu 6,90 marks en une seule séance à la Bourse de Francfort.

Selon le porte-parole de la firme, une vingtaine de patients hémophiles traités avec du facteur VIII auraient déjà porté plainte. Le facteur VIII est un produit anticoagulant fabriqué à partir de plasma sanguin par une filiale américaine de Bayer, Catter. Depuis l'automne 1984, Bayer a mis en place de nouvelles techniques de fabrication et de contrôle permettant d'éliminer tout risque de contamination. Ce sont les lots de facteur VIII fabriqués avant cette date qui, n'ayant pas été, en particulier, préalablement chauffés pour inactiver le virus, sont mis en cause. Il est vraisemblable que d'autres firmes pharmaceutiques fabriquant du facteur VIII soient confrontées au même type de problèmes.

Selon une étude épidémiologique menée en février 1986 par le Centre national de la transfusion sanguine, plus d'un hémophile français sur deux a été contaminé par le virus du SIDA (le Monde du 23 août 1986).

F.M.

### La coopération franco-africaine va être intensifiée

Afin de mieux lutter contre l'extension rapide de l'épidémie de SIDA à l'ensemble du monde, et tout particulièrement en Afrique, le gouvernement vient de créer un comité d'experts animé par le professeur Alain Fompidon.

Mardi 17 mars, au cours d'une conférence de presse, M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, et M. Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé, ont défini les trois orientations de ce comité : « Le renforcement de l'information à destination du grand public africain ; l'aide aux États qui en feront la demande », pour mettre en place dans un délai d'une année, au sein des centres de transfusion sanguine et des banques de sang des hôpitaux, les moyens matériels et humains nécessaires au dépistage sérologique ; « le renforcement du soutien aux équipes qui participent déjà aux recherches cliniques et épidémiologiques sur le terrain ».

Le ministère de la coopération a décidé de mettre en œuvre un plan d'urgence de 17 millions de francs. Ce plan s'étend aux trente-six pays ayant passé un accord de coopération avec la France (contre les pays africains, il s'agit également d'États situés dans l'Océan Indien ou dans les Caraïbes, comme Haïti).

M. Barzach a indiqué, pour sa part, que le problème du dépistage du SIDA aux frontières sera débattu lors d'une réunion des ministres européens de la santé, le 15 mai prochain. « Dans ce domaine, a-t-il déclaré, nous devons être particulièrement vigilants sur les précautions à prendre. Elles ne doivent en aucun cas servir de prétexte à une quelconque discrimination ou à un racisme que l'on commence à voir naître en ce moment quand on évoque cette question ». La France, a-t-il ajouté, le ministre de la santé, n'a, pour l'instant, absolument pas l'intention d'avoir recours à ce type de mesure.

### PROMENADE CULTURELLE

À LA DÉCOUVERTE DU MONDE

pour occuper vos loisirs apprendre et connaître...

Beaux-arts Musique Littérature Cinéma Histoire Techniques

Documentation gratuite sur demande 1 rue Thénard - 75005 Paris Tél. : (1) 46.34.21.99

### Le professeur Zagury s'est autovacciné contre la maladie

En s'inoculant, en novembre dernier, un « modèle expérimental de vaccin » contre le SIDA, le professeur Daniel Zagury, directeur du laboratoire de physiologie cellulaire de l'université Pierre-et-Marie-Curie, a-t-il réussi à prendre de vitesse l'ensemble de la communauté scientifique internationale ? La publication, le 19 mars, dans la revue scientifique britannique *Nature*, d'une note de travail relatant cette expérimentation sans précédent, semble en tout cas indiquer que le professeur Zagury a obtenu des résultats sinon spectaculaires, du moins encourageants. Il s'est inoculé par scarification une molécule associant le virus de la vaccine (qui sert à la fabrication du vaccin contre la variole), à une protéine constitutive de l'enveloppe du virus du SIDA, la GP120. Cette autovaccination avait été précédée d'une expérimentation faite sur des babouins et des chimpanzés et qui n'avait donné lieu à aucune réaction locale ou générale.

La professeur Zagury a déclaré à l'Agence France-Presse qu'il était normal d'essayer ce vaccin sur lui-même. Ajoutant qu'il souhaitait mettre en garde contre « tout cri de victoire prématuré », il indique que ce « modèle expérimental » est un bon candidat au vaccin. C'est un travail positif, assurément, mais qui a besoin de plus amples évaluations.

L'organisme du professeur Zagury s, semble-t-il, réagit, à la suite de cette vaccination, à fabriquer des taux très élevés d'anticorps dirigés contre le virus du SIDA. Ces anticorps, a précisé le chercheur, sont capables, in

vitro, de neutraliser le virus du SIDA. En outre, aucun effet secondaire n'a été jusqu'à présent observé.

Ces résultats ont été confirmés par ceux - non publiés - obtenus à la suite d'une expérimentation semblable menée sur dix volontaires sains à haute réponse et chez un autre scientifique « cobaye ». C'est à la suite de la révélation par le *New York Times* de cette expérimentation franco-zairoise, qu'une polémique avait éclaté (le Monde du 19 décembre 1986). Quelques jours plus tard, le gouvernement zairais apportait son soutien aux professeurs Lurman, Zagury et Saloum en les félicitant pour leurs travaux (le Monde du 9 janvier 1987).

Quelle est l'efficacité à long terme d'une telle protection ? Reste également à apporter la preuve formelle que cette vaccination confère une protection totale en cas de contamination sexuelle ou sanguine.

Lorsqu'il aura publié l'ensemble des résultats obtenus sur la douzaine de personnes déjà vaccinées, le professeur Zagury a indiqué qu'en accord avec les autorités zairoises il avait réalisé un essai clinique de grande envergure sur un millier de volontaires.

L'une des principales questions posées par ce travail concerne l'origine du vaccin expérimenté. Plusieurs informations concordantes laissent penser qu'il s'agit d'un vaccin mis au point par une équipe de l'Institut américain de la santé (docteurs Bernard Moss et Robert Gallo). F.M.

## Après l'instruction du Vatican sur la bio-éthique

### L'Eglise en porte à faux

NON à la contraception, non à l'avortement, non à la procréation artificielle... C'est à peu près tout ce qu'on retient des longues déclarations du Vatican sur la vie, l'amour et la mort. Ils sont lus en diagonale et généralement critiqués. Puis rangés dans les tiroirs. Ces mises en garde solennelles ne semblent guère influencer la vie quotidienne de la plupart des Occidentaux.

La récente instruction romaine sur la « dignité de la procréation » a tout l'air d'entrer dans cette catégorie. C'est une position regrettable, et qui ne sera pas suivie, ont dit en substance plusieurs spécialistes de renom, avant de retourner à leurs laboratoires ou à leurs salles de consultation. Un coup pour rien, en somme.

Et pourtant, les interventions publiques de Rome ne sont jamais sans effet. Elles retentissent autant sur la société que sur l'Eglise elle-même. La hiérarchie catholique étant souvent la seule instance à se prononcer en détail sur des questions de fond, sa parole prend une importance particulière. Elle laisse toujours une trace dans l'opinion, ne serait-ce que sous forme de doutes ou de vagues culpabilités.

Dans un pays comme la France, pourtant laïque et bien permis, l'Eglise reste l'instance morale par excellence. « De gauche » en ce qui concerne la justice sociale ou les inégalités, mais résolument conservatrice pour tout ce qui touche à la sexualité. Nul n'imaginait aujourd'hui un comité d'éthique où elle ne serait pas représentée. On la respecte, on la sollicite... quitte à légiférer dans le sens opposé à ses jugements. Curieux statut, en cette fin de siècle, d'une institution qui se déclare « experte en humanité » !

Avec la France, ou le cardinal Lustiger, qui lui ressemble comme un frère, l'Eglise catholique n'a plus de complaisance : elle tient un discours ferme et cohérent, parfois à la limite de la provocation, face à une société désemparée, doutant d'elle-même, affolée par ses découvertes ou par ses excès. Cette Eglise est-elle pour autant en position de force ?

On assiste, c'est vrai, à un certain retour au religieux, illustré en France par le « boom » des livres de spiritualité. Mais cette attirance ambiguë pour le christianisme ne signifie nullement l'adhésion à un ensemble de règles morales. La vie privée échappe de plus en plus à l'emprise de l'Eglise. Son message n'est pas tant le leitmotiv des mœurs que l'autonomie des individus dans le domaine moral. Chacun se sent en droit de définir librement son attitude. L'Eglise s'y adapte par ses lois. L'Eglise, elle, s'y oppose résolument.

## Une équipe américaine confirme l'existence d'un « gène anticancéreux »

L'existence d'un gène dont l'absence est liée à l'apparition d'un certain type de cancer vient d'être confirmée par une équipe de chercheurs américains.

Il y a quelques mois (le Monde du 17 octobre 1986), une équipe américaine dirigée par les professeurs Weinberg (Massachusetts Institute of Technology) et Thaddeus Dryja (Massachusetts Eye and Ear Infirmary) isolait un gène dont l'absence était susceptible de provoquer l'apparition de la plus fréquente des tumeurs oculaires de l'enfant, le rétinoblastome. Les spécialistes se demandaient alors s'il ne s'agissait pas, tout bonnement, de la découverte d'une nouvelle catégorie de gènes capables d'empêcher la cancérisation.

Après avoir, la compréhension des mécanismes de la cancérisation reposait en grande partie sur l'étude des oncogènes (ou gènes du cancer). Ces derniers, présents de manière

tout à fait normale dans les cellules de presque tous les organismes vivants, sont capables de provoquer, s'ils subissent une seule mutation, l'amorçage d'un processus de cancérisation.

Cette semaine, la découverte de l'équipe du professeur Weinberg est confirmée par la publication dans l'hebdomadaire américain *Science*, daté du 13 mars, d'une étude réalisée par des chercheurs de l'université de Californie sous la direction du professeur Wen-Hwa Lee. Cette équipe vient, en effet, de déterminer la séquence complète de ce gène. Il s'agit d'un gène récessif dont l'absence ou l'anormalité interviendrait également dans l'apparition d'autres formes de cancer.

En outre, mais cela demande à être vérifié, ce gène présent sur le chromosome 13 coderait pour une protéine présente normalement dans les cellules et comprenant huit cent seize acides aminés. Cette protéine, qui ne ressemblerait à aucune autre

protéine connue, serait essentielle à la croissance cellulaire normale.

L'équipe du professeur Lee se propose maintenant de rechercher s'il existe également des anomalies de ce gène chez des patients atteints d'autres types de cancer, en particulier d'ostéosarcome. D'autre part, il sera évidemment capital de déterminer avec précision la nature de cette protéine. On saura sans doute ainsi si son absence est responsable de l'apparition des rétinoblastomes.

Intéressant à noter qu'une extraordinaire course de vitesse s'est engagée entre les équipes des deux instituts de recherche. L'enjeu est immense. Si l'absence de ce gène était liée au développement de plusieurs types de cancer, ces travaux auraient d'énormes conséquences. Tant en ce qui concerne la compréhension des mécanismes de la cancérisation que par toutes les applications cliniques qu'ils seraient susceptibles d'impliquer.

FRANCK NOUËL

## Les professeurs Jean Bernard, Jean Dausset et François Jacob lancent un appel contre la publicité pour la bière à la télévision

Trois personnalités prestigieuses de la médecine française, les professeurs Jean Bernard, Jean Dausset et François Jacob vont lancer un appel solennel afin de faire revenir le gouvernement sur sa décision d'autoriser la publicité pour la bière sur les chaînes publiques et privées de télévision. Cet appel servira au lancement d'une « souscription nationale » destinée à financer une campagne de presse afin d'obtenir au plus vite le vote d'une loi par le Parlement sur la publicité pour les boissons alcoolisées.

L'affaire a commencé fin 1985 avec les négociations menées entre M. Georges Fillioud, alors secrétaire d'Etat chargé de la communication, M. Berlusconi, candidat à la cinquième chaîne de télévision, et l'Elysée. Au centre des discussions : l'exclusivité du marché publicitaire de la bière. Quelques semaines avant les élections de mars 1986, cette autorisation (qui avait couramment pris la forme de l'interdiction faite à toute publicité pour les boissons alcoolisées de plus de 9 degrés) était accordée à la cinquième chaîne, puis à la sixième et à Canal Plus.

En juin dernier, plusieurs responsables du Haut Comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme découvrirent, non sans stupéfaction, que le cabinet de M. Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé, n'avait nullement pris conscience des problèmes posés par la diffusion des messages publicitaires par voie télévisée incitant à la consommation de bière. Le cabinet de M. Barzach prenait alors contact avec celui de M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, pour savoir quelle solution pouvait être apportée au problème posé initialement par le gouvernement de M. Fabius. C'est ainsi, confia-t-on de bonne source, que le cabinet de M. Barzach apprit que M. Léotard était sur le point de signer un décret autorisant la diffusion de messages en faveur de la bière sur la première chaîne de télévision, lorsque celui-ci serait privatisée.

### La « pub » et l'éducation des enfants

L'affaire, dès lors, ne pouvait plus demeurer confidentielle. Le décret de M. Léotard parut au *Journal officiel* du 27 janvier. A la mi-février, lors de l'installation du Haut Comité au ministère de la santé, le professeur Claude Got démissionnait en posant publiquement le problème (le Monde du 21 février). En réponse, M. Barzach annonça qu'elle avait demandé à M. Léotard de revenir sur sa position. Sans succès : le ministre de la culture publiait dès le lendemain un communiqué dans lequel il expliquait que, au nom du principe d'égalité entre les différentes chaînes, TF1 devait bénéficier du même régime que la cinquième ou la sixième chaîne. « L'argumentation prétendait à sourire, si elle ne se situait pas dans un tel contexte », expliquent aujourd'hui les lignes antialcooliques françaises (1). En effet, le gouvernement actuel ne continue pas à nationaliser des entreprises au motif que le gouvernement précédent avait commencé à le faire.

La démission du professeur Got devait rapidement jouer le rôle de révélateur. L'académie nationale de médecine, celle des sciences, le conseil de l'ordre des médecins, les doyens des facultés de médecine et plusieurs sociétés savantes apportèrent leur soutien. Il y a quelques jours, les lignes antialcooliques françaises, toutes reconnues d'utilité

publique, ouvraient un second front de contestation, en décidant de poursuivre M. Léotard devant le Conseil d'Etat (le Monde du 14 mars).

C'est dans ce contexte que va être très prochainement organisée une nouvelle action spectaculaire : le lancement d'une souscription nationale animée par les professeurs Claude Got et Gérard Dubois, spécialiste de santé publique. Cette action sera patronnée par les professeurs Jean Bernard, Jean Dausset et François Jacob. Thème de l'appel : « Ne laissez pas les publicitaires faire l'éducation de vos enfants ».

Toutes ces actions de contestation ont été brutalement alimentées ces derniers jours par une nouvelle initiative de M. François Léotard, visant cette fois à autoriser sur la seconde chaîne de télévision la publicité pour les boissons alcoolisées de moins de 4 degrés. Si elle était accordée, cette autorisation permettrait aux principaux industriels de la bière de faire de la publicité de marque puisqu'une part non négligeable de la consommation nationale (2 millions d'hectolitres sur 22,5 millions) concerne les bières de moins de 4 degrés d'alcool. Les contradictions de la politique gouvernementale en matière d'alcoolisme ont d'autant plus frappé que les autorisations de publicité à la télévision sont accordées au moment même où la garde des sceaux annonce une série de mesures spectaculaires visant à aggraver les peines infligées aux responsables d'accidents de la circulation ayant une alcoolémie supérieure à celle légalement autorisée.

JEAN-YVES NAU

(1) Le Comité national de défense contre l'alcoolisme, les associations La Croix bleue, La Croix d'or française et le mouvement Vie libre.

### Pas de vitamine C dans les supermarchés

La pharmacienne a eu gain de cause : l'hypermarché Carrefour ne pourra plus vendre de vitamine C 800. En mai 1985, M. Roselyne Bachelot, qui tient une pharmacie dans un centre commercial d'Angers (Maine-et-Loire), avait fait constater par huis clos que la grande surface proche de son officine vendait de la vitamine C. L'affaire est venue devant le tribunal de grande instance, qui, au terme d'une longue procédure, a interdit, mardi 17 mars, la vente du produit dans l'hypermarché et autorisé la pharmacienne à faire saisir le stock.

Carrefour devra payer 1 000 F par jour en cas de non-respect du jugement. Les magistrats ont fait référence notamment à un arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes selon lequel les produits vitaminés peuvent être qualifiés de médicaments, la concentration de la vitamine pouvant « fonder cette qualification ».

## Le Monde sur minitel JOUEZ

Gagnez L'année 1986 dans le Monde

3615 TAPEZ LEMONDE puis IAN.



## Société

Le renvoi du dossier de Christine Villemain devant la chambre d'accusation de Dijon

## La décision de la Cour de cassation ne remet pas en cause l'essentiel du dossier sur l'assassinat de Grégory

Décidément, l'affaire Villemain sera jusqu'au bout l'affaire des recommandations. En cassant, le mardi 17 mars, l'arrêt par lequel la chambre d'accusation de Nancy avait, le 9 décembre 1986, envoyé Christine Villemain devant la cour d'assises des Vosges, pour y répondre de l'assassinat de son fils Grégory commis le 16 octobre 1984 à Léopold-sur-Vologne, la chambre criminelle de la Cour de cassation vient en effet de sanctionner une décision dont elle a chargé la chambre d'accusation de Dijon de rectifier les erreurs relevées par elle.

Ensuite, si cette juridiction estime qu'il existe toujours contre Christine Villemain des charges suffisantes, elle devra renvoyer l'inculpée devant les assises de la Côte-d'Or. L'affaire se trouve ainsi désormais sortie du milieu et du climat dans lesquels elle avait été conduite depuis son origine avec le retentissement et les débordements que l'on sait.

## Une lettre anonyme

Cela enregistré, il convient de mesurer l'exactitude de l'arrêt de cassation — rendu par la chambre criminelle — des dix moyens invoqués par la défense de Christine Villemain. La Cour suprême, que présidait M. Paul Berthoin, n'en a retenu que trois qui sont, en vérité, sans grande incidence sur le fond de l'affaire et n'auraient pas pour effet une remise en cause fondamentale du dossier.

Il s'agit d'abord d'une expertise dont avaient été chargés, sur deux ordonnances du juge d'instruction M. Lambert (20 octobre 1984 et 7 janvier 1985), le professeur Cécile et M. Clément. Il leur était demandé d'étudier les enveloppes ayant contenu des lettres anonymes du « corbeau » et leurs timbres et, aussi, de comparer la cordonnette — qui avait servi à lier les mains de Grégory — à une autre, trouvée chez un cousin. Les rapports déposés n'avaient pas apporté d'éléments exploitables.

Cependant, l'un de ces experts, M. Clément, non inscrit sur une liste d'experts agréés, n'avait pas été par écrit le serment prévu par le code de procédure pénale : dans ce cas particulier, la chambre d'accusation de Nancy, à laquelle la défense avait demandé pour cette raison

d'annuler cette expertise, s'y était refusée. Pour la Cour de cassation, cette nullité aurait dû s'imposer. La chambre d'accusation de Dijon aura donc à réparer cette bévue juridique.

Il en va de même pour une pièce datée du 20 décembre 1984 et signée d'un expert allemand, M. Kohler, auquel le juge d'instruction avait demandé d'examiner la lettre anonyme reçue le 17 octobre 1984, lendemain du crime, par Jean-Marie Villemain, lettre dont l'auteur revendiquait l'assassinat de l'enfant. Or, un autre expert avait travaillé avec M. Kohler, mais n'avait pas signé le document qui, au reste, se contentait de faire savoir que toute recherche était impossible en raison des manipulations antérieures subies par la lettre.

Là encore, la défense avait soutenu que ce document était nul et, là encore, la chambre d'accusation avait refusé l'annulation, ce que la Cour de cassation tient pour critiquable.

Enfin, l'arrêt de Nancy enregistrait la cassation pour avoir écarté des témoignages déposés par la défense, certains passages se référant eux-mêmes à des actes de procédure qui avaient été annulés précédemment, ce qui est apparu comme un excès de pouvoir de la chambre d'accusation.

Telles sont donc les limites de cette communication. Du même coup, la décision de la chambre criminelle ne revêt pas la portée qu'en attendait M. Jacques Bord, qui soutenait le pourvoi formé par Christine Villemain et pour qui l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation de Nancy était « la plus mauvaise qu'il lui ait été donné de lire en vingt-sept ans de carrière, rendu par une juridiction tellement pressée qu'elle a accepté l'acceptation ».

## Le rapport d'autopsie

Car M. Bord avait d'autres ambitions, la principale étant d'obtenir de la chambre criminelle l'annulation pure et simple du rapport d'autopsie de Grégory Villemain. Il faisait valoir pour cela que les médecins légistes désignés par le juge d'instruction pour pratiquer cette autopsie et rechercher les causes de la mort de l'enfant n'étaient ni adjoints, ni experts, l'un

pour examiner les poumons de la victime, l'autre pour déterminer le groupe sanguin et rechercher une éventuelle alcoolémie. A ses yeux, la désignation de ces deux experts, niques l'un et l'autre pour leur mission respective, ne répondait pas aux exigences légales et l'expertise se trouvait viciée dans sa totalité.

Si ce moyen avait été admis, c'était — comme l'avait bien vu M. Philippe Waquet, qui représentait les parents de Jean-Marie Villemain, partie civile, — « l'enterrement de l'affaire puisque l'on n'aurait désormais plus aucun moyen de savoir comment et pourquoi Grégory était mort ». M. Waquet avait fait valoir que ces deux experts n'avaient, en fait, pas accompli une expertise, mais s'étaient bornés à fournir au juge d'instruction de simples constatations, sans interprétation des résultats. C'est ce qu'a jugé la chambre criminelle, comme l'y avait invitée aussi l'avocat général, M. François Rabut.

De même, ont été rejetés les moyens tendant à l'annulation de la procédure entre le 29 mars 1985, date de la mort de Bernard Laroche, assassiné ce jour-là par Jean-Marie Villemain, et le 3 juillet 1985, date de l'inculpation de Christine Villemain.

Pour M. Bord, cette annulation s'imposait puisque le juge Lambert avait déclaré, le 18 avril 1985, l'action publique éteinte contre Laroche, alors unique inculpé, et qu'il ne pouvait continuer d'instruire contre X, comme il l'avait fait. C'était oublier qu'un juge d'instruction se trouve saisi d'un ensemble de faits précis et que le décès d'un inculpé n'empêche pas l'information de continuer, sans qu'il y ait besoin, pour cela, de nouvelles réquisitions du parquet.

Enfin, la chambre criminelle a rejeté le moyen invoqué d'une inculpation tardive de Christine Villemain, alors qu'aurait existé contre elle des charges commandant son inculpation pour qu'elle puisse exercer ses droits de défense.

Comme l'avait relevé M. Philippe Waquet au nom de la partie civile, « il était assez paradoxal d'affirmer, comme l'ont fait les avocats de Christine Villemain, que les charges qui placent celle-ci sous le coup de l'inculpation tardive de Christine Villemain, alors qu'aurait existé contre elle des charges commandant son inculpation pour qu'elle puisse exercer ses droits de défense ».

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

## Le médiateur a remis son rapport annuel au président de la République

M. Paul Legatte, médiateur de la République, devait remettre, mercredi 18 mars, au chef de l'Etat, le quatorzième rapport annuel de l'organisme qu'il dirige depuis un an. Institué en 1973, le médiateur a pour mission de recevoir les réclamations des administrés vis-à-vis des administrations et des services publics.

députés, seuls habilités en principe à le saisir. En 1986, quatre mille huit cent quatre-vingt-sept lettres ont été adressées : 27 % relevaient des compétences de la Sécurité sociale, 20 % avaient trait à la fiscalité et 12 % émanaient de fonctionnaires à propos, le plus souvent, de leurs retraites ou pensions.

## POINT DE VUE

## Au service de l'équité

per Paul Legatte médiateur de la République

Plus que jamais, la France a besoin de médiation.

Pendant la révolte étudiante, André Fontaine a évoqué dans ce journal la nécessité d'un dialogue permanent entre la société française et les gouvernements.

Depuis le début de l'année, l'institution d'une instance de médiation a été évoquée à maintes reprises dans les domaines les plus divers : déroulement des manifestations publiques (les casques blancs), règlement du conflit à la SNCF, Nouvelle-Calédonie, exercice du droit de grève dans le secteur public, situation des enfants de couples franco-algériens...

Nul ne doute que l'actualité nous apporte d'autres exemples de l'utilité d'une institution très personnelle, capable d'inspirer la confiance, investie d'une large marge de manœuvre et d'une autorité indiscutée, formant des recommandations en marge des procédures formelles et des règles juridiques traditionnelles.

Dans le domaine des relations entre les administrations et l'administration, où l'inégalité et les difficultés de communication entre les institutions et les simples citoyens sont particulièrement sensibles, un tel recours est indispensable. Il existe.

C'est le médiateur de la République, chargé depuis 1973 d'examiner les réclamations concernant, dans

leurs relations avec les administrations, les administrations de l'Etat, les collectivités publiques territoriales, les établissements publics et tout autre organisme investi d'une mission de service public.

Il y a dix ans, le 24 décembre 1976, le législateur a apporté trois innovations capitales au statut du médiateur. Depuis cette loi, lorsqu'il apparaît au médiateur que l'application de dispositions législatives ou réglementaires aboutit à une iniquité, il peut recommander à l'administration toute solution permettant de régler la situation du requérant. Par ailleurs, même lorsqu'un tribunal est saisi ou a rendu sa décision, le médiateur conserve la faculté de faire des recommandations à l'organisme mis en cause. Il peut également suggérer les modifications qu'il lui paraît opportunes d'apporter à des textes législatifs ou réglementaires.

Ainsi, lorsque le médiateur, saisi régulièrement par un parlementaire d'une réclamation individuelle qui entre dans son domaine de compétence et mérite son intervention, constate que l'application stricte de la loi ou d'un jugement conduit à un déséquilibre inacceptable entre l'administration et un administré, il peut demander que la règle de droit soit écartée ou interprétée au bénéfice d'une solution plus humaine et mieux adaptée aux circonstances particulières.

Grâce aux relations constantes et confidentielles entretenues avec les autorités administratives, le recours est efficace et des résultats significatifs

sont obtenus. Ainsi un élève dactylographe a pu être indemnisé sans procès pour la perte de son année scolaire ; un ancien employé de laboratoire exposé aux vapeurs de mercure a reçu un capital compensant le refus de lui accorder le bénéfice d'une pension au titre des maladies professionnelles ; une famille a pu percevoir ses allocations familiales sans attendre l'issue d'un conflit opposant deux caisses de sécurité sociale.

L'examen des difficultés quotidiennes des administrés nourrit des propositions de réforme qui visent à prévenir les situations conflictuelles : meilleure indemnisation des victimes d'attentat, harmonisation des statuts des divers corps de « pompiers du ciel », étagement des convocations des administrés devant les commissions administratives ou simplification des imprimés de permis de construire.

Au total, plus de cinq mille recommandations individuelles ont été adressées cette année et plus de trente propositions de réforme ont été suggérées. Dix ans après la loi renforçant ses pouvoirs, le médiateur de la République — ni juge ni conseiller moral de l'administration — a effectivement trouvé sa place de défenseur de l'équité au service des citoyens et de conseiller du service public.

\* Rapport du médiateur au président de la République et au Parlement, 1986. La Documentation française, 191 pages, 65 francs. Médiateur de la République, 96, avenue de Suffren, 75015 Paris. Tél. : 45-67-35-19.

## Au tribunal de Paris

## «Le Figaro» est condamné pour diffamation envers MM. Roland Dumas et Georges Morin

Par deux jugements distincts, rendus le mardi 17 mars, à la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, le journaliste Georges Suffer et M. Christian Grimaldi, directeur de publication du Figaro, ont été déclarés coupables de diffamation publique envers M. Roland Dumas, ancien ministre des relations extérieures, et M. Georges Morin, président du conseil d'administration de l'Office national à l'action sociale, éducative et culturelle (ONASEC).

Publié le 28 juin 1986 dans le Figaro magazine sous le titre « Ils ont débauché des fonds publics pour financer le PS », un article de M. Georges Suffer évoquait notamment une subvention de 400 000 francs qui aurait été accordée par l'ONASEC à l'Association information, formation, promotion professionnelle des femmes (IFPPF) créée par M. Marcel Mercadier avec M. Roland Dumas. En substance M. Morin, président de l'ONASEC, était présenté comme ayant profité de ses fonctions pour financer « des associations directement dépendantes du Parti socialiste » détournant ainsi des fonds publics.

Le tribunal correctionnel présidé par M. Jacqueline Clavery, après avoir rappelé les témoignages et les pièces versées au débat, déclare : « Cette subvention n'a, à aucun moment, été versée. Il ne peut y avoir eu de détournement de fonds publics, puisque l'argent n'a pas été alloué ». Les magistrats retiennent, en outre, que M. Roland Dumas n'a pas exercé de responsabilité au sein de l'IFPPF avant de déclarer, à propos de M. Suffer : « Si on peut croire qu'il n'a pas eu la volonté de nuire à un homme politique, dont il pourrait ne pas partager toutes les convictions, il est impossible d'ignorer alors qu'il a écrit dans des organes de presse variés et ce, avec talent, qu'il a toujours le devoir, avant de relater des faits, d'effectuer des investigations personnelles... La prudence lui commandait à tout le moins de prendre contact avec le mis en cause ».

Les juges ajoutent : « Quelle qu'ait pu être sa conviction en la crédibilité de ses sources d'information, son éthique de journaliste professionnel lui enjoignait de procéder à une enquête objective qui lui aurait révélé l'inexactitude de ses assertions. Les débats l'ont amené à exprimer des regrets, par trop tardifs ».

Aussi M. Suffer a-t-il été condamné à une amende de 8 000 francs pour diffamation envers M. Roland Dumas et à une amende de 10 000 francs pour diffamation envers M. Georges Morin. Le directeur de publication du Figaro, M. Christian Grimaldi, a été condamné à deux amendes de 10 000 francs. Mise en cause dans le même article, M. François Castro, épouse de M. Laurent Fabius, avait obtenu le 11 mars le franc symbolique de dommages et intérêts devant la première chambre du tribunal civil.

M. P.

## L'enquête sur Action directe

## Deux des armes saisies à Vitry-aux-Loges ont servi au meurtre de René Andran

Deux des armes saisies lors de l'arrestation des quatre membres d'Action directe, le 21 février à Vitry-aux-Loges (Loiret), auraient bien été utilisées lors de l'assassinat de l'ingénieur René Andran, le 25 janvier 1985.

Sur les lieux de l'assassinat, revendiqué à l'époque par Action directe, les enquêteurs avaient découvert huit douilles de calibre 11,43. Les expertises menées par les services de la police scientifique indiqueraient qu'elles ont été tirées

par deux coïts 45 retrouvés sur les lieux de l'arrestation de Jean-Marie Roullan et de ses complices.

Les expertises faites sur les autres armes découvertes à cette occasion devraient être officiellement connues dans les prochains jours. L'un des revolvers saisis aurait notamment servi lors de l'assassinat, le 17 novembre 1986, de Georges Beaur, et un fusil d'assaut aurait été utilisé lors de l'attentat contre le siège d'Interpol, le 16 mai 1986, à Saint-Cloud.

## L'affaire de la caisse noire de Saint-Etienne

## Onze «verts» sur le banc des accusés

LYON de notre correspondant

Le juge d'instruction Patrick Desmurs a gagné. Conformément à ses vœux, le procès de la caisse noire de l'Association sportive de Saint-Etienne sera un procès complet, où tous les protagonistes, organisateurs et bénéficiaires de sommes illicites, se retrouveront face au tribunal correctionnel de Lyon. Dix joueurs de renom et un entraîneur coté — Robert Herbin — seront au banc des accusés en même temps que les dirigeants de la grande époque sportive des « verts » — M. Roger Rocher en tête — n'étaient pas très regardants sur l'orthographe financière, essayant diverses formules pour déguiser des sommes occultes. Les « prélevements » ont eu de nombreux bénéficiaires, dont des joueurs.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon a confirmé, en la motivant, l'ordonnance de renvoi des dix joueurs et de leur entraîneur devant le tribunal correctionnel de Lyon. « Les joueurs étaient avertis de la prohibition de tout salaire particulier », a notamment estimé la cour et, étant « assistés de conseillers pour la gestion financière, commerciale et sportive de leur carrière », ils ne pouvaient, « ignorer l'origine délictueuse des fonds ». L'inculpation de « recel d'abus de biens sociaux » se trouve de fait entérinée par les trois magistrats de la chambre d'accusation. Ceux-ci

ont donc rejeté les conclusions du parquet qui avait, le 16 février dernier, estimé que « si les joueurs ont eu connaissance du caractère occulte des rémunérations complémentaires, rien ne prouve qu'ils avaient la connaissance indispensable de l'origine délictueuse des fonds ».

La discussion juridique sur la distinction entre l'« occulte » et le « délictuel » promet de jolies manœuvres dans le prétoire lyonnais. Mais le grand public retiendra essentiellement la comparaison devant la justice de dix stars qui ont bénéficié de largesses assez stupéfiantes au franc 82. De 115 000 francs pour Bernard Lacombe à 1 100 000 francs pour Jean-François Lario, ils sont donc dix joueurs à avoir touché des dizaines de milliers de francs à l'insu du fisc (ils ont tous régularisé leur situation fiscale depuis) et d'une manière illégale. Parmi les inculpés, on retrouvera — sans doute à l'automne — le capitaine de l'équipe de France, Michel Platini, qui avait bénéficié de 880 000 francs de « dessous de table ».

Les variations constatées entre les sommes payées n'ont aucun rapport avec le talent respectif des sportifs : elles tiennent à la durée de leur séjour dans un club qui a vécu, à tous les sens du terme, au-dessus de ses moyens. Et la justice a été très curieuse pour l'époque « européenne » de l'ASSE de 1978 à 1982...

CLAUDE RÉGENT.

■ Un inculpé condamné à six mois de prison ferme. — Un objet de conscience insoumis, M. Jehan Guy, vingt-huit ans, qui refuse d'effectuer son service civil, a été condamné, mardi 17 mars, à six mois de prison ferme, au retrait de son statut d'objecteur et à la déchéance de ses droits civiques et civils pendant cinq ans par la cinquième chambre correctionnelle du tribunal de Versailles. M. Guy, militant actif de la « liaison antimitariste des Yvelines », avait refusé d'effectuer son service civil en lieu et place de son service sous les drapeaux.

## En Corse

## Peines d'emprisonnement pour deux dirigeants d'un bar de Bastia

Deux membres présumés de la bande dite « la Brise de mer », M. Robert Moracchini, vingt-huit ans, gérant du bar Le Continental à Bastia, et M. Sylvain Cucca, trente ans, directeur de l'établissement, ont été condamnés, le mardi 17 mars, pour abus de biens sociaux, à vingt mois de prison dont douze avec sursis par le tribunal de grande instance de cette ville.

Au cours du procès, le 10 février, le substitut du procureur de la République avait requis contre eux trois ans de prison ferme.

Le 17 octobre 1986, agissant sur commission rogatoire après l'ouverture d'une information pour association de malfaiteurs, les policiers de Bastia, après une perquisition au Continental, avaient découvert une comptabilité occulte.

D'autre part, le président du tribunal, M. Michel Zavarro, qui dirigeait les débats, a porté plainte, mardi, auprès du procureur de la République : il avait reçu, la nuit précédente, un coup de téléphone d'un correspondant anonyme le menaçant en cas de lourdes condamnations dans cette affaire.

■ CORSE : opération commando contre un complexe touristique. — Un commando a fait sauter, pendant la nuit du lundi 16 au mardi 17 mars, trois bureaux d'un ensemble touristique en construction à Ghisonaccia (Haute-Corse), après avoir écarté des lieux le gardien du chantier, qui a été ligoté et enfermé dans une voiture.

Mardi matin, le chef de ce chantier s'est découvert en arrivant sur son lieu de travail. Le commando avait surpris le gardien durant la nuit. Ses agresseurs avaient ensuite placé plusieurs charges dans les bâtiments en construction, endommageant trois bureaux. De plus, les gendarmes ont découvert deux charges reliées à des bouteilles de gaz, et qui n'ont pas explosé.

**STERN**  
GRAVEUR  
depuis 1840  
CARTES DE VISITE  
INVITATIONS  
la distinction  
d'une gravure traditionnelle  
nouveau département "Sociétés"  
pour cartes et papiers à lettres  
de haute qualité  
Atelier : 47, Passage des Panoramas  
PARIS 2<sup>e</sup> Tél. : 01-47-34.41-45.08.56.45

**Le Monde**  
PUBLI-ART THOUSSIN-CASTRONI  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4344

الكتاب الأول

Numéro



## Société

### DÉFENSE

#### Accord en vue entre la France et la RFA sur un hélicoptère de combat

Le ministre français de la défense, M. André Girard, et son collègue ouest-allemand, M. Manfred Wörner, doivent se rencontrer le vendredi 20 mars, à Bonn, pour relancer le projet d'un nouvel hélicoptère de combat commun aux deux armées de terre. Ce projet marquait le pas depuis 1984, date à laquelle M. François Mitterrand et le chancelier Helmut Kohl l'ont conçu officiellement.

A l'origine, il s'agissait de construire, à partir d'une même cellule de base, trois hélicoptères différents : une version antichar pour la Bundeswehr, une version antiaérienne pour l'armée de terre française. Les dates d'entrée en service de ces modèles, aux performances et aux caractéristiques si différentes, ne coïncidaient pas. Le partage des responsabilités industrielles à long terme a été critiqué. Les équipements de bord, notamment ce qu'on appelle la « visionnisme » qui contrôle la navigation et le tir tout temps, y compris la nuit, étaient dépareillés. Enfin, le prix de revient était exorbitant.

La Bundeswehr a estimé ses besoins à 212 exemplaires et l'armée de terre française à 215 (140 antichars et 75 versions antiaériennes). La version de base porte sur un hélicoptère britannique, pesant 5,4 tonnes maximum et capable de voler à 260 kilomètres à l'heure.

Financièrement, l'opération représentait, pour la France, une dépense de l'ordre de 3,2 milliards de francs et, pour l'Allemagne fédérale, une charge supérieure à 2,6 milliards de francs.

Depuis plusieurs mois, compte tenu de l'urgence, les deux pays ont cherché à réaliser des économies en réexaminant, notamment, les éléments techniques du dossier et en harmonisant le plus possible les besoins opérationnels. Quitté à décaler un peu dans le temps la mise en service d'un tel hélicoptère de combat qui, à l'origine, devait être prêt pour 1992-1993 dans les deux armées.

Le nouveau projet envisagé ne concerne plus que deux versions, une pour la Bundeswehr et l'autre pour l'armée de terre française, qui se partageront la division aéronavale stationnée à Nancy et appartenant à la Force d'action rapide (FAR). L'équipage de l'hélicoptère serait placé en tandem (et non côte à côte), la « visionnisme » de bord serait de conception européenne (et non pas d'origine américaine) et montée en mit (et non dans le nez). Ces modifications du projet initial sont le résultat de compromis techniques entre les deux armées. Ainsi défini, le nouvel hélicoptère franco-allemand serait prêt à partir de 1996.

Six sociétés sont principalement intéressées, de part et d'autre du Rhin, à ce projet : Messerschmitt-Bölkow-Blohm et Aerospatiale pour la cellule, MTU et Turboméca pour les deux turbines, Thomson-CSF et Eltro pour le contrôle de tir et de navigation.

La rencontre, prévue vendredi 20 mars à Bonn, de MM. Wörner et Girard a été préparée, en début de la semaine, par des réunions entre les délégations de l'armement et les états-majors des armées de terre de l'Allemagne fédérale et de la France.

### ÉDUCATION

#### « Libération » mystifié Mystérieux lycéens

Tout commence par une brasse de lettres amicales, souvent pertinentes, toujours anonymes. Entre janvier 1985 et décembre 1986, M. Jean-Marcel Bouguereau, directeur adjoint de la rédaction de Libération, correspond avec ce qu'il croit être un groupe de vingt-deux lycéens lyonnais. Séduit par leur naïveté lucide, le journaliste décide de publier les fameuses missives. Impossible toutefois de rencontrer les auteurs inconnus, bien que ceux-ci et leurs parents aient donné par écrit leur imprimerie.

Le 13 mars paraît aux éditions Barraud, un ouvrage intitulé 22 Lycéens, qui reçoit la consécration de l'émission « Apostrophes ». Les lycéens sont annoncés. Mais ils ne viennent pas. Intrigué, M. Bouguereau tente de les rencontrer et découvre... une énigmatique jeune Lyonnaise, auteur, à elle seule, de

cette correspondance imaginaire. En s'inventant vingt-deux vies, la curieuse « M<sup>lle</sup> B... » s'est offert le luxe de liaisons, sinon dangereuses, du moins mystificatrices.

Libération consacre le mercredi 18 mars deux pages à l'affaire. Jean-Marcel Bouguereau explique logiquement comment il a été abusé par « M<sup>lle</sup> B... ». « La correspondance imaginaire est un genre littéraire, pas une catégorie journalistique », écrit-il. Dans un bref billet, intitulé « Excuses », Serge July, le directeur du quotidien, rappelle que, lors des manifestations étudiantes de décembre, Libération avait publié le « Journal de grève d'une classe de Lyon » et conclut : « Notre métier nous fait obligation de nous assurer de leur authenticité. Cette règle ne doit souffrir aucune exception. Nous demandons à nos lecteurs de nous excuser de cette publication. » R.R.

#### Rencontre « utile » entre la FEN et M. Chirac

M. Jacques Pommatan, secrétaire général de la FEN, a qualifié d'« utile » l'entretien de plus de deux heures et demie qu'il a eu, à la tête d'une délégation, avec M. Jacques Chirac, mardi 17 mars. Cette rencontre, la première organisée officiellement depuis le 16 mars 1986, a eu lieu en présence des ministres concernés. « Ni les nombreux sujets de difficultés surgis depuis un an, ni le lourd contentieux accumulé n'ont pu être résolus », a souligné M. Pommatan à l'issue de l'entretien.

M. Chirac a, en effet, maintenu ses positions en matière de salaires, de suppressions d'emploi au budget 1987 et sur le dossier des maîtres-directeurs, mais il a manifesté son accord pour l'ouverture de discussions sur la formation des enseignants, la modernisation de l'éducation nationale, et la formation professionnelle des jeunes. « Sans préjuger des résultats, une vraie discussion va pouvoir s'ouvrir », a commenté M. Pommatan. La FEN

a, d'autre part, été assurée de participer à la « table ronde » sur la formation professionnelle du 27 mars et aux états généraux de la Sécurité sociale qui doivent avoir lieu avant l'été.

« Le professeur-écrivain « érotique » de Terbes est suspendu. — M. Christian Laborde, professeur de français et d'occitan au lycée privé Notre-Dame de Garabon (Hautes-Pyrénées) a été suspendu d'enseignement pour quatre mois par le recteur de l'académie de Toulouse pour « manquements graves et graves » à ses devoirs d'enseignant. M. Laborde est l'auteur de l'Os de Dionysos, livre dont le tribunal des enfants de Terbes avait ordonné la saisie (le Monde du 14 mars) sur plainte de parents et de la direction de l'établissement où il enseignait. Ceux-ci avaient vu, dans certains chapitres, des allusions à la vie sexuelle supposée du lycée et de ses enseignants. Une pétition de soutien au professeur sanctionné circule.

### REPÈRES

#### Drogues Trafiquants de barbituriques sous les verrous

L'opération « Avalanche » déclenchée à Miami (Floride), mardi 17 mars, a fait « tomber » quarante-neuf personnes : vingt et un Canadiens, vingt-cinq Américains et trois Colombiens, accusés d'avoir appartenu à un réseau qui introduisait du Canada aux États-Unis des barbituriques de contrebande. Les polices américaine et canadienne ont coopéré pour démanteler ce réseau qui aurait importé illégalement 13,5 millions de tablettes de méthqualone, soit 70 % de cette drogue distribuée aux États-Unis, entre 1981 et 1986, selon les autorités fédérales américaines. Les fausses tablettes étaient confectionnées par un fabricant de médicaments de Montréal et dissimulées dans des voitures et des camions. Elles étaient vendues au

prix de 6 à 7 dollars. Le réseau est aussi accusé d'avoir fait entrer au Canada 40 kilos de cocaïne.

#### Pollution

#### Un observatoire « pour les risques chimiques »

Le ministre français de l'environnement, M. Alain Carignon, a proposé, mardi 17 mars, aux pays membres de l'OCDE la création d'un observatoire international du risque chimique. Il a annoncé la création prochaine en France d'un Centre d'études pour la protection du risque technologique, regroupant des représentants de l'administration et des industriels de la chimie et du pétrole. Ce centre étudiera, pour en tirer enseignement, la douzaine d'accidents de moyenne ampleur qui surviennent chaque année en France et pourraient déclencher une catastrophe majeure.

### SPORTS

● AUTOMOBILISME : convention de la Concorde 1987. — Déjà directeur de l'écurie Brabham et président de la FOCA (Formula One Constructors Association), qui regroupe essentiellement les écuries britanniques, M. Bernard Ecclestone sera désormais chargé de la promotion de tous les championnats du monde (formule 1, rallyes, sports prototypes, tourisme et formule 3000) de la Fédération internationale de l'automobile (FIA), dont il devient le vice-président.

Cette spectaculaire extension des pouvoirs du nouveau grand argentier du sport automobile est la conséquence la plus notable de la signature, le mardi 17 mars, à Maranello (Italie), par MM. Jean-Marie Balestre, président de la FIA, Bernard Ecclestone et Enzo Ferrari, de la deuxième convention de la Concorde. Cette charta devait réglementer le championnat de formule 1 pour les cinq prochaines années. La première

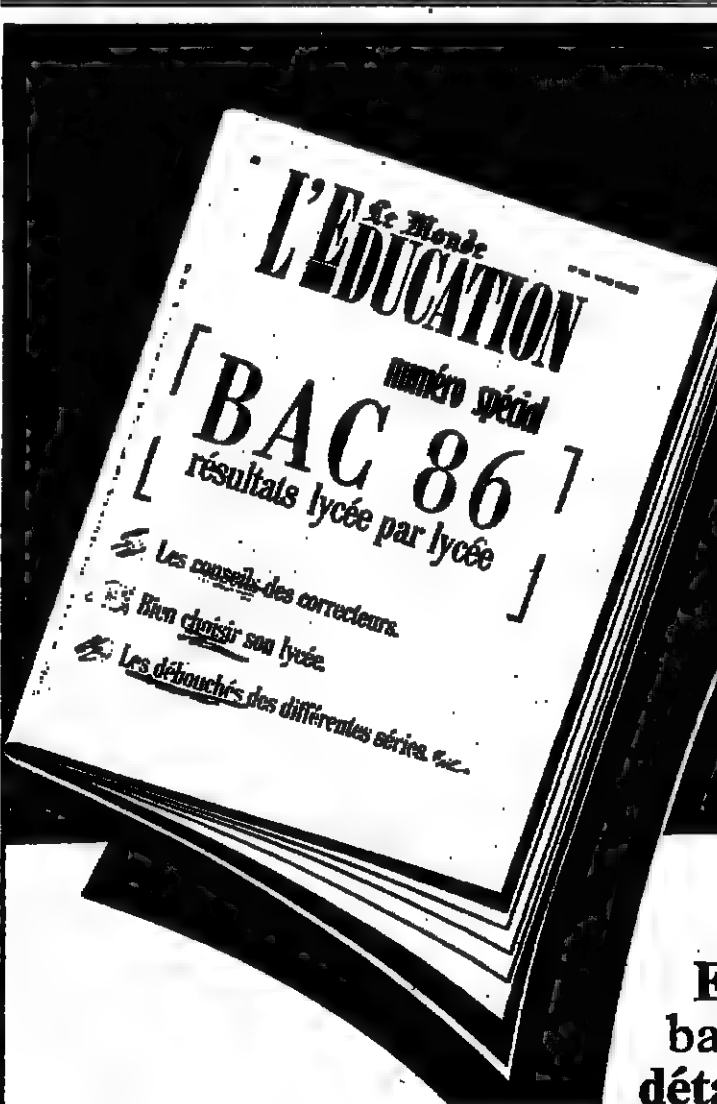
convention, signée le 4 mars 1981, avait mis fin au conflit entre le pouvoir fédéral et la FOCA, qui menaçait de faire scission.

● FOOTBALL : convention « anti-hooligans ». — Après la Grande-Bretagne, l'Italie, le Danemark, la Suède, la Finlande et l'Irlande, la France a ratifié, mardi 17 mars, la convention « anti-hooligans » du Conseil de l'Europe. Cette convention, établie le 19 août 1985, trois mois après le drame du Heysel qui avait coûté la vie à trente-huit personnes, entrera en vigueur en France le 1<sup>er</sup> mai prochain. Elle prévoit notamment une coopération étroite entre les forces de police concernées, la condamnation des contrevenants et l'application de peines appropriées, le strict contrôle de la vente des billets, des restrictions de vente des boissons alcoolisées et la conception de structures nouvelles pour les stades.

ANOR

UN NOUVEL OUTIL DE GESTION :  
L'ÉPARGNE COLLECTIVE D'ENTREPRISE.

58 bis rue de la chaussée d'Antin, 75009 Paris.  
Téléphone (1) 42 81 24 34, télex ANORRP 290 725 P



# SPÉCIAL BAC

## LES RÉSULTATS 86 LYCÉE PAR LYCÉE

**EXCLUSIF : Paris, province, public, privé, les résultats au bac 86 lycée par lycée, section par section. L'enquête la plus détaillée publiée dans la presse française.**

Les débouchés des séries. Classe préparatoire aux grandes écoles, universités, IUT, BTS, où mènent les différentes séries du bac ? Ce qu'il faut savoir avant de décider d'une orientation.

Les qualités qui font les bons lycées. Derrière les chiffres bruts se cachent différentes stratégies. Il y a des établissements qui sélectionnent sévèrement les élèves et d'autres qui veulent en amener le plus grand nombre au succès. Pour éviter les jugements rapides sur la valeur d'un lycée.

Les conseils des examinateurs. Discipline par discipline, les comptes-rendus des correcteurs sur la dernière session. A lire pour mieux connaître les pièges de l'examen.

Numéro de mars, 152 pages, chez votre marchand de journaux

L'Éducation



## Le Monde EDUCATION

# Une loi pour les enseignements artistiques

Un plan de 50 millions de francs.  
Une loi pour la session de printemps.  
La « priorité » pour les enseignements artistiques  
annoncée par M. Chirac se précise.

En présentant son programme à l'Assemblée nationale, le 9 avril 1986, M. Chirac annonçait que les enseignements artistiques seraient une priorité du nouveau gouvernement. Peu de temps après, il chargeait M. Marcel Landowski d'étudier cette question. Puis le temps a passé et on n'entendait plus guère parler de cette « priorité ».

Un récent comité interministériel vient toutefois de donner un coup d'accélérateur à ce dossier, puisqu'il y fut décidé, à la demande de M. Létour, que le projet de loi en préparation, qui devrait être discuté à la session de printemps du Parlement, serait accompagné d'un engagement financier sur dix ans. Il ne s'agit donc pas uniquement d'un texte « de principe », comme cela avait d'abord été envisagé, mais d'un véritable loi-programme.

Ce texte devrait confirmer la place de l'enseignement artistique dans l'enseignement élémentaire et secondaire, de façon que les horaires soient effectivement respectés. Cela impliquera un effort en direction de la formation des instituteurs et, dans les collèges, un « rattrapage » des postes d'enseignants non pourvus. Le déficit de ce niveau est actuellement de 6 % des horaires pour les arts plastiques et de 15 % pour la musique, soit un manque d'environ mille deux cents professeurs.

La loi devrait aussi officialiser l'introduction dans l'enseignement de toutes les disciplines artistiques, et notamment celles de l'image — soit (outre la musique et le dessin) les arts appliqués ; le cinéma, la photo et l'audiovisuel ; le théâtre et la danse. Elle précéderait aussi l'introduction d'un enseignement d'histoire de l'art, donné dans les horaires existant et pouvant être associé à ceux d'histoire, de français ou d'enseignement artistique.

Elle devrait garantir des équivalences entre les diplômes des écoles d'art et ceux des universités, pour permettre aux titulaires des premiers de se présenter

aux concours de recrutement de l'enseignement (CAPES-agrégation).

Enfin la loi pourrait reprendre des dispositions envisagées dans un autre texte à l'étude sur le mécénat, permettant aux entreprises de déduire de leurs impôts des sommes correspondant à des dons à des établissements d'enseignement artistique à hauteur de 3 % de leur chiffre d'affaires.

### La Fondation Molière

Les auteurs du projet de loi n'ont pas repris les suggestions de M. Landowski, les ayant jugées trop lourdes et peu réalistes, qui consistaient à multiplier le nombre des conseils pédagogiques auprès des instituteurs (il en proposait deux mille deux cents) et à modifier les rythmes scolaires. « Notre démarche est différente », nous explique M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture, qui est en charge de ce dossier. Nous souhaitons faciliter la réalisation d'expériences pédagogiques susceptibles d'être ensuite généralisées par l'éducation nationale, et mettre à sa disposition les services dont nous disposons grâce à nos équipements, à notre patrimoine et aux créa-



Roger Planchon et Michel Serrault lors d'une répétition de l'Amour.

teurs. Ces services sont de trois ordres : l'aide à la formation des formateurs ; la participation des artistes à la vie des établissements ; la mise à la disposition de l'éducation nationale des lieux de mémoire et de création, ainsi que d'outils audiovisuels.

Et sans attendre le vote de la loi, le ministère des affaires culturelles a établi un plan de 50 millions de francs, permettant de réaliser, dès cette année, une série d'actions illustrant cette politique.

Une trentaine d'expériences nouvelles d'artistes résidents permettront à des créateurs (plasticiens, peintres ou sculpteurs) de s'installer et de travailler dans des établissements scolaires. Une centaine d'« ateliers de pratique

artistique », de théâtre, musique, danse, arts plastiques, photo, cinéma ou vidéo, animés par des enseignants et des artistes, seront créés dans des collèges. De nouvelles options A3, théâtre/cinéma, seront ouvertes à la rentrée prochaine (1). Près de trois cents « classes culturelles » et de deux cents « classes du patrimoine » permettront à des élèves de passer une semaine ou deux dans un établissement artistique (maison de la culture, musée, école d'art...) ou des sites historiques. Les jumelages entre des écoles et des institutions culturelles seront multipliés.

Des conventions entre des écoles normales et des universités

d'une part, des écoles d'art ou des conservatoires d'autre part, permettront de sensibiliser les futurs enseignants à la création artistique et de donner une formation pédagogique aux artistes. Deux centres de formation pour les musiciens interviennent dans les écoles s'ajoutant aux sept existants.

Enfin le ministère incitera, par des conventions, les collectivités locales à intensifier leur effort en faveur de l'enseignement artistique.

Le ministère souhaite d'autre part susciter la création d'outils pédagogiques modernes (vidéocassettes, films, vidéodisques...) pouvant être mis à la disposition des enseignants.

Des conventions sont en préparation avec la Sept (septième chaîne de télévision) et avec de grandes institutions (INA, musées nationaux) pour créer des séries audiovisuelles ayant une double diffusion : grand public et scolaire, par l'intermédiaire des CRDP (centres régionaux de documentation pédagogique). Tel est également le principe sur lequel travaille la Fondation Molière, créée à l'initiative de Roger Planchon, qui doit permettre la réalisation d'une série de dix films, intitulée « Grand Siècle », qui seront diffusés à la fois en salle, à la télévision, et en milieu scolaire. « Grand Siècle » est la libre mise en valeur d'un fabuleux patrimoine littéraire, architectural et historique : le dix-septième siècle français, écrit Roger Planchon. C'est ensuite une tentative d'écriture qui consiste à passer d'un récit théâtral à un récit cinématographique de la façon la plus libre.

### Encyclopédie audiovisuelle

Enfin le ministère des affaires culturelles étudie avec les postes et télécommunications la possibilité d'installer dans les établissements secondaires des lecteurs de vidéodisques, reliés avec des banques d'images se trouvant dans les grands musées. Cet équipement permettrait aux enseignants de projeter, à la demande, des reproductions des chefs-d'œuvre de l'art ou des séries pédagogiques.

Un tel projet, estimé au ministère des affaires culturelles, demanderait au marché du vidéodisque le seul minimal — estimé à 6000 lecteurs — permettant de rentabiliser sa production. Ainsi pourrait-on doter les établissements scolaires de l'« encyclopédie audiovisuelle de l'an 2000 ».

Enfin le ministère souhaite adapter la formation des écoles d'art et créer de nouveaux établissements spécialisés pour répondre aux besoins des nouvelles technologies et préparer aux nouveaux métiers relevant de l'image, de la communication, de la publicité, de l'animation, du patrimoine. C'est le cas de la Fondation européenne de l'image et du son, de l'Ecole des marionnettes de Charleville-Mézières, ou de l'Ecole du patrimoine, qui formera les conservateurs, mais aussi l'ensemble des personnels travaillant sur le patrimoine (scénographie, marketing, gestion, animation...).

D'autres formations régionales pourraient aussi voir le jour en liaison avec l'INA, les universités ou l'enseignement secondaire (comme les BTS, des métiers de l'image).

FREDERIC GAUSSIER.

(1) Il existe actuellement, dans la série A-3 des lycées, 94 sections de musique, 197 en arts plastiques, 21 en cinéma, 24 en théâtre.

### LIVRE

#### Les souvenirs d'Edouard Bled

Ce siècle balbutie lorsque Edouard Bled accomplit ses premiers pas. Né en 1898, cet enfant de Saint-Maur, près de Paris, deviendra le grand frère de la grammaire, le maître à conjurer de millions d'écoliers. Les célèbres Cours d'orthographe, écrits en collaboration avec son épouse, marqueront plusieurs générations de leurs formules incantatoires. Dans *J'avais un an en 1900*, cet instituteur passionné se promène au fil de son passé, suit les méandres d'une époque, croise la petite et la grande histoire. Au centre de cette chronique attendrie : l'école.

Avant l'école publique, le petit Edouard fréquente celle de la rue. Excursion buissonnière à travers le quartier de son enfance, l'ouvrage livre mille facettes de la Belle Époque. L'heure n'est pas à l'introspection, aux réflexions sévères, au désenchantement. Le tableau fourmille d'images simples, de douces rengaines, de portraits jaunies et touchants, comme celui de l'abbé Bel qui « retroussait sa soutane » pour jouer au ballon. Entremêlé de

tournois enfantins et d'un argot désuet, le récit s'entarde à de menus détails comme le ferait un cours d'histoire naturelle ou un beau livre de lecture.

Ces incursions dans le style des manuels scolaires ne tiennent pas du hasard : instituteur, puis directeur d'école, Edouard Bled a passé une bonne partie de son existence dans des salles de classe. De cette école qui l'a formé, le vieux monsieur conserve un souvenir ému. Sans cacher sa tendresse pour les instituteurs qui l'ont dirigé ou pour les enfants qu'il a vu grandir, il vante cette institution que sa grand-mère appelait « la plus belle, la plus grande œuvre de la III<sup>e</sup> République ». Citant tour à tour ses ancêtres ou Péguy, Edouard Bled affirme qu'aucun métier n'est « aussi grand que celui de maître d'école ». A l'heure où cette profession connaît les plus grands remous, la confession de cet enfant du siècle prend un poids singulier.

RAPHAËLE RÉROLLE.

\* J'avais un an en 1900, d'Edouard Bled, Fayard, 337 p., 89 F.

### Classes d'écrivains

APRÈS les classes de neige ou de mer, les classes du patrimoine littéraire font leur apparition. C'est une initiative de l'ancien recteur de l'académie d'Orléans-Tours, M. Xavier Grégoire, qui a procédé lui-même au lancement de la première classe le 3 octobre dernier à Saint-Amand-Montrond (Cher). Le sujet était tout trouvé : en ce début d'octobre, on fête, en Berry et en Sologne, le centenaire anniversaire de la naissance d'Alain-Fournier à La Chapelle-d'Angillon.

Hébergés au lycée de Saint-Amand-Montrond, accompagnés de leurs professeurs de français et d'arts plastiques, les vingt-huit élèves de troisième du collège Pierre-Brossolette de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir) sont allés à la rencontre du Grand Meaulme, sillonnant les landes à bruyère, les petits bourgs enfouis dans la verdure où l'auteur puise son cadre romanesque.

George Sand  
à La Châtre

L'objectif, complémentaire des classes du patrimoine architectural (actuellement au nombre de cent soixante-trois dans l'ensemble du pays), est de combiner la découverte d'un écrivain avec celle de sa région.

Une classe George Sand va s'ouvrir prochainement à La Châtre (Indre) et peut-être une sur Ronsard à Vendôme. Des projets sont à l'étude autour de Maurice Genevoix dans la Loire et de Rabelais à l'abbaye de Seully en Indre-et-Loire. Les soutiens des monuments de la littérature nationale ne manquent pas dans la région.

Ces actions sont organisées avec le concours de la Caisse des monuments historiques et des collectivités locales. La classe de Saint-Amand n'a pas excédé 20 000 francs. 200 francs par élève ont été demandés aux parents pour cette studieuse escapade.

L'opération a bénéficié d'un lancement inattendu : alors qu'il visitait l'école d'Epineuil-le-Fleuriel où Alain-Fournier passa sa prime enfance — ses parents y étaient instituteurs — un visiteur a poussé la grille, a levé un instant les yeux sur la vigne vierge aux couleurs fauves de l'automne qui court le long de la façade, puis s'est installé au premier rang de la classe. C'était le président de la République.

En 1981, puis en 1984, M. Mitterrand, qui a des attaches familiales tout près, dans l'Alfier, s'était déjà arrêté pour s'asseoir un instant sur les bancs du Grand Meaulme.

RÉGIS GUYOTAT.

• Anniversaire. — L'Association Régions Presse Enseignement Jeunesse (ARPEJ) fête son dixième anniversaire le 28 mars à Loudun, en présence du maire de la ville, M. René Monory, ministre de l'édu-

cation nationale. L'ARPEJ se consacre au développement de l'utilisation de la presse régionale à l'école et des contacts entre le monde de la presse et celui de l'école.

(Publicité)

Dans un manoir Bretagne-Bud,  
pleine campagne, 4 ha, 15 km mer

Structure d'accueil pour 8 enfants maximum. Niveau CM 2 et 6<sup>e</sup> de préférence.  
Vingt heures de cours particuliers + 12 heures d'étude surveillée par semaine.

Formation intellectuelle rigoureusement conforme aux programmes. Professeurs et psychologues très qualifiés. Climat familial. Exercices nombreux et permanents.

OUVREMENT EN SEPTEMBRE 1987

S'adresser : M. Delon, La Cour-de-Coeignol, Pénale  
Tél. : 97-42-92-00 56130 La Roche-Bernard

## An AMERICAN UNIVERSITY in PARIS

DOYEN ET PROFESSEURS DE L'UNIVERSITÉ DE HARTFORD DETACHES A PARIS

### MBA

Diplôme de Master  
in Business Administration

• L'Université de Hartford offre, à Paris, l'expérience unique de préparer un MBA 100 % Américain, dans un environnement international (participants de plus de 20 nationalités pour la promotion 86-87).

• Un programme intensif de 11 mois dispensé à plein temps par le Doyen et les Professeurs de l'Université de Hartford.

• Septembre-Mai à Paris, Juin-Août sur le Campus de l'Université de Hartford fondée en 1877 (100 ha, 350 professeurs et 6.300 étudiants) situé entre New York et Boston.

• Formation informatique sur IBM PC, adaptée à la gestion des entreprises.

• Admission :

• Etudiants diplômés des Grandes Ecoles ou du 2<sup>e</sup> cycle Universitaire.

• Professionnels désireux d'acquies une maîtrise de la gestion au plus haut niveau, d'optimiser leurs connaissances "manageriales".

• Crédit Spécial Etudiant.

Documentation sur simple demande



UNIVERSITY  
OF HARTFORD  
BUSINESS SCHOOL

21, rue Van Lee - 75016 Paris  
Tél. 42.88.97.79  
Tél. 42.88.97.79

كتاب الامل



## Danser à l'école

**P**ETITE toupie dans l'herbe du square, un gamin emmitoufflé, bras en croix, tourne, tourne, tourne... vacille, trébuche, s'effondre. Un jeu ? Pas seulement. Le petit garçon danse.

Car la danse commence là, dans les jardins, ou sur le tapis du salon. « Lorsqu'on tourne jusqu'à tomber, il y a déjà un besoin de se mêler au monde, d'être au monde », affirmait Françoise Dupuy, lors du premier colloque international consacré à la danse et l'enfant, qui s'est tenu récemment à l'UNESCO. Pour cette danseuse

Reconnaître le droit à la danse de tous les enfants et introduire cet art à l'école primaire. Tel est le projet du ministère de la culture.

professionnelle, qui est chorégraphe, interprète et animatrice des Ballets modernes de Paris et du Festival de danse des Baux-de-Provence, « un enfant qui n'aime pas danser, c'est comme un enfant qui n'aime pas jouer ». Chargée de mission auprès du ministère de la culture et de la communication, elle se

bat pour un droit bien particulier : le droit à la danse pour tous les enfants.

« J'ai une conviction, confidentielle : ce besoin d'expression vitale que l'on trouve chez chaque enfant, il n'y a qu'à l'école qu'il pourra s'épanouir. » Pour démocratiser cette discipline, la direction de la musique et de la danse souhaite en faire un enseignement obligatoire en l'intégrant dans les cinq heures d'éducation physique (rarement assurées intégralement) inscrites au programme des écoles primaires.

Cette danse pour tous ne sera pas enseignée par tous. La danse est bien une activité ludique, mais elle est aussi — on a un peu tendance à l'oublier — un art. « Un assemblage de gestes stéréotypés n'est pas intéressant. » En outre, de grands professionnels peuvent avoir des difficultés avec les enfants des écoles. Les ministères de la culture et de l'éducation nationale ont donc choisi la voie médiane : des danseurs professionnels recevront une formation pédagogique spécifique et transmettront leur savoir aux instituteurs. « Il s'agit de connaître la danse, de connaître l'enfant, ses besoins, ses capacités, de connaître l'école et ses contingences. Il s'agit également de savoir transmettre le goût de la danse », résume Marc Blesne, le direc-

teur de la musique et de la danse.

La première phase de l'expérience est en marche. Vingt-deux danseurs professionnels de haut niveau (la moitié d'entre eux possèdent leur certificat d'aptitude) ont suivi un stage de formation qui leur permet maintenant de faire le lien entre les académies et les activités régionales et nationales. L'intérêt de la profession pour ce premier stage (plus de deux cents danseurs ont fait acte de candidature) est un premier succès.

« Il ne s'agit pourtant pas d'en rester là, précise M<sup>me</sup> Dupuy. Il faut aussi que l'enfant voie de la danse. » Quelques actions pilotes — comme le Four solaire, à Nevers, ou l'Esquisse, au Havre — tentent de jeter les premiers ponts entre écoles et compagnies.

Il ne s'agit pas pour ces nouveaux professionnels de révéler des étoiles. Il n'est pas non plus question de proposer de la danse au rabais. L'interprète de la *Cellule* et d'*Epithalame* a su convaincre que la danse était un moyen comme un autre de développer la pensée créatrice et qu'elle faisait partie intégrante de l'éducation.

ARIANE CHEMIN.

★ Le colloque « Danse professionnelle, danse éducative », qui s'est tenu à l'UNESCO les 25, 26 et 27 octobre 1986, était organisé par la Fédération française de danse. Du 29 octobre au 2 novembre se sont tenues à Fontainebleau les premières Rencontres internationales de danse et de chorégraphie. Pour tous renseignements : FFD, 12, rue Saint-Germain-l'Auxerrois, 75001 Paris, tél. : 42-36-12-61.

### AGENDA

#### Le centenaire de l'espéranto

Il y aura cent ans cette année qu'est paru le premier manuel d'espéranto, cette langue internationale qui, sans bruit, multiplie les adeptes privés sans convaincre les gouvernements, sauf exception, de l'introduire dans les systèmes scolaires. A cette occasion, les espérantistes vont multiplier les manifestations pour prouver que leur idiosyncrasie n'est pas à dédaigner.

Après une large participation à Espéranto, du 27 au 31 mars à Paris, de l'Union française pour l'espéranto (U.F.E.), se dérouleront un séminaire pédagogique à Lyon (avril), un congrès national à Saint-Raphaël (juin), puis international à Vannes (juillet). De même, auront

lieu à Paris (novembre) un festival culturel (chanson, théâtre, etc.) et une exposition à Beaubourg, patronnée par la Fédération espérantiste du travail.

#### Bourses pour les lycéennes

Les lycéennes qui désirent poser leur candidature pour la bourse de la vocation scientifique et technique des femmes devront le faire avant le 5 avril, auprès de la délégation à la condition féminine (1). Cette bourse, créée en 1986 par M<sup>me</sup> Yvette Roudy, s'adresse aux élèves de première S, E, F1, F2, F3, F4, F5, F9 ou F10 qui se destinent à des carrières scientifiques ou techniques. Un concours organisé le 20 mai sélectionnera cinquante d'entre elles, qui recevront 40 000 F lorsqu'elles commenceront leurs études supérieures.

(1) Ministère des affaires sociales et de l'emploi, 14, boulevard de la Madeleine, 75008 Paris. Tél. : 42-66-57-15.

(1) Union française pour l'espéranto, 4 bis, rue de la Corisais, 75004 Paris. Tél. : (1) 42-78-68-36 (24 h/24).

### Challenge

L'avenir des jeunes s'inscrit en anglais. L'apprendre, le pratiquer, le vivre en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis.

GRANDE-BRETAGNE 9-17 ANS : Centres internationaux, Activités sportives à volonté.

U.S.A. 14-19 ANS : Séjours familiaux, Sports, excursions.

34-38 South Street - Landing West - Sussex (Angleterre) Tél. de France : composer le 19-44-903-767-078 - A Paris 43-42-48-84

### UNE ANNEE SCOLAIRE AUX USA

Etudiez dans une HIGH-SCHOOL AMERICAINE en 1987-1988

Si vous avez entre 15 et 18 ans, vous pouvez vous inscrire pour une année de scolarité dans une HIGH-SCHOOL par l'intermédiaire de l'American International Student Exchange (AISE), une Organisation à but non lucratif. SIS Student Travel Schools est responsable de l'information diffusée en France. Procurez-vous notre brochure en téléphonant au 93 94 58 94 et 93 43 54 85 ou envoyez ce coupon à : SIS/EF 29, av. Montécal Juin - 06400 CANNES.

NOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

Nota : Du 20 au 23 Mars téléphoner directement à : PARIS ou PENTA HOTEL 47 88 50 51 pour informations.

### Le BAIN LINGUISTIQUE

plonge les jeunes dans la vie de la langue choisie

Plusieurs formules de séjours en : Angleterre, Allemagne, Espagne, Irlande, Ecosse, Autriche, Italie, Malte, U.S.A., Australie, Canada, etc...



« Séjours Internationaux Linguistiques et Culturels » (S.I.L.C.), sans but lucratif, agréments Jeunesse et Sports (n° 16.64) et Tourisme (n° 70.027), offre toutes possibilités de « Bain Linguistique » de toutes durées et à toutes époques de l'année : séjours en famille avec ou sans cours ; séjours avec pratique de sports ou séjours spéciaux informatiques ou musique ou art dramatique ou vidéo ou maths ; séjours school langue ; séjours junior ou cap Sème.

1500 professeurs correspondants locaux, France, D.O.M., T.O.M. et l'Afrique.

Pour tout connaître sur ces réalisations présentant toutes garanties de sécurité, de sérieux et d'efficacité, et choisir la formule correspondant à vos désirs, demandez la documentation complète et gratuite.

S.I.L.C. (service 85) 10822 ANGOULEME CEDEX Tél : 45.85.83.58

PARIS Mme Benoit 45.48.58.65 - Mme Vauzelle 45.58.81.15

Mme Bismuth 45.20.21.49 - Mme Wiza 47.09.53.50

NORD 27.86.30.21 - 22.47.31.18 - 20.83.58.30 - EST 83.98.11.74

88.31.03.10 - RHONE 78.25.85.91 - 78.95.29.59 - 74.22.31.85 - ALPES 78.42.74.78 - 78.51.12.13 - BUD-EST 42.27.89.42 - 90.25.40.00 - 66.23.06.29

BUD-OUEST 81.23.98.53 - 56.92.83.45 - 81.21.88.17 - 59.24.35.17

83.85.51.81 - BRETAGNE 51.94.41.25 - 98.87.05.85 - 40.70.48.71 - 43.85.82.50

99.58.51.86 - 40.83.04.55 - NORMANDIE 35.88.83.70

LANGUEDOC 87.89.25.97 - CENTRE 55.06.10.70

# DONNEZ-LUI

## L'ASSURANCE

## QUE SA VOCATION

## GRANDIRA

## AVEC LUI.

Votre enfant grandit avec ses projets. A vous de lui garantir qu'il aura les moyens de les réaliser. Pour vous y aider, les AGF ont mis au point SECURETUD AGF.

SECURETUD AGF, c'est l'assurance que votre enfant bénéficiera de rentes lui permettant de poursuivre ses études s'il vous arrivait quoi que ce soit : décès ou invalidité.

Votre conseiller AGF vous renseignera et vous proposera un contrat sur mesure, selon les projets de votre enfant et son âge.

Appelez votre conseiller AGF ou téléphonez gratuitement au (0) 85 14 05 14.

SECURETUD AGF AGF AVEC VOUS.

ASSURANCES GENERALES DE FRANCE



## PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Extrait des minutes du greffe  
du Tribunal de grande instance de Paris.  
CONDAMNATION PENALE

Par jugement contradictoire en date du 3 novembre 1986, la 31<sup>e</sup> chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour infraction aux mesures générales d'hygiène du bâtiment et des travaux publics, pour avoir couronné une publicité comportant des présentations de nature à induire en erreur sur les qualités substantielles des appartements proposés à la vente et sur le prix et les conditions de vente des appartements visés dans ces publicités en l'espèce.

1<sup>er</sup> en proposant à la vente sous le régime de la multipropriété à Gruissan, dans un catalogue publicitaire (cf. cote 9) des appartements type « 2 pièces loggia 1 » et « 2 pièces loggia 2 » dont les superficies des pièces intérieures « chambres » étaient inférieures à 7 m<sup>2</sup>, superficie minimum imposée par le règlement sanitaire départemental de l'Aude.

2<sup>o</sup> en indiquant sur un panneau situé au bord de la route Narbonne-Narbonne (cf. cote 1) proposant la vente d'appartements : « 39 000 F. en multipropriété 20 % à 40 % de réduction... », ce qui laissait croire au lecteur que le prix annoncé de 39 000 F. était en réalité figurant en petits caractères difficiles à lire la précision suivante : « ... ce prix tient compte de la réduction offerte par Pierre et Vacances... », le sieur GEBLIER Rosalie Pierre Louis Dominique, né le 20 juin 1953 à Paris (16<sup>e</sup>), responsable de publicité à la société Pierre et Vacances demeurant 42, bd Victor-Hugo à Neuilly (92), à la peine de 20 000 F. d'amende.

Le Tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement, par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appel.

Extrait des minutes du greffe  
de la Cour d'appel de Paris

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> chambre de la Cour d'appel de Paris du 28-06-1985, M. Daniel ROUCHY, né le 23-04-1923 à Paris (14<sup>e</sup>), demeurant à Nogent-sur-Vernisson (45), 32, chemin du Gué-Cole, a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis pour exportation en contrebande de marchandises prohibées, exportation de monnaies d'or sans autorisation, non-rapatriement de créances, abus de confiance et condamné à payer à l'administration des douanes : solidairement avec M. Jean PEYNICHOU : pour le délit d'abus de confiance : 29 154 430 F. (amende), pour le délit de change d'exportation d'or sans autorisation : 29 154 430 F. (amende) + 29 154 430 F. (amende). - Seul : Pour non-rapatriement de revendus : 1 835 650 F. (amende).

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, dans le Figaro et le Monde.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

Extrait des minutes du greffe de la Cour d'appel de Paris

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> chambre de la Cour d'appel de Paris du 21 avril 1986, M. Martin Jean-François, né le 09-09-1940 à Blois (Loir-et-Cher), demeurant à Paris (7<sup>e</sup>), 80, rue Saint-Dominique, a été condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis pour fraude fiscale, délit commis à Paris entre 1973 et 1974.

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans le Journal officiel, le Figaro, le Matin de Paris, le Monde.

L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de Paris (7<sup>e</sup>) et sur la porte de l'immeuble où M. Martin Jean-François exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

Extrait des minutes du greffe  
du Tribunal de grande instance de Paris.  
CONDAMNATION PENALE

Par jugement en date du 15 septembre 1986 (contradictoire) la 31<sup>e</sup> chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour infraction aux mesures générales d'hygiène du bâtiment et des travaux publics, pour avoir couronné une publicité comportant des présentations de nature à induire en erreur sur les qualités substantielles des appartements proposés à la vente et sur le prix et les conditions de vente des appartements visés dans ces publicités en l'espèce.

1<sup>er</sup> en proposant à la vente sous le régime de la multipropriété à Gruissan, dans un catalogue publicitaire (cf. cote 9) des appartements type « 2 pièces loggia 1 » et « 2 pièces loggia 2 » dont les superficies des pièces intérieures « chambres » étaient inférieures à 7 m<sup>2</sup>, superficie minimum imposée par le règlement sanitaire départemental de l'Aude.

2<sup>o</sup> en indiquant sur un panneau situé au bord de la route Narbonne-Narbonne (cf. cote 1) proposant la vente d'appartements : « 39 000 F. en multipropriété 20 % à 40 % de réduction... », ce qui laissait croire au lecteur que le prix annoncé de 39 000 F. était en réalité figurant en petits caractères difficiles à lire la précision suivante : « ... ce prix tient compte de la réduction offerte par Pierre et Vacances... », le sieur GEBLIER Rosalie Pierre Louis Dominique, né le 20 juin 1953 à Paris (16<sup>e</sup>), responsable de publicité à la société Pierre et Vacances demeurant 42, bd Victor-Hugo à Neuilly (92), à la peine de 20 000 F. d'amende.

Le Tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement, par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appel.

Extrait des minutes du greffe  
du Tribunal de grande instance de Paris.  
CONDAMNATION PENALE

Par jugement rendu le 1<sup>er</sup> octobre 1986, la 31<sup>e</sup> chambre (contradictoire) du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour : détention de drogues ou boissons falsifiées, contrefaçon de monnaies, pour avoir à Paris, le 31 octobre 1985, été trouvé détenteur sans motif légitime, dans un lieu de stockage de drogues ou boissons falsifiées, en l'espèce 2,5 kg de durs, 1,5 kg de drogues diverses et 11 kg de monnaie et perçage dans un état de décomposition avancée - à la peine de trois mois d'emprisonnement avec sursis et vingt mille francs d'amende.

KAPLANIS Napoléon né le 10 mai 1950 à Epineuil Evreux (Eure), géant libre du restaurant « l'Amalgame », 10, rue de la Huchette à Paris 5<sup>e</sup>.

Le Tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné l'affichage de ce jugement par extrait : pendant sept jours aux portes de l'entreprise et la publication de ce jugement, par extrait dans le Monde et le Figaro.

Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné à M. le procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appel.

Extrait des minutes du greffe  
du Tribunal de grande instance de Paris.  
CONDAMNATION PENALE POUR  
FRAUDE FISCALE

Par jugement en date du 10 octobre 1986 (contradictoire), la 11<sup>e</sup> chambre 2<sup>e</sup> section du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale - omission de passerion d'écriture - à la peine de dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis avec mise à l'épreuve pendant trois ans - et à cinq mille francs d'amende.

LESTU Pierre Henri, né le 30 décembre 1931 à Le Havre (Seine Maritime), conseil publicitaire, demeurant 66, rue Nollet à Paris 17<sup>e</sup>. Le Tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans les journaux le Monde et le Figaro.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appel.

Extrait des minutes du greffe  
du Tribunal de grande instance de Paris.  
CONDAMNATION PENALE

Par jugement en date du 27 octobre 1986 (contradictoire) la 31<sup>e</sup> chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour infraction aux règles relatives à l'hygiène et à la sécurité du travail, pour s'être à Paris, le 17 décembre 1984, rendu responsable de blessures involontaires ayant entraîné une incapacité n'excédant pas trois mois (accident du travail), sur la personne d'Elmekki Elghazzi, pour avoir à Paris, le 17 décembre 1984, étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du livre II titre III du code du travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux de bâtiment, des travaux publics ou tous autres travaux concernant les immeubles en omettant de s'assurer, conformément à l'article 97 du décret 65-48 du 8 janvier 1965 de la résistance de la lamiboarde sur laquelle était fixée la quene de « vache » tombée ensuite sur un salarié, le sieur LEBERT Pierre Gérard, né le 26 octobre 1931 à Juvigny-sur-Orge (Essonne), conducteur de travaux, demeurant 8, rue de la Pyramide à Athis-Mons (Essonne), à la peine de une amende de deux mille francs pour le délit et à une amende de trois mille francs pour la contravention.

Le Tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné la publication de ce jugement, par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appel.

Extrait des minutes du greffe  
de la Cour d'appel de Paris

Par jugement du 18 mars 1987, le Tribunal correctionnel de Montpellier a déclaré FLORAT Albert, né le 27-01-1908 à Châteauneuf (30), retraité militaire, demeurant à Palavas-les-Flots (34), 13, bd des Gullibiers, coupable de détournement calomnieux le 25-05-1985 à l'encontre de fonctionnaires de police du corps urbain de Montpellier et l'a condamné à six mois de prison avec sursis, 1 000 F d'amende, et à payer aux six parties civiles 300 F à titre de dommages et intérêts et aux autres dépens.

Le greffier en chef.

Extrait des minutes du greffe  
de la Cour d'appel de Paris

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> chambre de la Cour d'appel de Paris du 28-06-1985, M. Jean PEYNICHOU, né le 13 février 1936 à Paris (15<sup>e</sup>), 36, rue Miotte a été condamné à un an de prison avec sursis pour avoir participé, en tant qu'intéressé à la fraude, au délit de contrebande de marchandises prohibées et au délit d'exportation de monnaies d'or et condamné à payer à l'administration des douanes : SOLIDAIEMENT avec M. Daniel ROUCHY, pour le délit d'abus de confiance : 29 154 430 F. (amende) + 29 154 430 F. (amende), pour le délit de change d'exportation d'or sans autorisation : 29 154 430 F. (amende) + 29 154 430 F. (amende).

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné la publication de cet arrêt, par extrait, dans le Figaro et le Monde.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

Extrait des minutes du greffe  
de la Cour d'appel de Paris

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> chambre de la Cour d'appel de Paris du 21 avril 1986, M. Martin Jean-François, né le 09-09-1940 à Blois (Loir-et-Cher), demeurant à Paris (7<sup>e</sup>), 80, rue Saint-Dominique, a été condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis pour fraude fiscale, délit commis à Paris entre 1973 et 1974.

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans le Journal officiel, le Figaro, le Matin de Paris, le Monde.

L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de Paris (7<sup>e</sup>) et sur la porte de l'immeuble où M. Martin Jean-François exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

Extrait des minutes du greffe  
du Tribunal de grande instance de Paris.  
CONDAMNATION PENALE

Par jugement rendu contradictoire le 12 novembre 1986, la 31<sup>e</sup> chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour tromperie sur la nature, la qualité, la quantité ou l'origine d'une marchandise pour avoir à Paris, le 31 janvier 1986, trompé ou tenté de tromper le consommateur sur les qualités substantielles de la marchandise vendue, en vendant ou en mettant en vente des produits (en l'espèce 6) dont la date limite de vente était dépassée ou dont la date limite de vente a été falsifiée (1) produit ou dont l'emballage d'origine sur lequel figurait la date limite de vente était déformé (1) produits à la peine de 20 000 F d'amende. BOUZY épouse RARUCHE Angèle, née le 1<sup>er</sup> mai 1932 à Saint-Laurent-sur-Gorre (Haute-Vienne), 1<sup>re</sup> vendeuse chez Primistère, demeurant 49, rue Martini à Argenteuil (95).

Ainsi, le rejet de Canal Plus Junior, chaîne payante destinée aux enfants, est exigé par l'absence de réglementation applicable à des télévisions cryptées. En effet, la loi Liotard stipule que des décrets fixent « l'exploitation de chaque catégorie de services de communication ». Or si les décrets pour les chaînes diffusant en clair ont été

publiés, ceux concernant les chaînes cryptées n'ont pas vu le jour. Le CNCL ne pourrait donc, selon les juristes attachés à ses services, prendre en compte la candidature de Canal Plus Junior.

Cette absence de réglementation, si elle se prolongeait, pourrait avoir d'autres conséquences négatives pour la chaîne à péage française. En particulier, au moment où la CNCL attribuerait les quatre canaux du satellite TDF 1. Les responsables de Canal Plus envisagent en effet de se porter candidats sur l'un de ces canaux, avec un projet de chaîne cryptée européenne à dominante cinématographique et sportive, qui pourrait être diffusée en quatre langues. Pour que leur candidature ne soit pas à nouveau écartée, il est donc nécessaire que soit pris le décret réglementant les chaînes cryptées. La balle est dans le camp du gouvernement.

Un vide juridique compromet le développement de la télévision cryptée

Cinq des sept groupes candidats aux cinquante et sixième chaînes de télévision avaient été écartés, en février dernier, par la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL). La loi faisait obligation à cette instance de motiver ses refus, elle vient d'en publier les termes au Journal officiel du 14 mars. La CNCL apporte, en particulier, des précisions sur la décision prise à propos de Canal Plus Junior, mettant ainsi en lumière le vide juridique pénalisant la télévision cryptée en France.

Ainsi, le rejet de Canal Plus Junior, chaîne payante destinée aux enfants, est exigé par l'absence de réglementation applicable à des télévisions cryptées. En effet, la loi Liotard stipule que des décrets fixent « l'exploitation de chaque catégorie de services de communication ». Or si les décrets pour les chaînes diffusant en clair ont été

publiés, ceux concernant les chaînes cryptées n'ont pas vu le jour. Le CNCL ne pourrait donc, selon les juristes attachés à ses services, prendre en compte la candidature de Canal Plus Junior.

Cette absence de réglementation, si elle se prolongeait, pourrait avoir d'autres conséquences négatives pour la chaîne à péage française. En particulier, au moment où la CNCL attribuerait les quatre canaux du satellite TDF 1. Les responsables de Canal Plus envisagent en effet de se porter candidats sur l'un de ces canaux, avec un projet de chaîne cryptée européenne à dominante cinématographique et sportive, qui pourrait être diffusée en quatre langues. Pour que leur candidature ne soit pas à nouveau écartée, il est donc nécessaire que soit pris le décret réglementant les chaînes cryptées. La balle est dans le camp du gouvernement.

## Communication

Devant le tribunal de Bruxelles

## M. Hersant possède-t-il 24 % ou 42 % du groupe éditeur du quotidien « le Soir » ?

Le tribunal de Bruxelles devait décider, le mercredi 18 mars, si M. Robert Hersant possède 24 % ou 42 % du groupe belge Rosel, qui édite notamment le quotidien le Soir, et s'il s'assure ainsi une place de choix dans la presse et l'audiovisuel en Belgique.

BRUXELLES  
de notre correspondant

« Le loup est dans la bergerie ? Ah, bon ! Mais alors, pour des agresseurs, nous nous défendons sagement et nous allons gagner. » M. André de Béhune, directeur général du groupe Rosel, et M. Yvon Toussaint, directeur, rédacteur en chef du quotidien le Soir, affichent tous deux une belle sérénité. Même si, le 18 mars, le tribunal de commerce de Bruxelles devait donner raison au « loup », alias M. Robert Hersant, ils estiment que le long terme ils sortent vainqueurs d'un combat qui les oppose depuis plusieurs années au « papivore » français.

Querelles de famille

Ce jugement du 18 mars est important : il devait dire si M. Robert Hersant possède, par l'intermédiaire de trois de ses sociétés, 24 % ou 42 % des parts du groupe Rosel. La différence est énorme, puisque en Belgique la minorité de blocage s'établit à 25,2 %. Avec 24 %, M. Hersant aurait droit à un surpoids ; avec 42 %, il occuperait un fauteuil de direction confortable. Et en Belgique, le groupe Rosel, ce n'est pas rien. Il a réalisé 2,3 milliards de francs belges - soit 350 millions de francs français - de chiffre d'affaires en 1985, 241 millions de bénéfices (environ 36 millions de francs français) et contrôle trois des principaux quotidiens francophones du pays : le Soir (Bruxelles), le Messager (Lille) et la Nouvelle Gazette (Charleroi). Mais Rosel contrôle aussi plusieurs journaux gratuits, une revue publicitaire, une maison d'édition, de l'affi-

chage. Employant environ huit cent trente personnes, il a nettement amélioré ses positions ces dernières années et détient 29 % d'Audio-press. Cette association de journaux francophones est partie prenante de la future télévision commerciale francophone.

Mais le principal fleuron du groupe reste le Soir. Bien que son tirage diminue régulièrement - de 305 000 exemplaires en 1958 à 220 000 en 1985 - il représente, et de loin, le premier quotidien francophone de Belgique.

Comment dans ces conditions M. Robert Hersant, qui a plutôt l'habitude d'être dans des groupes moribonds ou en difficultés, a-t-il pu mettre un pied dans une société préservant apparemment tous les signes de bonne santé ? Au départ, une querelle de famille : les successeurs du fondateur, Victor Rosel, se déchiraient à belles dents. Les « majoritaires » (58 % des parts), sous la houlette d'une des filles de Victor Rosel, veulent un journal indépendant et de qualité. Les « minoritaires » (42 %), eux, penchent plutôt pour un journal plus « populaire ».

En 1983, profitant de ces querelles, M. Robert Hersant parvient à obtenir un siège au conseil d'administration du groupe sans détenir de parts. Les majoritaires l'ont en effet préféré à l'un des minoritaires. C'est le premier tollé au sein de la rédaction. Puis, en juillet 1986, c'est le coup de tonnerre : les minoritaires ont vendu leurs parts à M. Robert Hersant. Les majoritaires, pour empêcher cela, peuvent faire jouer le droit de préemption défini par les statuts. Mais ceux-ci fixent toutefois le prix des parts à un niveau très supérieur à leur véritable prix.

Finalement, les majoritaires achèteront, au nom du droit de préemption, non pas 42 % mais 18 % des parts minoritaires. Le rapport des forces s'en trouve changé : 76 % pour les majoritaires, qui peuvent désormais mieux « verrouiller » le groupe, notamment en changeant les statuts, et 24 % pour M. Robert Hersant.

## Le malaise de la rédaction de France-Inter

## Départs et mutations en cascade

Après Philippe Caloni et Gérard Courchele, Philippe Chafagnon et Jacques Ennos, un autre journaliste de France-Inter a décidé de quitter Radio-France. Il s'agit de Denis Poncet, ancien correspondant d'Inter aux Etats-Unis et aujourd'hui grand reporter à la rédaction.

Désaccord sur la conception du journalisme défendue par la nouvelle direction, et accord sur la cessation de la collaboration à la radio publique... Voulu discret, le départ du journaliste a pourtant provoqué une réaction du Syndicat national des journalistes (SNJ) de Radio-France qui accuse : « comminances avec des démissions qui se multiplient depuis quelques jours au sein de la rédaction de France-Inter ». Le syndicat affirme cependant ne pas être « surpris », ayant « depuis longtemps alerté la direction sur les risques de déstabilisation qu'impliquaient sa politique et sa méthode ».

Outre les départs de l'entreprise, certains font également remarquer la mutation d'office ou le déplacement de journalistes d'Inter vers la rédaction - beaucoup plus restreinte - de France-Culture et de

France-Musique. Amette Ardison, Anne Brunel, Claudine Giraud ont ainsi récemment rejoint Alain Berbot et Jean-Pierre Mitrois (ancien directeur de l'information) nommés dans cette rédaction à l'arrivée de la nouvelle direction.

Au malaise croissant régnant à la rédaction de France-Inter, s'ajoutent enfin les interrogations nombreuses suscitées par la création de Radio-France Info, la station d'information continue lancée qui sera le 1<sup>er</sup> juin sur l'ancienne fréquence de Radio 7, aujourd'hui disparue. Une radio placée sous la responsabilité du directeur de l'information, Michel Meyer, de Jérôme Bellay, directeur de la rédaction d'Inter et de Freddy Thomelin, qui en deviendrait le rédacteur en chef. Vingt-sept journalistes constitueront la rédaction de la nouvelle radio, parmi lesquels on distinguait les rédacteurs et les présentateurs (tous masculins). Des annonces de postes à pourvoir sont ainsi faites à Radio-France qui attire, semble-t-il, davantage de candidats venant des radios locales que des rédactions parisiennes, surprises de la précipitation du projet et inquiètes du secret l'entourant.

A. Co.

C'était sans compter avec les tribunaux, qui ont été saisis par les minoritaires. Avec cet argument : notre vente à M. Robert Hersant était globale : les majoritaires veulent faire jouer leur droit de préemption, il faut qu'ils achètent la totalité des parts.

La thèse de l'« indivisibilité »

Réponse des majoritaires : « La thèse de l'indivisibilité des actions ne tient pas. Chacun des six actionnaires minoritaires a vendu ses parts à trois sociétés de M. Robert Hersant. Cela fait donc dix-huit cessions de part ». Les majoritaires estiment enfin que le tribunal des référés n'est pas compétent pour trancher.

A la rédaction du Soir, les journalistes sont très inquiets. Unaniment, ils s'opposent à toute intervention de M. Robert Hersant. « Ce serait la première fois, estime M. Yvon Toussaint, qu'un homme politique étranger, le dit bien un homme politique, entrerait ainsi dans la rédaction d'un journal proportionnellement aussi important. »

Après le jugement du 18 mars, les deux parties ont l'intention de faire appel, mais aussi d'en appeler à un jugement sur le fond. Il faudra donc attendre plusieurs mois pour être fixé sur l'avenir belge de M. Robert Hersant.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

● La Fédération française des sociétés de journalistes déplore la non-diffusion du film d'A 2 sur M. Hersant. - La FFSJ regrette dans un communiqué, « les reculs et les hésitations mis par la direction d'Antenne 2 à diffuser un reportage consacré à M. Robert Hersant et à la façon dont celui-ci a constitué son empire de presse ». La FFSJ, qui regroupe une vingtaine de sociétés de journalistes (dont celles du Monde, de TF 1, d'A 2, de l'AFP, etc.), s'élève contre cette autocensure et réclame « la diffusion rapide du document ».

● M. Marc Demotte réélu à la présidence du Conseil supérieur des Messageries de presse. - Réuni, mardi 17 mars, en assemblée générale annuelle, le conseil supérieur des Messageries de presse a élu son nouveau bureau. Le mandat de président de M. Marc Demotte a été renouvelé. Celui-ci est, par ailleurs, président de la Fédération nationale de la presse hebdomadaire et périodique, mais aussi membre du comité de direction des publications lilloises et président Aux postes de gérance des NMPP. Aux postes de vice-présidents figurent M<sup>me</sup> Evelynne Jean, Baylet, président-directeur général de la Dépêche du Midi (rélu), ainsi que MM. Gérard Delage, directeur général des Postes, et Jean Miot, directeur délégué du Figaro, président du Syndicat de la presse périodique et vice-président de la Fédération nationale de la presse française. A l'issue de leur réunion et pour célébrer les quarante ans des Messageries de la presse, les membres du conseil supérieur ont été conviés à un dîner offert par MM. François Liotard et Philippe de Villiers.

● Le PCF et l'audiovisuel. - Le bureau politique du PCF a décidé le mardi 17 mars, de créer un « comité de lutte pour la pluralisme et la vérité à la radio et à la télévision » afin de combattre « l'anticonformisme et le conformisme des informations dans l'audiovisuel ». Le PCF espère cette initiative par la façon dont a été couverte par la presse audiovisuelle la réunion, les samedi 14 et dimanche 15 mars, de son conseil national. Le bureau politique du PCF souligne que « mis à part RTL, aucune radio ni télévision, qu'elle soit nationale ou privée, n'aura dit un seul mot du contenu réel de cette réunion ». Le PCF reproche principalement aux moyens d'information audiovisuels d'avoir mis l'accent sur la déclaration de M. Pierre Juquin, tandis que « nulle part, l'intervention de Georges Marchais [secrétaire général du PCF] n'est citée, ni même mentionnée ».

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde  
DES LIVRES

**Le Monde**  
sur minitel

**GAGNEZ  
UNE CROISIERE  
POUR 2 PERSONNES  
(VALEUR 41 000 F)**

La croisière Télérama en Méditerranée  
du 30 avril au 9 mai

**3615 TAPEZ  
LEMONDE**

هنا انت الاصل



# ARTS ET SPECTACLES

## « Il était une fois le cinéma »

par Luigi Comencini

EN dépit de la définition de Paul Morand (cité par Ennio Flaiano) : « Le cinéma est quelque chose qui se situe à mi-chemin entre la mécanique de précision et la traite des Blanches », le septième art a essayé, au cours de ses quatre-vingt-dix années d'existence, de ressembler davantage à une religion. Et aujourd'hui encore, tous ces gens qui veulent « faire du cinéma » et viennent frapper à ses portes désormais grandes ouvertes, derrière lesquelles il n'y a que du vide, ressemblent à une cohorte d'aspirants clercs familiers pris d'une vocation soudaine. Peu importe que les salles ferment et que l'on préfère regarder distraitement le cent soixante-dixième épisode de la série télévisée à la mode en man-

qu'une menace terrible planait sur la ville : j'en tirais. De mon bac passé à Bordeaux, j'ai oublié les visages des professeurs, mais je me souviens du film vu par hasard le soir où j'ai appris que j'étais reçu : l'Opéra de quat'sous (que chez nous, en Italie, on appelle « de trois sous »). Au lieu de Lotte Lenya, il y avait Dita Parlo (pour ne pas avoir à doubler les films, on les tournait en deux ou trois versions). Les chansons des bas-fonds, l'atmosphère de rage désespérée, cette sensualité trouble qui me prit de plein fouet (mais n'était-ce pas une illusion due à mon jeune âge ?), me donnaient la conviction que le cinéma était le grand art qui synthétisait notre siècle, le « traite des Blanches », comme disait Paul Morand.

1947 : arrivé à Rome de la province — Milan — pour conquérir le cinéma, je fus entraîné aussitôt, Piazza del Popolo, où l'on avait dressé une estrade destinée aux orateurs d'un grand meeting, celui des gens du cinéma. « Alder-nous ! », criaient Anna Magnani d'une voix chargée de tristesse. Sur cette estrade, il y avait tous ceux qui comptaient. D'une tourgonnette son « élaient les douces notes du Voleur de bicyclettes dont le tournage venait à peine de s'achever. On aurait dit un meeting des témoins de Jéhovah. De leurs limousines fraîchement importées d'Amérique, les producteurs observaient la scène, aux aguets, prêts à faire d'excellentes affaires avec l'argent de l'Etat qui ne pouvait pas rester sourd à cet appel.

La cinéma devait vivre encore quarante années difficiles, mais toujours porte-trappeau, grande religion, grande image du vingtième siècle. Dans les ciné-clubs, les aspirants clercs allaient voir les œuvres du passé pour affronter l'avenir.

Vient ensuite le grand tournant : les films changent de nom, ce sont des « téléfilms », leur durée est incertaine mais, d'une façon générale, ils sont retransmis par épisodes et, si on en rate un, ça n'a pas beaucoup d'importance car on le retrouve la semaine suivante. La mort en direct n'inspire plus, d'est ce spectacle d'avant dîner ; puis il y a les variétés ou les jeux. Quand donc a commencé le grand dégel ?

En 1934 (ou 35), j'étais à Paris et j'entrai dans un cinéma, accueilli par les acclamations d'un public. On y mourrait le président français Barthou recevant à Marseille le roi Pierre de Yougoslavie, en visite d'Etat. Au beau milieu de la cérémonie, alors que le président français et le roi venaient juste de s'installer dans le carrosse qui devait les mener du port à la gare, des coups de feu retentirent (la prise de vues se faisait alors avec le son direct). Les deux chefs d'Etat s'affaiblèrent, portant les mains à leur poitrine qui se couvrait de sang. Des cris de terreur partirent de la foule, les policiers de l'escorte couraient et hurlaient à la recherche des terroristes. La carrosse emmenait les deux moribonds à l'hôpital, des gens étaient arrêtés, malmenés... Et la caméra continuait à tourner, enregistrant des images et des sons. Impossible, l'opérateur n'avait pas arrêté le moteur impitoyable.

Ce doigt qui n'a pas quitté le déclencheur, cet œil qui a continué à regarder avec indifférence ce qui se passait, marquant le début d'une ère nouvelle où la faim dans le monde est un spectacle comme un autre. L'audiovisuel nous submerge comme des sables mouvants. Tout se passe en direct. Les temples du cinéma sont devenus inutiles. Il n'est resté que la passion du cinéma sans le cinéma. Dans des dizaines et des dizaines de festivals, on célèbre le Do profonds de cet art totalisant qui a tant d'amateurs (encore) mais plus de spectateurs.



Luigi Comencini et Andrea Spada

geant un sandwich ou un téléphone. Ils rêvent toujours d'entrer dans ce cinéma qui connaît ses plus splendides rituels au cours des tables annuées 20.

Nous sommes vieux tous les deux, le cinéma et moi. Moi, un peu moins (à ma naissance, Griffith tournait Intolerance). Lyôben, je vivais alors dans une petite ville perdue du Sud-Ouest de la France, d'à peine vingt-cinq mille habitants. Le jeudi, on n'allait pas en classe, on allait au cinéma. Il y avait quatre salles aux noms pompeux et solennels : le Gallia, le Sélect, le Royal, le Majestic. Avec ses touches argentées, sa musique douce et ses lumières tamisées, le temple s'allumait. Le Gallia était une salle d'avant-garde, et un beau jour on annonça « un film avec musique et bruit ». Oh ! merveille ! On entendait vibrer les coups d'épée de Douglas Fairbanks tandis qu'une formation sud-américaine battait le rythme dans un synchronisme diabolique. Le système Vibraphone était arrivé jusque-là. Mais quelques années plus tard, en une succession de nouveautés stupéfiantes, un autre cinéma, le Majestic le crois, annonça que l'ère des disques était révolue et que le film parlait de lui-même. De mémorables événements survinrent : dans l'Atlantide, de Pabst, on passait du Sahara à Paris d'un bond sonore digne d'être rappelé, au cri de « Antinée c'est Paris ! », et le canon d'Offenbach explosait, balayant les météores africains.

Toujours à la poursuite féroce de nouvelles découvertes techniques, le parlant, la couleur (le relief ?), le Cinémascope — la mécanique de précision — le cinéma entraîne les lointains séminaires provinciaux dans des aventures extraordinaires.

Je me souviens de la projection du Docteur Mabuse, de Lang, au cinéma le Sélect, qui se consacra au muet plus longtemps que les autres. Quand j'en sortis, il faisait encore jour mais le soir s'avancait ; j'avais l'impression que tous les passants étaient des fugitifs et

## « La Storia » en cent cinquante-trois minutes

# L'enfance assassinée

Adopter le grand roman d'Elsa Morante était une entreprise risquée. Luigi Comencini l'a magnifiquement réussie. En refusant le mélodrame, en réinventant, en images d'un lyrisme pudique, le destin des humiliés de l'Histoire, Ida et son fils Useppe.



Claudia Cardinale dans le rôle d'Ida, et Andrea Spada dans celui d'Useppe.

AVANT de s'engager dans un tournage de six mois, Luigi Comencini dut d'abord trouver l'argent nécessaire à la réalisation de *La Storia*. Pour convaincre la RAI de s'associer à la production, il écrivit un « argument ». Quelques lignes qui ne résument ni ne réduisent le livre d'Elsa Morante, mais qui représentent, dans leur sécheresse et leur densité, l'adaptation rêvée d'un roman de 650 pages : « L'Histoire avec un grand H est vue à travers les yeux d'un enfant qui meurt à six ans parce que, dans le monde gouverné par les « grands événements historiques », il n'a pas trouvé de place. L'enfant Useppe est né par erreur, et le grand amour, désespéré et secret, de sa mère Ida ne suffit pas à le faire vivre. Sa naissance est emblématique. Fils d'une juive violée par un Allemand, sa vie se déroule entre des étreintes qui subissent la guerre, comme lui, qui vivent en temps de guerre sans la faire. »

Tout était dit. Et Comencini fit. Lui qui ne fut jamais que d'un seul parti, celui de l'enfance. Dont le premier long métrage, en 1948, *Proibito Rubare* (« Défense de voler »), était consacré aux fiers gamins du quartier napolitain, et qui fut le père de *Pinochio*, de l'*Incomprix*, d'*Eugenio*, des écoliers de *Cuore*.

Mais pour raconter Useppe, Luigi Comencini s'est bien gardé d'« illustrer » Morante. Il a réinventé, rêves compris, le destin de la pauvre Ida. Tous ses malheurs qui ne s'arrêtent pas. Le viol par un jeune soldat ivre de vin et de solitude. Une victime, comme elle. La naissance de l'enfant impossible, fruit de la peur et du chagrin. La maison est bombardée. Ida fuit. Elle a faim. Nino, son fils aîné, apparaît, parfois.

C'est la vitalité absolue, la jeunesse absolue, celle des appétits, des désordres, des viscéralités insouciantes. Tour à tour chemise noire et partisan, puis trafiquant, sans cesse d'être pur et infiniment vivant. Nino mourra, bien entendu. Lui que son petit frère adorait. Tout ce que Useppe adore, d'ailleurs, le trahit, le quitte, ou meurt. Alors, le petit garçon se laissera saisir par le mal, le haut mal, et mourra ainsi. On devra enlever son chien. On devra enlever sa mère...

Une scène, peut-être la plus belle. Les réfugiés ont tous quitté leur grand abri. Useppe est seul, blotti sous l'immense table. Il tient dans ses mains un disque, que lui a offert sa copine Caruli, fille-mère de douze ans. Ida entre, l'appelle. Le rejoint sous la table. Useppe, dans un élan de

confiance absolue, lui demande l'impossible. « Maman, fais-moi jouer le disque. — Mais il n'y a plus de phon ». « Alors, tu peux chanter ? » Ida chante la comptine accordée au paysage désolé de leurs vies, celle de la petite brebis que le loup va manger. Et la petite brebis, là, sous la table, le petit agneau du sacrifice dit seulement « Merci ».

Pas de phrases. Pas d'étreintes. Mais toute la tendresse du monde, toute la misère et l'impuissance du monde sont là, dans un refus admirable de l'excès, du pathos, du mélodrame, qui confère à *La Storia* la grandeur de l'ineffable.

La pudeur de cette tragédie d'un lyrisme austère est conta-

gieuse. Comme il est malséant de sangloter bruyamment devant une personne touchée par un deuil atroce et qui ne pleure pas, il faut, pour parler de *La Storia*, retenir les superlatifs, rester au plus près de l'humble désespoir d'Ida, au plus près des yeux sans fond d'Useppe.

### L'âme d'Ida

Dire que Claudia Cardinale ne répond pas un instant à la description physique qu'Elsa Morante fait de Ida : « Son corps plutôt sous-alimenté et de structure informe, à la poitrine flétrie et à la partie inférieure fâcheusement engraissée... », mais que, visage dénudé, beauté étouffée, la Card-

nale est Ida de toute son âme, et qu'on y croit.

Comme on croit à Andrea Spada (Useppe), à Antonio Degli Schiavi (Nino), à Lambert Wilson, à tous les autres.

Dire que le montage cinématographique de deux heures trente-trois minutes que Comencini a réalisé à partir des quatre heures et demie tournées pour la télévision est un peu asphyxiant pour causes d'ellipses inévitables, mais que rien n'est abandonné du contenu.

Dire que dans sa vigueur, sa rigueur, son incandescence émotionnelle, *La Storia* n'a rien d'un testament. C'est un film qui se mérite. Et que le voir rend meilleur...

DANIELE HEYMANN.

## Les aventures extraordinaires d'Elsa Morante

NÉE à Rome le 18 août 1912, sous le signe du Lion, elle avait presque jusqu'à la mort menti sur son âge. Comme pour conjurer la vieillesse, elle avait écrit, expliquait Elsa Morante, l'année qui précède sa mort, à son traducteur français, Jean-Noël Schifano, dans l'un des seuls entretiens qu'elle ait jamais accordés. A soixante ans, j'en paraissais trente-cinq. Je voulais être plus jeune encore, car je tombais amoureux... J'étais pourtant assez vieille, mais tout le monde croyait que j'étais jeune (1). Comme Iduzza, l'héroïne de *La Storia*, sa mère était institutrice ; le nom de son vrai père restait un mystère...

Enfance au Testaccio, un quartier populaire de Rome, où, avant même de savoir lire et écrire, elle invente des fables et des poèmes ; à treize ans, elle publie, dans des journaux pour enfants, des histoires qu'elle illustre elle-même, comme les *Extraordinaires Aventures de Caterina*, qui seront incluses dans son premier recueil de nouvelles, *El Gioco segreto*, publié en 1941. Son premier roman, *Mensonge et Sortilège*, remporte

le Prix Viareggio 1948 et lui donne d'emblée une place de premier plan dans la littérature italienne, rivalisant d'importance avec son mari, le très célèbre Alberto Moravia, qu'elle avait épousé le lundi de Pâques 1941...

Le Prix Strega, la plus haute distinction littéraire d'Italie, lui est décerné en 1957 pour *Il le d'Arturo*. En 1958, elle publie un recueil de poèmes, *Alibi*, et, en 1963, un superbe recueil de nouvelles, *Le Châle andalou* (dans lequel apparaît celui qu'elle tenait pour son premier récit, *le Voleur de lampes*), et en 1968 une longue complainte intitulée *Le Monde sauvé par les gamins* après le suicide du jeune homme qu'elle aimait, le peintre Bill Morrow ; ce poème, d'inspiration contestataire, annonce *La Storia*. Roman « populaire » qui s'en prend à l'Histoire en dépeignant « l'interminable assassinat » de ceux qui subissent, *La Storia* provoquera un véritable débat politique en Italie lors de sa parution en 1974, et cette vaste « saga d'innocence, de persécution et de mort » est reçue comme un des grands romans du siècle.

Comme une enfant scandalisée par la cruauté du monde, Elsa Morante, bien que — ou parce que — elle n'a jamais écrit d'autobiographie, est présente dans toute son œuvre. Jusque dans son dernier roman, *Araceli*, écrit après un long silence, et qui reprend le thème de la quête des parents, contée par Manuel, le fils homosexuel et drogué parti en Espagne vers le lieu natal de sa mère, idéalisé par l'enfant qu'il a été. Enfants qui obsédèrent toute sa vie Elsa Morante, qui n'en eut jamais...

Elle est morte le 25 novembre 1985, dans la clinique de Rome où elle demeurait depuis sa tentative de suicide deux ans plus tôt. Ce qu'elle nommait son « autoethnésie ».

NICOLE ZAND.

\* Œuvres d'Elsa Morante traduites en français : *Il le d'Arturo* (1963), *Le Châle andalou* (1967), *Mensonge et Sortilège* (1968), *La Storia* (1977), *Araceli* (Prix Médicis 1984), les *Extraordinaires Aventures de Caterina* (Folio Junior, 1986).

(1) « Le Monde des livres » du 23 novembre 1984.

VO/ PUBLICIS ELYSEES - REFLÉT MEDICIS LOGOS - FORUM ARC EN CIEL - 3 PARNASSIENS

PAUL NEWMAN  
DANS LE CHEF-D'ŒUVRE  
DE ROBERT ROSSEN

L'ARNAQUEUR

AVEC PIPER LAURIE ET GEORGE C. SCOTT

VERSION INTÉGRALE





Robe « Cyclone »  
collection  
automne-hiver  
1948

Milan vient de terminer son marathon de la mode et, calendrier obligatoire, c'est au tour de Paris. Ce 18 mars commencent les Journées du prêt-à-porter, organisées par la Chambre syndicale des couturiers et des créateurs, sous les trois chapiteaux installés dans la cour Carrée du Louvre. Pendant une semaine, jusqu'au 25 mars, se bousculera la foule la plus cosmopolite, avec prédominance de Japonais, suivis de près par les Italiens et par pas mal d'Américains, malgré la crainte des bombes. De toute façon, tout le monde parle anglais.

A l'exception de quelques personnalités privilégiées, clientes éventuelles — femmes de ministres, d'ambassadeurs, — pour raison de sécurité les touristes chargés d'assurer le folklore sont de moins en moins invités.

Quoi qu'il en soit, le folklore tient à la manifestation même, à la bousculade entre professionnels affairés, de plus en plus affairés, car chaque année le nombre de présentations augmente. Les chapiteaux

## Le printemps de Milan

n'y suffisent plus. On reçoit chez soi, on investit la cour vitrée des Beaux-Arts, la Bourse du commerce, l'Automobile-Club, les halls de théâtre. La Fédération du prêt-à-porter féminin établit, de son côté, un agenda de défilés. De plus, cette année, deux chapiteaux sont plantés aux Tuileries du 21 au 25 mars. Comme au moment des Salons, les boutiques, les jeunes créateurs, exposent vêtements et accessoires.

### Hommage à Christian Dior

## Les béguins de Monsieur

EN inventant le jersey, Coco Chanel libéra le corps de la femme. En inventant le « new-look », Christian Dior lui rendit ses formes. 1914 : la quakeresse auvergnate voit dans les chapeaux à plumes, les broderies, les chichis et les froufrous les derniers reflets d'un style baroque où l'ornement tue la ligne. Elle transforme le luxe en dépouillement. A la femme « monument » succède la femme « active ». 1947 : à la femme-soldat, carrée comme un boxeur, succède la femme-fleur. L'époque des restrictions se termine, emportant avec elle la combinaison pour abris, le pardessus vague sous lequel on accumulait des tricotés, les jupes-culottes et les semelles de bois articulées.

Schiaparelli organise un « Bal des couleurs », et Jacques Fath reçoit ses amis dans son château de Corbeville pour des soirées hollywoodiennes. « La naissance de la maison Dior profita de cette vague d'optimisme », écrit le couturier dans ses *Mémoires* (1) : « Après tant d'années de vagabondages, lassé de ne fréquenter que peintres et poètes, la couture souhaitait revenir au bercail. » Le 12 février 1947, dans son salon néo-Louis XVI garni d'applications de bronze et de petits abat-jour de soie, l'élève de Piquet présente sa première collection : quatre-vingt-dix modèles dont les épaules fuyantes, la taille étroite, annoncent le retour au seyant, au joli, à la couture « bien cousue ».

« Très vite, les journaux, le service des ventes, m'apprirent que, comme M. Jourdain faisait de la prose, j'avais fait du Dior sans le savoir », raconte celui qui apprit la mode en décalquant des figurines dans des magazines. Les femmes, avec leur instinct si sûr, ont dû comprendre que je rêvais

de les rendre non seulement plus belles mais plus heureuses. Leur faveur fut ma récompense. » Ce Normand au look de conseiller de la Cour des comptes, épris de ragouts mijotés et de jardins de curé, baptisa ses premières robes « Amour », « Tendresse », « Corolle », « Bonheur ». De « Chérie », un modèle qu'il affectionnait particulièrement, il disait : « Il faisait une gorge de nymphe, une taille de sylphide et déployait dans l'immense éventail de sa jupe aux mille plis 80 mètres de faille blanche... »

Une légende est née. A Chicago et à Los Angeles, le couturier est accueilli par « des dames mi-suffragettes, mi-femmes de ménage », toutes ennemies de la poitrine libre, des hanches marquées et des jupes tourbillonnantes. Mais les chiffres sont là : en 1954, la maison Dior occupe cinq immeubles, regroupe vingt-huit ateliers. Huit sociétés et seize firmes concessionnaires font rayonner sa griffe. Le Grandvillain reploie et timide, toujours habillé aux couleurs neutres d'un Parisien de Passy, est devenu un homme d'affaires avisé. Il crée un service de luxe contre la copie dès 1948, lance deux parfums (« Miss Dior » et « Diorama »), inaugure un système de licences et requiert Gruau comme illustrateur. Dior ne propose pas la mode. Il fait mieux : il l'impose. Il est le premier à donner un nom aux collections : ligne « Envol et zigzag » en 1948, « Trompe-l'œil », en 1949, verticales en 1950 dont les plis en biais, les gants intégrés à la robe, transforment les femmes en oiseaux immortalisés par Irving Penn ; ligne longue et ovale en 1951, marquée par une taille qui commence sous les omoplates...

Puis, dans son « bureau de rêveries », Dior invente la mode-alphabet : ligne H en 1954, dite « flat look », ligne A en 1955 aux épaules rétrécies et aux robes triangulaires, ligne Y en 1955, que dessinent les tuniques évasées et les décolletés en pointe. Adulté, Dior joue de son charisme avec insolence. En 1951, à une journa-

liste qui lui demande de « prédire » l'hiver, il répond : « Les femmes porteront leurs cuisses sur leurs épaules ! » Chaque saison, vingt-cinq mille personnes (journalistes, acheteurs, touristes) se bousculent, d'après ses comptes, pour assister à des défilés qui durent deux heures et découvrir les derniers béguins de Monsieur. En 1953, l'aisance respirante de la ligne « Tulipe » est théâtralisée par une robe du soir « Desdémone », un ensemble à danser « Historiette », un tailleur en sarah « Glycine »...

### Rêver d'être « un bon faiseur »

C'est à ce couturier-culte, qui rêvait d'être avant tout « un bon faiseur », que le Musée des arts de la mode rend hommage. Elisabeth Flory, chargée de recherche au Musée des arts et du costume, présente ici ses dix dernières années de création illustrées par

toute une série de photos (signées Avedon, Cecil Beaton, Henri Clarke, Horst, Willy Maywald, Arthur Penn...), des illustrations de Gruau, de Bérard, des croquis originaux de Dior, ses maquettes pour le théâtre, mais surtout cent cinquante-quatre modèles prêtés par la maison Dior ou par des clientes riches et soignées telles la duchesse de Windsor, la baronne de Rothschild — pour qui Dior dessina un costume de bergère à l'occasion d'un bal véralien... — mesdames Olivia De Havilland, Genevieve Page (la filleule du couturier). Tradition du goût oblige, les mannequins sont posés sur les célèbres cartons blancs de la maison de l'avenue Montaigne...

Quarante ans après le new-look, le mythe Dior ne s'est pas évanoui. Avec une tendresse qui n'exclut pas l'humour — « à dix-huit ans, il était un jeune homme doué

pour les arts comme on dit, c'est-à-dire pour aucun en particulier » — dans un livre-album riche de cinq cents photographies qui paraît aux Editions du Regard (2), Françoise Giroud raconte l'épopée de ce bourgeois normand avide de modernité : il ouvrit à New-York la première maison de prêt-à-porter de luxe, inventa la robe du crépuscule « mi-longue, mi-courte », la peignée multiple, le collier de chien et les fentes en trompe-l'œil...

Quelques chiffres encore. En 1985, le logo Christian Dior, qui s'appuie sur environ trois cents licences, a traité un chiffre d'affaires de plus de 3 milliards et demi de francs. Dior-Parfums, société regroupée depuis 1968 dans le groupe Most-Hennessy, produit 225 000 articles par jour, qu'elle diffuse dans cinquante-huit pays. Si « Poison » envahit le monde (un best-seller aux Etats-Unis), « Miss Dior » fait partie des parfums les plus vendus.

Étalée sur 1 600 m<sup>2</sup>, la nouvelle boutique, en travaux depuis dix-huit mois, dévoile ce mois-ci son visage : une sorte d'immense *specialty-shop* néo-classique, où les colonnades de stuc, le dallage de marbre, côtoient les mannequins-sculptures et les chaises Louis XVI blanches et grises. « Du Dior revisité », dit Marc Bohan, qui, depuis 1960, assure la direction artistique de la maison, la création des collections haute couture et de prêt-à-porter (lancé en 1967).

### Evolution

Les temps ont changé. Une robe du soir exige encore 80 à 100 heures de travail, alors que les petites mains n'occupent plus que quatre ateliers au lieu de vingt-trois. Il paraît que c'est déjà beaucoup : la maison vend mille cinq cents pièces par an (le tailleur sur mesure atteint les 70 000 F).

Les mentalités, elles aussi, ont évolué. Christian Dior avait toujours dans sa collection un modèle « Bobby », du nom de son chien. Il aimait se recueillir au moulin

de Coudret, où il fabriquait de la liqueur de framboise. Marc Bohan se fait photographier par Bettina Rheims devant le musée d'Orsay, expose à la galerie Procanum ses dessins de costumes partis à 5 000 F et 10 000 F, envoie ses premières mains à Bahrein, habille Caroline de Monaco, M<sup>me</sup> Pompidou, Sylvie Vartan, imagine pour le dernier spectacle de Johnny Hallyday un habit lamé argent façon serpent... Il dit : « Dior était très français, il faisait plus de robes... Je joue moins sur le charme que sur la sophistication. Je suis plus strict. J'aime les vêtements d'homme, les tailleurs... »

La mode, qui, en 1987, est redevenue plus formaliste, plus féminine, leur fournit une excellente occasion de se retrouver. « Si l'il n'y avait pas eu du new-look dans l'air, je ne l'aurais pas repris cette année... »

### LAURENCE BENAIM

\* Exposition « Hommage à Christian Dior, 1947-1957 ». Musée des arts de la mode ; 109, rue de Rivoli, 75001 Paris ; tél. : 42-60-32-14. Du 22 mars au 4 octobre.

(1) Christian Dior et moi. Bibliothèque des Arts et Métiers, 1956.

(2) Christian Dior, par Françoise Giroud. Editions du Regard, 360 p., 850 F.

### GALERIE PROTÉE

**JAN MEIJER**

Jusqu'au 2 avril 1987  
38, rue de Seine, 75006 PARIS  
Tél. : 43-25-21-95

### « Le Bel Héritage »

500 ŒUVRES  
RÉTROSPECTIVE  
**STEINLEN**

DU 19 MARS  
AU 31 MAI

CENTRE DES EXPOSITIONS, 93100 MONTREUIL  
Métro : MAIRIE DE MONTREUIL - SORTIE DIRECTE

GALERIE CLAUDE BERNARD  
7-9, rue des Beaux-Arts, 75006 PARIS  
Tél. 43-26-97-07

**Roel D'HAESE**

Sculptures et dessins

6 mars - 18 avril

ECOLE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS  
11, rue Malherbe (6<sup>e</sup>) - 42-60-34-57

**MATISSE**  
le rythme et la ligne

avec la participation exceptionnelle de la Bibliothèque nationale  
Conçu et réalisé par Jacqueline et Maurice GUILLAUD  
T.l.j. de 10 h à 19 h - Nocturne mercredi jusqu'à 22 h - Du 25 février au 10 mai

### GALERIE SUISSE DE PARIS

17, rue Saint-Sulpice, Paris (6<sup>e</sup>)  
Tél. : 46-33-76-58

**DAVANZO**  
peintures

BOUQUIN 4 JUILLET 1987

### GALERIE DES ORFÈVRES

61, quai des Orfèvres - Paris  
23, place Dauphine - Tél. (1) 43-26-81-30

**YAN**

Jusqu'au 28 mars

### INSTITUT NEERLANDAIS

121, rue de Lille, Paris 7<sup>e</sup>

**L'ARTISTE ET SON DESSEIN**

Dessins de dix artistes contemporains des Pays-Bas

26 FÉVRIER - 26 AVRIL

T.L.J. de 10 h à 19 h - Tél. : 47-05-85-99 - entrée libre

**AUBERVILLIERS**

**GROUPE TSE**

**LE JEU DE L'AMOUR ET DU HASARD**

MARIVAUX

Mise en scène : Alfredo ARIAS

**THEATRE DE LA COMMUNE**

Location : 48.34.67.67 et FNAC

مكتبة الأصيل



# de la mode à Paris

Milan, Paris, Londres, New-York, Tokyo, constituent le grand axe traditionnel, avec les mêmes stars qui, sautant d'une capitale à l'autre, en assurent le prestige, comme les divas courent du palais Garnier à la Scala en passant par le Met. Cela n'empêche pas les autres théâtres lyriques de vivre. Les Français travaillent pour les Italiens, les Italiens ouvrent des boutiques à Paris. Le monde de l'Est - l'URSS et la Chine s'y mettent - rêve

sur les mêmes fanfreluches, s'habille avec les mêmes jeans.

La mode est sortie de la pure frivolité et de la stricte économie. Elle est entrée dans le domaine artistique sous le ministère de Jack Lang, et François Léotard prend la suite avec son secrétaire d'Etat, Philippe de Villiers. Il visite le 23 mars l'exposition « Costume, Couture », au Musée d'Orsay, à l'occasion des Journées du prêt-à-porter. La maison Christian Dior célèbre le quarantième anniversaire de sa naissance, qui est aussi l'avènement de la mode contemporaine, dans sa conception et sa pratique.

Paris sera toujours Paris, centre historique de la mode, un centre que l'on voudrait voir rester actif, ouvert à ceux qui arrivent, inventent, précèdent, entraînent - quand il s'agit de mode, c'est la moindre des choses.

C. G.

Un entretien avec Marc Audibert

## La modernité vient de la rue

LES stylistes de la génération « baby boom », ceux qui ont bouleversé la conception même de la mode - comme la nouvelle vague a modifié l'histoire du cinéma - ceux qui ont changé l'image de la rue, qui ont inventé la notion de look et l'ont médiatisée, théâtralisée, ceux-là ne sont plus tout à fait les jeunes loups qui contestaient les raideurs de la couture. A leur tour, ils sont devenus des stars. Et maintenant, voici les nouveaux jeunes. Ce n'est pas tant une question de date de naissance que de date d'arrivée sur le marché. Ils ont appris leur métier sur le tas ou dans des écoles, ou les deux, chez leurs aînés, dans des bureaux de style, des grands magasins, avec les Japonais, avec les Italiens... Ils ont travaillé anonymement et à force ils se sont fait un nom, une griffe. Ils sont là, il faut compter avec eux.

Ainsi de Marc Audibert, trente-cinq ans, dix ans d'Italie, quatre ans de France à part entière, les jupes glabres, la silhouette frêle, le sourire aseptisé, les gestes repliés d'un enfant introverti. Il est de ceux qui montent, sans cesse pour autant de se ronger. Marc Audibert est un solitaire. Il dessine des harmonies de volumes étirés, des formes longilignes qui semblent d'une seule pièce et s'ouvrent, se déploient comme des ailes, se collent aux corps et en suivent les mouvements. Comme un alchimiste, il étudie les mélanges de matières naturelles et artificielles qui retrouveront la souple élasticité de la vie.

On ne peut changer le vêtement, dit-il, qu'en changeant le matériau. Sinon, on reproduit les mêmes formes, obligatoirement. On s'habille toujours de la même manière, on invente seulement des variations, on fait plus long, moins large, on s'inspire de l'écritisme russe ou oriental, de Hollywood, d'est ce que ça change, tout a déjà été fait. La modernité vient de la rue. Le premier vêtement dit « moderne » est la veste d'homme, créée en 1780, en Angleterre.

d'après la livrée de garçon d'écurie. Le premier détournement d'un habit de travail, en somme.

Regardez la rue, vous y voyez des jeans, des joggings, ça veut dire le confort des mouvements, quelque chose de souple, qui suit le corps, que l'on passe facilement, rapidement. C'est ça qu'il faut retrouver. J'ai été frappé par une réflexion d'Yves Saint Laurent qui regrettait de ne pas avoir inventé le jean... Moi je fais des vêtements avec une seule

« Ma préoccupation, ce n'est pas assortir une toque de vision à une mini-jupe, c'est la mise au point de matériaux qui permettent des formes nouvelles. Le travail est long, donc il coûte cher. De plus, en France, on se méfie des innovations et des gens nouveaux, alors qu'on pourrait aller plus loin que les Japonais. Je possède des échantillons de tissus synthétiques qui datent de la guerre : ils ont un toucher fabuleux. Alors qu'aujourd'hui, en

point le tissu, tôt ou tard, quand il en aurait eu besoin.

Je ne dis pas du tout : la couture est anachronique, elle est une expression périmée. Mais elle disparaît, c'est un fait. Les noms les plus connus ne sont pas toujours ceux qui vendent le plus. Leur clientèle a tellement changé, quelques milliardaires qui veulent s'éclater achètent pour acheter... Qu'est-elle devenue, la couture ? Une image. Elle a été un business, a vécu de ses modèles, elle vit de ses parfums. C'est artificiel. Qu'est-ce qui se vend ou ne se vend pas, qui vend ou ne vend pas ? Ça fait partie du malaise, mais on n'en parle pas.

Le problème fausse l'analyse. Quand je lis dans des journaux professionnels la liste des créateurs donnés par les boutiques - quelques choses comme le Top 50 de la mode - j'ai envie de rire. Ils citent Mugler, Aline, Audibert, pourquoi pas, alors que la plupart du temps ils ne les ont même pas en magasin. C'est truqué, tronqué.

En Italie, les stylistes sont soutenus par les fabricants. Aux Etats-Unis, la mode est étroitement liée à l'industrie. Il y a un défilé énorme, et la clientèle est cibée avec précision. Si on arrive à bien cibler, on est pris en charge, et c'est le grand succès.

En Suisse, quand ils ont vu arriver les tissus d'Orient, ils se sont regroupés, ont lancé des promotions communes et sont repartis. En France, chacun joue au dernier des Molécules et ça ne sert à rien d'autre qu'à mourir doucement. Les journalistes sont devenus le seul lien entre le public et nous. En même temps, ils forment écran. Nous nous réfléchons les uns les autres. Ils cultivent la vedette, sortent des modèles parce que ça fait une belle photo, et après ? Qu'est-ce que ça donne, qu'est-ce que ça transmet ?

La solution, je ne la connais pas. Que je le veuille ou non, je fais partie de ce système. Une chose est sûre : il faut vendre.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.



Marc Audibert : « Venez en me pas vendre »

couture, qui d'eux-mêmes s'adaptent aux corps, des robes qu'on endosse comme un T-shirt.

### Des tissus fabuleux

Naturellement, il faut savoir retravailler l'interprétation artistique ! Les robes de Marc Audibert ne ressemblent absolument pas à des T-shirts, mais plutôt à ces tuniques égyptiennes qui, sur les documents, semblent à la fois épouser et sculpter les gracieuses silhouettes des princesses. Mais l'important c'est que ce soit possible, et c'est le résultat d'un long travail minutieux d'exigences souvent refusées :

dépit des progrès techniques, ils sont repoussants. On manque de teinturiers, de finisseurs. C'est grave, un pays qui perd son artisanat. Les Italiens ont installé leurs usines dans des centres où existait déjà une main-d'œuvre spécialisée, et ils n'ont pas eu de mal à fabriquer industriellement, donc moins cher, des produits de qualité.

En France, quand vous arrivez à faire fabriquer un tissu, vous le payez au prix fort. Le fabricant l'utilise et ne vous verse pas de royalties. Il vous dit seulement que, de toute façon, puisqu'il est spécialisé dans le maillot de bain, il aurait mis au



Ligne jeune d'Armani hiver 1987/1988

## Insolente Italie

« L'ARGO ? larghissimo. Lungo ? lunghissimo. Ma anche strettissimo... »

« cortissimo (1) », dit le communiqué de presse de Krizia, reflétant ou ne peut mieux l'esprit des collections du prêt-à-porter féminin automne-hiver 1987-1988 à Milan. Du 6 au 12 mars, acheteurs et journalistes de mode ne savaient plus où donner de la tête, et, devant le manque d'homogénéité des propositions, il y eut un petit vent de panique. Par exemple chez Krizia : tout commençait bien, avec une silhouette longue, fine et souple, enveloppée dans de doux moulins, des velours et jersys tantôt moulants, tantôt suivant pudiquement, de loin, le corps. Marrons glacés et terres cuites, ors étincelants du soir, accentuaient le sens du confort raffiné, interrompu brutalement par la gousille de quelques mini-jupes, très mini, en dentelle transparente, mariées à de longues vestes en velours de soie damassée lie-de-vin, vert bouteille, indigo.

Moschino fait n'importe quoi avec insolence, cela plaît à beaucoup et énerve les bien-pensants. Cette fois-ci, dans son *Inventaire Imaginaire* (titre de sa collection), les robes à panier épousent les blousons en cuir, les bloomers pur style 1950, les vestes à fausses allures Chanel. Une vraie toque de cuisinier décontractée sans doute votre petite robe noire, madame. Tout à l'opposé, Armani reste fidèle à son raffinement classique, à ses demi-toilettes lumineuses, aux petits imprimés superposés. Les lignes fluides et essentielles affinent encore la silhouette typique Armani (collection femme). Pour la ligne jeune, après les tableaux géants, présents depuis quelques années sur les murs de Milan, Armani vient de lancer un spot publicitaire réalisé par Martin Scorsese. La jupe portefeuille, le grand châle, le pantalon droit, large et à pinces, le gilet court porté sur la peau ou

sur un chemisier à col plat et surtout l'ourlet à effet « retroussé vers l'intérieur » sont quelques constantes des deux collections.

Gigli est la nouvelle coqueluche du branché-mode-milanaise, son énorme succès s'expliquerait par le ras-le-bol du style « femme d'affaires, femme d'argent » de ces dernières années. Il dessine une silhouette douce, presque humble, faussement pauvre, de jeune fille éthérée aux formes d'amphore. Ses couleurs sont éteintes, terreuses. Quelques bourgeois et quelques myrtilles osent à peine se montrer.

Magistralement sophistiquée par l'extrême pureté des lignes, par les contrastes inhabituels, est la collection de Gian Franco Ferré. Architecte de formation, ce styliste construit en dépouillant : « Plus la ligne est pure, plus le langage se fie à la décoration ». La collection Ferré garde un air « haute couture ». « Couture » est le mot du jour à Milan, car, à côté de maisons comme Lancetti ou André Laug de Rome, qui représentent la tradition du fameux *italian style* et n'ont jamais abandonné ce type de production, les Milanais du plus récent *made in Italy* commencent à s'y intéresser et à introduire dans leurs collections de prêt-à-porter des modèles sur mesure.

LUMI RUSNAC.

(1) « Largo ? très large. Long ? très long. Mais aussi très étroit... et très court ».

**Any teacher so American**

Vous préparez un voyage à l'étranger ? Vous voulez apprendre l'anglais ? Vous voulez apprendre l'espagnol ? Vous voulez apprendre le français ? Vous voulez apprendre l'italien ? Vous voulez apprendre l'allemand ? Vous voulez apprendre le japonais ? Vous voulez apprendre le russe ? Vous voulez apprendre le chinois ? Vous voulez apprendre le coréen ? Vous voulez apprendre le vietnamien ? Vous voulez apprendre le thaïlandais ? Vous voulez apprendre le vietnamien ? Vous voulez apprendre le thaïlandais ?

**AMERICAN CENTER**

281, bd Raspail - 75014 Paris  
Tél. : 42 49 30 80

**CRETEIL**

du 3 au 25 mars 1987

**LES MAINS SALES**

de Jean-Paul Sartre

Mise en scène : Pierre-Etienne Heymann

Tél. : 48 99 94 50

Métro : Créteil-Préfecture

LES AMIS DE BERNARD LAZARE

Invitent Jean-Denis Breffin

« L'affaire » dans la vie et la pensée de Bernard Lazare.

Jean-Marie Delmas

Séminaire théorique de Bernard Lazare et ses implications en Europe centrale.

Pascal Ory

Bernard Lazare est-il l'Intellectuel type ?

à travers un portrait de Bernard Lazare contemporain

Jeudi 19 mars à 20 h 15

Carole Bernard Lazare

11, rue St-Claude 75003

THEATRE 14 JEAN-MARIE SERREAU 45.45.49.77

**VERA BAXTER**

MARGUERITE DURAS

Martine Pascal tragique, saisissante, Jean-Pierre Jorris singulier et fort : un beau duo. P. Maréchal. LE FIGARO. La scène entre Martine Pascal et Laurence Roy est admirable. J.P. Lecondrai. L'HUMANITE. C'est incroyable la tension qui s'installe. L'incandescence de la vérité. C. Godard. L'EMOION. Le travail de mise en scène de Jean-Claude Amyl ressemble à la belle rigueur de la pierre et de la musique. Quelque chose de Racine, Jean Racine... E. Kraemer. L'EVENEMENT DU JEU. L'un des plus beaux chants amoureux de Marguerite Duras. Un spectacle parfait. G. Costaz. LE MATIN.

PROLONGATIONS JUSQU'AU 12 AVRIL

DU 10 AU 22 MARS

la grande halle la Villette

salle Boris Vian

**La Gomme**

de CLAUDE et FRANÇOIS BARTHELEMY

avec Yann COLLETTE, Lucilla GALEAZZI, Klaus HEITZ, Kiki PICASSO et J.C. BONFANTI

Fondation FNAC

Location : 3 FNAC

et 42 49 30 80

Métro : Porte de la Villette

THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE

CENTRE GEORGES POMPIDOU

présentent

**Cité**

Chorégraphie Jean-Marc MATOS

18, 19, 20, 21 mars 87 à 20h30

dimanche 22 mars à 16h

Centre Georges Pompidou Grande Salle

RESERVATIONS

42.74.44.22 42.74.42.19



## EXPOSITIONS

## Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

**JULIAN SCHENKEL, RICHARD BAQUET, MARCEL ODENRACH.** Galeries contemporaines du MNAM. Jusqu'au 22 mars.

**KOKOSCHKA.** Dessins de 1906 à 1926. Salle d'art graphique (4e étage). Jusqu'au 22 mars.

**PARLEZ-VOUS FRANÇAIS ?** Galerie de la BPL. Jusqu'au 11 mai.

**LE JAGUAR DE DARTWOOD,** de Gille Giers (sauf mardi et dimanche). Atelier des enfants. Rest-de-chaussée. Jusqu'au 22 mars.

**HANS HOLLEIN.** Rétrospective d'architecture des années 1950 à nos jours. CCL. Jusqu'au 8 juin.

## Musées

**LUMIÈRES DU NORD :** La peinture occidentale (1885-1985). Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-65-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h à 40. Jusqu'au 17 mai.

**LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE,** photographes en relief. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-56-09-24). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 25 mai.

**COSTUME-COUTURE.** Galeries nationales du Grand Palais (42-56-09-24). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F, 18 F le samedi. Jusqu'au 15 juin.

**SURLEYRAS (1699-1749).** Musée du Luxembourg, rue de Valenciennes (42-34-25-55). Sauf lundi, de 10 h à 18 h ; le jeudi, nocturne jusqu'à 22 h. Jusqu'au 26 avril. (Entrée gratuite le 19 mars, de 11 h à 22 h.)

**LES DOSSIERS DU MUSÉE D'ORSAY.** La vie de bohème ; L'œuvre de l'Opéra ; La carrière de l'architecte en dix-septième siècle ; L'industrie Thosot : Stars et monstres sacrés ; Autour d'une sculpture de Maillat. Musée d'Orsay, 1, rue de la Boétie (45-49-11-11). Sauf lundi,

de 10 h 30 à 18 h ; le jeudi, nocturne jusqu'à 21 h à 45 ; le dimanche de 9 h à 18 h. Entrée 21 F.

**DOMELA.** Soixante-cinq ans d'abstraction. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 17 h 30 ; le mardi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 mai.

**LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS.** Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 26 avril.

**DAN GRAHAM, SOL LEWITT, VLADIMIR SHOMA.** ARC Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 19 avril.

**IAN SAUDEK.** Photographies 1953-1966. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 10 mai.

**L'ARCHE DE NOË.** Jusqu'au 3 mai. **LES ACQUISITIONS DES XVII<sup>e</sup> ET XIX<sup>e</sup> SIÈCLES.** Jusqu'au 22 mars. **DANIEL BUREN.** Comme Usus. Situation 2. Jusqu'au 26 avril. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; dimanche de 11 h à 18 h.

**DESSINS FRANÇAIS DU DÉBUT DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE DE WATTEAU A LEMOYNE.** Musée du Louvre, Pavillon de Flore (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.

**« L'ILLUSTRATION », UN SIÈCLE DE VIE PARISIENNE.** Jusqu'au 26 avril ; **BODOLPHE HAMMADI.** De marches en escaliers. Jusqu'au 17 mai. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-15). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40.

**REMBRANDT, les étapes de la création.** Galeries Mazarine et Mazarin. Tous les jours, de 10 h à 19 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 3 mai.

**SIX PEINTRES TUNISIENS CONTEMPORAINS.** Musée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 20. Jusqu'au 23 mars.

**LE TRÉSOR DE GARONNE.** IP siècle après Jésus-Christ. Des monnaies dans la Gironde. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (43-29-12-48). Sauf dimanche, de 11 h à 17 h. Jusqu'au 30 mars.

**HERMES.** Musée de la Publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 23 mars.

**VOYAGEURS. EN DÉLIRE.** Sculptures de Anguena ; Balairat ; De Elber ; Peyrel. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). Jusqu'au 17 mai.

**GRAFFITI MARINS DU VAL DE SEINE.** Musée de la marine, palais de Chaillot (45-53-31-70). Sauf mardi et jours fériés, de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 avril.

## Centres culturels

**MATISSE.** Le rythme et la ligne. École nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-57). Tous les jours de 10 h à 19 h. Jusqu'au 10 mai.

**ISTANBUL, LUMIÈRES SUR LA VILLE.** Mémorial à travers l'architecture turque. École nationale supérieure des beaux-arts, Chapelle des Petits-Augustins, 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). Sauf mardi et le 20 avril, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 3 mai.

**MYTHOS BERLIN (Concept).** Goethe Institut, 17, avenue d'Éna (47-33-61-21). Sauf sam. et dim., de 10 h à 20 h. Jusqu'au 8 avril.

**RAFAEL CANOGAR.** Rétrospective 1949-1967. Paris Art Center, 36, rue Falguère (43-22-39-47). Jusqu'au 30 avril.

**WEEGEE.** New-York 1936-1960. Espace photographique de Paris, 4 à 8, Grande-Galerie (42-86-87-89). Jusqu'au 11 avril.

**PREMIERS TEMPS CHRÉTIENS EN GAULE MÉRIDIONALE.** III<sup>e</sup>-VII<sup>e</sup> siècles. Pavillon des arts. Les Halles. Terrasse Rambuteau. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 23 juin.

**BOON REUSEWITZ.** Essai-Forces ; **SVEN-ERIK JOHANSSON.** Centre culturel suédois, hôtel de Marie, 11, rue Payenne (42-71-82-20). De lundi au vendredi de 12 h à 18 h ; samedi et dimanche de 14 h à 19 h. Jusqu'au 8 avril.

**TABLEAUX FLAMANDS ET HOLLANDAIS DU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE QUIMPE.** Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). Sauf lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 26 avril.

**MIRIAM CARN.** Centre culturel suisse. Salle des arbalétriers, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). Jusqu'au 26 avril.

**FICHA.** Centre Wallonie-Bruxelles, 7, rue de Valenciennes (42-71-26-16). Jusqu'au 8 juin.

**NEGROPOL.** L'usage des Noirs dans la publicité depuis un siècle. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Figuier (42-78-14-60). Sauf dimanche et lundi, de 13 h 30 à 20 heures. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 mars.

**ABSTRACTIONS AUX ROYAUMES DES KURAS.** Fondation Duperre, 50, avenue Victor-Lemoine (45-00-01-50). Sauf dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 16 mai.

**L'ARTISTE ET SON DESSIN.** Institut d'archéologie, 121, rue de Lille (47-05-85-99). Tous les jours, sauf lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 26 avril.

**R.E. GILLET.** Rétrospective. Centre national des arts plastiques, 11, rue Barye (45-63-90-55). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 19 avril.

**JONHAGGE A TEL-AVIV.** Musée du XVI<sup>e</sup> siècle, 71, av. Henri-Martin. Sauf le dimanche, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 3 avril.

## Galeries

**UNION DES ARTISTES MODERNES (UAM).** Exposition autour d'un Bre. Galerie Via, 1, rue Sainte-Opportune (42-33-14-33). Jusqu'au 11 avril.

**BAUDOUIN LENOIR.** 13 années d'œuvres à 13 exemplaires. Bandois Lebon,

34, rue des Archives (42-72-09-10). Tous les jours, sauf le samedi de 10 h à 19 h. Jusqu'au 28 mars.

**LE TRAVAIL DU PAPIER.** Galerie Charles-Sablon, 21, av. du Maine (45-48-10-48). Sauf dimanche et lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 28 mars.

**CARTE BLANCHE A ANNE DAG-BERT.** « Narrative mon amour ». Galerie Bercovy-Fagier, 27, rue de Charonne (48-07-07-79). Jusqu'au 18 avril.

**UNION DES ARTISTES MODERNES.** Galerie Nickel-Ordon, 5, rue Casimir-Delavigne (46-34-79-92). Jusqu'au 11 avril.

**FAYAGES CONTEMPORAINS.** Galerie Icy Brachot, 25, rue Godefroid (43-54-22-40). Jusqu'au 2 mai.

**HENRI FOUCAULT, MARIE-HELENE POUPART.** Galerie Nikki Daux Marquardt, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 4 avril.

**PAPIER A LA UNE.** J.-P. Bourguet, J.-L. Gélis, C. Lagoutte, T. Seillé, P. Valadier. Galerie 91, rue Quincampoix (42-71-84-19). Jusqu'au 3 avril.

**CORPS ÉTRANGERS.** Bruce Nauman, Genta Pissin, Niki Tavel. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Du 21 mars au 22 avril.

**JUDITH BARTOLANI.** Sculptures. Galerie Bariloch Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 11 mars.

**RENÉ BERTHOLO.** Galerie Lucien Durand, 19, rue Mazarine. Jusqu'au 4 avril.

**BYOTO.** Gravures. Galerie Adrien Maeght, 42, rue de Bea (45-48-45-15). Jusqu'au 7 avril.

**JEAN-PAUL CHAMBRAS.** Épouse de la Mémoriale. Galerie Krief-Raymond, 30, rue Mazarine (43-29-32-37). Jusqu'au 31 mai.

**HENRI CHOPIN.** Galerie Brigitte Scheide, 44, rue des Tournelles (42-77-96-74). Jusqu'au 10 avril.

**CÉSAR COPONE.** Galerie Franka Bariloch, 44, rue Saint-Sabin (43-35-31-93). Jusqu'au 24 mars.

**ROEL D'HAESSE.** Sculptures et dessins. Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts (43-26-97-07). Jusqu'au 18 avril.

**JOE DECOCK.** Galerie Eolia, 10, rue de Seine (43-26-36-54). Jusqu'au 4 avril.

**BERNARD DUFOUR.** Peintures abstraites de 1954 à 1959. Galerie J. Barbier, 19, rue Godefroid (46-33-92-98). Jusqu'au 4 avril ; Le surplément de la figure. Galerie A. Leob, 12, rue des Beaux-Arts (47-33-06-87). Jusqu'au 4 avril ; Le Prédit. Galerie Bonabour, 23, rue de Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 27 mars.

**RUPERT GARCIA.** Galerie Claude Sammel, 18, place des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au 4 avril.

**JACQUES HEROLD.** Galerie Pindon-Tighe, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 30 avril.

**PETER JOSEPH.** Peintures récentes. Galerie Gilles-Lucas, 37, rue de la Temples (42-78-11-71). Jusqu'au 28 mars.

**MICHELLE KNOHAUCHE.** Galerie Blum, 52-54, rue de la Temples (42-72-39-84). Jusqu'au 18 avril.

**BERND KOBELING.** Galerie Christiane Chassagnon, 30, rue de la Boétie (45-63-36-06). Du mardi au vendredi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 31 mars.

**JOHN FRANKLIN KOENIG.** Galerie Bonaldi, 20, rue Bonaparte (43-26-56-79). Jusqu'au 11 avril. Galerie Erval, 16, rue de Seine (43-54-73-49).

**JEAN-MARIE KRAUTH.** Galerie Bana, 40, rue Orléans (42-73-37-87). Jusqu'au 17 mars.

**JEAN-FRANÇOIS LACALMONTE.** Galerie Suzanne Bourdonna, 42-36-44-36). Jusqu'au 11 avril.

**MICHEL LECHNER.** Travaux récents sur crayons, encre de Japon et aquarelle.

Galerie Jeanne-Bucher, 53, rue de Seine (43-26-22-32). Jusqu'au 4 avril.

**BERNARD LOUEDIN.** Galerie M. Broutin, 31, rue des Berges (45-77-93-71). Jusqu'au 5 avril.

**URS LUTHE.** Galerie Stadler, 31, rue de Seine (43-26-92-20). Jusqu'au 18 avril.

**ELISABETH MERCIER.** Galerie Marie-Paccard, 3, rue Jacques-Caillet (40-46-03-08). Jusqu'au 4 avril.

**TAKASHI NARAHARA.** Galerie D. René, 196, boulevard Saint-Germain. Jusqu'au 31 avril.

**PIERRE NYVILLIET.** Galerie Regard, 11, rue des Blancs-Manteaux (32-77-19-61). Jusqu'au 11 avril.

**XAVIER ORLACH.** Galerie Nani-Stern, 25, avenue de Tourville (47-05-08-46). Jusqu'au 11 avril.

**PAGES.** Sculptures. Galerie Margite Lehou, 13, rue de Tiliou (45-63-13-19). Du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18 h ; samedi de 14 h à 19 h. Jusqu'au 31 mars.

**MALGORZATA PASZKO.** Galerie Claire-Burros, 30-32, rue de Lappe (43-53-36-00). Jusqu'au 19 avril.

**GIUSEPPE PENONE.** Galerie Litane et Michel Derrand-Dumont, 3, rue des Handricottes (42-77-63-60). Jusqu'au 18 avril.

**JACQUES POU.** Galerie du Roi-de-Sicile, 20, rue du Roi-de-Sicile (40-27-07-27). Jusqu'au 25 avril.

**MILTON RESNICK.** Galerie Montmay, 31, rue Mazarine (43-54-83-30). Jusqu'au 28 mars.

**TAI-COAT.** Galerie Adrien Maeght, 44, rue de Bea (45-48-45-15).

**DAVID TREMBLETT.** Galerie L. et M. Durand-Dessert, 3, rue des Handricottes (42-77-63-60). Jusqu'au 18 avril.

**RICHARD TEXIER.** Galerie G. Rellin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 18 avril.

**HANNAH VILLIGER.** Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix (42-73-35-47). Jusqu'au 4 avril.

## En région parisienne

**LE BLANC-MESSIN.** « Autour d'un musée ». Place Gabriel-Péi. Hall de l'hôtel de ville. Jusqu'au 31 mars.

**BONDY.** Maurice Kistner. Hôtel de ville. Jusqu'au 4 avril.

**BRÉTIGNY-SUR-ORGE.** Quand les femmes seules les expositions. Centre culturel Gérard-Philips, rue Henri-Dore (60-84-38-68). Jusqu'au 11 avril.

**CORBEIL-ESSONNES.** Michel Ollivier. Centre d'art contemporain Pablo Neruda, 22, rue Marcel-Cachin (60-89-00-72). Du 20 mars au 27 avril.

**LA DÉFENSE.** Sémour, Part pour le Japon. Galerie Art 4 - Patrimoine du monde (40-00-15-96). Jusqu'au 10 avril.

**IVRY-SUR-SEINE.** M. Diamant, G. Fèvre, D. Menckel. CREDA, 93, avenue Georges-Gonnet (46-70-15-71). Jusqu'au 29 mars.

**JOUY-EN-JOSAS.** Camille de France. Centre d'art contemporain, 3, rue de la Mémoriale (39-56-46-46). Sauf lundi de 11 h à 18 h. Jusqu'au 29 mars.

**MONTEUIL.** Téléphonie Alexandre Steiner. Rétrospective 1925-1922. Centre des Expositions. Eplaisance Bonet-Franchon.

**PONTOISE.** Vera Pagura. Musée Tavel-Delaunay, 4, rue Lemaire (place de l'Hôtel-de-Ville) (30-38-02-40). Jusqu'au 19 avril.

**SAINT-DENIS.** Despierra. Musée d'art et d'histoire, 22, rue Gabriel-Péi (42-43-05-10). Jusqu'au 26 avril.

**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.** Pierre de France. Musée des Antiquités nationales (34-51-53-65). Du 20 mars au 1<sup>er</sup> juin.

**VITRY-SUR-SEINE.** Herbin. Œuvre de 1965 à 1980. Galerie municipale, 59, rue Guy-Moquet (46-82-80-00). Jusqu'au 19 avril.

## En province

**ANGERS.** G. G. Peintures, pastels, sculptures. Musée Jean-Loup, 4, boulevard Arago (41-87-41-06).

**ARLES.** Abbie Clement. Abbaye de Montmajour (90-54-64-17). Jusqu'au avril.

**ARRAS.** L'Académie GRM. Centre Noroit, 6, rue des Capucins (21-71-30-12). Jusqu'au 3 avril.

**BOURG-EN-BRESSE.** Marie-Jo Lafont. Prient de Bron, 63, bd de Bron (74-22-32-31). Jusqu'au 5 avril.

**BORDEAUX.** Robert Combar. Collection du CACPC Musée. Œuvres d'œuvres de quatre artistes. Entrepôt Lainé, rue Foy (56-44-16-35). Jusqu'au 26 avril.

**CAEN.** Les gravures de Vostok au XVIII<sup>e</sup> siècle dans la collection Marcel. Musée des beaux-arts, dans l'enclos du château. Jusqu'au 26 avril.

**CAHORS.** Musée des beaux-arts et de la dentelle, 25, rue Richelieu (91-97-99-00). Jusqu'au 5 mai.

**CHAMBERY.** Twis 1965-1987 : Arts peints. L'art peints dans les collections publiques françaises. Musée d'art et d'histoire. Jusqu'au 11 mai.

**DUNKERQUE.** L'union et la ville. Œuvres de J.-L. Poirier. Musée d'art contemporain, avenue des Bains (28-59-21-63). Jusqu'au 26 avril.

**GRENOBLE.** Amédée Rabier. Mémoires de la mort ; Serge Selys. Œuvres d'œuvres. Centre national d'art contemporain. Magasin. Site Bouchay-Vallée, 155, cours Berliet (76-21-95-84). Jusqu'au 12 avril ; Bertrand Lavier. Musée de peinture et de sculpture, place de Vendôme (76-54-09-82). Jusqu'au 30 mars.

**LILLE.** Œuvres de verre. Quarante verriers français contemporains. Musée de l'Écluse-Contamine. Jusqu'au 27 avril.

**LYON.** Olivier Mosset, Karen Nees, Dan Flavin. Musée Saint-Pierre, 16, rue du Président-Edmond-Herriot (78-30-50-66). Du 13 mars au 4 mai ; Œuvres d'œuvres. ELAC (78-42-27-39). Du 13 mars au 26 avril.

**MARSEILLE.** La nouvelle peinture allemande dans la collection Ludwig. Musée Cantini, 19, rue Grignan (91-54-77-75). Jusqu'au 26 avril.

**MARCO-EN-BREUIL.** 5000 ans d'art chinois. Fondation Sémour (20-46-36-37). Jusqu'au 31 mai.

**NICE.** André Ségouin. Musée international d'art. Musée Ségouin-Hilbert. Jusqu'au 30 avril ; La fin des années 60. Espace nîçois d'art et de culture, 24, avenue Jean-Médéric (93-62-18-45), et Galerie des Pouchettes, 77, quai des États-Unis (93-62-31-24). Jusqu'au 8 avril ; Niki Tavel : 28 ans d'engagements. Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 14 juin. Centre national d'art contemporain, 20, av. Ségouin-Léger (93-64-04-04).

**NIMES.** Fernand Garcia Solita. Musée des beaux-arts, rue Châ-Foule (66-61-38-21). Jusqu'au 25 avril.

**RENNES.** Dessins français du XIX<sup>e</sup> siècle. Collection Poirier de Musée Mémoires d'Amsterdam. Jusqu'au 27 avril.

**ROANNE.** Joseph Déchelette et Égypte. Collections d'antiquités égyptiennes du musée. Musée Joseph-Déchelette, 22, rue Anatole-France (77-71-47-41). Jusqu'au 29 mars.

**LA ROCHELLE.** Kistner en Chine ; Jean Vau, Maison de la culture (46-41-37-79). Jusqu'au 29 mars.

**SAINT-ETIENNE.** J.-M. Armada ; O. Mosset. Musée de la culture. Jusqu'au 29 mars. Continuation de la collection de René Haumont. Salle de l'école régionale des beaux-arts, 15, rue H.-Gonard. Jusqu'au 27 mars.

**SAINT-FONS.** Patrick Lemaire. Centre d'arts plastiques, 12, rue Gambetta (78-70-94-70). Jusqu'au 11 avril.

**SAINT-PAUL-DE-VENCE.** Jean Bonzon. Fondation Maeght (93-32-81-63). Jusqu'au 26 avril.

**SAINT-PIERRE.** Georges Noël : New York-Paris : dix ans d'activités. Galerie municipale d'art contemporain. Jusqu'au 29 mars.

**TOULOUSE.** Aquarelles de Hermann Hesse. Musée des Augustins, 21, rue de Metz (61-22-21-82). Jusqu'au 13 avril.

**VALENCE.** Tai-Coat. Musée, 4, place des Oméras. Jusqu'au 29 mars.

**VILLEURBANNE.** Jean-Gabriel Collet. Galerie de l'hôtel de ville. Jusqu'au 28 mars. Galerie Mito-Carl. Le Nouveau Musée, 11, rue du Docteur-Delard (78-84-55-10). Jusqu'au 10 mai.

GAUMONT COLISEE - GAUMONT OPERA - GAUMONT HALLES  
GAUMONT PARNASSE - SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS  
GAUMONT CONVENTION - GAUMONT ALBIA  
GAUMONT OUEST BOULOGNE - 3 VINCENTES

# Jeux d'Artifices

UN FILM DE VIRGINIE THEVENET

**Le Monde Informations Spectacles**  
**42-81-26-20**  
Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles  
de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés  
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

UGC BIARRITZ • REX • UGC BOULEVARD • UGC MONT-PARNASSE • LES MONT-PARNOS • UGC ODÉON • CINÉ BEAUBOURG • MISTRAL • UGC CONVENTION • UGC GOBELINS  
UGC LYON BASTILLE • LES IMAGES • 3 SECRETAN

CRÉTEL ARTEL • MARNE ARTEL • ROSNY ARTEL • SARCELLES FLANADES • PANTIN CARREFOUR • PARINOR • NOGENT ARTEL • BUXY • BELLE











## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

### Mercredi 18 mars

#### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20.35 Série : L'heure Simonon.  
Le fils Cardinard. Téléfilm de Gérard Mordillat.  
Avec Jean-Pierre Bizon, Caroline Sihel, Camille Carvel.  
21.35 Magazine : De bonne source.  
De Michel Costa. Avec Henri Garcia, directeur de la rédaction de l'Espresso.  
23.05 Journal.  
23.25 Magazine : Premier plan.  
D'Alain Bérubé. Actualité cinématographique.  
23.40 Football (rediff.).  
Torpedo de Moscou-Bordeaux.

#### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20.30 Téléfilm : La maison plège.  
De Michel Favaud, d'après G. J. Arnaud.  
Avec Patachon, Amy Roman, Philippe Leroy-Beaulieu, Jean-Pierre Sentier, Eric Deshors.  
22.10 Le dossier d'Alain Decaux.  
Monte-Cristo : le secret.  
23.25 Histoire courte.  
Sous un soleil d'été de Raffi Short ; La fièvre monte à Castelnau, de Patrice Rieus.  
23.40 Journal.

#### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20.35 Jeu : L'esprit de famille.  
Présenté par Philippe Geluck.  
Avec Gérard Lecomte, Pierre Ripart et son orchestre pour la partie variée.  
21.55 Magazine : Thalassa.  
De Georges Pernoud.  
Quand la coupe est de retour.  
22.45 Journal.  
23.15 Danse : Concours chorégraphique international de Bagnolet.  
2 partie : Les lauréats.  
23.55 Archi-cépa : Quand le bâtiment va...  
6 partie : Jardin des enfants aux Halles de Paris.

#### CANAL PLUS

- 20.35 Série : Bandes sonores classées dans les salles. 21.00 Chénas : les Bleus □ Film américain d'Ivan Reitman (1981). Avec Bill Murray, Harold Ramis, Warren Oates, Sean Young. 22.40 Flash d'Informations. 22.45 Football : Torpedo de Moscou-Bordeaux. Match retour des quarts de finale de la Coupe des coupes. (En différé de Tiflis). 0.30 Chénas : A cause de ce film franco-espagnol de Vicente Aranda (1983). Avec Bruno Cremer, Fanny Cottin, Francisco Algora, Berta Cabrer, Ian Sera. 2.00 Série : Winchester à l'ouest.

#### LA 5

- 20.30 Feuilleton : Roches I (5<sup>e</sup> épisode). 22.10 Série : Thriller Sortilège. 23.30 Série : Miskito impossible. 0.20 Série : J'ai vu. 1.10 Feuilleton : Roches I (5<sup>e</sup> épisode).

#### M 6

- 20.30 Série : Dyonis. 21.30 Téléfilm : La loi dans la montagne. 23.15 Magazine : Club 6. 0.00 Flash d'Informations. 0.05 Magazine : 6 Nuits. 0.15 Flash d'Informations. 0.20 Musique : 6 Nuits. 0.30 Flash d'Informations. 0.35 Magazine : 6 Nuits. 0.45 Flash d'Informations. 0.50 Magazine : 6 Nuits.

#### FRANCE-CULTURE

- 20.30 Antipodes. Les sorcières francophones. 21.30 Musique : Bourges, musiques haut-parlantes. XVI<sup>e</sup> Festival international des musiques expérimentales (juin 1986). 22.30 Nuits magiques. 0.10 Du jour au lendemain.

#### FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 2 février au Théâtre Mogador) : Intégrale des airs de concert de Mozart (1<sup>re</sup> partie), par l'Academy of Saint-Martin in the Fields, dir. : John Nesch. sol. : Barbara Hendricks, soprano, Gino Quilico, baryton. 23.00 Les soirées de France-Musique : à 23.00, Jazz-Club, en direct du New Morning, avec le Quintette de Zool Fiechter.

### Jeudi 19 mars

#### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 13.50 Série : Le faiseur de morts.  
14.40 Feuilleton : Cœur de diamant.  
15.15 Nuits à Evry.  
15.30 Ravi de vous voir.  
Jeu : La balance ; Pourquoi j'aime cette ville ; Histoire d'un objet ; Chacun a une histoire à raconter.  
16.00 Flash d'Informations.  
16.02 Série : Alfred Hitchcock présente...  
Le réveil de la marée.  
16.30 Ravi de vous voir (suite).  
17.00 Variétés : La chance aux chansons.  
Emission de Pascal Sevran.  
Avec Simone Lampin, Christine Fiancy, Stéphane Chomont, Jacqueline Dumeau.  
17.30 La vie des Bêtes.  
18.00 Feuilleton : Huit, ça suffit.  
18.25 Mini-Journal, pour les jeunes.  
De Patrice Rieus.  
18.45 Jeu : La roue de la fortune.  
19.10 Feuilleton : Santa-Barbara.  
19.40 Cocoricooboy.  
20.00 Journal.  
20.30 Série : Colombo.  
Plein cadavre.  
21.45 Magazine : Infoséjour.  
De Roger Pic, Alain Denvert, Manolo Albert, Jacques Decourty et Bernard Laine.  
Les prêtres du général Khun-Sa, reportage de M. Ollivari et P. Decaux ; Pologne : derrière les murs du PC, reportage de F. Gauk et D. Chiselski ; Les exilés, reportage de P. Delcambre et A. Restin ; Terrorisme : la chasse au renseignement, reportage de P. Madella et J. Barzini.  
23.00 Journal.  
23.20 Magazine : C'est à lire.  
Lucie Perrot fête ses 1 000<sup>e</sup> émissions.

#### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 13.45 Feuilleton : Le cœur au ventre.  
14.45 Magazine : Ligne directe.  
Emission de Jacques Pradel et Dominique Vachellian.  
Enquête : Nous n'en voyons pas (3<sup>e</sup> partie).  
16.40 Feuilleton : Rue Carnot.  
C'est encore mieux l'après-midi.  
16.10 Emission présentée par Christophe Dechavanne.  
Avec Djurdjura, Gérard Blanc, Claude Rodin, Marisa Marini, Fausto Bo.  
17.35 Recré A 2.  
Mimi Cracra ; Bogaïn copain ; Les mondes secrets ; Qu'est-ce qu'il y a ?  
18.05 Feuilleton : Madame est servie.  
18.30 Magazine : C'est la vie.  
Jeu : Des chiffres et des lettres.  
D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont.  
19.15 Actualités régionales.  
19.40 Le nouveau théâtre de Boulevard.  
20.00 Journal.  
20.30 D'accord, pas d'accord.  
Cinéma : French cancer II.  
Film franco-italien de Jean Renoir (1955). Avec Jean Gabin, Françoise Arnoul, Maria Félix, Jean-Roger Cassiman, Patachon.  
Une évocation haute en couleur du Paris de la Belle Époque, dans les cabarets où l'on danse le French cancan, et où la belle Lola a deux amours, Danglard et Walter. Difficile de résister au charme visuel de ce film admirablement photographié. Mais Renoir, c'est incontestable, a été plus à l'aise dans une vaine populiste plus réaliste et moins carte postale.  
22.15 Magazine : Résistances.  
Présenté par Noël Mamère.  
Thème : « Les enfants en France et à travers le monde » (les enfants du divorce ; les enfants de la mère ; les enfants emmenés aux Philippines, en Afrique du Sud ; les enfants d'Amérique et les enfants palestiniens).  
23.25 Journal.

#### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 14.00 Magazine : Thalassa (rediff.).  
14.30 Document : L'assacinement.  
Bernard Clavel.  
16.00 Documentaire : Haute curiosité.  
L'art et la décadence.  
16.50 Jazz off.  
17.00 Feuilleton : Demain l'amour.  
17.25 Dessin animé : Lucky Luke.  
17.30 Dessin animé : Belle et Sébastien.  
17.57 Paroles de bêtes.  
Le chortail.

#### 18.00 Feuilleton : Edgar, détective cambrioleur.

- 18.25 Paroles de bêtes.  
Le mustelander.  
18.30 Feuilleton : Flipper le dauphin.  
18.57 Juste ciel ! Petit horoscope.  
19.00 Le 19-20 de l'information.  
De 19.15 à 19.35, actualités régionales.  
19.55 Dessin animé : Ulysse 31.  
20.05 Jeux : La classe.  
20.25 D'accord, pas d'accord.  
Cinéma 16 : Deux bétons pour un rocker.  
Téléfilm de Claude Grinberg.  
Avec Michel Paul Andrieu Voyages, Charty Nelson, Nathalie Anstet.  
22.05 Journal.  
23.05 Magazine : Montagne.  
23.10 Archi-cépa.  
23.10 Prélude à la nuit.  
Trio n° 1 en ré mineur, opus 49, de Mendelssohn, par A. Flammer, violon, C. Tsan, violoncelle, et D. Abramowitz, piano.

#### CANAL PLUS

- 14.00 Chénas : Mais qui a tué Harry ? □ Film américain d'Alfred Hitchcock (1956). Avec Edmund Gwenn, John Forsythe, Shirley Mac Laine. 15.55 Chénas : J'essaie et les Argentinistes □ Film anglais de Don Chaffey (1963). Avec Todd Armstrong, Nancy Kovack, Gary Raymond. 17.35 Série : Flash Gordon. 18.00 Flash d'Informations. 18.05 Dessin animé. 18.15 Jeu : Les affaires sont les affaires. 18.40 Jeu : Matchbouche. 18.45 Top 50. 19.15 Zénith. 19.50 Flash d'Informations. 19.55 Feuilleton : Obélix. 20.04 Jeu : Matchbouche. 20.05 Searched. 20.34 Jeu : Matchbouche. 20.35 Chénas : Tous les tons et reviens seul □ Film italien d'Enzo Castellari (1970). Avec Chuck Connors. Pendant la guerre de Sécession, un petit bataillon de contre-espionnage indiste tente de récupérer de l'or espagnol. La fin, la grande époque du western-spaghetti : Castellari, alias E.G. Rowland, n'a jamais été parmi les maîtres du genre. Conventuel et sans humour, son film se termine. 22.10 Flash d'Informations. 22.20 Chénas : Amie a film américain de John Huston (1952). 0.25 Chénas : Bus de nuit, un film français de René Clément (1980). 1.45 Athlétisme : Masters de la perche (en différé de Grenoble). 2.30 Série : Mr Gun.

#### LA 5

- 14.15 Série : Star Trek. 15.05 Série : Supercopier. 16.00 Série : Chénas. 16.50 Dessin animé : Les Schtroumpfs. 17.25 Dessin animé : Princeps Sarah. 17.50 Série : Arnold et Willy. 18.15 Série : J'ai vu. 19.10 Série : Happy Days. 19.40 Série : Mission impossible. 20.30 Téléfilm : Les retrouvailles. 22.10 Série : Thriller. Un coup coméd. 23.25 Série : Mission impossible. 0.15 Série : Supercopier. 1.10 Téléfilm : Les retrouvailles.

#### M 6

- 14.00 Feuilleton : L'homme du Picardie. 14.30 Henri Guillemin raconte... Georges Bernanos (1<sup>re</sup> partie). 15.00 A.M. Magazine. 16.45 Jeu : Mégamètre. 17.30 Musique : L'été. 19.00 Série : La petite maison dans la prairie. Il m'aime, oui ou non ? (3<sup>e</sup> partie). 19.30 Journal. 19.45 Série : La petite maison dans la prairie. Il m'aime, oui ou non ? (4<sup>e</sup> partie). 20.30 Jeu : Le 20-20. 20.30 Série : Saint-Médard. 21.30 Chénas : Les 20-20. 20.30 Série : Film américain de Robert Benton (1982). Avec Roy Scheider, Meryl Streep, Jessica Tandy. Un psychiatre se trouve mêlé à une romanesque intrigue policière, au sein de laquelle se trouve une mystérieuse femme morte. Un ton satirique pour le très sérieux Robert Benton : une très réussie comédie policière, librement inspirée des polars psychanalytiques kitchcockiens. Un joyeux cocktail d'humour et de suspense, avec Meryl Streep dans un rôle délicieusement fatidique, contre-emploi qui lui convient à merveille. 23.10 Magazine : Club 6. 0.00 Flash d'Informations. 0.05 Magazine : 6 Nuits. 0.15 Flash d'Informations. 0.20 Musique : 6 Nuits. 0.30 Flash d'Informations. 0.35 Magazine : 6 Nuits. 0.45 Flash d'Informations. 0.50 Magazine : 6 Nuits.

#### FRANCE-CULTURE

- 20.30 Concert (donné le 15 mars à San-Francisco) : Le corsaire, ouverture op. 21 de Berlioz ; Symphonie n° 2 en si mineur op. 17 de Tchaïkovski ; Tzigane et la Valse de Ravel par l'Orchestre national de France, dir. Lorin Maazel. 23.00 Nuits parallèles. L'ère des médiums.

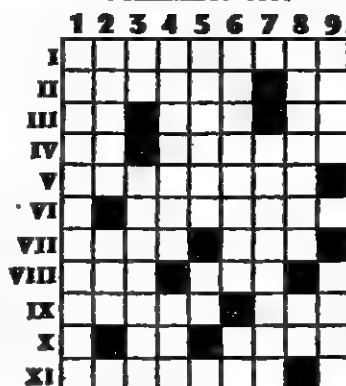
#### FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 15 mars à San-Francisco) : Le corsaire, ouverture op. 21 de Berlioz ; Symphonie n° 2 en si mineur op. 17 de Tchaïkovski ; Tzigane et la Valse de Ravel par l'Orchestre national de France, dir. Lorin Maazel. 23.00 Nuits parallèles. L'ère des médiums.

## Informations « services »

### MOTS CROISÉS

#### PROBLÈME N° 4444



#### HORIZONTALEMENT

- I. Bourgeois sans préjugés. — II. A perdu beaucoup de son éclat. Demain, sur. — III. Passé heureux. Esprit anglais. Saisi. — IV. Présent dans une conversation intime. Conducteurs. — V. « Métamorphose » des eaux. — VI. Ils chantent donc avec force. — VII. Titres. Divinité de la génération des Titans. — VIII. Façon de faire. Devient aigu dans les moments graves. — IX. Mal au cœur. Absents de la conversation. — X. Eau très oxygénée. Liens durables. — XI. Lorsqu'ils sont face à face, ils sont dos à dos.

#### VERTICALEMENT

1. Homme de l'air. — 2. Offre des voyages paradisiaques. Monnaie suédoise. — 3. Enfantillage. Une maison où il y a toujours de tirage. — 4. S'expriment d'une « voix » stridente. L'ancêtre des vigneron. — 5. C'est lorsqu'elles sont occupées qu'elles travaillent le moins. Démonstratif. — 6. Réserve d'eau pure. Sorte de « folie ». — 7. Sont loin d'être riches. — 8. Traversent donc une période de gêne. Une mine de pierres précieuses. — 9. Touchés en plein cœur. A repe une solide formation.

#### Solution du problème n° 4443

#### Horizontalement

- I. Parfum. De. — II. Adultère. — III. Rida. Cabs. — IV. Fés. Faire. — V. UU. Bandit. — VI. Lied. — VII. Explication. — VIII. Leurre. — IX. Ida. RA. — X. Eros. Rat. — XI. Surmenage.

#### Verticalement

1. Parfumeries. 2. Adieu. Dru. — 3. Rues. PP. EOR. (68<sup>e</sup> officier de réserve). — 4. Fin. LI. SM (SM). — 5. UU. Païer. — 6. Mécanisme. — 7. Raideur. RA. — 8. Dégri. Ag. — 9. Set. Reste.

GUY BROUTY.

### PARIS EN VISITES

#### VENDREDI 20 MARS

- « Exposition : Landmarks du Nord », 15 heures, Petit Palais, hall (A. Angot).  
« De Monet à Picasso », 14 h 30, musée de l'Orangerie, entrée place de la Concorde, côté Seine (Approche de l'art).  
« Hôtels du Pré-aux-Clercs », 14 h 30, musée Solferino (Paris pittoresque et insolite).  
« L'univers de Rodin dans une résidence au dix-huitième siècle », 15 heures, 77, rue de Varenne (Paris et son histoire).  
« Le vieux village de Montmartre du Lapin agile à l'opéra Balthus Lavoisier, le Calvaire des bouillards », 15 heures, musée Lamarche-Casabiancourt, sortie (G. Botton).  
« La Conciergerie et la Sainte-Chapelle », 14 h 30, quai de l'Horloge (S. Rojón).  
« L'esprit des hauts lieux et la mémoire des lieux. Grands sites sacrés en France : alchimiques, cathares et celtes. Montségur, Albi, Carcassonne », 15 heures, métro Temple, sortie (J. Haullier).  
« Le Marais, des salons de Sully et du duc de Maitre à l'hôtel de la Bièvre », 14 h 30, 2, rue de Sully (P.-Y. Jais).  
« Ruelles, caves, hôtels du Vieux Marais inconnus », 14 h 30, église Saint-Paul (Vieux Paris).  
« Hôtels du Marais. Place des Vaugues », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Régénération du passé).  
« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Flanerie).  
« Les salons de l'hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (D. Bouchard).

### CONFÉRENCES

- Salle Chailot-Gallière, 23, avenue George-V, 15 heures : « Bâtir des cités d'urbanisme en Espagne » (M. Monnier-Tlaxer).  
11 h 30, rue Kepler, 20 h 15 : « W.Q. Judge et les méthodes originales de travail théologique ».

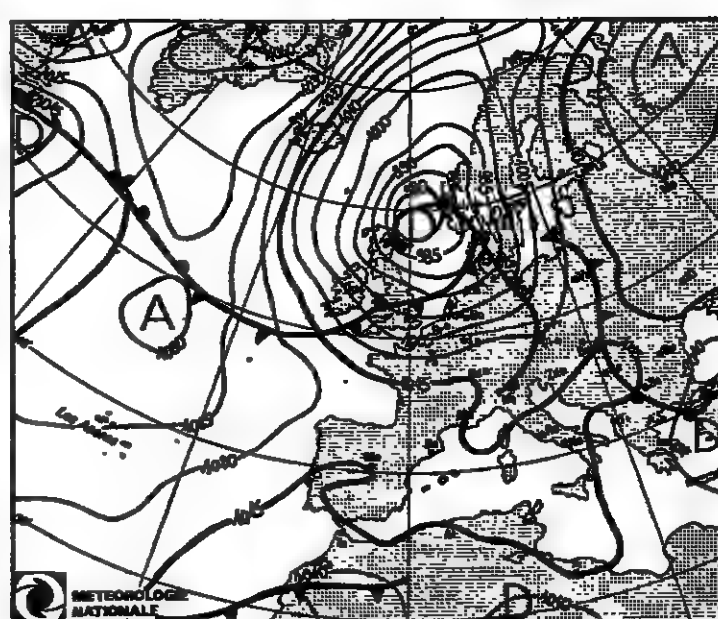
### SUR MINTEL

#### Prévisions complètes

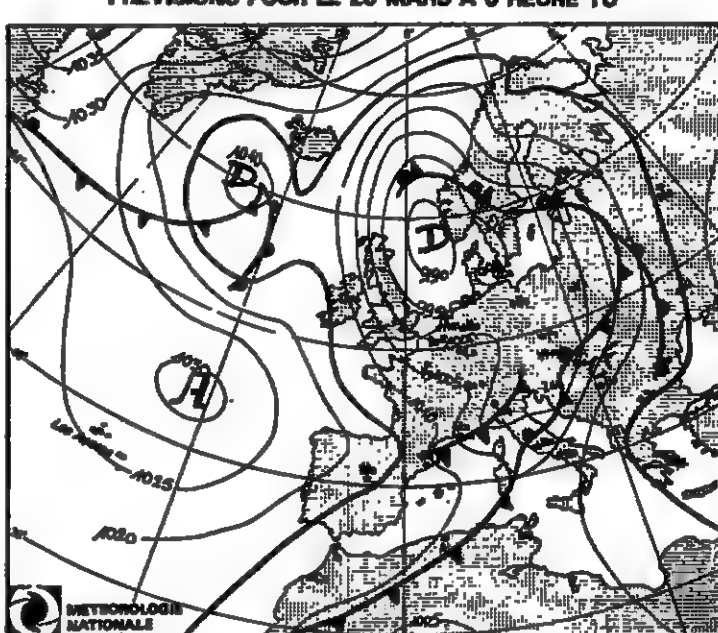
- Météo marine  
Temps observé Paris, province, étranger  
26.15 Topex LEMONDÉ puis METEO

### MÉTÉOROLOGIE

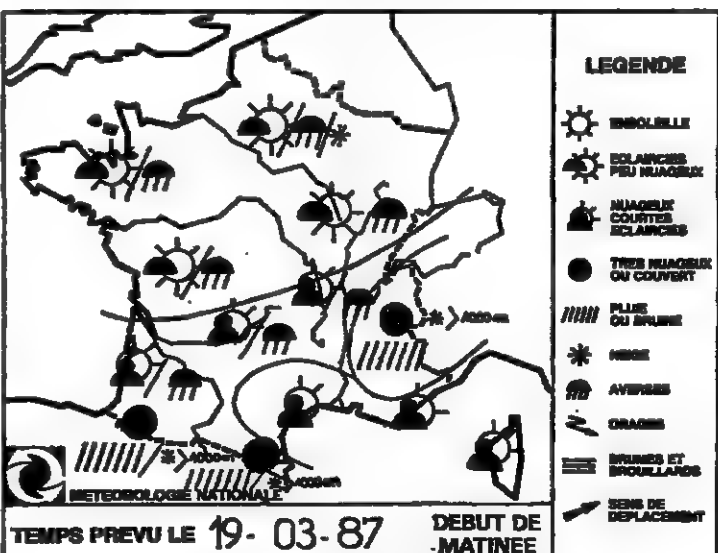
#### SITUATION LE 18 MARS 1987 A 0 HEURE TU



#### PRÉVISIONS POUR LE 20 MARS A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 18 mars à 0 heure et le jeudi 19 mars à 24 heures.  
A l'arrière du front froid qui traversera la France mercredi, un flux de nord-ouest très cyclonique, humide et instable va circuler sur le pays ; un temps à giboulées va alors prédominer jeudi.  
Jeudi matin, le ciel sera couvert sur l'Aquitaine et sur les Alpes ; les nuages seront accompagnés de précipitations pouvant être assez fortes sur le relief des Pyrénées et du nord des Alpes (sauf au-dessus de 1 000 mètres environ).  
Sur les autres régions, un temps frais et variable va s'installer ; belles éclaircies et nuages se partageront le ciel ; quelques averses sont possibles, en particulier sur le relief.  
Au cours de la journée, l'instabilité va s'accroître et se généraliser ; les nuages vont se développer et donneront de fréquentes giboulées pouvant être accompagnées de tonnerre ou de grêle.  
Les régions méditerranéennes connaîtront un temps moins perturbé, mais les nuages seront abondants du sud des Alpes à la Corse.  
Le vent de secteur ouest à nord-ouest soufflera assez fort avec des rafales ; il sera plus sensible près des côtes.  
Les températures, voisines de 3 à 5 degrés le matin, atteindront l'après-midi 5 à 10 degrés du nord au sud.



#### TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 17-3 à 6 h TU et le 18-3-1987 à 6 h TU

FRANCE	TOUS	9	7	C	LOS ANGELES	19	9	D
PARIS	14	1	P		LOS ANGELES	2	2	P
MARSEILLE	11	4	C		MARSEILLE	18	8	D
BORDEAUX	11	0	C		MARSEILLE	21	13	P
BORDEAUX	10	5	C		MEXICO	27	11	B
LYON	10	7	P		MEXICO	11	0	N
CAEN	9	4	A		MONTREAL	3	6	D
CHERBOURG	9	4	P		MONTREAL	2	7	N
CLERMONT-FERRAND	10	2	C		NEW-YORK	29	16	N
BONN	7	4	C		NEW-YORK	9	1	D
GRENOBLE	10	3	D		OSLO	1	4	*
LILLE	10	7	P		PALMARE-MAI	15	1	N
LYONS	8	3	P		PALMARE-MAI	14	1	D
LYON	9	2	C		ROME	11	2	D
MARSEILLE	12	1	D		ROME	31	25	C
NANCY	6	4	P		STOCKHOLM	0	2	C
NANTES	10	8	P		STOCKHOLM	26	16	D
NICE	12	4	C		TOKYO	9	4	D
PARIS	9	7	C		TOKYO	14	4	N
PAU	11	1	N		YENNE	9	2	D
PERPIGNAN	15	4	N		YENNE	5	0	*
RENNES	11	7	P					
STRASBOURG	8	1	C					
STRASBOURG	5	4	C					

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



## « Services »

## Le décret précisant les normes d'habitabilité est paru au « Journal officiel »

Les conditions minimales de confort et d'habitabilité des logements mis en location selon la loi Méhaignerie ont fait l'objet d'un décret publié au *Journal officiel* du 7 mars. La pièce d'habitation doit mesurer au moins 9 mètres carrés si la cuisine est séparée et 12 mètres carrés si elle n'est pas séparée. La hauteur sous plafond ne peut être inférieure à 2,2 mètres ou à 2 mètres (si le logement n'a pas subi de division en hauteur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1948) ; pièces, cuisine, salle d'eau doivent être munies d'ouvertures ou, pour les pièces de service, d'un système d'évacuation débouchant à l'extérieur du bâtiment ; les WC peuvent être installés dans la salle d'eau, mais doivent toujours être séparés de la cuisine et de la pièce où sont pris les repas ; eau et électricité sont indispensables et s'il est alimenté en gaz le local doit être correctement ventilé.

Ces normes minimales sont celles prévues par les articles 6, 25, 26, 28, 31 et 35 de la loi Méhaignerie (*Journal officiel* du 24 décembre 1986 ; le *Monde* du 15 janvier).

## M. Roger Dumoulin président de Renaissance française

M. Roger Dumoulin vient d'être nommé président de l'association Renaissance française. Fondée en 1916 par Raymond Poincaré, qui en fut le premier président, Renaissance française, placée sous le patronage de plusieurs ministères, s'est fixée pour but de développer le rayonnement de la culture et de la langue française en France et à l'étranger.

[M. Roger Dumoulin, qui succède à M. Pierre-Marcel Wiltzer à la présidence, est ancien élève de l'ENA, docteur d'Etat en sciences économiques. Il a été collaborateur de MM. Raymond Marcellin, Jacques Duhamel et Alain Peyrefitte. Préfet du Jura en 1969, préfet inspecteur général de l'administration en 1978, il a écrit plusieurs ouvrages de sciences économiques et de sciences politiques.]

## EN BREF

● **HANDICAPÉS** : les Papillons blancs. — L'Association de parents et amis d'enfants handicapés (APAEI) les Papillons blancs de Caen, affiliée à l'UNAPEI, fête ses trente ans d'existence. A cette occasion, elle lance jusqu'au 30 mars une campagne d'information et sensibilisation sur le thème de l'amitié. Des membres de l'association feront le porte-à-porte pour distribuer la carte d'amitié, qui permettra de participer à un tirage au sort et de gagner « peut-être » un billet aller-retour pour la Martinique. Du 30 mars au 4 avril, des peintures seront exposées à l'hôtel d'Escoville de Caen et du 1<sup>er</sup> au 4 avril une exposition-vente de produits des ateliers protégés se tiendra sur l'espace piétonnier face à la chambre de commerce de Caen.

● **EXPOSITION** : vous m'entendez ? — Paris accueille jusqu'au 21 mars l'exposition itinérante « Mieux entendre, mieux vivre », organisée par le Centre d'information sur l'audition. Axée autour de quatre thèmes : « La parole sonore », « La fonctionnement de l'oreille », « Les agressions sonores » et « Les conséquences de la déficience auditive et ses traitements », l'exposition est présentée de façon attrayante et mêle panneaux explicatifs, documents audiovisuels, effets spéciaux, maquettes animées et retransmissions sonores par casque à infrarouges : les visiteurs pourront tester leur audition.

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

## Pour que la vie n'oublie personne

En 1986, le Secours populaire français est intervenu auprès de un million de personnes, offrant 103 000 jouets de Noël à des enfants défavorisés, 102 000 paniers repas à des familles déshéritées, 80 000 places de spectacles à des anciens des loyers, 20 000 enfants ont pu partir en vacances un mois, d'autres ont bénéficié de « journées d'évasion » et 1 000 personnes âgées se sont vu offrir un séjour à la campagne ou à la mer. Il faut y ajouter la distribution de 600 tonnes de vivres, vêtements, etc. et 60 tonnes de médicaments et matériel chirurgical. Un bilan largement positif.

En 1987, l'action de solidarité en faveur des « oubliés de la vie » continue. Plus de 3 000 tonnes de viande, beurre, farine, semoule de blé, lait, huile d'olive provenant des stocks de la CEE sont déjà en cours de distribution et 150 programmes d'aide au développement sont prévus pour 47 pays du tiers-monde. On peut contribuer à l'action du Secours populaire français par des dons, bien sûr, ou en achetant un plant d'arbre (10 F) ou une « mini-ambulance » (15 F).

● Secours populaire français, 9, rue Frotaire, 75003 Paris. Tél. : 43-78-50-48. CCP 654 37 H Paris.

## « Senlis an mil »

Il y a mille ans, au château de Senlis, Hugues Capet était installé par ses pairs sur le trône de France.

Sur les lieux mêmes de cette décision, les habitants de Senlis commémoreront l'événement par un grand spectacle qui réunira plus de cinq cents participants, le 17 juin prochain : cortèges en costumes d'époque, tournois, théâtre...

Pour clore cette journée, une cérémonie liturgique du douzième siècle aura lieu dans la cathédrale, sous forme de concert. Des associations seniors sont rassemblées autour de « Senlis an mil » et préparent cette journée.

● **ENVIRONNEMENT** : bourses américaines. — La fondation américaine German Marshall offre des bourses à des professionnels français de l'environnement pour un séjour de quatre à six semaines aux Etats-Unis, destiné à familiariser les Européens avec divers domaines de la politique américaine d'environnement : protection des sols et de la ressource en eau ; gestion des déchets ; contrôle de la pollution ; information du public. Les candidats devront avoir une bonne connaissance de l'anglais.

● **RESEAU** : renseignements et dossiers de candidature (jusqu'au 15 avril) : Mary Fleming, 10, rue Chapu, 75016 Paris. Tél. : 45-24-60-91.

● **EXPOSITION** : vous m'entendez ? — Paris accueille jusqu'au 21 mars l'exposition itinérante « Mieux entendre, mieux vivre », organisée par le Centre d'information sur l'audition. Axée autour de quatre thèmes : « La parole sonore », « La fonctionnement de l'oreille », « Les agressions sonores » et « Les conséquences de la déficience auditive et ses traitements », l'exposition est présentée de façon attrayante et mêle panneaux explicatifs, documents audiovisuels, effets spéciaux, maquettes animées et retransmissions sonores par casque à infrarouges : les visiteurs pourront tester leur audition.

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

● **EXPOSITION** : Tel-Aviv. — La mairie du seizième arrondissement de Paris présente jusqu'au 3 avril une exposition de peintures et de gravures ayant pour thème « Les artistes de Tel-Aviv rendent hommage à leur ville ».

## Le Carnet du Monde

## Naissances

— M. Philippe BONNET et M<sup>me</sup>, née Charlotte Dumay,

sont très heureux de faire part de la naissance de

Antoine,

le 22 février 1987.

1, route de Lodève,  
Saint-Jean-de-la-Blaquière,  
34700 Lodève.  
44, Grande Rue,  
78810 Feucherolles.

— M. Pierre ANCELY et M<sup>me</sup>, née Edith Foubas,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Edmond.

Paris, le 21 février 1987.

— M. Pascal FORBIN et M<sup>me</sup>, née Isabelle Morand,  
Grégoire, Hortense, Thérèse,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Marie,

le 7 mars.

34, rue du Bac,  
75007 Paris.

## Décès

— M. et M<sup>me</sup> Gilles Amado-Fischgründ et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Ranc,  
M. et M<sup>me</sup> Bélat,  
M. Claude Ardi,  
M<sup>me</sup> Diane Curasso  
M. et M<sup>me</sup> Michel Amado  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> veuve Raphaël Amado,

ont la douleur de faire part du décès de

Joseph AMADO,

docteur en médecine,

survenu le 15 mars 1987, dans sa soixante-dix-neuvième année, à Paris.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Pantin le jeudi 19 mars, à 10 h 45.

5, parc de Diane,  
78350 Jouy-en-Josas,  
15, rue Jangouy,  
75014 Paris.

— M. Gaston Bloncourt, son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Louis Elie Claiaville Bloncourt,  
son frère et sa belle-sœur,  
Odile et Pierre Peyrol  
et leurs enfants,  
Alain Monroze,  
Patrick et Martine Ullmann  
et leurs enfants,  
Francis et Michèle Ullmann  
et leurs enfants,  
ses enfants et petits-enfants  
M<sup>me</sup> Yolande Bloncourt,  
sa tante,  
Ainsi que toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elise BLONCOURT

survenu le 14 mars 1987.

Une cérémonie sera célébrée dans l'intimité au cimetière de Pantin-Lachaise, le vendredi 20 mars, à 9 heures.

L'inhumation aura lieu le même jour à 11 h 30, au cimetière du Vénizet. Cet avis tient lieu de faire part.

51, rue Claude-Bernard,  
75005 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Maurice Aitall, M. René Bokorza et ses enfants Daniel, Elisabeth, Alain et Valérie,  
M. et M<sup>me</sup> Gilbert Bokorza et leur fils Elie,  
M. et M<sup>me</sup> Armand Bokorza et leurs enfants Joël et Nathalie,  
M. et M<sup>me</sup> Elie Perez et leurs enfants Valérie, Marion, Nathalie et Noémie,  
Les familles parentes et alliées ont la très grande douleur de faire part du décès de leur père et grand-père

M. Victor BOKORZA,

le samedi 14 mars 1987 dans sa quatre-vingt-dixième année.

Il rappelle le souvenir de leur mère et grand-mère

M<sup>me</sup> Elise BOKORZA,

décédée le 6 avril 1979.

L'inhumation aura lieu le jeudi 19 mars 1987, au mont des Oliviers à Jérusalem.

Cet avis tient lieu de faire part.

16, rue Pierre-Nicolas,  
75005 Paris.

— M. Jean-Luc Legardère, Ses collaborateurs Et l'ensemble du personnel du groupe Matra

ont le regret de faire part du décès de

M. Albert

COSTA de BEAUREGARD, directeur des activités défense espace de Matra,

survenu le jeudi 12 mars 1987.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 18 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chailly.

(Le *Monde* du 14 mars.)

— Thierry de Montbrial Et toute l'équipe de l'Institut français des relations internationales

ont la tristesse d'annoncer le décès du président du conseil d'administration de l'IFRI

Guy

LADREIT de LACHARRIÈRE, vice-président de la Cour internationale de justice de La Haye, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, officier du Mérite maritime.

(Le *Monde* du 17 mars.)

— M<sup>me</sup> Georgette Stisserman-Laloum Et son fils Grégori

ont la douleur de faire part du décès de docteur Alain LALOUM,

survenu à l'âge de quarante-quatre ans.

L'inhumation a eu lieu ce mercredi 18 mars 1987, au cimetière de la Mouchette, à Lyon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> de L'Hermine, M<sup>me</sup> Evelyne Bosquillon de Jenin et ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Pavruet et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Guy Azais et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur fils, frère, beau-frère et oncle,

M. Serge de LANGLADE,

muni des sacrements de l'Eglise, le lundi 16 mars 1987, dans sa cinquante-troisième année.

Les obsèques, suivies de l'inhumation au cimetière d'Issou, auront lieu le jeudi 19 mars 1987, à 16 heures, en l'église abbatiale Saint-Austremoine d'Issou (Puy-de-Dôme).

Une messe sera célébrée à son intention, le mardi 24 mars 1987, à 11 heures, en l'église de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), face au château.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les Granges,  
Vernoux-sur-Isère,  
63500 Issou.

— La direction Et le personnel de SECODIP ont la douleur de faire part du décès de leur président-directeur général,

M. Serge de LANGLADE,

survenu le lundi 16 mars 1987, dans sa cinquante-troisième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 19 mars 1987, à 16 heures, en l'église abbatiale Saint-Austremoine d'Issou (Puy-de-Dôme).

Une messe sera célébrée à son intention le mardi 24 mars 1987, à 11 heures, en l'église de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), face au château.

SECODIP,

2, rue Francis-Pétron,  
78241 Chantonnay.

— Les familles Léger et Perrot ont la douleur de faire part du décès de

M. Léon LÉGER,

professeur honoraire, expert-comptable, officier des Palmes académiques,

survenu à Paris, le 15 mars 1987, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi 20 mars, à 10 heures, à l'Hôtel-Dieu.

30, rue Voile,  
75003 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Châteaufort-sur-Cher. Bourges. Issou.

M. et M<sup>me</sup> Jacques Martinat, M. et M<sup>me</sup> Etienne Meillet, ses enfants,

Le docteur et M<sup>me</sup> Yvan Martinat, M. et M<sup>me</sup> Philippe Maréchal, M. et M<sup>me</sup> Daniel Vassal, Marie-Hélène Meillet et Philippe Cussinet,

ses petits-enfants, Flore, Mathieu, Pamy, Hugo, Virginie, Marion, ses arrière-petits-enfants, M<sup>me</sup> veuve Dumay, sa belle-mère,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Eugène MARTINAT,

survenu le 16 mars 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques religieuses auront lieu le jeudi 19 mars, à 10 h 30, en l'église d'Issou.

Information au cimetière d'Issou.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Berthelot,  
69300 Caluire,  
9, rue Descartes,  
18000 Bourges.

— M. Philippe Pierret, M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Pierret

ont la douleur de faire part du décès de leur père

le capitaine de frégate (ER)

Robert FIERREZ, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945.

Les obsèques ont eu lieu en l'église de Jouques, le 18 mars 1987.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Villa les Aménagements,  
13490 Jouques.

— M<sup>me</sup> Jean Renault, son fils Francis, sa petite-fille Anne-Françoise, Les familles Renault, Bray, Stokrenko,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean RENAULT

survenu le 10 mars 1987, à Saint-Martin-le-Mont, 23310 Laval-des-Mines.

— Le Vén. M<sup>re</sup> Et les membres de la R. L. L. Les Précurseurs Or. de Cléry, ont la tristesse de faire part du passage à l'Or. St. de

F. Jean STROMBONI,

maire adjoint de Barroville.

le 8 février 1987.

Selon sa volonté, il a été inhumé le 12 mars.

Gém., Gém., Gém., Haplozo.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Hélène TUZET,

docteur en lettres, professeur honoraire à la faculté des lettres de Poitiers,

survenu à Vanves, le 15 mars 1987.

De la part de toute la famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 20 mars, à 10 heures, en l'église Saint-Jean-Saint-Louis de Castres, suivie de l'inhumation au cimetière de famille au cimetière de Saint-Roch à Castres.

« Je suis la Résurrection et la Vie »

(Jean XI, 25.)

10, avenue du Parc,  
92170 Vanves.

**HERMÈS**  
24 Faubourg Saint-Honoré

<



# il y a "les radios"... et il y a RTL.

**RTL** chaque jour, a 3.393.000 auditeurs de plus  
que son concurrent habituel.\*

**RTL** a, en moyenne chaque 1/4 d'heure de la journée,  
deux fois plus d'auditeurs que la station classée 2<sup>e</sup>.\*

**RTL** chaque jour, a 6.046.500 auditeurs de plus  
que le 1<sup>er</sup> réseau de Radios Locales.\*

**RTL** a une part d'audience qui dépasse le total  
de ses deux suivants réunis.\*

**RTL** est leader de 5 h à 18 h 45 avec tous ses grands  
rendez-vous d'information et toutes ses célèbres émissions.\*

# RTL c'est la radio

9.874.500 auditeurs chaque jour

\*Source : Dernier sondage MEDIAMETRIE (Enquête 55 000 Février 87)



## INTERNATIONAL



**esa**  
agence spatiale européenne

L'agence recrute  
pour son Centre de Recherche et de Technologie spatiales (ESTEC)  
situé à Noordwijk (Pays-Bas)

## un traducteur de langue française

appelé à traduire en français et transcrire  
sur machines de traitement de textes, essentiellement à partir de  
l'anglais, des documents de nature très diverse mais toujours à  
forte teneur scientifique et technique.  
Les candidats devront être titulaires  
d'un diplôme universitaire assorti de quelques années d'expérience  
dans le domaine de la traduction technique.  
Une excellente connaissance de l'anglais sera exigée.  
Une bonne connaissance de l'allemand  
ou d'autres langues européennes sera appréciée.  
Conditions d'emploi des Organisations Internationales  
(prestations familiales, indemnité d'expatriation, bons systèmes  
de sécurité sociale et de pension, indemnité d'installation).  
Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé,  
doivent être adressées au Chef du personnel, ESTEC, Keplerlaan 1,  
2201 AZ Noordwijk ZH (Pays-Bas)  
en faisant référence à cette annonce.

## HEIDENHAIN

Optique et Electronique  
Divisions de Précision

recherche pour son siège de TRAUNREUT - 8225 - (Bavière) RFA  
pour un poste stable et de longue durée

## TRADUCTEUR TECHNIQUE

Allemand/Français

Fonctions : traduction de modes d'emploi et catalogues, traduction de textes  
dans le domaine de l'électronique, interprète sur des foires en Allemagne  
et à l'étranger.

Qualifications : formation de traducteur/interprète diplômé allemand/français  
ou français/allemand, compréhension technique, profondes connaissances  
généralistes.  
Habileté à formuler des problèmes techniques.  
Langue maternelle : français, avec très bonne connaissance d'allemand, connais-  
sances d'anglais ou d'italien appréciables.

HEIDENHAIN fournit des divisions de précision, des systèmes de mesure li-  
néaire, angulaire, digitale, des commandes numériques ainsi que des com-  
mandes numériques pour machines-outils.  
Plus de 2000 personnes travaillent dans nos usines de production et dans nos  
agences en Allemagne et à l'étranger - dont 1800 à Traunreut - ville à 1 heure  
de voiture de Munich.

Mais vous pouvez envoyer C.V. et lettre manuscrite à :  
HEIDENHAIN FRANCE - Monsieur BAGDIKIAN  
47, Avenue de l'Europe - 92310 SEVRES - 45.34.61.21

## FORMATION PROFESSIONNELLE

### I.A.A.I.

Institut agro-alimentaire international  
vous propose en son sein

- une formation de cadres ouverts aux réalités interna-  
tionales ;
- une analyse de l'agro-alimentaire sous tous ses  
aspects ;
- une collaboration permanente avec les entreprises du  
secteur agro-alimentaire.

### 2 FILIÈRES DE RECRUTEMENT

- CADRES ayant quelques années d'expérience,  
DEMANDEURS D'EMPLOI justifiant d'une activité  
professionnelle d'un mois à 3 ans.

Claire des inscriptions le 13 avril 1987.

### I.A.A.I.

ESCAE BRITAGNE  
2, rue de Provence, 92214  
92272 Brest cedex.  
Tél. : 98.45-55-61.

## L'AGENDA

### Séjours linguistiques

## POURQUOI ACCEPTER LES CONTRAINTES IMPOSÉES PAR UNE FAMILLE ANGLAISE?

Vous pouvez dépenser MOINS pour suivre des cours  
et loger en pension complète dans notre HÔTEL  
de réputation internationale.

### PENSION COMPLÈTE

ET LEÇONS A PARTIR DE 20 £/JOUR  
Ecrire à: REGENCY SCHOOL OF ENGLISH, Ramsgate-on-Sea,  
Kent, England. Tél. : 045 591212. Télex: 96484  
Ou: Mme Bouillon, 4 Rue de la Perseverance, 95 Eaubonne  
Tél. : 39 99 29 (le soir).

OU: FRENCH IN FRANCE  
The Regency, Palais de la Scala, Monaco  
The Regency Languages, 1 rue Ferdinand Duval,  
Paris 4ème.

## annonces associations

### Appels

ASSOCIATION DE LUTTE  
CONTRE L'ALCOOLISME  
Recherche locale 111 art.  
Généraliste après-midi + jeudi soir  
par mois) tous pays. Loyer.  
Tél. : 42-76-65-75.

L'INDE CHEZ SOI  
32, Vieuxport Indes - Paris 11  
Paris du 15 au 24 mai perspective  
internationale, association loi  
1901, organise leur séjour dans  
des familles françaises et cher-  
che encore des hôtes.  
Contact : 45-28-50-54.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

Association CONFLUENT  
14 bis, rue de la République 94140  
Aubervilliers. Tél. : 43-76-32-00.  
Séance par correspondance, livre de  
Louise Comby, 400 p. Illustra-  
tions anciennes.  
« AU CONFLUENT DES LIBERTÉS »  
« L'ALPHABÈTE 1980-1983 » :  
votre bulletin de la semaine par-  
tielle, ne démentez pas l'indé-  
pendance, non libération  
démocratie sociale, propriété,  
science, dignité.

## DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES

## Ingénieurs ou universitaires

KRAFT, un des leaders mondiaux dans le domaine des produits alimentaires de qua-  
lité, recrute, pour son département de recherche et de développement à Munich, des  
scientifiques expérimentés. Ils seront responsables de la gestion des projets dans le  
domaine des assaisonnements, sauces, ketchup et pâtes alimentaires.

La société développe des produits pour sept pays européens. Il s'agit d'une opport-  
unité unique de travailler dans un environnement international impliquant des  
voyages dans toute l'Europe, ainsi qu'une interaction avec les collaborateurs de Kraft  
dans le monde entier.

Les candidats retenus devront être capables de gérer de façon autonome plusieurs  
projets simultanément ainsi que de motiver et animer une équipe de techniciens et  
d'autres scientifiques.

L'aptitude à la communication est essentielle ainsi que la faculté de coopérer étroitement  
avec le marketing et la production. Les candidats prendront également l'initia-  
tive de suggérer et de mettre en application des innovations dans toutes les phases du  
processus de développement du produit.

Nous recherchons des diplômés d'études supérieures en agro-alimentaire, chimie ou  
biologie possédant une expérience minimum de 2 à 5 ans dans le développement de  
produits alimentaires. Une bonne pratique de la langue anglaise est indispensable au  
sein de cette équipe internationale.

Si vous êtes intéressé par ce challenge offrant d'intéressantes possibilités de dévelop-  
pement de carrière, veuillez envoyer votre curriculum vitae en anglais seulement  
détaillé à

**KRAFT EUROPE R&D, Inc.**

Direction du Personnel  
Unterlilberger Str. 15, 8000 MUNICH, Rép. Féd. d'Allemagne.

UNIVERSITY OF OTAGO  
DUNEDIN, NEW-ZEALAND  
(NOUVELLE-ZÉLANDE)

## CHAIRE DE LANGUES MODERNES

L'Université d'Otago recherche un candidat pour une  
chaire de français ou d'allemand.

Il sera demandé au candidat choisi de conseiller l'univer-  
sité sur l'orientation à donner à l'enseignement et à la  
recherche dans le domaine des langues modernes, de la li-  
térature et des autres sujets qui s'y rattachent.

Les salaires, fixes suivant les qualifications des candidats,  
seront de 62.000 à 77.500 dollars (NZ) par an et revus  
régulièrement.

Des renseignements supplémentaires peuvent être obtenus  
en écrivant aux adresses suivantes :

THE SECRETARY GENERAL  
ASSOCIATION OF COMMONWEALTH UNIVERSITIES  
(APPOINTMENTS)  
34 GARDEN SQUARE,  
LONDRES, W1H 0PF

OTAGO UNIVERSITY  
PO BOX 56  
DUNEDIN  
NEW-ZEALAND

Les candidatures portant la référence AS7-5 devront être  
déposées avant le 31 mars 1987.

## Entreprise de tourisme

RECHERCHE  
pour ses villages de vacances  
en FRANCE

## DIRECTEUR/TRICE

Anglais dirigé. Expérience souhaitée en indus-  
trie et animation (3 à 5 ans).  
DISPONIBILITÉ  
GÉOGRAPHIQUE

Ecr. s/rp 8.424  
LE MONDE PUBLISTE  
8, rue de Montessuy, Paris-7.

## Cabinet de conseils juridiques et fiscaux

Région Bretagne  
RECHERCHE

des Sociétés ayant plusieurs  
années d'expérience (4 à 5 a.)  
en cabinet de conseils juridi-  
ques ou en notariat.

Adm. photo et CV ddt. s/rp 8.428  
LE MONDE PUBLISTE  
8, rue de Montessuy, Paris-7.

## UN GRAND DU TRANSPORT

recherche  
pour son siège social  
BANLIEUE OUEST

## COMPTABLES QUALIFIÉS

Niveau de formation DECS  
Comptable.

Bonnes notions informatiques.  
Classification multigrade. Dépla-  
gements à prévoir.

Si vous êtes intéressé par  
cette annonce, veuillez adresser  
votre CV et prêt... sous  
n° 25.908 réf. à parer sur  
enveloppes à

LA PUBLISSEUR  
23-27, avenue de Neuilly,  
75116 PARIS, qui transmet.

Le Centre d'Informations Finan-  
cières organise un stage pour  
recruter

des CONSEILLERS  
COMMERCIAUX H.F.,  
sur Paris et ses agences pé-  
riphériques. Tél. pour Rns.  
- Paris : 45-00-28-87  
- Banlieue Nord et Ouest :  
45-53-81-00.  
- Banlieue Sud : 45-83-81-30.

## OFFRES D'EMPLOIS

### Le département du Val-de-Marne

organise un concours portant recrutement

D'INSPECTEURS DE SERVICES SANITAIRES  
ET D'ACTEURS SOCIAUX DU CADRE  
DÉPARTEMENTAL  
A COMPTER DU 15 AVRIL 1987

CONDITIONS :

- Être âgé au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours de 25 ans au  
plus (sauf dérogations exceptionnelles prévues par disposi-  
tions particulières en vigueur).
- Être titulaire de l'un des diplômes requis pour la participa-  
tion au concours externe d'entrée à l'école nationale  
d'administration.
- Être de nationalité française.

Dans limite de durée des inscriptions :  
Vendredi 3 avril 1987, à 16 h délai de rigueur, le cachet de la  
poste faisant foi.

Pour tout renseignement, s'adresser à :  
Hôtel du Département du Val-de-Marne  
Direction du Personnel départemental  
Bureau du recrutement de l'emploi - Bureau 405  
94011 CRÉTIL CEDEX - Tél. 48-98-94-00 - Poste 24-82.

VILLE DE COLOMBES 92701  
offre en poste de

## CADRE (H.F.)

ORGANISATEUR - INFORMATIEN/BUREAUTIEN

- Missions :

- Assistance opérationnelle à la réalisation d'implanta-  
tions bureautiques ;
- Mise en œuvre de logiciels bureautiques pour un schéma  
directeur ;
- Organisation et gestion des projets informatiques ;
- Interface entre les utilisateurs et les concepteurs  
d'applications ;
- Elaboration des cahiers des charges et suivi ;
- Gestion du budget informatique.

- Qualités souhaitées :

- Aptitudes à la communication des relations  
humaines ;
- Connaissances des systèmes informatiques et des évo-  
lutions.

- Formation :

- MIA de gestion ou DS de gestion + expérience informa-  
tique ou formation de chef de projet de l'ENST.
- Recrutement sous forme contractuelle ;
- Rémunération brute annuelle : 145.000 F. à 170.000 F.

Candidature, c.v., copie des diplômes à adresser  
à M. le maire AVANT LE 6 AVRIL 1987.

Revue de golf recherche com-  
pétence (très bon niveau, bon  
commercial, très bon vendeur, bon  
pour prospecter, bonne  
annonceur). Fortes commis-  
sions liées aux résultats.  
Envoyez CV s/rp. 8.428 à  
PRESSE, 7, rue de Montessuy,  
75007 Paris.

Stef Pommes Fritures, rech.  
Régulier formation assurée très  
bonne première, sans concurrent  
moyen. Poste à moyen, dans  
l'enseigne. Niveau élevé. S'ac-  
c. 2 ans de droit. Env. CV photo  
à L.T. ASSOCOM, 190, 38, rue  
de l'Armand, 75008 Paris.

ENSEMBLE  
MUSIQUE CONTEMPORAINE  
recherche international,  
cherche :  
ADMINISTRATEUR H.F.  
Un direct avec la direction  
artistique. Grande disponibilité,  
anglais exigé. Salaire  
180.000 F par an.  
Poste à pourvoir immédiat. Env.  
CV photo et références. S'ac-  
c. 17, rue Lobel, 94307 Vi-  
vacennes Cedex, qui transmet.

### Bijoux

## BIJOUX BRILLANTS

Le plus grand et formidable  
choix. « Que des offres excep-  
tionnelles » écrit le fameux  
« guide Paris pas cher » en  
anglais, brèves, solides,  
etc., bagues, rubis, saphirs,  
émeraudes tous les bijoux  
en or, argent, platine.

### PERRON OPÉRA

Angle bd des Italiens,  
A. chaussée d'Antin.  
Achetez tous bijoux de échanges.  
Autre magasin sur grand  
boulevard.  
37, avenue Victor-Hugo.







# Economie

## REPÈRES

### Investissements

#### Les Allemands triplent la mise à l'étranger

Les entreprises ouest-allemandes ont plus que triplé leurs investissements à l'étranger entre 1976 et 1986, permettant à la RFA de dépasser désormais un solde largement excédentaire, indique une étude de la Bundesbank. De 43,5 milliards de marks à la fin de 1976 (144,8 milliards de francs), ces investissements ont atteint 131,3 milliards à la fin 1986. Dans le même temps, les investissements étrangers outre-Rhin passaient de 63,5 à 88,3 milliards de marks. Ce phénomène se retrouve, avec la France. En neuf ans, les Français ont augmenté leurs investissements de 30 %, pour atteindre 5,6 milliards de francs, alors que les Allemands voyaient les leurs progresser de 140 % en France, pour s'élever à 10,8 milliards de francs.

### Commerce extérieur

#### Premier excédent pour la CEE

La Communauté européenne a enregistré, en 1986, le premier excédent commercial de son histoire, annonce l'Office des statistiques, Eurostat. Cet excédent, de 5 milliards d'ECU (1 ECU = 0,93 dollar au taux moyen de 1986), contre un déficit de 28 milliards en 1985, recouvre toutefois une chute de 17 % en valeur des importations, qui se sont établies à 335 milliards d'ECU, et une baisse de 10 % des exportations, qui n'ont représenté que 340 milliards d'ECU. La CEE a amélioré son excédent avec l'ensemble des autres pays industriels (8 milliards d'ECU, contre 6 milliards en 1985), mais a vu son déficit s'aggraver avec le Japon (22 milliards d'ECU) et avec les nouveaux pays industriels d'Extrême-Orient (6 milliards d'ECU). Avec les pays en développement, les Douze voient leur solde négatif se réduire très sensiblement, et représenter 1 milliard d'ECU, contre 27 milliards en 1985. Cette tendance est moins marquée avec les pays à commerce d'Etat, le déficit communautaire revenant de 8 à 2 milliards d'ECU.

● **BALANCE DES PAIEMENTS** : excédent de 0,3 milliard de francs en janvier. — La balance des paiements courants de la France s'est soldée par un excédent de 0,3 milliard de francs au mois de janvier 1987, en données corrigées des variations saisonnières, après un excédent de 3,8 milliards de francs (chiffre révisé) en décembre 1986,

### Balance des paiements courants

#### Déficit record de 140,57 milliards aux Etats-Unis

Le déficit de la balance des paiements courants américaine s'est aggravé de 19,5 % en 1986, pour atteindre un montant record de 140,57 milliards de dollars, annonce le département du commerce. Cette dégradation est largement due au creusement du solde négatif du commerce extérieur (169,8 milliards de dollars l'an dernier). Mais les indications qui viennent d'être publiées confirment l'endettement croissant de la première puissance économique occidentale. La dette extérieure américaine était de 107,44 milliards de dollars à la fin de 1985. Elle pourrait avoir presque doublé, pour représenter 220 milliards à la fin de 1986. Les revenus de 5,48 milliards tirés des avoirs américains à l'étranger n'ont pas suffi à compenser les sorties dues aux dividendes des non-américains, qui, très nombreux, se sont portés acheteurs sur le marché d'outre-Atlantique. Le total des avoirs étrangers aux Etats-Unis est estimé à 213,3 milliards de dollars fin 1986 : une hausse de 82,8 milliards sur l'année 1986.

### Croissance

#### Plus médiocre résultat depuis douze ans au Japon

Le produit national brut japonais a augmenté de 2,5 % au Japon en 1986 (contre 4,7 % en 1985), son résultat le plus médiocre depuis 1974, date à laquelle il avait baissé de 1,4 %, annonce l'Agence de planification économique. Durant le premier trimestre 1986, le PNB n'a progressé que de 0,8 % en termes réels, à peine mieux que durant les trois mois précédents (0,78 %). Sans la bonne activité du premier trimestre, la croissance japonaise se serait encore plus lourdement ressentie des conséquences de la flambée du yen vis-à-vis du dollar. Cette dernière a sensiblement freiné les exportations, fondement de l'expansion japonaise l'an dernier encore.

selon les premières estimations publiées, mardi 17 mars par le ministère de l'économie.

En données brutes, — elles aussi estimatives, — la balance des paiements a enregistré un déficit de 5,2 milliards de francs après un excédent de 7,1 milliards (chiffre révisé) en décembre dernier.

## ÉTRANGER

### Grande-Bretagne : la perspective d'élections générales

## M. Lawson a présenté un budget pré-électoral teinté de « prudence »

LONDRES  
de notre correspondant

En présentant le mardi 17 mars son projet de budget 1987-1988, le Chancelier de l'Echiquier a pu s'offrir le luxe de se montrer à la fois généreux et circonspect. Ainsi qu'il s'y attendait dans la perspective d'élections législatives qui paraît de plus en plus certaine, M. Nigel Lawson a annoncé une diminution globale de 2 % de l'impôt sur le revenu mais en même temps, soulignant sa « prudence », il a révélé qu'il allait réduire de 3 milliards de livres (environ 30 milliards de francs), les besoins d'emprunt de l'Etat par rapport aux prévisions qu'il avait établies voici quelques mois.

Il s'agit là d'une révision substantielle à la baisse, l'objectif étant désormais de 4 milliards au lieu de 7 et ce pour les deux années à venir. Cette décision dont l'ampleur a surpris de nombreux observateurs a eu pour effet de renforcer considérablement la satisfaction dans les milieux financiers, qui s'est immédiatement traduite à la Bourse de Londres par une nette hausse des cours, celui de la livre (au plus haut depuis cinq ans face au dollar) comme celui de l'ensemble des valeurs mesurées par l'indice du Financial Times.

Alors que dans la City on craignait récemment que M. Lawson ne se laisse entraîner à des largesses excessives par souci « électoraliste ». Ce budget se voit reconnaître le mérite de la sagesse parce qu'il semble notamment destiné à éviter d'accroître la reprise inquiétante de l'inflation. Tout en ménageant à brève échéance des préoccupations politiques évidentes, le chancelier de l'Echiquier a manifestement cherché à ne pas hypothéquer l'avenir.

Longtemps différée — de nouveau en 1986, à cause de la chute de la livre et de celle du prix du pétrole de la mer du Nord, — la promesse d'un allègement de la fiscalité directe, l'une des priorités du gouvernement de M. Thatcher, est enfin réalisée. Mais le cadeau offert à une majorité de contribuables n'est pas aussi important que certains l'espéraient ou le redoutaient.

La semaine dernière, on évoquait dans la presse une baisse de 4 % ; elle est finalement motivée moindre. Le taux de base de l'impôt sur le revenu est ainsi ramené à 27 % et non pas à 25 %, niveau autrefois visé par le gouvernement. Cependant, les principales contributions indirectes ne sont pas augmentées. Le taux de TVA reste inchangé, de même que les taxes sur les boissons alcoolisées,

le tabac et celles qui touchent les automobiles (vignette et essence), alors qu'elles avaient été sensiblement relevées les années précédentes.

L'attitude de stricte prudence adoptée par M. Lawson dans le domaine de l'emprunt compense de telles concessions aux yeux de la plupart des experts de la City qui, dès mardi soir, prédisaient une nouvelle baisse rapide des taux d'intérêt de 1 % en une ou deux étapes. Cette conséquence est jugée particulièrement salutaire car ceux-ci demeurent toujours très élevés outre-Manche (entre 10 % et 11 %).

### Masse fiscale

En quelques mots, la marge de manœuvre du chancelier de l'Echiquier s'est accrue de façon qualifiée. En novembre, faisant comme de coutume le point de la situation pour énoncer les grandes lignes du budget, M. Lawson avait déjà causé une certaine surprise en indiquant qu'il s'apprêtait à augmenter les dépenses publiques (le Monde du 8 novembre). De la sorte, il faisait soudain exception à la politique de rigueur strictement suivie jusqu'à par le gouvernement Thatcher. Cette initiative avait pour but d'essayer de désamorcer les critiques de l'opposition et d'une part de la majorité. Mais au même moment, M. Lawson faisait savoir que cet effort pourrait l'empêcher d'alléger l'impôt. Or, depuis, il a découvert un certain nombre de recettes fiscales dépassant de beaucoup ce qu'il escomptait.

La hausse des salaires, et par là même la ponction fiscale, a été plus rapide que prévue. Le « boom » de la consommation (le Monde du 17 février) a gonflé les recettes dues à la taxe à la valeur ajoutée. Tandis que le prix du pétrole remonte, les profits de nombreuses entreprises se sont avérés plus importants que prévu. Cela a apporté au Trésor des ressources supplémentaires évaluées à près de 5 milliards de livres. « Chancelier Lawson », écrivait dimanche le Sunday Times. La conjonction aura rarement été aussi favorable pour le ministre des finances à la veille de la présentation d'un budget... et à l'approche d'une campagne électorale. M. Lawson a donc en les moyens de jouer sur plusieurs tableaux à la fois : relâcher la pression fiscale et accorder relativement certaines dépenses en matière de santé, d'éducation ou de logement par exemple, tout en main-

tenant une gestion « raisonnable » des finances du gouvernement, avec la limitation des emprunts de celui-ci.

Devant la Chambre des communes, mardi, le chancelier de l'Echiquier s'est vanté de proposer « une combinaison qui sauve notre gouvernement navré pu trouver depuis des décennies ». Avec habileté, aidé par les circonstances, M. Lawson s'est livré à un dosage dont la modération lui vaut les félicitations du patronat auparavant inquiet. La Confédération de l'industrie avait pris soin de mettre en garde M. Lawson contre une réduction de l'impôt qui, selon elle, risquait de « provoquer une surchauffe de l'économie, causer une détérioration du commerce britannique ». La prudence du ministre des finances les a en grande partie rassurés.

### « Rien pour les chômeurs »

L'opposition proteste. M. Neil Kinnock, leader du Parti travailliste, a déclaré : « Ce budget n'a pas grand-chose à voir avec le bien-être et tout à voir avec les élections générales ». Son adjoint, M. Roy Hattersley, a ajouté : « Tout en paraissant prudent, M. Lawson essaie d'acheter des voix mais il reste entre deux chaises ». Les dirigeants de l'Alliance entre les sociaux-démocrates et les libéraux précisent que le gouvernement « ne fait rien pour réduire les inégalités ». Comme les travaillistes, ils font remarquer que la plupart des pensions et allocations destinées aux plus défavorisés s'accroissent qu'en proportion de l'inflation alors que la

budget soulage les plus riches, le seul des tranches d'imposition les plus fortes étant nettement relevée.

M. Norman Willis, secrétaire général du TUC, constate, quant à lui, que le projet de M. Lawson ne comporte « rien pour les chômeurs ». Il n'y a en effet aucune mesure pour les créations d'emploi, ce que, à l'avance, regrettaient amèrement quatre anciens conseillers économiques du gouvernement dans une lettre publiée le 16 mars par le Financial Times.

Même si sa progression tend à se ralentir depuis plusieurs mois, le chômage affecte toujours plus de trois millions de Britanniques, soit plus de 11 % de la population active. Il existe d'autres points noirs, tels que l'inflation qui, après être redescendue à 2,4 % l'été dernier, se situe à présent à environ 4 % et pourrait dépasser 5 % plus tard dans l'année. Le déséquilibre de la balance des paiements n'est pas moins préoccupant. Le léger déficit de 200 millions de livres enregistré en 1986 était le premier depuis l'arrivée au pouvoir de M. Thatcher en 1979.

Alimenté par l'accroissement considérable des importations et l'incapacité manifeste de l'industrie britannique à répondre à la demande intérieure, il va s'accroître pour atteindre 1,5 milliard de livres en 1987, selon les propres prévisions de M. Lawson.

Pieurs commentaires de la presse londonienne ont noté mardi que, dans ces conditions, le chancelier de l'Echiquier avait de multiples raisons de mettre en valeur sa prudence.

FRANCIS CORNU.

### Nouvelle étape vers le grand marché

## La CEE propose une vraie concurrence sur les commandes publiques

BRUXELLES  
(Communauté européenne)  
de notre correspondant

Les marchés publics devraient s'ouvrir à la concurrence des entreprises de l'ensemble des Etats membres de la CEE et ne plus être réservés, comme c'est le plus souvent le cas, aux seules entreprises nationales. L'adoption par le conseil des ministres des propositions que la Commission européenne devait soumettre, le mercredi 18 mars, aux Etats membres est considérée à Bruxelles comme devant marquer une étape particulièrement importante dans la course engagée pour établir, d'ici au 31 décembre 1992, un « grand marché sans frontières ».

Principale innovation : la Commission voudrait être autorisée à intervenir directement en cas d'urgence auprès des administrations, des établissements publics ou des collectivités locales pour suspendre les procédures d'adjudication. Le pouvoir quasi discrétionnaire qui serait ainsi accordé à la Commission lui permettrait d'imposer une application équilibrée de la politique d'ouverture des marchés que l'on s'emploie maintenant à mettre en œuvre. En d'autres termes, on peut imaginer que la Commission agisse de manière déterminée si dans l'un ou l'autre des pays membres les appels d'offres continuent à se passer plus qu'ailleurs de manière irrégulière.

L'enjeu est considérable : les marchés publics représentent 200 milliards d'ECU (1 400 milliards de francs), par an et 400 milliards d'ECU l'on prend en compte les achats des entreprises nationales. Or, sur ce montant, on considère que 2 % seulement des commandes font l'objet d'une réelle concurrence. Ouvrir les marchés publics, c'est accentuer l'interdépendance des économies et par là même favoriser les rapprochements entre les entreprises.

## ITALIE

### L'archevêque de Gênes médiateur dans le conflit du port

Roma. — Comme elle a dû être douce au cardinal Giuseppe Siri, archevêque de Gênes depuis quatre ans, la journée du mardi 17 mars ! Classé depuis plus de quarante ans parmi les conservateurs voire les réactionnaires, de l'Eglise, ne voilà-t-il pas qu'il est appelé à arbitrer le conflit entre communistes et socialistes qui paralyse le port de Gênes depuis trois mois et demi. Les dockers refusent la nouvelle réglementation du travail, imposée après l'échec de difficiles négociations afin de redonner quelque compétitivité à un port jadis prospère.

Le prélat était visiblement ravi, mardi, à l'issue d'une réunion où il avait eu à sa droite M. Roberto d'Alessandro, directeur du Consortium autonome du port, par ailleurs député représentant du PS, et à sa gauche M. Paride Batini, chef, communiste, des « chameaux », comme on appelle familièrement depuis près de six cent cinquante ans, les « portuaires » de Gênes. De fait, les parties ont annoncé la reprise du dialogue. — (Corresp.)

● **Pêche** : le conflit entre la France et le Canada s'envenime. — Un accord intérimaire pour 1987, qui ne satisfait pleinement aucune des deux parties, avait été conclu fin janvier.

Ces décisions ont été prises « parce que les Français ont dépassé le contingent de 6 400 tonnes de morue qui leur avait été alloué » dans ce secteur, en application de la réglementation canadienne. Paris a accordé, de son côté, un quota de 26 000 tonnes à ses pêcheurs de morue, soit 12 000 tonnes pour les chalutiers métropolitains et 14 000 tonnes pour les six bateaux de la flotte de l'archipel dans les eaux situées au large de Saint-Pierre-et-Miquelon et dont la France revendique la souveraineté. — (AFP.)

tions franco-canadiennes sur la pêche pour la période 1988-1991. Un accord définitif pour 1987, qui ne satisfait pleinement aucune des deux parties, avait été conclu fin janvier.

Ces décisions ont été prises « parce que les Français ont dépassé le contingent de 6 400 tonnes de morue qui leur avait été alloué » dans ce secteur, en application de la réglementation canadienne. Paris a accordé, de son côté, un quota de 26 000 tonnes à ses pêcheurs de morue, soit 12 000 tonnes pour les chalutiers métropolitains et 14 000 tonnes pour les six bateaux de la flotte de l'archipel dans les eaux situées au large de Saint-Pierre-et-Miquelon et dont la France revendique la souveraineté. — (AFP.)

Mais c'est aussi, et l'on insiste beaucoup sur ce point à Bruxelles, un levier efficace pour imposer aux industries les normes européennes. Les appels d'offres, quel que soit le type du marché, contiennent un volet décrivant les spécifications techniques du produit que l'administration veut se procurer ; la règle communautaire exige, sous peine de frapper de nullité l'appel d'offres, que ces spécifications fassent référence aux normes communes.

Il existe déjà deux directives très anciennes qui font obligation aux Etats membres d'ouvrir à la concurrence les marchés de travaux publics et ceux de fourniture. Une recommandation récente, qui concerne les équipements de télécommunications, invite les gouvernements à proscrire toute discrimination pour les achats des terminaux et à ouvrir à la concurrence, à hauteur de 10 %, les commandes ayant trait aux réseaux et aux contrats.

### Pas de réforme théorique


La Commission propose d'élargir le champ d'application de ces directives aux secteurs-clés des transports, de l'eau et de l'énergie. Sans que les télécommunications, le seul d'ouverture minimal dans les cas des équipements de réseaux serait porté de 10 % à 40 %.

Les directives actuellement en vigueur, qui imposent ce qu'on appelle la « transparence », ont à dire une présentation commune ainsi que la publication des appels d'offres, et qui interdisent les combinaisons en tout genre, qualifiées pudiquement d'appels d'offres restreints, ne sont pratiquement pas appliquées.

La Commission a le souci de ne pas « ouvrir sur le papier », de ne pas se limiter à une réforme théorique. Comment sanctionner les manquements des Etats membres de manière suffisamment efficace pour qu'ils perdent leurs mauvaises habitudes ? La brève des procédures de passation des marchés nécessite des interventions rapides avant que l'adjudication soit faite, et si l'infraction est grave en suspendant la procédure d'adjudication.

La Commission, qui s'appuie pour la première fois sur le nouvel article 100 A introduit dans le traité de Rome par l'acte unique pour permettre l'adoption de dispositions sur l'harmonisation des législations à la majorité qualifiée, propose que désormais les procédures judiciaires nationales : 1) garantissent aux soumissionnaires un recours rapide en cas d'adjudication immotivée, manifestement incompatible avec le droit communautaire ; 2) afin de pallier les défaillances ou les hésitations des soumissionnaires, autorisent la commission à intervenir dans les cas graves en suspendant la procédure d'adjudication.

PHILIPPE LEMAITRE.



## ALGERIE - الجزائر

Ministère de l'enseignement supérieur  
OFFICE DES PUBLICATIONS UNIVERSITAIRES  
DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS

1, place centrale de Ben-Aknoun  
Route de Dely-Ibrahim - Ben-Aknoun  
ALGER

**Avis d'appel à la concurrence international ouvert**  
n° 01/87

Un avis d'appel à la concurrence international ouvert est lancé pour la fourniture de matériel de photocomposition :

- 8 terminaux de saisie et correction, y compris lecteurs de disquettes ;
- 2 écrans de mise en pages ;
- 2 unités photos ;
- 2 imprimantes bilingues ;
- 1 développeuse à 4 bords.

Cet appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants producteurs, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier des charges auprès de l'Office des publications universitaires, direction des approvisionnements, 1, place centrale de Ben-Aknoun, route de Dely-Ibrahim - Ben-Aknoun, Alger, contre montant de 200 DA.

Les soumissionnaires doivent joindre à leurs dossiers les pièces énumérées au cahier des charges.

Les offres doivent être sous double pli fermé et en recommandé, l'enveloppe extérieure doit être anonyme sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire et portera la mention « Appel à la concurrence internationale » à ne pas ouvrir.

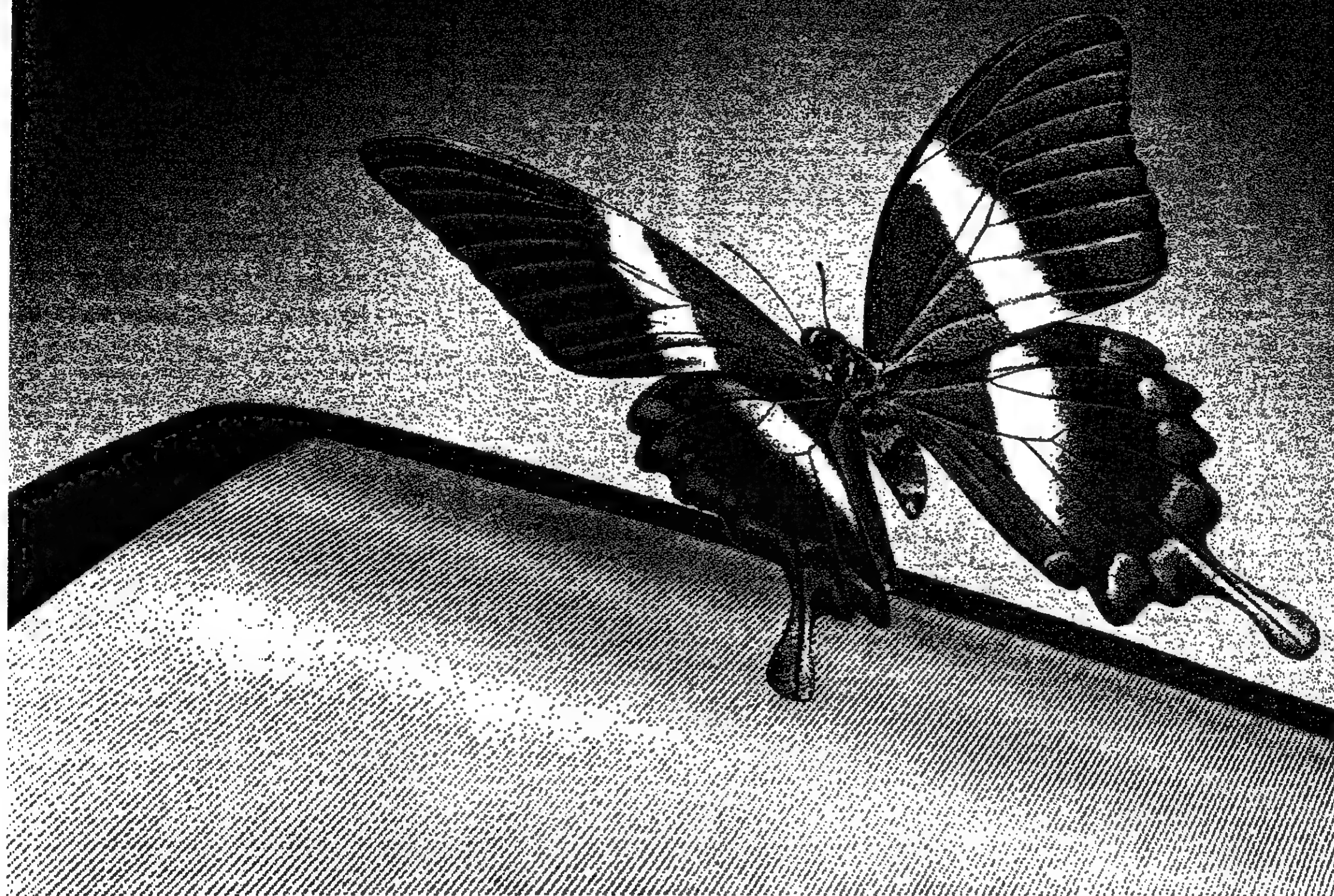
La date de clôture de cet appel à la concurrence est fixée à trente jours à compter de la parution du présent avis, le cachet de la poste faisant foi.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de cent vingt jours à compter de la clôture de cet appel à la concurrence.

هذا اعلان انجليزي



## Le Nouveau Monde électronique.



En vous offrant, peut-être pour la première fois, un appareil Panasonic ou Technics, c'est beaucoup plus qu'un simple produit manufacturé que vous achetez. Présents dans tous les domaines de l'électronique, Panasonic et Technics commercialisent en effet une vaste gamme de produits à usages domestiques ou professionnels: téléviseurs, vidéo, Hi-Fi, ménager, piles, bureautique, biens d'équipements, composants, robotique... Et quand vous saurez que, par exemple, Panasonic a vendu plus de 100 millions de postes de télévision dans le monde, vous comprendrez aisément la place qu'occupe chaque jour le groupe Matsushita auprès de millions d'hommes et de femmes. En leur offrant, au travers de ses produits, sa technique et son savoir-faire, il contribue à leur mieux-être et à leur épanouissement.

A tous ceux qui croient que haute technologie et bonheur ne vont pas de pair, Panasonic et Technics prouvent que le Nouveau Monde électronique est une réalité.

**Panasonic**  
**Technics**



## Affaires

Le projet de vente  
d'AMC à ChryslerDe l'inquiétude  
au soulagement  
chez les CanadiensMONTREAL  
de notre correspondante

Le projet de rachat d'American Motors par Chrysler suscite quelques inquiétudes au Canada et, surtout, en Ontario, où la filiale à 46 % de Renault a concentré ses quatre usines, qui emploient plus de 2 500 personnes.

Six cents d'entre elles (sur les 3 000 prévues) travaillent déjà dans l'unité ultra-moderne en construction à Brampton, qui doit fabriquer, dès cet été, la « Premier », de conception entièrement américaine. Les gouvernements canadien et ontarien, qui ont déboursé chacun 60,5 millions de dollars canadiens (285 millions de francs) pour obtenir cet investissement de 750 millions de dollars, ont appris avec soulagement que Chrysler ne comptait pas abandonner le projet.

Les quelques 1 000 ouvriers de l'usine de Brampton, en Ontario, sont, quant à eux, plutôt optimistes : les Jeeps qu'ils produisent constituent précisément le joyau d'American Motors convoité par Chrysler pour compléter sa gamme. Il apparaît, néanmoins, plus que probable que certaines installations d'AMC et de Chrysler feront inévitablement double emploi, ce qui laisse entrevoir des licenciements dans les deux usines de pièces détachées (à Sarnia et à Stratford) et une certaine rationalisation au niveau des réseaux de distribution.

Un grand nombre d'analystes canadiens estiment, en tout état de cause, que le projet de Chrysler met fin à une situation qui n'avait plus de sens : AMC et Renault n'ayant guère tiré profit de leur association. Au Canada, les ventes du groupe, qui avaient dépassé les 33 000 voitures particulières en 1983, ont diminué chaque année de 30 % pour tomber à 13 000 l'an passé. Les Jeeps (non classées en véhicules particuliers) ont été vendues à plus de 15 000 exemplaires.

Les modèles Renault bénéficiaient pourtant au Canada d'un a priori favorable, surtout au Québec, où le groupe réalisait 60 % à 80 % de ses ventes. Les Québécois n'ont toutefois pas pardonné à AMC d'avoir choisi l'Ontario pour implanter sa nouvelle usine et d'avoir rapatrié dans la province rivale un entrepôt de pièces détachées de la région de Montréal.

MARTINE JACOT.

## En association avec Sony

## Philips relance le vidéodisque

Le vidéodisque va bientôt faire une rentrée en force. Huit ans après l'échec de la société américaine RCA et les essais malheureux de presque tous les grands fabricants de matériel électronique grand public, Philips relance le produit.

Présentés aux journalistes le mardi 17 mars à Amsterdam, les premiers exemplaires de la nouvelle génération de vidéodisques seront disponibles à l'automne aux États-Unis et en RFA, pour les fêtes de fin d'année ou au début de 1988 en France. Le plus perfectionné d'entre eux diffusera deux heures de programme vidéo (une heure sur chaque face). Son prix sera de l'ordre de 5 500 F.

Pour mettre toutes les chances de son côté, la firme d'Eindhoven a marié son vidéodisque avec la famille des compact disc (CD), dont le cercle s'agrandit et va compter désormais trois membres de plus. De fait, Philips ne lance pas un vidéodisque, mais trois, sous le nom de CD vidéo. Le premier utilisera des disques compacts de taille conventionnelle (12 centimètres de diamètre). Destinés aux « teenagers », ce produit sera le support des clips vidéo (5 minutes de programme vidéo combiné avec 20 minutes de programme audio).

Le deuxième s'adressera à la clientèle des mélomanes. Il emploiera des disques de 20 centimètres de diamètre comportant 40 minutes (20 minutes sur chaque face) d'enregistrement vidéo. Fin de la fin, le « long play », destiné au marché de la grande distribution, offrira deux heures de programme vidéo (une heure sur chaque face) avec des disques de 30 centimètres.

Toutes les « galettes » seront présentées dans des emballages en plas-

tique rigide transparent, semblables à ceux déjà employés pour les CD audio. Le prix des disques n'a pas encore été fixé.

Cependant, le CD vidéo-clip, de couleur ou pour le distingué du CD audio argent, pourrait, d'après M. Jan Timmer, président de Polygram, filiale « édition » de Philips, être de l'ordre de 8 dollars (50 F).

Cette deuxième tentative sera-t-elle la bonne ? Philips ne s'embarrasse pas sans succès dans cette aventure. Comme pour le compact disc audio en 1983, le groupe S'y lance avec le japonais Sony, co-titulaire du procédé. Philips a déjà pris son bâton de pèlerin pour trouver des clients. Nombre de groupes japonais ont déjà passé des commandes pour acquérir les droits de développement et de fabrication : Matsushita (Technics), Pioneer, National, bien sûr, Hitachi, Pioneer, Toshiba, Denon, Yamaha et quelques autres.

D'autre part, instruit de l'expérience du passé, Philips mettra immédiatement en place la logistique nécessaire au moment du lancement de ses appareils. Sa filiale Polygram mettra deux cent cinquante titres musicaux à la disposition du grand public. La firme d'Eindhoven a, en outre, trouvé un allié de taille en la personne de la puissante maison d'édition américaine Warner. « Si, des trois standards vidéo (VHS, Betamax, V-2000), le plus mauvais (VHS) a remporté la guerre des images, il le doit uniquement au « soft », explique M. de Beldad, directeur chez Philips France. Autre facteur déterminant : tous les appareils anciens et nouveaux seront compatibles entre eux. Ainsi, le propriétaire CD audio pourra écouter les galettes dorées, et

l'acquéreur du modèle LP de 30 cm pourra écouter d'anciens CD.

Si les nouveaux vidéodisques figurent sous la bannière du « compact disc », seule la partie son est numérisée, c'est-à-dire de très haute fidélité. Numérisée, l'image prendrait trop de place.

L'objectif poursuivi par Philips est clair. À l'heure où la concurrence est féroce sur le marché audio-vidéo, la firme d'Eindhoven s'efforce de lancer de nouveaux produits pour ne pas se faire distancer. Le CD vidéo préfigure un combat de plus grande envergure encore, qui, dans quelques années, opposera le vidéo-disque au magnétoscope. Il ne reste plus, pour engager le fer, que de rendre le CD vidéo effaçable et réenregistrable. Le produit existe déjà, et Kodak pourrait le lancer dès 1988. Prudent, Philips n'avance pas de date afin de ne pas porter un coup trop rude au marché du VHS.

Reste qu'à voir unique pour l'instant le CD vidéo ne comporte pas que des avantages. Il ne sera en effet commercialisé que sous deux standards, le NTSC pour le marché américain, le PAL pour le marché européen. Chez Philips, on estime en effet que la moitié du parc de téléviseurs sur le vieux continent est maintenant constitué à 50 % d'appareils bi-standard (SECCAM-PAL). En économisant un standard, la firme néerlandaise est ainsi en mesure de réduire le prix de vente de ses lecteurs. Enfin, si les images du CD vidéo sont d'excellente qualité, les couleurs sont délavées. Pêché de jeunesse, paraît-il, et la démonstration était faite au standard américain NTSC, le plus mauvais.

ANDRÉ DESSOT.

## Privatisation

## Tirage au sort

Le gouvernement tire les leçons de la privatisation de

Paris. L'engouement des Français pour les titres de la compagnie financière n'avait pas permis de servir les dix titres minimum prévus par la loi de privatisation. Les petits porteurs n'avaient eu droit qu'à quatre titres. Les services de M. Balladur ont donc concocté un nouveau décret d'application prévoyant deux procédures spéciales lorsque le nombre de demandes excéderait le nombre de titres offerts à la vente.

Une première procédure permettra de recourir au tirage au sort pour les demandes dans le cas où il ne serait pas possible

de servir un titre par sous-

cripteur. Une seconde procédure prévoit la multiplication du nombre de titres offerts par division des titres initialement mis en vente et réduction de leur valeur initiale. Encore faudra-t-il que cela soit possible : cette division split est en effet déjà pratiquée dans un certain nombre de cas (ce fut pour Paris), dans un but différent. Il s'agissait en effet d'abaissier le prix des actions mises en vente pour les rendre accessibles aux petits actionnaires, cible privilégiée de M. Balladur.

C. B.

## ÉDITION

## Le prix unique du livre

Tous les éditeurs solidaires  
contre les rabais des grandes surfaces

La bataille juridique et économique menée par les grandes surfaces contre la loi de juillet 1981 sur le prix unique du livre — communément appelée loi Lang — a pris un tour nouveau.

Jusqu'à présent, les adversaires de la loi utilisaient deux stratégies. L'une, celle de la FNAC, consistait à rester strictement dans le cadre de la légalité — pas de rabais de plus de 5 % par rapport au prix fixé par les éditeurs — tout en multipliant, jusqu'à présent en vain, les pressions pour qu'on revienne au prix libre. L'autre réaction, qui est notamment celle de nombreux centres Leclerc, consiste à ne pas tenir compte de la loi et à monter des opérations de « promotion » qui consistent à appliquer des rabais — illégaux — de 20 % sur certains titres.

Le scénario était devenu classique : des libraires voisins envoyaient un huissier constater que la grande surface opérant des rabais prohibés ; une plainte était déposée, un jugement rendu plus ou moins rapidement, qui ordonnait au centre Leclerc de cesser son opération. Celui-ci obtempérait plus ou moins vite — et relançait quelques jours plus tard une autre action de discount du même type. Le ministère de la culture, de son côté, tout en se déclarant favorable au maintien du prix unique, avait décidé de laisser les professionnels eux-mêmes intervenir contre les contrevenants, on risquait d'aboutir à une manière d'abrogation de fait de la loi.

PIERRE LEPAPE.

Jusqu'à présent, quelques éditeurs — en particulier Jérôme Lindon, le PDG des Éditions de Minuit, qui a mené la bataille pour le prix unique — avaient réagi en refusant de vendre leurs ouvrages aux centres Leclerc. Mais ils restaient fort minoritaires en nombre et surtout en volume de livres vendus, ce qui ne gênait guère les grandes surfaces. Les autres éditeurs hésitaient, déchirés entre la défense de la librairie traditionnelle et l'intérêt commercial que représentent les ventes en supermarchés.

Mais, cette fois, la solidarité l'emporte. Dans une déclaration commune, la plupart des grandes maisons d'édition, de l'ensemble du groupe Hachette en passant par Gallimard, le Seuil, Larousse ou Flammarion, indiquent qu'elles suspendent la fourniture de leurs ouvrages à tous les détaillants en infraction avec la loi. Quand on considère le poids que représentent ces éditeurs — ils publient en particulier la quasi-totalité des livres en format de poche — c'est bien d'un boycottage général dont il s'agit.

Comment vont réagir les centres Leclerc ? Dans les milieux de l'édition, on s'attendait, le mardi 18 mars, à une plainte des grandes surfaces frappées pour « refus de vente ». Ce qui ne manquerait pas de se solder juridiquement par la victoire de la loi et des accusés qui s'obstinent à la faire appliquer.

## Cloques sur coques

Le chantier vendéen Bénéteau, l'un des leaders mondiaux du marché des bateaux de plaisance, a été attaqué en justice par ses fournisseurs, qu'il estime responsables du « cancer » qui ronge la coque de certains de ses bateaux.

Ce « cancer du plastique », selon la dénomination qui lui a été donnée dans les milieux techniques, se manifeste par l'apparition de multiples cloques à la surface des coques. C'est un produit catalysant — entrant dans la finition des bateaux et, apparemment, sans incidence sur la solidité des coques — qui, selon Bénéteau, est la cause du phénomène.

La direction du chantier a assigné devant le tribunal de commerce de La Roche-sur-Yon (Vendée), le fabricant du produit,

la Société chalonaise de peroxydes organiques (SCPO), filiale de L'Air liquide, installée à Chalon-sur-Saône, a indiqué M. Thierry, avocat de Bénéteau.

Selon M. Thierry, mille cinq cents bateaux construits entre 1983 et 1985 ont été touchés par ce mal. Chez Bénéteau, c'est tout particulièrement la série des First qui est concernée. La production, selon lui, est estimée à 75 millions de francs par les experts.

En rapport avec cette affaire, un jugement en référé de la cour d'appel de Poitiers a obligé, récemment, L'Air liquide à verser une provision de 3 millions de francs à Bénéteau, dont le siège est à Saint-Hilaire de Riez (Vendée). La tribune de commerce de La Roche-sur-Yon se prononcera le 31 mars.

## TRANSPORTS

Les États-Unis veulent réduire l'encombrement de leurs aéroports. L'administration fédérale de l'aviation civile réunit, cette semaine, les représentants d'une centaine de compagnies américaines pour tenter de mettre fin aux retards qui affectent de plus en plus souvent les vols aux heures de pointe.

En 1986, un vol sur quatre n'est pas arrivé à l'heure parce que les compagnies veulent toutes faire décoller et atterrir leurs appareils aux heures les plus rentables et les plus chargées. Deux aéroports se trouvent dans une situation particulièrement critique : celui d'Atlanta-Hartsfield qui devrait théoriquement supporter soixante-trois décollages entre 9 h et 9 h 30 et celui de Chicago-O'Hare où trente-six vols sont annoncés à 9 h 15 précises par les horaires officiels des compagnies. Dans l'attente d'une harmonisation, la FAA a pris la décision — contestée — de réduire de 22 à 15 kilomètres la distance séparant deux avions volant à deux dans le même couloir aérien. — (AFP.)

# L'EFFICACITE.

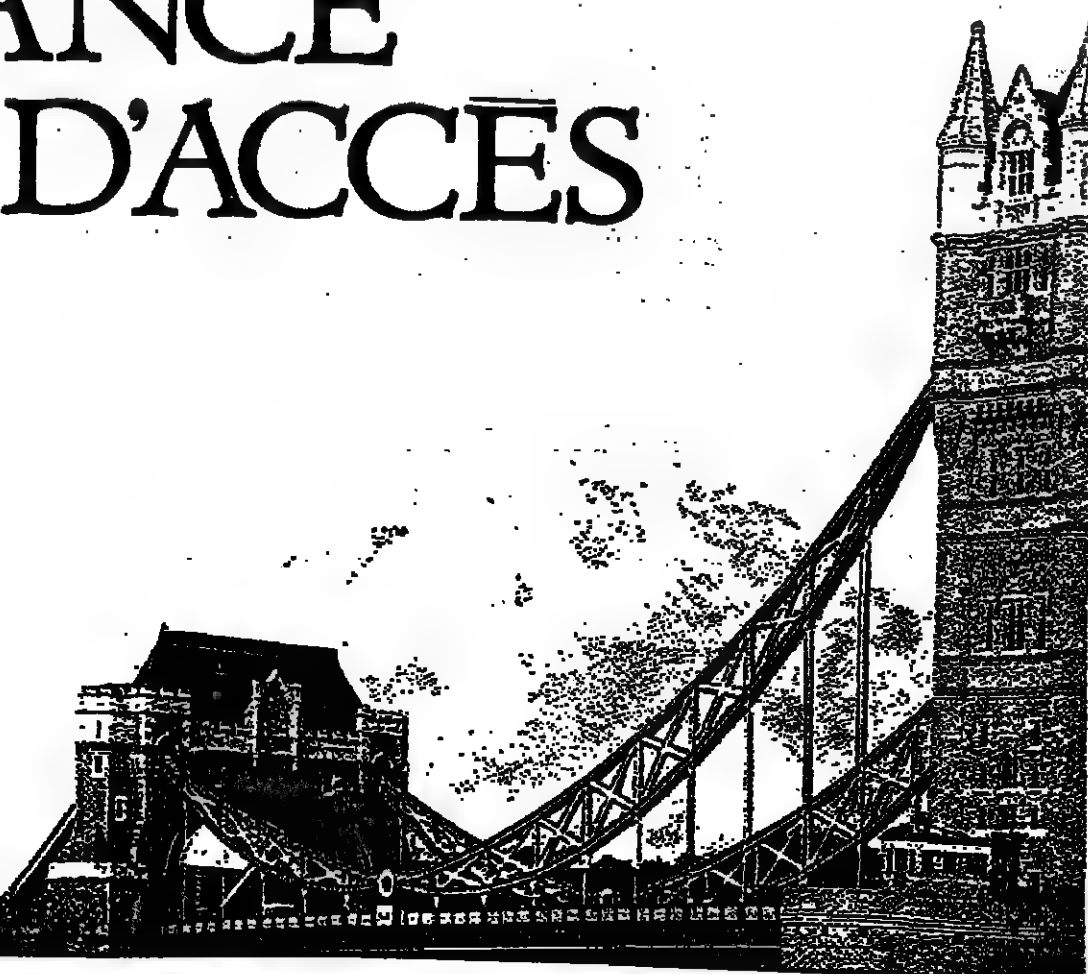
## AVEC AIR FRANCE

### 3 AÉROPORTS D'ACCÈS A LONDRES.

Inover est la volonté d'Air France pour mieux répondre aux besoins de ses passagers. Début avril, Air France vous propose le choix entre trois aéroports pour la liaison Paris-Londres : Heathrow, 58 liaisons hebdomadaires — Gatwick, 18 liaisons hebdomadaires — Stansted, 10 liaisons hebdomadaires.

Dans ce même esprit d'innovation, au cours du premier semestre 1987, 12 nouvelles lignes compléteront le réseau européen qui comptera 68 destinations au départ de Paris et 19 au départ de Province.

Etre efficace pour vous donner toutes les raisons de nous rester fidèle, c'est aussi la préoccupation première d'Air France.



هناك اتان الى اصل



## Social

Des propositions de la CFDT

### Rendre la « nouvelle demande sociale » créatrice d'emplois

Deux organisations viennent d'expliquer les efforts qu'elles accomplissent pour soutenir ou démontrer l'existence d'une « nouvelle demande », susceptible de créer des emplois.

Après douze années d'activité, le Centre d'Initiatives et d'Innovation sociale (CIS), créé par M. François Bouché, a amorcé sa transformation en une Agence d'Initiatives et d'Innovation sociale (AII) — pour collecter, puis traiter une « information active » ; participer par ses connaissances à l'innovation socio-économique, et enfin offrir des services d'accompagnement, principalement en matière de formation (1). Très prochainement, selon M. François Bouché, l'un des représentants de l'économie sociale, ce changement devrait se traduire, en liaison avec la Fondation de France, par la constitution d'un fonds de placement de capitaux à risques, capable « de venir en aide à des projets ».

De son côté, coïncidence non fortuite, M. Pierre Héritier, secrétaire national de la CFDT, expose les conclusions d'un groupe de travail « nouvelle demande sociale et création d'emplois ».

Dans son document, dont les auteurs de l'économie sociale partagent les conclusions, la CFDT s'attache à définir quelques garde-fous, et à prévenir les plus sévères déceptions.

Où, il y a des activités en friche, où, il y a des « glissements d'emploi », qui réclament d'abord une « nouvelle forme de croissance », laquelle nécessite une « relance sélective » et une « prise en compte de la nouvelle demande sociale ». Il est indispensable de « concilier » la politique économique favorable à l'emploi avec les politiques pour la réinsertion des chômeurs.

Contrairement à une opinion admise, il est faux de croire que les seules perspec-

tives d'emploi proviendront des secteurs des services, notamment dans les activités au rabais, si le socle de l'industrie manufacturière est entretenu vers le déclin. « Il n'y a pas d'expansion véritablement autonome du secteur des services, écrit la CFDT. Sa croissance est liée en grande partie au niveau de l'activité productive. » Il faut « des emplois d'entretien pour développer des emplois d'accompagnement ».

Ensuite, il convient de « différencier la nouvelle demande des « petits boulots », promus à la marginalité et qui ne correspondent pas à une restructuration du marché. D'où l'extrême attention portée au caractère solvable de cette demande qui ne serait pas prise en charge, essentiellement « parce qu'elle ne génère pas des marges de rentabilité suffisantes ».

Cependant, assure M. Héritier, « les emplois viendront des activités où les gains de productivité sont faibles et peu soumis à la concurrence internationale ». Des possibilités existent. La société de consommation a sans doute atteint un point de saturation et sacrifié des besoins importants. Le modèle en vigueur ne répond plus à la diversification croissante de la demande, amplifiée par des facteurs nouveaux (le vieillissement de la population, le changement dans la composition des ménages, la progression de l'activité féminine, l'augmentation du temps libre, etc.).

Le crédit à la consommation des services, « plutôt que par la gratuité sans discernement », pourrait permettre de rendre la demande solvable, par exemple par la réduction des coûts sociaux induits, grâce à l'aide apportée au maintien à domicile, « plutôt qu'à l'hospitalisation ». Au-delà, cela suppose un comportement différent des acteurs économiques et sociaux, la CFDT n'hésitant pas à faire appel à « l'esprit d'entreprise » ou à demander à ses équipes syndicales de

d'engager dans le mouvement, y compris par la création d'entreprises. Il s'agit de « profiter des nouvelles formes d'emploi » et donc de jouer de tous les outils disponibles, qui vont des fonds de placement régionaux en passant par les capitaux-risques et « tous les modes alternatifs ».

Quant au champ d'application, il est vaste et prometteur. La CFDT pense au développement économique local, au tourisme, à l'amélioration de l'habitat, à la maîtrise de l'énergie aussi bien qu'aux supermarchés à domicile, accessibles par téléphone ou minitel, évidemment aux services à domicile, pour les personnes âgées, la garde des enfants en bas âge, à l'aide ménagère. Ainsi, à l'association Mutualité Retraite de Nantes, deux cents personnes ont été salariées. L'extension de cette expérience sur tout le territoire national entraînerait la création de vingt-trois mille emplois. « Près de quarante mille emplois ont été créés l'an dernier en France », affirme M. Héritier, appuyé par M. Souleas. « Il faut prendre des dispositions pour poursuivre... »

ALAIN LEBEAUX

(1) Agence Initiatives et Innovation, 142, rue du Bac, 75007 Paris, tél. : (1) 45-49-09-10.

Peu satisfaite de « la tendance pour 1987 »

### La CGC tire un bilan contrasté d'un an de gouvernement Chirac

Même quand la CGC est satisfaite, elle tempère son contentement. Le compliment est enrobé d'épines. Moins critique que dans son interview récente à notre journal (*Le Monde* du 13 février), M. Paul Marchelli, qui dressait le mardi 17 mars, devant la presse, le bilan d'un an de gouvernement Chirac, ne s'est pas contenté de réaffirmer que la politique économique du gouvernement est « de bonne qualité ». Il a jugé qu'« il faudra attendre plusieurs années pour toucher en totalité les dividendes ». Dans l'immédiat, « la tendance pour 1987 n'est pas bonne pour l'économie française », avec un taux de croissance qui risque de ne pas être supérieur à 1,8 % et au moins 150 000 chômeurs supplémentaires.

Si un tel « désarmement de l'économie française en matière de compétitivité » ne permet pas en 1987 de réaliser « les per-

formances économiques dont nous avons besoin », la CGC n'entend pas s'y résigner et demande « des réponses plus sérieuses et plus globales au défi qui nous est posé ». M. Marchelli a réitéré sa proposition de « mettre en place des moyens importants et originaux pour la création d'entreprises ». Il a surtout insisté sur « une mise à plat » de l'ensemble du système de formation professionnelle — « c'est l'investissement le plus important aujourd'hui » — à la faveur de la « table ronde » que présidera M. Séguin, le 27 mars.

Ignorant délibérément l'existence d'un secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle (M<sup>me</sup> Catala), M. Marchelli a demandé la création, « dans les plus brefs délais », d'un ministère de la formation professionnelle qui aurait « la responsabilité pleine et entière » des jeunes en

formation initiale, de l'apprentissage et de la formation des adultes. Il a réitéré son souhait de voir intégrer le temps de formation dans le temps de travail.

Satisfait d'annoncer que M. Chirac avait accepté d'assister en juin prochain, à Versailles, au prochain congrès de la CGC, M. Marchelli n'a certes pas rejeté le principe des « Etats généraux de la Sécurité sociale », puisqu'il en revendique — comme la CFDT — la paternité. Mais, craignant « une belle confusion des discours, des propositions et des solutions », faute de temps et de préparation, il a suggéré que ces « Etats généraux » soient organisés d'abord dans les départements et les régions avant de remonter au niveau national, pour être conclus « après l'élection présidentielle ». Toute hâte serait mauvaise conseillère.

M.N.

## Cannes a la cote 12 mois sur 12.

### Des séjours dans des palaces pour le prix d'une auberge...

Au temps des années folles alors que les rois et les princes faisaient couler le champagne à flot, c'est en hiver que battait la vraie saison de Cannes. Non sans raison. Entre automne et printemps, Cannes retrouve le rythme de la vie. Calme, où chacun prend le temps et le plaisir de recevoir en ami.

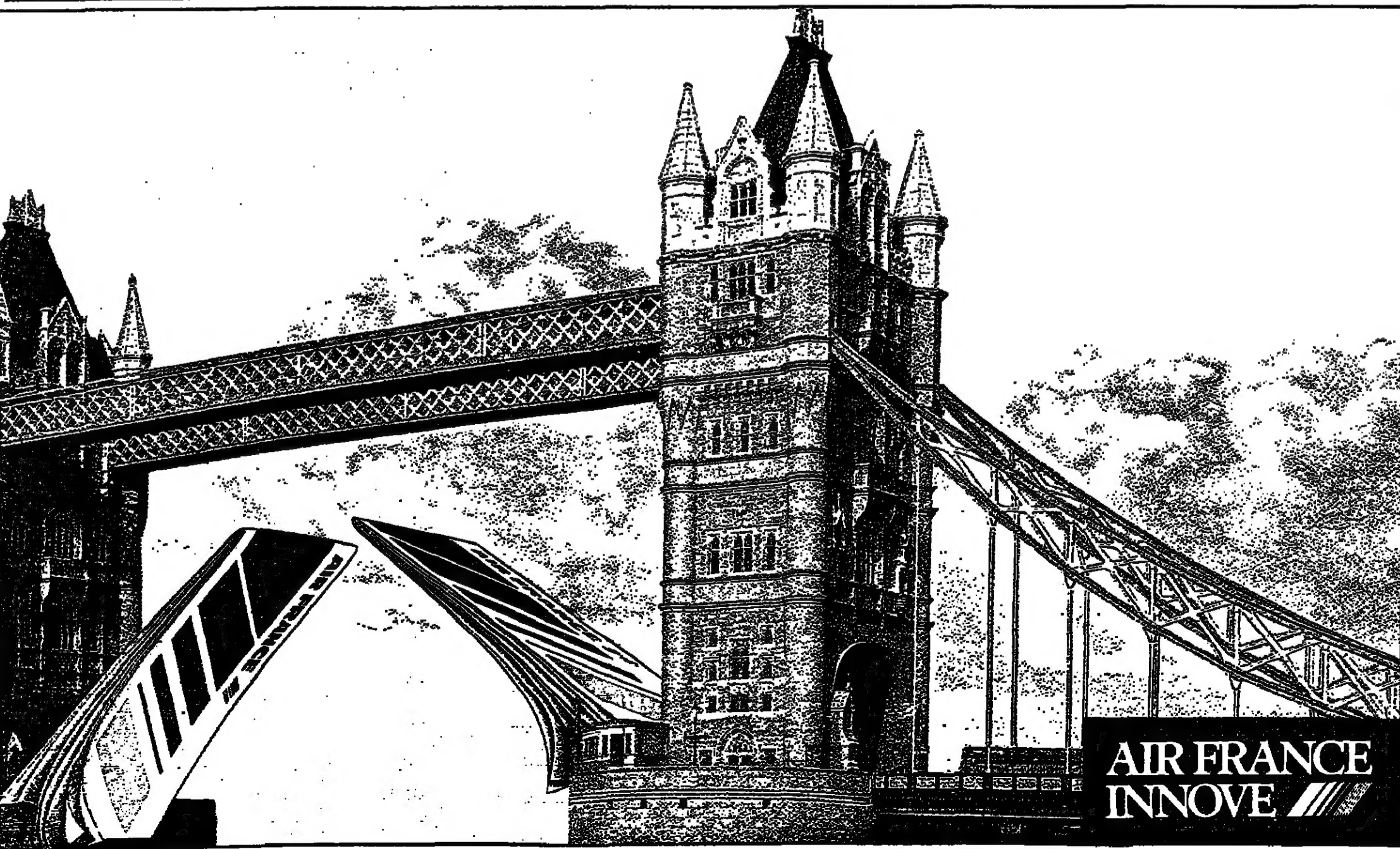
De nombreux hôteliers proposent des tarifs week-end, forfaits golf, tennis, santé... Envoi sur demande des tarifs complets et du guide « La Vraie Saison à Cannes ».

Direction Générale du Tourisme  
Esplanade Président G. Pompidou - La Croisette  
06400 Cannes - Tél. : 93.39.24.53

Forfait week-end  
(2 nuits, avec petit déjeuner, golf et tennis dans un palace à partir de 420 F par jour et par personne en chambre double).

Tarifs individuels spéciaux  
du 1.11.86 au 12.04.87 (3 nuits, prix par personne et par jour en chambre double incluant une excursion en bateau et un cocktail de bienvenue):  
140 F en hôtels 3 étoiles  
100 F en hôtels 2 étoiles  
80 F en hôtels une étoile.

**CANNES**  
CÔTE D'AZUR



**AIR FRANCE**  
INNOVE



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



IMMOBILIÈRE COMPLEXES COMMERCIAUX

Le conseil d'administration d'ICC, SICOMI locative du groupe ISM-Bail Investissement, s'est réuni le 13 mars 1987 sous la présidence de M. Michel Hémar, pour examiner l'activité de la société au cours de l'année 1986 et arrêter les comptes de l'exercice.

Après l'importante augmentation du capital intervenue en 1985, l'année 1986 a été une année de consolidation marquée par la mise en exploitation progressive des investissements nouvellement engagés.

Les chiffres-clés, comparés à ceux de l'année précédente, se présentent comme suit :

	1985 (en millions de francs)	1986 (en millions de francs)
Investissements de l'exercice	186 300	112 100
Produits de location	15 550	37 436
Résultat avant amortissements	28 232	50 393
Amortissements et provisions	1 583	6 425
Résultat net	26 649	43 968

Il sera proposé à l'assemblée générale qui se réunira le 19 juin 1987 la mise en distribution d'un dividende de 18,25 F par action, en augmentation de 5,5 % sur celui mis en paiement en 1986.

COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL  
(Groupe BNP)

## EXERCICE 1986

Toujours spécialisée dans le crédit à la consommation, le crédit immobilier, le financement d'équipement pour entreprises et l'assurance, la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL et ses filiales françaises ont, en 1986, distribué 5468 millions de francs de nouveaux concours (crédits en capital et investissements hors taxes pour le crédit-bail et la location), en augmentation de 14 % par rapport à l'année précédente.

Les engagements de leur clientèle, produits à recevoir inclus, atteignent 10171 millions de francs au 31 décembre 1986.

Résultats de l'exercice écoulé :

Le résultat financier consolidé du groupe, part des tiers exclus, s'est élevé cette année à 122,4 millions de francs contre 95,4 millions de francs pour l'exercice précédent, soit une hausse de 28,3 %. Il se compose de 133,8 millions de francs, après prise en compte d'une somme de 11,4 millions de francs, liée à la baisse de l'impôt affecté à la réserve financière latente extérieure.

Le bénéfice net des cinq sociétés françaises du groupe s'établit à 78,5 millions de francs pour 1986.

Les bénéfices nets des différentes sociétés qui le composent sont respectivement de :

- 76495807 F pour la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL,

dont 39,2 millions de revenus des filiales ;  
- 27960072 F pour le CRÉDIT UNIVERSEL ;  
- 3251476 F pour UNIVERSAL FACTORING ;  
- 8323265 F pour LOCUNIVERS ;  
- 1694913 F pour UNIFIMO.

Pour les filiales contrôlées à près de 100 % par la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL, les distributions proposées, qui reviennent donc presque intégralement à la société mère, forment un total de 38,7 millions de francs, soit un dividende net par action de 40 F pour CRÉDIT UNIVERSEL, 18 F pour UNIVERSAL FACTORING, 60 F pour LOCUNIVERS et 30 F pour UNIFIMO.

Le conseil d'administration de la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL propose pour sa part de répartir aux actionnaires une somme de 49510808 F correspondant à un dividende net unitaire de 36 F, soit, avec l'avoir fiscal, un revenu global de 54 F par action.

Bien que le montant unitaire du dividende reste identique, la distribution globale revenant aux actionnaires sera supérieure de 25 % à celle de l'exercice précédent, compte tenu de l'augmentation d'actions nouvelles effectuée en 1986.

Banque Vernes & Commerciale de Paris

Le conseil d'administration, réuni le 5 mars 1987 sous la présidence de M. Gilbert Lestargues, a arrêté les comptes de l'exercice 1986.

Le total du bilan s'élève à 17 milliards de francs, contre 13,9 milliards de francs au 31 décembre 1985.

Le produit net bancaire a atteint 504,2 millions de francs, contre 469,7 millions de francs en 1985, soit une augmentation de 7,3 %.

La croissance des frais généraux, en nette dégradation, ayant été limitée à 4,4 %, le résultat brut d'exploitation, après prise en compte des produits accessoires, marque un progrès supérieur à 16 %.

Après amortissements, provisions, charges et produits exceptionnels, le bénéfice net de l'exercice 1986 s'établit à 10,2 millions de francs, contre 2 millions de francs en 1985.

La Banque Vernes & Commerciale de Paris, désormais filiale à 90 % de la Banque Indosuez et à 10 % de la Compagnie financière de Suez, confirme ainsi, dans un environnement économique et bancaire contrasté où se sont mêlés les facteurs défavorables et les facteurs favorables, le redressement de sa capacité bénéficiaire amorcée l'an dernier.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, convoquée le 12 mai 1987, de reporter à nouveau ce résultat.

Compagnie d'investissements Astorg

Le conseil d'administration de la Compagnie d'investissements Astorg, réuni le 13 mars 1987 sous la présidence de M. Gérard Worms, a arrêté les comptes de l'exercice 1986 qui seront soumis le 15 juin prochain à l'assemblée générale des actionnaires. Il lui sera proposé de mettre en distribution un dividende net de 7,80 F par action, soit un revenu global, avec fiscal comprise, de 11,70 F, contre 10,50 F pour l'exercice précédent.

Le bénéfice net s'élève à 37,1 millions de francs, contre 28,9 millions de francs pour l'exercice précédent. Quant au résultat courant avant impôt, il est passé de 35,6 millions de francs en 1985 à 43,3 millions de francs en 1986.

Astorg a participé en 1986 à l'introduction particulièrement réussie de deux valeurs au second marché, Supra à Paris et Cagid à Lyon. Parallèlement, la société a poursuivi ses investissements dans des secteurs très variés d'activité allant des biens de consommation aux produits industriels, en passant par la distribution.

En total, Astorg a investi 126 millions de francs et cédé 55 millions de francs de titres, enregistrant une plus-value de 21,2 millions de francs.

L'actif net comptable d'Astorg avant répartition s'élève à 589 millions de francs au 31 décembre 1986. Ce montant ne comprend pas les plus-values latentes sur le portefeuille de participations, qui, pour les seuls titres cotés, ressortent à cette date, après déduction de l'impôt correspondant, à 91 millions de francs.

loca investissement

Au cours de l'exercice 1986, la société a contracté des engagements nouveaux pour un montant de 14 millions de francs, ce qui a porté le total de ses engagements bruts à 384,3 millions de francs.

Les décaissements de l'exercice sur engagements antérieurs ou nouveaux ont atteint 54,3 millions de francs, contre 35,1 millions de francs en 1985.

Le résultat de l'exercice s'établit à 33 247 717,58 F, contre 29 218 750,81 F, soit une progression de 13,79 %.

Le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Patrick Simon, a décidé, dans sa séance du 12 mars 1987, de proposer à l'assemblée générale, la distribution d'un dividende unitaire de 25,70 F, contre 24,03 F en 1985, soit une progression de 6,95 %, le taux de distribution étant ramené de 90,47 % à 85,03 %.

Les actionnaires se verront offrir la faculté d'opter pour le paiement sous forme d'actions nouvelles de la société créées jadis le 1<sup>er</sup> janvier 1987.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4336

Marchés financiers

PARIS, 17 mars

Léger repli : - 0,06 %

La Bourse de Paris a à peine marqué le pas en séance officielle, l'indice instantané cédant 0,06 % à l'approche de la clôture, résolvant le repli de 0,15 % observé dans la matinée.

Les observateurs notent la capacité de résistance du marché et des valeurs phares, comme Peugeot, Thomson, Michelin ou Elf-Aquitaine. Parmi les titres bien orientés figurent encore Primagaz, Ecov, Lyonnaise des Eaux, Bouygues et Labov. Les hausses ne dépassent cependant pas 2,5 %. Quant aux baisses, elles touchent Avions Dassault (- 3,7 %), Locatrans et Darty, ainsi que Larvy Somer et la Paribas de réassurance.

Autour de la corbeille, les boursiers accueillent sans surprise l'évaluation de hausse modérée des prix pour février (entre 0,1 % et 0,2 %), alors que certains avaient initialement 0,3 % ou 0,4 %. La réduction de 2 milliards de francs du déficit compta en février n'a pas non plus ému le marché.

Le relèvement du loyer de l'argent au jour le jour a en revanche incité les opérateurs à la prudence. La Bourse semble entrée dans une phase de consolidation technique. Mais l'abondance des liquidités et les bons résultats de la plupart des entreprises en 1986 sont des facteurs réels d'optimisme. On croit sous les tentes que l'OPF de Epéda sur Luchaire s'effectuera sur la base d'un titre Epéda pour 4 Luchaire. Les professionnels notent une certaine réserve des étrangers, qui semblent acheter par bribes, et non plus par grosses lignes, quand ils ne vendent pas. En France, on appuie la décision de maintien de cours par le CCF, agissant pour le compte de Gillette, de l'action Waterman, au-dessus de 650 F. Cette mesure suit l'annonce de la Société Gillette pour lever l'option d'achat de Waterman qu'elle avait déposée le 12 novembre 1986.

Le marché obligataire était de son côté irrégulier et peu actif. On note la hausse de 0,25 %, à 107,65, du contrat de décembre 1987 sur le MATIF.

L'impôt : 80 000 (- 400) ; napoleon : 610 F (- 1).

NEW-YORK, 17 mars

Record battu

Affabli au cours des quatre dernières séances par des ventes bénéficiaires, Wall Street s'est vivement redressé mardi, si vivement, même, que le Dow Jones regagnait tout le terrain perdu, et même au-delà, pour s'établir, en clôture, au niveau sans précédent de 2 284,50, avec un gain de 36,36 points. Sur 1 943 valeurs traitées, 1 018 ont monté, 533 ont baissé, et 392 n'ont pas varié.

De l'avis général, la hausse des valeurs pétrolières, liée à la montée des prix du brut, et des actions des entreprises de technologie a servi de détonateur.

Il n'en a pas fallu davantage pour atténuer la crainte que suscite la fameuse journée des « trois sorcières » du 20 mars prochain (triple coïncidence des contrats à terme sur options, actions et indices).

Schlumberger a profité de l'effet pétrole, mais aussi des rumeurs selon lesquelles la firme aurait trouvé un nouvel acheteur pour sa filiale Fairchild, après l'échec avec Fujitsu.

L'activité s'est accrue, et 177,31 millions de titres ont changé de mains, contre 134,9 millions la veille.

VALEURS	Cours de 16 mars	Cours de 17 mars
Alcoa	42 5/8	43 5/8
A.T.T.	28 1/2	28 1/2
Borg	61 1/2	61 1/2
Chemical Bank	37 7/8	37 7/8
De Pore de Houston	27 1/2	27 1/2
General Electric	75 1/2	76 1/4
IBM	82 3/8	84 3/8
Ford	78 1/2	78 1/2
General Motors	70 1/2	70 1/2
Goodyear	77 1/2	77 1/2
Johnson & Johnson	44 1/2	44 1/2
L.T.T.	63 1/2	64
Rockwell	48 1/4	47 5/8
Schlumberger	57 1/8	58 3/8
Texaco	34 1/2	34 1/2
U.S. Steel	57 1/2	58 1/2
Union Carbide	28 3/4	28 3/4
U.S. Corp.	28 3/4	28 3/4
Westinghouse	62 3/4	64
Yarn Corp.	71 3/8	72 3/8

CHANGES

Dollar : 6,10 F =  
Livre : 1,8050 dollar

L'évolution de la monnaie sur les marchés des changes, le 18 mars, a été le redressement de la livre, à 1,8050 dollar, à son niveau le plus haut depuis cinq ans. Cette remontée a suivi la présentation du budget britannique, qui prévoit une baisse des impôts et un effort de réduction du déficit public. Le dollar était stable, autour de 6,10 F.

FRANCFORT 17 mars 18 mars  
Dollar (en DM) .. 1,838 1,838  
TOKYO 17 mars 18 mars  
Dollar (en yen) .. 151,40 151,75

MARCHÉ MONÉTAIRE  
(cote officielle)  
Paris (18 mars) .. 3 3/4-8 1/2 %  
New-York (17 mars) .. 6 1/10 %

INDICES BOURSISERS

PARIS  
(INSEE, base 100 à 31 déc. 1985)  
16 mars 17 mars  
Valeur française .. 189,1 189,5  
Valeur étrangère .. 185,6 185,1  
Cote des agents de change  
(base 100 à 31 déc. 1981)  
Indice général .. 438,2 438,8

NEW-YORK  
(indice Dow Jones)  
16 mars 17 mars  
Industrielles .. 2248,44 2284,50

LONDRES  
(indice Financial Times)  
16 mars 17 mars  
Industrielles .. 1576,6 1586,9  
Mines d'or .. 336,3 341,4  
Fonds d'Etat .. 96,87 96,89

TOKYO  
17 mars 18 mars  
Nikkei .. 21542 21769  
Indice général .. 1857,5 1870,8

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 17 mars				
Nombre de contrats : 19 345				
COURS	ÉCARTS			
	Mars 87	Juin 87	Sept. 87	Déc. 87
Dernier .....	108	107,70	107,60	107,70
Précédent .....	107,65	107,60	107,65	107,50

AUTOUR DE LA CORBEILLE

PROGRESSION DES RÉSULTATS DE SAFT. — La société SAFT a réalisé en 1986 un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs, contre 1,8 milliard en 1985. Hors incidence de la cession de l'activité plus grand public réalisée en septembre 1985, le chiffre d'affaires 1986 a progressé de 4 %.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

OPTIMISME DE TAPIE POUR TERRAILLON. — Bernard Tapie a indiqué, le 17 mars, que le chiffre d'affaires de Terrailon en 1987 serait compris entre 400 et 440 millions de francs, avec un profit net de 25 à 27,5 millions de francs, soit des progressions de l'ordre de 60 à 80 % sur 1986.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté 60 % du chiffre d'affaires total. Le résultat net de la société mère s'élève à 38,1 millions de francs, contre 25,1 millions en 1985. Le revenu global par action s'est élevé à 38,50 F de dividende distribué, 19,50 F d'impôt payé au Trésor, contre 52,50 F en 1985.

# PRENEZ LES PRIX DE VITESSE!

Jusqu'au 14 Février 1987.  
Commandez votre Renault neuve au prix Octobre 1986,  
chez votre concessionnaire Renault.  
Garantie de prix pour tous les véhicules livrés dans les  
trois mois suivant la date de la commande.

## VOTRE RENAULT AU PRIX 86

**RENAULT**  
DES VOITURES  
A VIVRE

L'EUROPE DES  
VILLES RÊVÉES

Amsterdam  
Athènes  
Berlin  
Budapest  
Copenhague  
Dublin  
Edimbourg  
Florence  
Genève  
Lisbonne  
Londres  
Rome  
Séville  
Stockholm  
Venise  
Vienne

Vacances volées, week-ends intimes... 16 petits guides pour les villes les plus romantiques d'Europe. L'imaginaire d'un écrivain (Julien Green à Florence, Michel Del Castillo à Séville...) et la précision d'un guide pratique.

En librairie - 39 F

**autrement  
EDITIONS**

هناك انا على



## Marchés financiers

## BOURSE DE PARIS

## 17 MARS

**Cours relevé  
à 17 h 35**

Règlement mensuel										Règlement mensuel													
Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
1157	AS 5% 1972	1226	1226	1226	0.12	466	Dany S.	536	532	523	- 2.42	2130	Master	2386	2415	2440	+ 2.31	105	S.C.O.A.	115	112	115	0.27
1158	C.A.P. 2%	1226	1226	1226	0.12	276	DR. P.A.C. I.R.	338	339	339	0.00	2500	Master-Gain S.	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1159	C.C.P. T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1160	C.C.P. T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1161	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1162	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1163	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1164	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1165	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1166	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1167	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1168	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1169	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1170	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1171	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1172	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1173	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1174	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1175	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1176	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1177	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1178	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1179	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1180	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1181	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1182	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1183	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1184	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1185	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1186	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1187	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1188	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1189	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1190	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1191	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1192	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1193	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1194	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1195	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1196	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1197	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1198	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1199	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1200	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1201	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1202	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1203	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1204	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1205	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1206	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1207	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1208	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1209	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1210	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1211	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	2637	+ 0.05	570	S.C.R.E.E.	618	620	620	+ 0.32
1212	Electrolux T.P.	1226	1226	1226	0.12	276	Duché France S.	338	339	339	0.00	2500	Michelin	2612	2630	26							

## Comptant (collection)

## Second marché (sélection)

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du nom.	% du coupon	Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours	
Obligations																				
4.5 % 1973 L.V.	..	..	548	580	4	196	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Comp. 7 1/2 1972	7880	7208	1378	1351	OPR (Rat. de)	670	688	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Exp. 8.30 77	123 56	7208	2210	2229	OPR (Rat. de)	670	688	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
3.80 76 7/8	102	6 686	486	486	Orléans (C.T.C.)	3085	3080	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
10.80 5 7/8 79/85	705 75	6 770	800	815	Orléans (C.T.C.)	1235	1236	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
12.25 5 10/8 78	104 45	..	3851	3851	Orléans (C.T.C.)	1100	1100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
12.80 5 10/8 77	103 10	5 785	1308	1308	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
13.00 5 11/8 78	108 22	2 344	1130	1130	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
16.75 8 11/8 77	105 60	6 872	1234	1234	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
16.20 5 10/8 80	118 80	2 841	1080	1075	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
10 1/2 jan 82	119 20	12 362	1080	1075	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
13.40 4 1/2 83	123 10	9	880	880	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
12.20 5 10/8 84	114 98	6 361	1230	1230	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
1 1/2 oct. 85	116 30	..	1230	1230	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Étrangères																				
4.5 % 1973 L.V.	..	..	548	580	4	196	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Comp. 7 1/2 1972	7880	7208	1378	1351	OPR (Rat. de)	670	688	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Exp. 8.30 77	123 56	7208	2210	2229	OPR (Rat. de)	670	688	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
3.80 76 7/8	102	6 686	486	486	Orléans (C.T.C.)	3085	3080	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
10.80 5 7/8 79/85	705 75	6 770	800	815	Orléans (C.T.C.)	1235	1236	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
12.25 5 10/8 78	104 45	..	3851	3851	Orléans (C.T.C.)	1100	1100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
12.80 5 10/8 77	103 10	5 785	1308	1308	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
13.00 5 11/8 78	108 22	2 344	1130	1130	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
16.75 8 11/8 77	105 60	6 872	1234	1234	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
16.20 5 10/8 80	118 80	2 841	1080	1075	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
10 1/2 jan 82	119 20	12 362	1080	1075	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
13.40 4 1/2 83	123 10	9	880	880	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
12.20 5 10/8 84	114 98	6 361	1230	1230	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
1 1/2 oct. 85	116 30	..	1230	1230	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Étrangères																				
4.5 % 1973 L.V.	..	..	548	580	4	196	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Comp. 7 1/2 1972	7880	7208	1378	1351	OPR (Rat. de)	670	688	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Exp. 8.30 77	123 56	7208	2210	2229	OPR (Rat. de)	670	688	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
3.80 76 7/8	102	6 686	486	486	Orléans (C.T.C.)	3085	3080	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
10.80 5 7/8 79/85	705 75	6 770	800	815	Orléans (C.T.C.)	1235	1236	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
12.25 5 10/8 78	104 45	..	3851	3851	Orléans (C.T.C.)	1100	1100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
12.80 5 10/8 77	103 10	5 785	1308	1308	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
13.00 5 11/8 78	108 22	2 344	1130	1130	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
16.75 8 11/8 77	105 60	6 872	1234	1234	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
16.20 5 10/8 80	118 80	2 841	1080	1075	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
10 1/2 jan 82	119 20	12 362	1080	1075	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
13.40 4 1/2 83	123 10	9	880	880	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
12.20 5 10/8 84	114 98	6 361	1230	1230	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
1 1/2 oct. 85	116 30	..	1230	1230	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Étrangères																				
4.5 % 1973 L.V.	..	..	548	580	4	196	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Comp. 7 1/2 1972	7880	7208	1378	1351	OPR (Rat. de)	670	688	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Exp. 8.30 77	123 56	7208	2210	2229	OPR (Rat. de)	670	688	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
3.80 76 7/8	102	6 686	486	486	Orléans (C.T.C.)	3085	3080	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
10.80 5 7/8 79/85	705 75	6 770	800	815	Orléans (C.T.C.)	1235	1236	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
12.25 5 10/8 78	104 45	..	3851	3851	Orléans (C.T.C.)	1100	1100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
12.80 5 10/8 77	103 10	5 785	1308	1308	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
13.00 5 11/8 78	108 22	2 344	1130	1130	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
16.75 8 11/8 77	105 60	6 872	1234	1234	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
16.20 5 10/8 80	118 80	2 841	1080	1075	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
10 1/2 jan 82	119 20	12 362	1080	1075	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
13.40 4 1/2 83	123 10	9	880	880	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
12.20 5 10/8 84	114 98	6 361	1230	1230	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
1 1/2 oct. 85	116 30	..	1230	1230	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Étrangères																				
4.5 % 1973 L.V.	..	..	548	580	4	196	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Comp. 7 1/2 1972	7880	7208	1378	1351	OPR (Rat. de)	670	688	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Exp. 8.30 77	123 56	7208	2210	2229	OPR (Rat. de)	670	688	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
3.80 76 7/8	102	6 686	486	486	Orléans (C.T.C.)	3085	3080	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
10.80 5 7/8 79/85	705 75	6 770	800	815	Orléans (C.T.C.)	1235	1236	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
12.25 5 10/8 78	104 45	..	3851	3851	Orléans (C.T.C.)	1100	1100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
12.80 5 10/8 77	103 10	5 785	1308	1308	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
13.00 5 11/8 78	108 22	2 344	1130	1130	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
16.75 8 11/8 77	105 60	6 872	1234	1234	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
16.20 5 10/8 80	118 80	2 841	1080	1075	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
10 1/2 jan 82	119 20	12 362	1080	1075	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
13.40 4 1/2 83	123 10	9	880	880	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
12.20 5 10/8 84	114 98	6 361	1230	1230	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
1 1/2 oct. 85	116 30	..	1230	1230	Orléans (C.T.C.)	508	501	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Étrangères																				
4.5 % 1973 L.V.	..	..	548	580	4	196	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Comp. 7 1/2 1972	7880	7208	1378	1351	OPR (Rat. de)	670	688	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Exp. 8.30 77	123 56	7208	2210	2229	OPR (Rat. de)	670	688	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
3.80 76 7/8	102	6 686	486	486	Orléans (C.T.C.)	3085	3080	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
10.80 5 7/8 79/85	705 75	6 770	800	815	Orléans (C.T.C.)	1235	1236	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
12.25 5 10/8 78	104 45	..	3851	3851	Orléans (C.T.C.)	1100	1100	..	..	..	..	..	..	..	..					

## SICAV (sélection)

## 17/3

[illegible]

## Droits et bons

## Cote des changes

## Marché libre de l'or

Wagon Inter .....	677 04	658 92
Wagon J .....	51193 79	51193 79
Wagon Long-Term .....	1821 20	1772 46

[illegible]



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SÉRVICES	MINITEL
3 Liban : le nouvel ultimatum de l'OJF. 4 La drogue dans le Triangle d'or. 6 Équateur : les conséquences du séisme. 7 Mexique : malaise au sein du régime. 8 Espagne : la visite de M. Weinberger.	12 La réunion du gouvernement à l'hôtel Matignon.  <b>DÉBATS</b> 2 L'Europe, trente ans après.	13 La lutte contre l'épidémie de SIDA. — Une découverte importante sur le cancer. 14 Point de vue : Au service de l'équité, par Paul Legatte.	19 Le Storis, un film de Luigi Comencini. 20 Hommage à Christian Dior. 21 Entretien avec Marc Audié. <b>COMMUNICATION</b> 18 Procès contre M. Robert Hersant en Belgique.	30 Grande-Bretagne : un budget pré-électoral teinté de « prudence » présenté par M. Lawson. 32 Philips relance la vidéo-disque. 33 La CGC tire un bilan contrasté d'un an de gouvernement Chirac. 34-35 Marchés financiers.	Radio-télévision ..... 25 Annonces classées ..... 25-29 Carnet ..... 26 Météorologie ..... 25 Mots croisés ..... 26 Suspense ..... 25 Spectacles ..... 23-24	● J.-L. Normandin : les négociations au jour le jour. ● SIDA : la point sur l'épidémie et les recherches. ● Jouez et gagnez avec l'actualité. Actualité, Immobilier, Sports, Bourse, Télémarketing, Chémis. 36.15 Tapez LEMONDE

## Temps de travail et chômeurs de longue durée

## M. Séguin joue la flexibilité et le traitement social

La lutte contre le chômage était au centre du conseil des ministres du mercredi 18 mars. M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a présenté, sans modification, son texte sur l'aménagement du temps de travail. Initialement, il s'agissait d'une ordonnance que M. Mitterrand avait refusé de signer le 17 décembre.

Pour « riposter » à ce refus, le gouvernement avait transformé l'ordonnance en amendement au projet de loi portant diverses mesures d'ordre social. Puis, adopté à l'unanimité par le Parlement, ce texte avait été annulé le 23 janvier par le Conseil constitutionnel. Malgré l'opposition — pour des raisons différentes — de tous les syndicats à ce projet, M. Séguin l'a repris « en l'état » — ce qui pourrait amener M. Mitterrand à confirmer ses réserves — quitte à accepter des amendements lors du débat parlementaire.

M. Séguin a également fait une communication sur la préparation de différentes mesures de traitement social du chômage pour un coût évalué à 3 milliards de francs, qui reprendront des dispositions annoncées aux partenaires sociaux lors de la concertation organisée récemment par M. Chirac. La possibilité pour les salariés licenciés économiques de bénéficier de contrats de conversion sera étendue aux salariés des entreprises en règlement judiciaire ou en liquidation de biens.

Le « délai de carence » existant actuellement pour le passage d'un chômeur du régime d'indemnisation de l'UNEDIC au système de solidarité de l'Etat, qui pouvait atteindre jusqu'à quatre mois, sera supprimé.

Mais les mesures les plus importantes, et qui feront prochainement l'objet d'un projet de loi (incluant aussi la suppression du délai de carence), concernent les chômeurs de longue durée, c'est-à-dire ayant au moins un an d'ancienneté au chômage. En janvier 1986, ils étaient 742 025 (soit 29,1 % des demandeurs d'emploi). En janvier dernier, ils étaient 830 409 (30,4 %), alors que dans le même temps l'ancienneté moyenne des demandes en fin de mois passait de 317 à 337 jours. La difficulté est d'autant plus grande que parmi ces chômeurs de longue durée on rencontre tous les âges et toutes les qualifications mais beaucoup d'entre eux sont l'objet de licenciements dans des secteurs économiques en déclin.

M. Séguin a décidé de relancer les stages de formation dit « stages Delebarre » et d'ajouter trois mesures nouvelles pour les chômeurs de longue durée pour un coût qui pourrait être d'environ 2 milliards. En premier lieu, ils pourront être embauchés par des entreprises en « contrats de réinsertion en alternance ». Il s'agira de contrats de travail d'une durée de deux ans, prévoyant sur l'ensemble de la période une formation de mise à niveau de 600 heures. La rémunération sera au minimum équivalente au SMIC. L'Etat prendra en charge la totalité de la formation et — pendant un an — les cotisations sociales patronales.

La deuxième mesure amènera à instaurer des stages de réinsertion en alternance pour des chômeurs de longue durée connaissant des difficultés particulières. D'une durée de cinq mois, ils prévoient 300 heures de formation en centre spécialisé et 300 heures en entreprise. Les chômeurs auront le statut de stagiaire de la formation professionnelle seront rémunérés au SMIC, le coût de la mesure étant intégralement pris en charge par l'Etat.

Enfin, pour tous les chômeurs de longue durée sortant d'un stage, une exonération de 50 % des charges sociales patronales sera accordée pendant un an aux entreprises qui les embaucheront. Dans l'entourage de M. Séguin, on estime que la totalité des mesures annoncées — extension des contrats de conversion incluse — pourrait bénéficier à au moins 250 000 chômeurs. A défaut de vraie relance et face à l'irrésistible montée du chômage, on joue tant sur la flexibilité que sur le traitement social. Sans nourrir d'illusions exagérées.

M. N.

● La commémoration par la FNACA de la fin de la guerre d'Algérie. — La Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc, Tunisie, (FNACA), indique qu'elle souhaite « une importance toute particulière au 18 mars 1987 », qui marque le vingt-cinquième anniversaire du cessez-le-feu du 18 mars 1962 consécutif à la signature des accords d'Evian. La FNACA indique que douze mille personnes se réuniront à Saint-Louis des Invalides et qu'un cortège se dirigera vers l'Arc de triomphe où la flamme sur le tombeau du Soldat inconnu sera ravivée à 18 h 30.

Le Monde Infos-Spectacles  
sur Minitel  
36-15 + ISLM

## CAMBODGE

## Le Vietnam se retirera en 1990 réaffirme M. Pham Van Dong

Hanoï (AFP). — Le premier ministre vietnamien, M. Pham Van Dong, a affirmé, le mardi 17 mars, que le Vietnam retirera ses troupes du Cambodge en 1990. « même si les « polpotistes » (partisans du leader khmer rouge Pol Pot) existent toujours ». Lors d'un entretien avec des journalistes suédois, dont l'enregistrement a été communiqué à l'AFP, M. Dong a ajouté qu'il « ne croyait pas » à un retour des Khmers rouges à Phnom-Penh. A propos du conflit cambodgien, le chef du gouvernement a estimé que « tous les pays concernés doivent réfléchir en vue de contribuer à la recherche d'une solution politique », ajoutant : « Le temps a fait arriver ce problème à maturité ».

A propos de la « relève » de l'ancienne génération au Vietnam, M. Dong, qui est âgé de quatre-vingts ans, a cité un proverbe vietnamien qui dit que « les vieux bambous laissent la place aux jeunes pousses ». « Nous sommes très confiants dans la jeune génération, et il dit, elle fera ce que nous

n'avons pas pu faire ». Interrogé sur les raisons pour lesquelles il était resté en fonctions après avoir dit publiquement qu'il fallait laisser la place aux « jeunes pousses », le premier ministre s'est contenté de répondre en riant : « Ce qui doit arriver arrivera. Il ne faut pas être impatient ».

De son côté, M. Vo Van Kiet, vice-premier ministre et actuel numéro cinq du bureau politique du PC vietnamien, a déclaré que la nomination du futur premier ministre vietnamien aura lieu « seulement deux mois après » les élections législatives du 19 avril. Le candidat « devra avoir une expérience en économie », a-t-il ajouté.

Enfin, M. Lena Hjeim Wales, ministre suédois de l'aide pour le développement international, qui séjourne actuellement à Hanoï, a laissé entendre, mardi, que la Suède pourrait revoir sa coopération avec le Vietnam au cas où les troupes vietnamiennes s'envoleraient pas le Cambodge en 1990.

D'octobre 1986 à janvier 1987

Six mille cinq cents étrangers ont été reconduits aux frontières annonce le ministre de l'intérieur

« Six mille cinq cents étrangers en situation irrégulière en France ont été reconduits aux frontières en quatre mois, d'octobre 1986 à janvier 1987 », a annoncé M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, lors d'un entretien que publie, mercredi 18 mars, le *Courrier picard*, à Amiens (Somme). A propos de l'immigration clandestine, le ministre de l'intérieur déclare que l'obligation du visa sera « prorogée » et précise que treize mille huit cent dix-neuf étrangers démunis de visa ont été refoulés pendant cette période.

M. Pasqua n'envisage pas, « à l'heure actuelle », la création d'un fichier central commun à tous les services de police et de gendarmerie. En revanche, souligne-t-il, « il a été décidé de faciliter au maximum les échanges d'informations et de rendre plus souple l'accès des différents services aux fichiers détenus par chacun d'eux ». C'est ainsi que la gendarmerie va avoir accès au fichier contre-terroriste de la police.

De plus, le ministre de l'intérieur a indiqué qu'un projet de loi visant à « réprimer plus efficacement la toxicomanie » sera déposé au Parlement au cours de la prochaine session, et qu'un texte réglementant la vente de colles et de solvants est actuellement à l'étude. A propos du SIDA, M. Pasqua estime qu'il n'est pas certain que l'on puisse attendre de la libéralisation de la vente des seringues une modification en profondeur du comportement des toxicomanes. « Il faut une certaine naïveté pour imaginer que les toxicomanes soient accessibles aux règles d'hygiène qu'on voudrait leur faire observer », ajoute-t-il en notant : « Je crains que cette mesure n'apparaisse comme l'illustration d'un certain fatalisme à l'égard des comportements toxicomanes les plus graves ».

## ETHIOPIE

## Plusieurs généraux changent de poste

Addis-Abeba. — Le conseil militaire administratif provisoire au pouvoir (CMAP ou DERG) procédé, le lundi 16 mars, à un important remaniement ministériel touchant principalement le secteur militaire.

Le ministre de la défense, le général Tesfaye Gabre Kidan, est remplacé par l'ancien chef d'état-major, le général Haile Giorgis Habte-Mariam.

Le chef des forces aériennes, le général Fanta Belay, devient ministre de l'industrie et occupe la place au général Amha Desta, vétérinaire de l'aviation, tandis que l'ancien administrateur en chef de la province de l'Erythrée, en proie à la guérilla, le général Merid Negussie, est nommé chef d'état-major de l'armée.

Le ministre du commerce extérieur, M. Wolle Chekol, devient ministre des finances et est remplacé par l'ancien gouverneur de la Banque nationale, M. Tadesse Gabre Kidan. Le portefeuille de la loi et de la justice va à M. Wondawer Mihretu, un homme peu connu, tandis que l'ancien ministre adjoint des finances Bekele Tamirat est nommé gouverneur de la Banque centrale.

Ce remaniement intervient peu après le référendum sur lequel 81 % des Ethiopiens se sont prononcés, selon les chiffres officiels, pour une Constitution républicaine; le processus de réorganisation du pays ainsi engagé devrait s'achever en septembre prochain, pour le treizième anniversaire de la révolution qui a mis fin à l'empire de Haile Sélassié.

Depuis le mois dernier, des rumeurs font état de la nomination de huit vice-premiers ministres lors de la première séance de l'Assemblée nationale et de la transformation de cet ancien empire féodal en une « République démocratique populaire ». — (AFP.)

Le numéro de « Monde » daté 18 mars 1987 a été tiré à 481 071 exemplaires.

A B C D E F G

## Sur le vif

## Mords-les !

Je suis ravi, moi, dites donc ! Non, c'est vrai, au bout d'un an de cohabitation, je commencerai à désespérer. Chaque matin, je parcourais l'actualité à la recherche d'un truc un peu marrant, un peu drôles à raconter. Zéro. On n'avait rien à se mettre sous la dent, nous autres, les journalistes. Oui, bon, OK, un vague mouvement d'humeur, une prise de bec, un léger crépage de chignon entre mon Mimi et mon Jacquot, mais dans l'ensemble, faut reconnaître, ça se passe, ça se tire, leur petit ménage, y a pas à dire.

Côté Pasqua-Pandaud, on avait parfois droit, c'est vrai, à une gâterie. Ils nous balançaient, comme ça, en passant devant la ronde des singes, quelques osculantes. On se disait : tout de même, ça n'aurait pas été pire, si on n'avait jamais bien joué, forcément.

Et puis là, ô miracle ! ô surprise ! ô joie ! les socialistes sont sortis de leur coma. Ils ont arraché leurs sondes et leurs gouttes-à-goutte. Ils se sont secoués et, encore un peu hagards, un peu stupides, normal, ils ont reçu un coup de massage à essommer même un politicien, ils recommencent à donner de l'initiative, de l'insulte et de l'anathème. C'est pas la grande forme, mais ça revient. On est sur la bonne voie. Surtout Pierre Joxe. Avec ses faux airs de Darry Cowi, c'est le vrai petit bouledogue. Il aboie, il grogne, il montre les crocs... Il se donne un mal de chien, quoi !

En fait, vous croyez que les confrères, l'encourageraient, le croquerait dans le sens du poil : Allez, vas-y, fonce, mords ! Rien du tout. Ils l'engueulent, ils tirent sur sa laisse : Sage ! Au pied ! En voilà des manières ! Et l'autre, tout pensif, vous l'auriez entendu, hier, au micro d'Ekabach : Je suis peut-être un peu brutal, d'accord. J'aurais pas dû parler de les chasser, les mords au gouvernement. Le mot a dépassé mes pensées. Je voulais dire : faut les remplacer.

Mais non, mon grand, t'es très bien fait. Tape plus fort, au contraire ! Ah ! J'oubliais, peut-être que les jeunes du RPR t'ont envoyé un flicon de transitoire pour te calmer les nerfs. N'y touche pas, surtout ! C'est très mauvais pour la santé, les médicaments. Ecoute les conseils de papa Séguin et continue à bouffer de la viande rouge. Une bouchée pour mon Mimi... Et une bouchée pour Bibi.

CLAUDE SARRAUTE.

## EN BREF

● RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAIN : sanctions commerciales de la Norvège. — Un projet de loi prévoyant l'interdiction de tout commerce avec l'Afrique du Sud, y compris le transport de pétrole sud-africain par des pétroliers norvégiens, a été voté le lundi 16 mars par l'Odelsling, l'une des deux Chambres du Parlement norvégien. Le projet doit encore être adopté par la seconde Chambre, mais cela ne sera qu'une formalité, estiment les observateurs. — (AFP.)

● M. Sammarco rejoint M. Chevènement. — M. Philippe Sammarco, député PS des Bouches-du-Rhône, et chef de file de la minorité « déferrière » du courant A (mitterrandiste) de la fédération socialiste de ce département, rejoint le courant de M. Jean-Pierre Chevènement avec certains de ses partisans. M. Edmond Charles-Roux, veuve de Gaston Defferre, rejoint également Socialisme et République (SCERES). Cet accord a été conclu le mardi 17 mars.

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 18 mars

Reprise : + 1,27 %

La Bourse de Paris a progressé de 1,27 % en séance du matin, le 18 mars. Parmi les valeurs les mieux orientées, on notait TRT (+ 3,96 %), Essilor (+ 2,59 %), Saint-Gobain (+ 2,52 %), Télématique (+ 2,29 %) et source Perier (+ 2,19 %).

## Valeurs françaises

	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	538	544	545
Agencia Huma	2130	2180	2158
Al Liquide I.T.	898	902	902
Banque Paribas	1063	1074	1070
Bouygues	2760	2760	2780
Bouygues	1237	1282	1280
B.S.N.	4980	5010	5010
Carrefour	3860	3880	3915
Champs S.A.	1915	1938	1938
Club Méditerranée	885	888	894
Elf-Acphile	338	344	343
Enlil	3585	3680	3678
Lafarge-Capelle	1487	1515	1515
Michelin	3181	3200	3200
Mid (Caf.)	1851	1851	1851
Midi-Honeywell	2440	2475	2470
Novel, Michel	1212	1220	1235
Oréal (L.)	4188	4250	4238
Pernod-Ricard	1085	1085	1085
Piaget S.A.	1443	1460	1460
Saint-Gobain	440	450	451 10
Sanofi	870	875	878
Source Parier	775	785	785
Télématique	3490	3570	3570
Thomson-C.S.F.	1812	1836	1839
Tout-C.P.	470	470	470
T.S.T.	2250	2240	2235
Valis	558	568	568

LES AMATEURS D'APPLE PROFITENT  
DES PRIX ET DES SERVICES  
D'INTERNATIONAL COMPUTER  
LES SONT TOUJOURS DANS LE SIROP.

Un Macintosh S.E.

FHT !!!  
Consultez-nous...INTERNATIONAL COMPUTER  
La micro sans frontières26, rue du Renard Paris 4 • 42.72.26.26  
64, av. du Prado Marseille 6 • 91.37.25.03

LE BON CÔTÉ  
DE LA  
DÉCORATION  
CHEZ RODIN  
LES PRIX !  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Le numéro de « Monde » daté 18 mars 1987 a été tiré à 481 071 exemplaires.

Jersey,  
Week-end de 2 jours : 2060 F\*

A Jersey, bonnes vacances  
ça se dit  
Republique Tours.



REPUBLIQUE TOURS

\* 2 nuits en demi-pension en guest house Avril-mai-octobre. Départ de Paris vendredi dimanche.  
1, av. de la République  
75011 Paris  
Tel. : 43.55.39.30  
Tél. : 210.956

الجمهورية التونسية